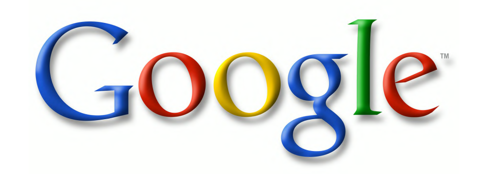


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

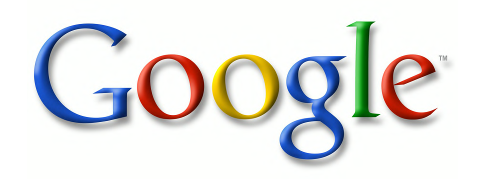
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`





78. a. 22





COLLECTION
DES MÉMOIRES
RELATIFS
A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

LA VIE
ET LES MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

IMPRIMERIE DE J. TASTU,
RUE DE VAUGIRARD, N° 36.

LA VIE
ET LES MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ,

AVEC

DES NOTES ET DES ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES.

TOME TROISIÈME.

PARIS.
BAUDOUIN FRÈRES, LIBRAIRES,
RUE DE VAUGIRARD, N° 36.

1823.

LA VIE

DU

GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

Non omnis moriar.

SUITE

DU LIVRE CINQUIÈME.

CHAPITRE VII.

Kellermann commande l'armée de la Moselle. — Luckner à Châlons. — Consternation de Paris. — Les Prussiens devant Grand-Pré.

Le 2 septembre, Verdun se rendit sans s'être défendu. La première nouvelle s'en répandit le 3 au matin; personne heureusement ne voulut le croire. Le 4, à peine arrivé dans le camp de Grand-Pré, le général en reçut la confirmation. Il apprit la capitulation et le désespoir héroïque du brave Beaurepaire qui, forcé par les magistrats et le peuple, ne trouvant pas dans l'inexpérience et la faiblesse d'une garnison peu nombreuse un appui assez fort pour résister à la terreur ou à la trahison, s'était tué pour ne pas survivre à une lâcheté

qu'il n'avait pas pu empêcher (1). Cet événement, quand il fut su avec tous ses détails, bien loin de décourager l'armée, redoubla sa confiance dans son chef; elle s'attendait à voir arriver les Prussiens; elle se voyait dans un camp très-fort, où elle avait été conduite fort à propos; elle se regardait comme l'unique ressource de la France, et elle se pénétra de l'importance du poste qu'elle avait à soutenir.

Le général écrivit aussitôt au ministre Servan une lettre très-laconique : « Verdun est pris; j'at-» tends les Prussiens. Le camp de Grand-Pré et » celui des Islettes sont les Thermopyles, mais je » serai plus heureux que Léonidas. »

Dans une autre lettre il lui détaillait les avantages de sa position et tous ses besoins. Il lui communiquait les ordres qu'il avait envoyés à

---

(1) Le nom de Beaurepaire est devenu célèbre par cette action courageuse, et par ces vers du poëte Le Brun :

> Des Beaurepaires, des Désilles,
> La mort a prédit nos succès.
> Venez, phalanges de Xercès,
> Et nous aurons nos Thermopyles !
>
> ODE PATRIOTIQUE.

La Convention nationale, qui se réunit quelques jours après la mort de Beaurepaire, ordonna la translation de ses restes au Panthéon, et fit graver sur son tombeau cette épitaphe qui peint l'esprit de l'époque : « Beaurepaire aima mieux mourir que de capituler avec des tyrans. » Sa veuve obtint une pension du gouvernement; et l'une des sections de Paris, située dans le faubourg Saint-Germain, prit le nom de *section de Beaurepaire*.

(*Note des nouv. édit.*)

Beurnonville et à Duval de venir le joindre; il y joignait le double de l'instruction qu'il avait envoyée à La Bourdonnaye pour la défense du département du Nord, et à Moreton et Malus pour la préparation la plus vive de la guerre offensive dans les Pays-Bas; assurant toujours qu'il ne doutait pas de faire encore cette expédition dans la même année, si on le secondait.

Il l'assurait qu'il tiendrait assez de temps dans le camp de Grand-Pré, pour recevoir les secours de la Flandre et tous les renforts qu'il voudrait lui envoyer. Il le priait de détacher de l'armée du Rhin, qui n'avait aucune agression à craindre, un corps de cinq à six mille hommes pour renforcer celle de Metz, et d'ordonner à Luckner de se mettre en mouvement pour prendre en queue et en flanc l'armée prussienne, dès que ses projets seraient bien connus, en la côtoyant par Ligny et Bar-le-Duc, pour être à portée de couvrir le Barrois, Vitry et Saint-Dizier, par où jadis Charles-Quint avait pénétré en Champagne.

Il désirait que Luckner se rapprochât de lui, et se mît à portée, ou de joindre les deux armées, ou au moins de lui envoyer un renfort équivalent à celui qu'il recevrait lui-même de l'armée d'Alsace. Il lui détaillait toutes ses combinaisons, surtout ce que les Prussiens pouvaient entreprendre après la prise de Verdun. La saison était très-avancée et pluvieuse. Il prévoyait qu'ils voudraient marcher sur Paris, plutôt que d'employer le reste de la

campagne à faire des siéges. Il en donnait pour preuve qu'ils avaient négligé de prendre Montmédy qui se trouvait derrière eux, et qui ne pouvait que gêner infiniment leur communication avec le Luxembourg, d'où ils devaient tirer leurs convois. Effectivement, par l'activité du général Ligneville, la garnison de Montmédy leur a fait beaucoup de mal.

Il concluait, et d'après la préférence donnée à Verdun sur Montmédy, et d'après les fausses espérances dont les émigrés repaissaient le roi de Prusse, et d'après les instances des frères du roi qui l'accompagnaient, que certainement ce monarque, ne voyant plus aucune place forte entre lui et Paris par la route de Châlons, choisirait cette route comme la plus courte et la plus aisée, croirait très-facile de déposter les Français de la forêt d'Argonne, les attaquerait pour ne pas laisser derrière lui un corps de troupes qui pourrait ensuite l'inquiéter, et ne douterait pas, après avoir vaincu cette petite difficulté, d'arriver en sept où huit marches à Paris sans trouver d'autres obstacles. Il lui envoyait des lettres interceptées, qui toutes prouvaient le projet de la marche sur Paris, et l'espoir très-fondé des émigrés d'une prompte réussite.

Il mandait les mêmes combinaisons au maréchal Luckner à Metz : il avait établi des stations d'officiers et d'autres hommes très-sûrs, pour former une correspondance de courriers non-interrompue.

Les réponses qu'il reçut très-promptement de Metz étaient de Kellermann, qui, avec cinq mille hommes de l'armée du Rhin, était venu prendre le commandement de celle du maréchal, qu'on avait fait venir à Paris, moins pour lui marquer de la confiance, que pour s'en débarrasser, parce qu'on ne lui trouvait pas assez d'activité. Cependant, comme on ne voulait pas choquer le reste des préjugés du peuple, qui conservait encore quelque confiance dans la réputation de ce vieux général, on l'envoya à Châlons pour y veiller sur les rassemblemens, et pour donner ses conseils aux deux généraux agissant, mais sans aucune autorité sur eux.

Non-seulement il fut inutile à Châlons, mais il y fut nuisible, parce que cette tourbe de Français de nouvelle levée qui s'y assemblaient, se moquait de ses ordres et de sa personne qui fut plus d'une fois exposée, parce que, parlant mal français et manquant de tête, il ne sut jamais se faire obéir; mais encore plus parce qu'il empêcha, par ses conseils et par ses ordres, le général Kellermann d'effectuer sa jonction. Alors le pouvoir exécutif se vit contraint de lui donner d'abord pour conseil le colonel Laclos (1), sans le contre-seing duquel il lui fut défendu d'écrire aucune lettre, et ensuite de le retirer tout-à-fait.

---

(1) Auteur du roman intitulé les *Liaisons dangereuses*. Voyez les Mémoires de Ferrières, t. III, p. 106.

(*Note des nouv. édit.*)

Ce sont là tous les services que la France a retirés d'un général que le duc de Choiseul avait acheté en 1763, à qui on a payé trente-six mille francs pendant trente ans, et qui aurait été fort utile si on ne l'avait pas fait maréchal de France, et s'il n'avait jamais commandé en chef. Les cannibales viennent de faire périr ce vieux guerrier sous leur infâme et injuste guillotine.

Kellermann mandait à Dumouriez qu'une armée, commandée par le prince de Hohenlohe et le prince de Condé, assiégeait Thionville; qu'il comptait sur les talens du général Wimpfen qui commandait dans la place, et sur la force de sa garnison; qu'il allait augmenter celle de Toul et de Metz, et qu'il marcherait sur-le-champ avec le reste de son armée, qui serait encore de dix-huit à vingt mille hommes, par Ligny et Bar, pour se rapprocher du point de *Revigny-aux-Vaches*, qu'il lui avait indiqué. D'après le calcul de ses marches, la jonction devait se faire le 14 ou le 15, et alors les deux armées, réunies avec les deux divisions de l'armée du Nord, auraient produit une masse de près de soixante mille hommes, avec lesquels il était possible d'arrêter l'ennemi

Dumouriez attendait de jour en jour l'apparition et l'attaque des Prussiens; il ne perdait pas un instant à se préparer à leur résister, et il était parfaitement secondé par l'ardeur de ses troupes. Il avait indiqué à chacun toutes les défenses de sa position. Il avait ordonné aux habitans de faire des

abatis sur toute la lisière de la forêt; il les avait excités par des proclamations à prendre les armes dès qu'il ferait sonner le tocsin; mais il trouvait en eux peu de bonnes dispositions. Ce canton est rempli de gentilshommes *verriers*, qui, fiers de leur fragile noblesse, détournaient le patriotisme des paysans. Une partie de ce pays appartenait au prince de Condé qui y avait beaucoup de partisans.

Il avait établi une chaîne de postes pour communiquer avec le général Dillon par Marque, Châtel, Aprémont, jusqu'à la *Chalade* et aux *Islettes*. Il avait ordonné à ce général de porter à Passavant un corps d'infanterie légère et plusieurs escadrons de chasseurs et hussards, pour consommer les fourrages des bords de l'Aire, couvrir ceux du Barrois, et empêcher l'ennemi d'y faire des excursions, en inquiétant son flanc gauche.

Il avait placé à la *Croix-aux-Bois* un colonel de dragons avec deux bataillons et deux escadrons. Il lui avait envoyé une instruction précise sur la manière de fortifier son poste en formant des abatis et des retranchemens, sa droite appuyée au ruisseau de Longouve, et sa gauche à celui de Noirval. Il lui avait recommandé surtout de rompre le chemin depuis Briquenay et *Bout-au-Bois* jusqu'à la tête de ses retranchemens. On verra par la suite combien ce point était important. Le général Dumouriez ne dissimulera pas les torts qu'il a eus à cet égard. Des Mémoires militaires exacts doivent

présenter une leçon pour les généraux dans le détail des fautes, comme dans celui des opérations les mieux combinées.

Il avait trop peu de troupes pour garnir la trouée du *Chêne-Populeux*, qui était la destination de la division du général Duval. Il y avait détaché cent hommes d'infanterie et quelques dragons de la garnison de Sedan pour figurer une défensive, en attendant l'arrivée de cette division venant du Pont-sur-Sambre. Il fut très-inquiet de ce côté depuis le 4 jusqu'au 7. Mais l'arrivée exacte du général Duval le même jour le tira de toutes ses inquiétudes, et à cette époque toute sa défensive était bien établie, et il était en état de résister partout.

Il avait tiré des garnisons de Givet, Philippeville, Marienbourg, Rocroy, pour renforcer la garnison de Sedan, environ deux mille hommes, dont deux cents de cavalerie, et il envoya le général Miaczinski avec ordre de faire de fréquentes excursions avec de gros détachemens, tant pour conserver la communication de Montmédy, que pour aider Ligneville à intercepter les convois de Longwy et de Luxembourg. Il lui avait donné pour adjoint le colonel Nolzier, officier d'un très-grand mérite, très en état de défendre la place en cas qu'elle fût assiégée. Miaczinski était très-bon pour ce genre de guerre, et y a rendu les plus grands services. Il était chargé en même temps de lever une légion.

Il n'y avait qu'environ cinq lieues du camp de Grand-Pré à Sainte-Menehould, et dix de Sainte-

Menehould à Châlons, par un chemin très-beau. Si les Prussiens venaient attaquer le camp de Grand-Pré, ou tentaient de forcer le passage des *Islettes*, le général avait espoir de les repousser; s'ils voulaient longer la forêt par leur gauche, et pénétrer par le Barrois, se dirigeant sur Vitry, il était sûr de les prévenir à la trouée de Revigny, et d'y être joint par Kellermann, ainsi de couvrir le Barrois et la Marne; s'ils voulaient pénétrer par le *Chêne-Populeux*, après leur avoir disputé ce passage, il était sûr de les arrêter sur le bord de l'Aisne, et d'être renforcé par la division de Beurnonville et par l'armée de Kellermann, pour les empêcher de passer cette rivière, et les faire mourir de faim dans les fondrières de la Tierrache, d'où ils n'auraient pas pu retirer leur artillerie et leurs équipages. Ainsi il pouvait prévoir dès-lors que cette formidable armée était mal *enfournée*, et que plus elle était nombreuse, plus elle se tirerait mal de cette fin de campagne.

Elle perdit beaucoup de temps après la prise de Verdun, et ce ne fut que le 8 qu'on la vit s'étendre et parader dans la grande plaine depuis Briquenay et Buzançy jusqu'à Clermont. Son quartier-général était à Raucourt. L'armée française montra une joie qui était d'un très-bon augure. Dès le lendemain les Prussiens commencèrent des attaques sur tout le front des avant-postes, et furent repoussés partout. Le 10, le général Miranda, Péru-

vien (1), que Pétion venait de faire entrer à notre service comme maréchal-de-camp, arrivé de la veille au soir, repoussa une attaque assez vive au village de Mortaume. Le général Stengel fut aussi

(1) Né d'une famille distinguée du Mexique ou du Pérou, Miranda, dès son début dans la carrière politique, tenta d'affranchir sa patrie du joug espagnol, projet qui paraît avoir été celui de sa vie entière. Obligé de prendre la fuite, il erra dans diverses contrées de l'Europe, et se rendit familières la plupart des langues vivantes. La révolution française venait d'éclater; il crut qu'elle serait favorable à ses desseins. Il se rendit à Paris, obtint la protection, alors puissante, de Pétion, et fut employé dans les armées. En 1793, chargé de l'expédition de la Hollande, il échoua devant Maestricht, se laissa battre à Aldenhoven; et ces deux échecs renversèrent tous les plans de Dumouriez. On l'accusa d'avoir contribué ensuite à la perte de la bataille de Neerwinde; il en rejeta tout le tort sur le général en chef qu'il présenta comme coupable, non pas d'imprévoyance, mais de trahison. Il a publié à ce sujet un écrit que nous consulterons plus tard pour la rédaction de ces notes. Miranda ne parvint cependant point à se justifier entièrement; la fuite de Dumouriez acheva de le compromettre. On le traduisit devant le tribunal révolutionnaire; mais il eut le bonheur extraordinaire d'être acquitté. Les soupçons, effacés un moment, se réveillèrent bientôt; Miranda fut de nouveau plongé dans les cachots, d'où il ne sortit qu'après le 9 thermidor. Réduit alors à une nullité qui contrariait son ambition, il se jeta dans le parti des sectionnaires, en vendémiaire an IV; fut décrété d'accusation, condamné à la déportation, et parvint toutefois à faire différer l'exécution de l'arrêt sous divers prétextes. Il ne put obtenir le même succès au 18 fructidor; et, proscrit dans cette journée, il se réfugia d'abord en Angleterre; puis revint à Paris en 1803, quoique les consuls ne l'eussent point rappelé. Arrêté et déporté pour la troisième fois, il ne reparut plus en France; mais on apprit que, en 1806, Miranda avait renouvelé l'exécution de ses projets dans l'Amérique méridionale. Ses premiers efforts furent infructueux; il se tint ca-

attaqué en même temps à Saint-Jouvin, mais l'ennemi fut repoussé de partout, et aucun des postes ne put être forcé.

Dans ces attaques, ou quand les mouvemens de l'ennemi les faisaient présumer, le général faisait descendre, du camp, du canon de douze et des bataillons qui pouvaient se porter où ils voulaient sans être aperçus de l'ennemi, étant cachés par la montagne de Bessieu. L'ennemi se trouvait toujours en tête un front de cinq à six mille hommes, et ne pouvait pas en déployer davantage. Il voyait cependant sur la hauteur le camp français toujours dans le même état, et ne pouvait pas croire le rapport de ses espions qui l'assuraient qu'il n'y avait pas plus de vingt mille hommes.

Dans ce camp, les soldats et les généraux eux-mêmes furent attaqués d'une diarrhée qu'on attribua à la mauvaise qualité des eaux et à l'abondance des pluies froides, ainsi qu'à la nécessité des fré-

---

ché jusqu'en 1810, où il reparut à Caracas, offrit ses services à la junte, et, quoiqu'elle se méfiât de l'exagération de ses principes, obtint quelque influence parmi les adversaires du gouvernement de la métropole. Depuis cette époque, Miranda servit la cause américaine avec des succès divers, et fut enfin livré par trahison aux Espagnols. Jeté dans les cachots de Carthagène, et transféré ensuite à Cadix, Miranda succomba, au commencement de 1816, à une maladie occasionée par la fatigue et les mauvais traitemens du parti vainqueur. Ce personnage montra quelquefois le caractère d'un aventurier; mais l'histoire ne pourra lui refuser des talens distingués, et les qualités brillantes d'un chef de parti.

(*Note des nouv. édit.*)

quens bivouacs. Heureusement cette maladie fut légère et n'eut pas de suite; mais elle laissa dans Grand-Pré un germe de dyssenterie, qui a été bien funeste aux Prussiens. Dans les premiers jours, l'armée manquait souvent de subsistances parce que le service ne pouvait pas encore être bien assuré, mais elle supportait tout avec la plus grande gaieté; et, ayant tous les jours de légers combats, elle ne s'ennuyait ni ne se rebutait pas.

Il n'en était pas de même des officiers-généraux et particuliers. Ils étaient ennuyés et fatigués; ils mouraient de faim, car sur la table du général qui nourrissait quiconque y avait recours, à peine avait-on du pain blanc. D'ailleurs on n'y mangeait que du mauvais mouton et des légumes, on y buvait de la mauvaise bière, et rarement de très-mauvais vin, quoiqu'en Champagne.

Un matin, cinq officiers-généraux entrèrent chez lui et lui demandèrent un entretien particulier; il vit à leur air embarrassé qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire. Celui qui était chargé de lui porter la parole, lui dit qu'on ne pouvait qu'applaudir au talent qu'il avait déployé pour rendre à l'armée le bon esprit qu'elle montrait, et pour les tirer de la position de Sedan où ils auraient été facilement enlevés, ou battus, ou coupés d'avec Paris, et pour les placer dans un camp qui paraissait inexpugnable; mais que ce camp était malsain, que le dégoût et les maladies commençaient à gagner l'armée, que les secours n'arrivaient pas,

que nous avions devant nous cent mille hommes maîtres de la campagne, qu'ils pouvaient nous laisser nous morfondre, et marcher par Bar-le-Duc pour gagner Vitry et même Châlons; qu'il était important de les prévenir et d'aller choisir un bon camp derrière la Marne où l'armée se fortifierait de tous les secours qui lui arriveraient, et aurait tout en abondance.

Le général laissa achever le discours de l'orateur, qui fut long; après quoi, sans entrer dans aucune explication, il leur dit : « Mes camarades, ceci a » l'air d'un conseil de guerre; on ne doit point » en assembler sans que j'en donne l'ordre. Quand » je vous demanderai vos avis à chacun en parti- » culier, votre devoir est de me dire ce que vous » croirez le plus utile. Je suis seul responsable, et » je sais ce que j'ai à faire; allez chacun à votre » poste, et ne vous occupez qu'à me bien se- » conder. »

Ils se turent, et depuis on ne tenta jamais la fermeté du général; mais les critiques allèrent leur train, et chacun envoya à ses amis de Paris ses réflexions et son plan de campagne, exagérant, comme de raison, nos souffrances, nos dangers, ainsi que la force et l'activité de l'ennemi. Cela ne diminua pas la consternation de Paris et de l'Assemblée nationale. Bientôt le général reçut par tous les courriers des sollicitations, des conseils et même des ordres de Luckner et des ministres, pour se retirer derrière la Marne. Cette persécu-

tion a été encore plus forte au camp de Sainte-Menehould. On taxait même sa résistance d'obstination criminelle. Il aurait pu dire aux Français comme Phocion aux Athéniens : « Vous êtes bien » heureux d'avoir un capitaine qui vous connaît ; » sans cela vous seriez perdus. »

Le 10, il fit un petit changement dans sa disposition. Ayant tous les jours des nouvelles de Beurnonville, il savait qu'il arriverait précisément le 14 à Réthel. Toutes les divisions de l'armée ennemie s'étaient réunies. Le général Clayrfait était devant la trouée de la *Croix-aux-Bois*. Le roi de Prusse menaçait *Grand-Pré*, et le prince Hohenlohe était devant les *Islettes*, occupant Varennes et Clermont. Ainsi l'attaque ne regardait plus que ce front, et ne devait pas s'étendre jusqu'au *Chêne-Populeux*.

Le général ne voulut pas entièrement dégarnir ce poste; mais, croyant pouvoir se servir utilement des troupes aguerries du camp de Pont-sur-Sambre, et surtout du général Duval, en qui il avait à juste titre une confiance particulière, il le remplaça par le général Dubouquet avec quatre bataillons et deux escadrons de dragons, et il le fit venir avec sa division au camp de Grand-Pré, où il le fit camper sur la hauteur de Marque, qu'il n'avait pu occuper jusqu'alors que par des détachemens, n'ayant pas assez de troupes pour se prolonger jusque-là. Par ce renfort il avait à peu près vingt mille hommes pour défendre l'excellente position de Grand-Pré.

Ses plus grandes contradictions venaient alors des manœuvres de Kellermann qui fatiguait ses troupes par des marches et des contre-marches, qui, arrivé jusqu'à Bar, rétrograda jusqu'à Ligny, qui désapprouvait comme tout le monde le plan de campagne du général Dumouriez, qui assurait que les Prussiens avaient le projet de tomber sur la Lorraine, pendant que le roi de Prusse était devant Grand-Pré, qui lui annonçait que, s'il voulait faire une jonction, il fallait qu'il fît la moitié du chemin, et que, réunis ensemble, ils iraient livrer bataille au roi de Prusse. Dumouriez, qui voulait temporiser et ruiner les Prussiens sans se battre, se serait bien gardé de hasarder une bataille. Il dénonça au ministre de la guerre la mauvaise volonté, ou au moins les indécisions de son collègue, et il exigea sévèrement qu'il lui fût donné un ordre absolu de le joindre et de ne plus contrarier son plan de campagne (1).

(1) Ce jugement de Dumouriez, sur la conduite du général Kellermann ne paraît pas exempt de prévention. La glorieuse journée de Valmy, dont on trouvera plus loin le récit, justifiera mieux que nous ne pourrions le faire les talens et les intentions de l'un des capitaines dont les succès illustrèrent nos premiers faits d'armes.

(*Note des nouv. édit.*)

CHAPITRE VIII.

Les ennemis forcent la Croix-aux-Bois. — Retraite du camp de Grand-Pré.

Cet ordre fut effectivement donné avec promptitude, par le ministre Servan, à Kellermann qui se vit forcé de l'exécuter. Ce fut dans ce même temps que le général Custine, pour faire une diversion, fut détaché de l'armée d'Alsace par Biron, et se porta à Spire, Worms et Mayence. Il aurait pu alors s'emparer de Coblentz, et s'il l'eût fait, la retraite des Prussiens aurait été ensuite fort hasardée, à moins qu'ils ne l'eussent exécutée sur-le-champ; ce à quoi ils n'auraient jamais pu se résoudre, tant leurs espérances étaient grandes et les apparences favorables.

Dumouriez écrivit lettres sur lettres pour conjurer le général Biron d'ordonner à Custine de marcher sur Coblentz et Trèves, pour pouvoir attaquer l'ennemi en flanc et par derrière, en se rendant maître de la Moselle, ce qui d'ailleurs dégageait Thionville et couvrait le pays Messin, dont Kellermann allait nécessairement être éloigné pour quelque temps. Biron donna les ordres; mais Custine, enorgueilli par des succès trop faciles et trop brillans, secoua le joug de son général, lui enleva presque toutes ses forces pour se faire une

armée de vingt-deux mille hommes, négligea Coblentz, et passa le Rhin pour aller se jeter sur Francfort dont la conquête rompit toute communication du plan général de campagne, rompit la neutralité de l'Empire, et attira des disgrâces bien méritées.

L'Assemblée nationale et le ministère ne calculèrent pas mieux que Custine; ils ne virent que l'éclat des conquêtes; leur avarice fut séduite par l'appât des contributions; on regarda les représentations sages du général Dumouriez comme l'effet de sa jalousie, et comme le projet de se faire une dictature militaire en soumettant toutes les opinions à la sienne; on éleva Custine jusqu'aux nues, on lui donna carte blanche. Mais cet infortuné général a payé bien chèrement ce moment de faveur par l'injustice et l'ingratitude de ses compatriotes.

En Flandre, on eut de mauvais succès et des alarmes qu'on rejeta encore sur les plans de Dumouriez; mais il ne partagea point les inquiétudes populaires. Il engagea seulement le ministre à renvoyer à cette armée le général La Bourdonnaye qu'on avait fait venir à Châlons pour commander une armée, pour couvrir Paris, et il lui fit donner le titre de général d'armée pour lui donner plus de considération et de pouvoir.

Ce projet de former une armée à Châlons était encore une suite de la méfiance inspirée par la terreur. On ne doutait pas plus à Paris que dans le

camp prussien, que le général Dumouriez ne dût être battu et pris; que le roi de Prusse ne dût passer la Marne, et que rien ne s'opposerait à sa marche sur Paris. On avait fait le projet stupide d'enceindre la capitale et de la défendre; au lieu d'envoyer des secours aux armées qui étaient en présence de l'ennemi, on dépouillait le département du Nord de l'artillerie et des munitions, pour rassembler à Paris d'immenses moyens de défense, et on y construisait un camp retranché, pour y rassembler une armée centrale qu'on formait à Soissons et à Châlons. Heureusement que les mouvemens du duc de Saxe-Teschen vinrent rompre ce projet qui aurait achevé de tout perdre, et que les lettres et les succès de Dumouriez et de Custine relevèrent un peu le courage. C'est ainsi que les plus grands obstacles et les plus grands dangers naissaient des Français eux-mêmes, et que le général était plus embarrassé des contradictions de ses compatriotes que des quatre-vingt mille Allemands qu'il avait devant lui.

On était déjà au 13 septembre. La saison pluvieuse rendait les chemins détestables. Les Prussiens, après avoir consommé les vivres qu'ils avaient trouvés dans Longwy et Verdun, achevaient de manger ce pays, déjà épuisé par l'armée française, et étaient obligés de tirer du pays de Trèves et de Luxembourg leur subsistance. Les garnisons de Sedan, Montmédy, Thionville, Metz même, allaient leur faire une guerre terrible en coupant

leurs convois. Beurnonville allait arriver le 14 à Réthel, à dix lieues de Grand-Pré. Kellermann allait être le 18 au plus tard à Bar, d'où rien ne pouvait empêcher sa jonction. Toutes les attaques de l'ennemi ne faisaient qu'augmenter le courage de l'armée dont la position paraissait inforçable. La campagne semblait décidée, et le roi de Prusse allait être obligé de faire sa retraite, ne pouvant plus risquer d'entreprendre des siéges avec une armée fatiguée, mourant de faim, et dans laquelle la dyssenterie commençait à faire des ravages, lorsqu'une faute du général Dumouriez mit la France à deux doigts de sa perte, et changea la belle situation dans laquelle il se trouvait en une position très-critique et très-dangereuse.

Il avait placé à la *Croix-aux-Bois* un colonel de dragons avec son régiment, deux bataillons et quatre pièces de campagne. Cette force lui avait paru suffisante pour défendre ce passage très-difficile, d'autant plus que ce colonel lui avait mandé qu'il avait ponctuellement exécuté ses ordres, et que ses retranchemens et abatis étaient inattaquables, qu'il les avait prolongés jusqu'à la tête du bois, qu'il avait rendu la route impraticable par des tranchées et par des puits. Ce colonel mandait qu'outre ses deux bataillons, il y avait à Vouziers un excellent bataillon de volontaires des Ardennes, un de ceux de la garnison de Longwy; qu'en lui donnant des armes, il suffirait à la défense de cette trouée où la cavalerie était inutile; qu'ainsi il le

priait de lui permettre de revenir au camp avec ses deux bataillons et ses deux escadrons.

Le général, sans autre examen et avec une légèreté impardonnable, ajouta foi au rapport de ce colonel qui avait fait la guerre d'Amérique, et qui était d'un âge mûr, et ne paraissait pas devoir le tromper. La lettre de ce colonel est du 11, et le même jour le général lui donna ordre de laisser cent hommes dans les retranchemens, et de rentrer au camp avec le reste de sa division. Il donna en même temps l'ordre le plus positif au commandant de l'artillerie d'envoyer sur-le-champ six cents fusils au bataillon des Ardennes, avec cent cartouches par arme; il ordonna au commandant de ce bataillon d'aller occuper les retranchemens de la *Croix-aux-Bois* avec sa troupe et soixante cavaliers de la gendarmerie nationale, qui étaient en quartier à Vouziers.

Quoique la *Croix-aux-Bois* fût très-près de Grand-Pré, le général n'avait jamais trouvé le temps d'aller visiter ce poste important; il s'en était rapporté à la fidélité des cartes, et c'est une première faute. Il n'y avait pas même envoyé Thouvenot qui l'aurait parfaitement suppléé; il n'y avait point établi de batterie de canons de huit ou de douze, quoiqu'il en eût en quantité; il s'en était rapporté aux talens et à l'expérience d'un subalterne qu'il ne connaissait pas assez, et enfin il n'avait pas attendu que le bataillon des Ardennes fût armé, et eût relevé son poste, pour lui donner l'ordre de rentrer

au camp, ne laissant dans des retranchemens aussi importans et aussi étendus que cent hommes commandés par un capitaine.

Le poste fut donc abandonné le 12 au matin. Pour surcroît de malheur, l'officier commandant le parc d'artillerie négligea l'exécution de l'ordre, quoiqu'il fût très-précis, et les fusils et munitions ne furent point envoyés au bataillon des Ardennes, qui resta à Vouziers en les attendant. Le général Clayrfait fut averti sur-le-champ par les espions du pays. Il envoya, le 13 à la pointe du jour, le prince Charles de Ligne attaquer les abatis. Ils étaient si mal faits, que ce n'étaient que des arbres coupés et jetés en travers du chemin, sans aucune liaison, et sans que les branches fussent à demi enterrées, et présentassent des pointes à l'ennemi.

Les Impériaux les dérangèrent très-vite pour se faire un passage. Quant aux chemins, ils avaient été si peu gâtés, que les Impériaux y passèrent facilement avec de la cavalerie et de l'artillerie. Les cent hommes, après une légère résistance, s'enfuirent au travers des bois, et arrivèrent au camp où le général se trouvait en ce moment. Il était environ midi; il n'y avait pas un instant à perdre. Il donna sur-le-champ deux brigades et six escadrons au général Chazot, avec quatre pièces de huit, outre les canons de bataillons. Il lui ordonna de marcher avec la plus grande célérité, et d'attaquer sur-le-champ, la baïonnette au bout du fusil, pour ne pas donner aux ennemis le temps de se retran-

cher. Il lui donna le chariot de fusils pour le bataillon des Ardennes, et deux chariots d'outils pour perfectionner le retranchement et y établir des batteries régulières. Il ne pouvait pas y aller lui-même, ni abandonner son camp, s'attendant à une attaque générale qui eut lieu le même jour et le 14, et qui fut repoussée avec le succès ordinaire.

Tout le 14 se passa sans que le général Chazot attaquât; le général lui envoyait d'heure en heure des aides-de-camp avec les ordres les plus précis de tout tenter, et lui renvoya deux bataillons de renfort. Ce retard lui causait une inquiétude mortelle; il ne pouvait pas s'y porter lui-même sans risquer de voir son propre camp enlevé. Enfin, le 15 au matin, il entendit de ce côté un feu très-violent. A onze heures, il reçut un billet de Chazot qui lui mandait qu'après un long combat et très-meurtrier, dans lequel le prince de Ligne avait été tué, il avait repris le retranchement. La joie du général fut très-vive.

Mais Chazot avait oublié de faire avancer le chariot d'outils, et les troupes fatiguées du combat; et pleines de sécurité après leur victoire, n'avaient pas même travaillé à reboucher le passage. Deux heures après, une colonne plus forte les attaqua avec fureur, gagna les hauteurs sur eux; ils firent très-peu de résistance, perdirent du canon, et Chazot se retira à Vouziers, sans même avertir le général dont il se trouvait alors séparé par l'ennemi.

Il était cinq heures du soir lorsque le général apprit cette nouvelle par quelques fuyards. Pendant le combat de la *Croix-aux-Bois*, le corps des émigrés s'était présenté devant la trouée du *Chêne-Populeux*. Le général Dubouquet avait repoussé vigoureusement son attaque; mais, apprenant que la trouée de la *Croix-aux-Bois* était forcée, il profita de la nuit pour se retirer par Attigny et Somme-Puis sur Châlons. Ainsi les princes entrèrent sans difficulté par le débouché du *Chêne-Populeux*, pour se porter sur Vouziers.

Jamais armée ne s'est trouvée dans une position plus désespérée, et jamais général ne s'en est tiré plus promptement, plus vigoureusement et avec plus de bonheur. L'armée se trouvait réduite à quinze mille hommes, par la séparation du corps de Chazot et de celui de Dubouquet. Il ignorait où ils pouvaient s'être retirés; mais il jugeait qu'étant coupés, leur retraite serait sur Réthel. Il avait devant lui un corps d'au moins quarante mille Prussiens, derrière lui le général Clayrfait avec vingt-cinq mille hommes.

La position de ce général à la *Croix-aux-Bois* dominait la sienne. Il pouvait, en se rabattant sur sa gauche, descendre sur Olizy, Termes et Beauregard, et lui couper le passage de l'Aire et de l'Aisne à Senucque. Alors enfermé par les rivières et par la forêt, sans vivres, avec peu de munitions, dominé par sa gauche, il fallait mettre bas les armes, ou se faire tuer jusqu'au dernier homme,

sans ressource et sans utilité. Il était coupé d'avec Beurnonville qui était à Réthel avec neuf mille hommes sans souliers, harassés, sans munitions, ayant fait inutilement des marches forcées pour le joindre.

Kellermann, en apprenant que les défilés étaient forcés, allait sûrement rétrograder sur Metz ou passer la Marne. Il fallait décamper devant l'ennemi, qui, pour peu qu'il eût de vigilance, suivrait l'armée l'épée dans les reins. Ainsi non-seulement, en exécutant ce mouvement indispensable, il perdait l'avantage des hauteurs, mais en traversant l'Aire et l'Aisne, il se trouvait soumis au feu de l'ennemi qui devait naturellement occuper les hauteurs qu'il abandonnait, et il pouvait trouver sur l'autre bord le corps, ou même un détachement du corps du général Clayrfait; et en ce cas, obligé de passer toute son armée sur un seul pont, le village de Senucque fût devenu pour lui les *Fourches-Caudines*.

Quelque grand que fût le danger, il ne perdit ni la présence d'esprit, ni l'apparence du calme et de la sécurité si nécessaire dans un général pour inspirer la confiance, et mettre les officiers dans le cas d'exécuter sans confusion des ordres donnés de sang-froid. Il envoya ses ordres et ses instructions à toutes les troupes détachées, par des aides-de-camp et des officiers sûrs. Il ordonna à Beurnonville de partir à l'instant de Réthel, de côtoyer l'Aisne jusqu'à Attigny, et de se diriger sur Sainte-Menehould

pour opérer sa jonction, lui mandant qu'il allait se porter sur cette ville, et que Kellermann devait y arriver aussi. Il manda à Kellermann de presser sa marche par Bar et Revigny pour le joindre vers Sainte-Menehould.

Il manda au général Dillon de tenir avec plus de vigueur que jamais les débouchés des *Islettes* et de la *Chalade*, et de pousser ses troupes légères au-delà de Passavant, pour inquiéter les ennemis par leur gauche, et pour être averti à temps de l'arrivée de Kellermann, qu'il lui annonçait très-prochaine. Il lui manda que lui-même allait se replier sur Sainte-Menehould; qu'ainsi il ne s'occupât que de l'ennemi qu'il avait devant lui, sans s'inquiéter de ses derrières et de son flanc gauche.

Il manda au lieutenant-général Sparre qui commandait à Châlons, de rassembler tout ce qu'il pourrait de bataillons déjà formés et de cavalerie, et d'en faire un camp à Notre-Dame-de-l'Épine, petite hauteur à une lieue en avant de cette ville. Il manda au lieutenant-général d'Harville de rassembler tout ce qu'il pourrait de troupes à Reims, Épernay et Soissons, d'en former un petit corps, et de se porter à Pont-Favergues sur la Suippe. Ces deux rassemblemens grossirent petit à petit, et montèrent chacun de dix à douze mille hommes. Il avait reçu deux jours avant un corps superbe de huit cents grenadiers que la ville de Reims lui avait envoyés; mais cette troupe ne savait pas manier les armes. Jugeant qu'elle ne ferait que l'em-

barrasser, il les fit partir pour Réthel avec deux compagnies de volontaires de Stenay et de Mouzon, et de Réthel il les envoya renforcer la garnison de Sedan où ils se disciplinèrent et servirent bien.

Il plaça sur les hauteurs d'Olizy, de Termes et de Beauregard, six bataillons et autant d'escadrons avec quelques pièces de position, faisant face à la *Croix-aux-Bois*, pour arrêter l'ennemi et l'empêcher de descendre sur Senucque. Il envoya trois cents chasseurs pour fouiller la forêt jusqu'à Longuêve. Il fit sur-le-champ défiler son parc d'artillerie par les deux ponts, pour se porter sur les hauteurs d'Autry, de l'autre côté de l'Aisne.

Sur les sept heures du soir, ayant enfin reçu des nouvelles du général Chazot, il apprit avec grand plaisir qu'il s'était retiré à Vouziers; que l'ennemi ne l'avait pas suivi, et n'avait point entrepris de passer la rivière après lui. Il lui ordonna de partir à minuit avec sa division, de longer l'Aisne jusqu'à Vaux, pour faire sa jonction avec l'armée qui serait, le 16, sur les hauteurs d'Autry. Il lui envoya une instruction qu'il lui mandait de tâcher de faire passer au général Dubouquet, à qui il mandait de se retirer ou sur Sedan, ou sur Réthel, s'il ne pouvait pas joindre le général Chazot, et il eut la précaution de prescrire à Chazot de ne pas attendre Dubouquet, quelque chose qui arrivât, et d'exécuter ponctuellement son ordre de jonction à Vaux.

Il vit alors que les ennemis s'étaient contentés

de s'emparer du passage de la *Croix-aux-Bois*, s'attendant peut-être à une seconde attaque le lendemain, et n'avaient poussé leur avantage ni sur leur gauche ni devant eux. Il était encore maître de tout le cours de l'Aisne, et s'il réussissait à tirer son armée de son camp, il pourrait tout au plus être entamé dans son arrière-garde; mais il pourrait encore arrêter assez long-temps l'ennemi sur les bords de l'Aisne, pour lui en disputer le passage, et prendre un parti et une position formidable pour opérer sa jonction.

Il faisait un temps détestable qui aida à le sauver. Il se garda bien de faire aucun préparatif apparent de départ, aucun mouvement, aucun déplacement, surtout dans l'avant-garde, tant qu'il fit jour. Le prince de Hohenlohe, au milieu de tous ses embarras, lui fit demander un rendez-vous; il jugea que c'était pour savoir ce qui se passait dans le camp. Il ne pouvait pas y aller lui-même; il ordonna au général Duval de s'y présenter, parce qu'un refus aurait donné des soupçons. Le général prussien s'y rendit; tout se passa en politesses réciproques, et le prince ne cacha pas sa surprise à Duval de voir tant d'ordre dans ses postes, et autant d'officiers polis et décorés. Les émigrés avaient dit aux Prussiens que l'armée n'était commandée que par des bijoutiers, des tailleurs, des cordonniers, etc.

Duval, officier vénérable par sa chevelure blanche et sa taille majestueuse, acheva de le désabuser

en lui disant que la plupart des généraux avaient fait une ou deux guerres, et que le général Dumouriez était maréchal-de-camp avant la révolution. Le prince de Hohenlohe ne put rien apercevoir qui lui indiquât une retraite; au contraire Duval lui annonça que le général Beurnonville devait entrer le lendemain dans le camp avec dix-huit mille hommes, et que Kellermann avec trente mille n'était qu'à deux marches.

Dès que la nuit fut venue, l'avant-garde se replia en trois colonnes sans bruit, n'ayant ni augmenté ni diminué ses feux, la droite par Marque, le centre par Chevières, et la gauche par Grand-Pré. Elle rompit les ponts après elle. Duval et Stengel la commandaient. Ils firent halte pour donner le temps à l'armée de se mettre en marche, étant chargés de faire son arrière-garde.

A minuit le général partit du château de Grand-Pré, et monta à son camp qu'il trouva encore tendu. Les chemins étaient si mauvais entre Grand-Pré et le camp, la nuit était si noire, que les ordonnances s'étaient perdues. Il fit passer l'ordre de bouche en bouche; l'armée détendit, mais elle ne fut en marche que plus de trois heures après. Ce retard, qui pouvait être funeste, produisit un avantage, c'est que l'armée ignora la cause de sa retraite, qu'il n'y eut aucune alarme, et qu'elle se fit avec d'autant plus d'ordre, et sans que l'ennemi en pût être prévenu. Il gagna d'abord les hauteurs d'Autry, et donna ses ordres pour qu'on

s'y formât en bataille. Les dernières troupes passèrent les ponts de Senucque et de Grandchamp à huit heures du matin, et se rangèrent en bataille sur la hauteur. Alors l'armée était sauvée : on n'avait perdu que quelques tentes des bataillons qui avaient été détachés avec Chazot, dont le camp était resté tendu.

Le général qui ne se voyait pas suivi, et qui regardait alors sa retraite comme assurée, fit continuer la marche à son parc d'artillerie, et se rendit avec son état-major à Dammartin-sur-Hans, pour y établir le camp de sa première marche, à quatre lieues de celui de Grand-Pré. Pendant qu'il traçait ce camp, il vit arriver des fuyards qui criaient que tout était perdu, que l'armée était en déroute, et que l'ennemi était à sa poursuite. Il ne pouvait pas comprendre ce changement subit. Il savait que l'ennemi ne l'avait pas suivi, et lui avait laissé passer les défilés sans l'inquiéter. Il avait laissé l'armée bien disposée, il ne pouvait pas présumer que l'armée ennemie eût passé l'Aisne pour le tourner par sa droite; il voyait une déroute, il ne savait à quoi l'attribuer.

Il prit cependant le parti de changer de cheval et de courir à toute bride, avec Thouvenot, pour rallier son armée. Ils remarquèrent avec plaisir que tous les fuyards étaient du corps d'armée, mais qu'ils n'en reconnaissaient aucun du corps de Duval ni de l'avant-garde. Enfin ils arrivèrent près d'Autry; ils trouvèrent le général Miranda qui avec

un grand sang-froid avait arrêté l'infanterie dans sa fuite, et avait contenu l'ennemi qui venait de se retirer, parce que l'avant-garde, qui n'avait pas partagé la terreur, marchait en bon ordre pour le charger. Il reçut en même temps un message de Duval et de Stengel qui le rassurèrent entièrement. Il leur donna ordre de s'arrêter aux bords des marais de Cernay avec leur arrière-garde, jusqu'à ce que toute l'armée eût passé la Tourbe; ensuite de venir se porter le long de la Tourbe, la mettant entre l'ennemi et eux, et d'y passer la nuit. Il retourna à Dammartin et y fit bivouaquer l'armée.

Il y avait vingt heures qu'il était à cheval, il venait d'en descendre, il se mettait à table à six heures du soir, lorsqu'une nouvelle alarme recommença dans son camp. Tout le monde se mit à crier et à fuir; l'artillerie attela et voulut gagner une hauteur de l'autre côté de la petite rivière de Bionne, qui était derrière son camp. Toutes les troupes se mêlèrent, le désordre augmenta. Alors il jugea que ce mouvement n'était pas occasioné par l'ennemi, puisque son arrière-garde était tranquille à une lieue de lui. Il monta à cheval avec son état-major, ses aides-de-camp et son escorte de dragons. Il tomba à coups de sabre sur les fuyards, et par cette sévérité il les rallia. Mais tout était mêlé; il fit allumer de grands feux, et il ordonna qu'on passât la nuit comme on se trouvait. Certainement cette seconde alarme avait été jetée par des mal-intentionnés; mais comme elle n'eut pas

de suite, il ne fut pas dans le cas de faire des recherches.

Quant à la première, voici comment elle était arrivée : l'armée, après avoir passé les défilés et les ponts sans être inquiétée, s'était mise en bataille sur les hauteurs d'Autry, pour protéger la retraite de l'arrière-garde. Celle-ci était harcelée par environ quinze cents hussards prussiens qui avaient avec eux trois ou quatre pièces d'artillerie volante. Ayant passé les défilés, elle se formait en bataille sur la hauteur, et l'armée se prolongeait en colonne de marche pour gagner Cernay. Le général Chazot, qui, au lieu de partir de Vouziers à minuit, comme il en avait eu l'ordre, ne s'était mis en marche qu'à la pointe du jour, déboucha en ce moment par Vaux. Sa division, en voyant les hussards prussiens, se précipita au travers de la colonne de l'armée. Les Prussiens qui virent ce désordre, se jetèrent dessus; tout se débanda, tout fuit; dix mille hommes furent poursuivis par quinze cents hussards. Cependant Duval, qui avait conservé l'arrière-garde en bon ordre, fit reculer les Prussiens qui, n'étant pas soutenus, se retirèrent emmenant deux pièces de canon et quelques bagages. Le général Miranda rallia l'armée.

Plus de deux mille hommes de toute arme s'écartèrent avec une vitesse incroyable, jusqu'à trente ou quarante lieues, par Réthel, Rheims, Châlons, Vitry. Ils publiaient partout que l'armée avait été trahie, qu'elle était anéantie, que Dumouriez et

tous les généraux étaient passés à l'ennemi. C'était surtout là le cri des fuyards; ils soutenaient au général lui-même qu'il était déserté, pendant qu'il les accablait de coups de plat de sabre. Certainément sans la bonne conduite de Duval, Stengel et Miranda, cette retraite, si bien combinée et si heureusement exécutée, aurait dégénéré en une déroute irrémédiable, et quinze cents hussards prussiens auraient anéanti l'armée française.

Le 17, à la pointe du jour, le général n'eut pas peu de peine à démêler la confusion du camp; il passa la Bionne, et, par une marche sur trois colonnes, il entra dans son camp de Sainte-Menehould. L'ennemi n'avançait qu'en tâtonnant, et son avant-garde ne parut que le 18 devant le camp français. On lui ramena vingt-huit fuyards que le général Dillon avait fait arrêter. Il leur fit raser les sourcils et les cheveux, leur ôta leurs uniformes, et les renvoya comme des lâches. Cet exemple fit un bon effet.

CHAPITRE IX.

Camp de Sainte-Menehould. — Jonction de Beurnonville et Kellermann. — Combat de Valmy.

L'ARMÉE était sauvée, et au bout de vingt-quatre heures elle avait repris toute son énergie; mais il était persuadé que sa déroute momentanée, exagérée par tous les hommes timides et les mal-intentionnés qui étaient en grand nombre, ferait un effet terrible à Paris; il crut que ce qu'il avait à faire de mieux était d'en rendre compte lui-même à l'Assemblée nationale. Il écrivit au président: « J'ai été obligé d'abandonner le camp de Grand- » pré; la retraite était faite, lorsqu'une terreur » panique s'est mise dans l'armée. Dix mille hom- » mes ont fui devant quinze cents hussards prus- » siens. La perte ne monte pas à plus de cinquante » hommes et quelques bagages. Tout est réparé, » et je réponds de tout. » Il sortait du ministère; il y avait déployé un caractère trop énergique pour ne pas inspirer la confiance en affirmant sa responsabilité. Aussi la lettre fit une très-bonne sensation.

Cette aventure lui prouva le peu de confiance qu'il devait avoir dans ses troupes contre une armée renommée pour son habileté dans les ma-

nœuvres, et le confirma dans son plan de temporisation et de circonspection. Il se décida à bien choisir ses camps, à travailler sur l'esprit de ses troupes, pour qu'à la confiance en lui, elles parvinssent à joindre la confiance en elles-mêmes. Il ne rechercha point les auteurs de cette déroute, il ne s'exhala point en reproches sévères ni réitérés. Il prit avec ses soldats le ton d'un père qui pardonne une faute, et par-là il acheva de gagner leur attachement.

La bonté du camp de Sainte-Menehould, les jonctions qui le renforcèrent peu après, achevèrent de donner à cette armée le courage et la constance nécessaires pour résister à un ennemi aussi puissant, à la faim et à l'inclémence de la saison. Les mois de septembre et d'octobre furent affreux, et achevèrent de détruire les Prussiens. Les Français souffrirent aussi considérablement, mais leur camp était beaucoup meilleur; ils avaient du bois et de l'eau, ils ne manquèrent jamais de lard, de viande, de ris et d'eau-de-vie.

Le camp de Sainte-Menehould a en avant de lui des hauteurs d'une glaise aride qui s'étendent entre trois petites rivières, la Tourbe, la Bionne et l'Auve. Les deux plus considérables de ces hauteurs se nomment l'une l'*Yron*, derrière laquelle sont les villages de Courtemont et Dammartin-sur-Hans, l'autre la *Lune* qui a donné son nom au camp du roi de Prusse, derrière laquelle est Hans où il établit son quartier-général. Entre ces hauteurs et le camp

est une vallée très-étroite, où il y a cependant quelques petites élévations.

Le terrain du camp domine les élévations et cette vallée ; c'est une hauteur d'environ trois quarts de lieue d'étendue, formant un *S*, dont le flanc droit va se terminer à la rivière d'Aisne, un peu au-dessus de la Neuville-au-Pont, et le flanc gauche se termine au grand chemin de Châlons. En avant du centre du camp, dans un fond, est le petit village et le château de Braux-Sainte-Cohère, d'où partent des étangs et des marais qui séparent la gauche du camp de la hauteur du moulin de Valmy. Devant la gauche du grand chemin est la hauteur de Gizaucourt ; en arrière sont des branches de la rivière d'Auve et des marais, derrière lesquels se trouve la position d'un camp peu étendu, qui a en avant de soi un village nommé Dampierre, et en arrière celui d'Élise.

Derrière le centre du camp est le village de Chaude-Fontaine. Le quartier-général, qui fut placé à Sainte-Menehould, à une lieue en arrière, se trouvait au centre de la grande armée qui faisait face à la Champagne, et du corps de Dillon qui faisait face à Verdun, étant barraqué dans les bois pour défendre les défilés des *Islettes* et de la *Chalade*.

Le général plaça à la rive droite de l'Aisne un bataillon de troupes de ligne dans le château de Saint-Thomas, très-escarpé, qui terminait sa droite. Il plaça trois autres bataillons et de la cavalerie à

Vienne-le-Château, à Moremont et à la Neuville. Cette droite communiquait avec les troupes qui défendaient le défilé de la *Chalade*, qui furent renforcées.

Il établit des batteries sur tout le front de son camp, qui battaient le vallon et l'enfilaient en tous sens. Il plaça des postes jusqu'à Auve pour communiquer avec Châlons. Il posta son avant-garde le long de la Tourbe pour retarder l'ennemi, avec ordre de se retirer lentement, de couper les ponts en se retirant, de se placer ensuite derrière la Bionne, de faire la même manœuvre avant de s'établir à Braux-Sainte-Cohère, Merzicourt et Berzieux, en avant du front du camp. Elle avait ordre de faire le dégât à mesure qu'elle reculerait, et tant qu'elle ne serait pas pressée, de fourrager tous les villages de sa gauche depuis Perte jusqu'à la Croix-en-Champagne. La gauche du camp se terminant au grand chemin, il destina à l'armée de Kellermann le camp de Dampierre, à la gauche du grand chemin.

Sa déroute avait été grossie; les nouvelles en étaient arrivées à Kellermann qui aussitôt s'était retiré sur Vitry, ce qui retarda encore sa jonction de deux jours, et fatigua son armée. Cependant, recevant courriers sur courriers, il reprit sa marche et en donna avis.

Beurnonville avait eu la même nouvelle par les fuyards qui avaient gagné Réthel; mais ayant reçu en même temps les ordres du général que lui portait un aide-de-camp de confiance, nommé Macdo-

nald (1), il se mit en devoir d'exécuter sa jonction. Cependant, comme la déroute était postérieure au départ de l'aide-de-camp, il avança avec une grande circonspection, se dirigeant plutôt sur Auve que sur Sainte-Menehould, pour pouvoir gagner Châlons où il imaginait que les débris de l'armée pouvaient s'être retirés. Dumouriez, qui avait calculé sa perplexité, n'avait pas négligé de lui envoyer des officiers; mais ils ne le rencontrèrent pas.

Le 17, Beurnonville, qui marchait avec beaucoup de précaution, arriva près d'Auve, et s'étant avancé sur les hauteurs de Gizaucourt pour reconnaître, il vit une armée qui marchait en bataille et en fort bon ordre vers Sainte-Menehould. Plein de l'idée de la défaite du général, il n'imagina pas que ce fût son armée, et persuadé au contraire que c'était celle du roi de Prusse, il força sa marche et se retira à Châlons. En y arrivant, il trouva des officiers dépêchés par le général, qui lui prouvèrent qu'il s'était trompé.

Sa division était très-fatiguée, il fut obligé de la laisser reposer le 18, pour lui distribuer des souliers. Ces braves du camp de Maulde étaient déso-

(1) L'un des meilleurs capitaines qui aient commandé les troupes françaises, dans les guerres de la révolution. Créé successivement, sous l'empire, maréchal et duc de Tarente, aujourd'hui pair de France et chancelier de la légion d'honneur, le général Macdonald a conservé toujours, au fond du cœur, un honorable attachement pour le chef qui vit ses premiers faits d'armes.

(*Note des nouv. édit.*)

lés de ce retard. Enfin il céda à son impatience et à la leur; il partit dans la nuit du 18 au 19, et cette troupe, qui dans cette occasion donna des preuves d'un zèle et d'un attachement extrêmes, joignit son ancien général dans la journée du 19, dans le moment que les Prussiens commençaient à se développer sur les hauteurs de l'autre côté de la Bionne. Un jour plus tard Beurnonville aurait peut-être été coupé et forcé de se retirer encore à Châlons, ce qui aurait affaibli l'armée de dix mille hommes d'excellentes troupes.

Le général Dubouquet qui s'était retiré tout d'une traite du *Chêne-Populeux* à Châlons, y était arrivé aussi le 17, et ayant rendu compte au général, lui avait demandé ses ordres. Il lui avait ordonné de s'établir, sous le commandement du lieutenant-général Sparre, au camp de Notre-Dame-de-l'Épine, d'y rassembler de nouveaux bataillons et de la cavalerie, et d'y attendre ses ordres ultérieurs. C'était une nouvelle fort agréable pour lui, de savoir que Dubouquet eût sauvé sa division, et qu'il pouvait aider le général Sparre à former un corps d'armée qui deviendrait très-utile par la suite et qui alors se trouvait fort bien placé à Châlons où la nouvelle de sa déroute avait causé la plus grande désolation et les plus grands désordres.

Il s'y trouvait huit ou dix bataillons de volontaires ou de fédérés, qui, à l'arrivée des fuyards, au lieu de les arrêter, avaient pillé les magasins, et avaient repris le chemin de Paris en commettant

les plus grands excès, et publiant que Dumouriez était un traître qui avait vendu l'armée. Ils avaient coupé la tête à quelques officiers qui avaient voulu leur faire entendre raison. Ils arrachaient aux officiers des troupes de ligne leurs épaulettes et leurs croix de Saint-Louis, et ils assassinèrent le lieutenant-colonel du régiment de Vexin, qui avait voulu résister à une pareille insulte.

Ces bataillons étaient formés sous le nom de fédérés, et il semblait que ce nom imprimât en eux un caractère de crime et de barbarie. On les composait de compagnies détachées de différentes villes et même de différens départemens. Ils ne se connaissaient pas entre eux, n'obéissaient ni à leurs chefs ni aux généraux, et ne semblaient connaître d'union que lorsqu'il s'agissait de commettre des atrocités. A Rheims, à Soissons, à Châlons, ils avaient le même esprit, et se livraient aux mêmes désordres. L'armée les avait pris en horreur; ils menaçaient, à leur arrivée, de massacrer tous les traîtres, c'est-à-dire tous les généraux. Ils avaient inspiré le même esprit à la gendarmerie nationale, qui, bien loin d'arrêter leurs excès, cherchait à les égaler. Tels étaient les renforts qui devaient venir aider le général à repousser les Prussiens.

L'armée prussienne était entrée le 16 à Grand-Pré, avait débouché le 17 par Vouziers et Autry, jusqu'à Cernay. Le général Stengel avait parfaitement rempli son instruction; il avait étendu au loin le ravage à sa gauche, et s'était retiré le 18 dans

les villages en avant du camp, après avoir chicané le passage de la Tourbe. Le 19, les Prussiens arrivaient en bon ordre, et se déployaient sur les montagnes de la *Lune*; notre avant-garde occupait celle de l'*Yron*.

Le même jour, le général reçut enfin la nouvelle que Kellermann arrivait à deux lieues de lui derrière sa gauche; il avait laissé le général Labarouillière avec un corps d'environ cinq mille hommes, pour couvrir Bar et Ligny, et il amenait quinze mille hommes, dont un tiers d'excellente cavalerie, et presque toutes troupes de ligne.

Le général lui envoya sur-le-champ une instruction pour venir occuper le lendemain matin le camp entre Dampierre et Élise, derrière l'Auve, qu'il lui désigna parfaitement; et comme le déploiement des Prussiens lui faisait présumer qu'ils tenteraient peut-être le sort d'une bataille, il lui manda que, dès qu'il aurait pris son camp, il pourrait, si l'ennemi cherchait à s'étendre, prendre son champ de bataille sur les hauteurs du moulin de Valmy et de Gizaucourt. Dumouriez fit encore en cette occasion une faute qui heureusement n'eut pas de suites funestes. Kellermann ne pouvait pas connaître le pays où il arrivait. Il fallait lui envoyer des officiers d'état-major, pour lui désigner son camp, de manière à ce qu'il ne le confondît pas avec son champ de bataille; mais il n'avait que trois ou quatre adjudans-généraux en état de remplir cette mission, et ils étaient occupés à placer la division

que Beurnonville venait d'amener. D'ailleurs, Kellermann n'était pas à ses ordres ; c'était un collègue et un collègue très-pointilleux, qui aurait trouvé peut-être très-mauvais qu'il lui traçât son camp.

Quoi qu'il en soit, il confondit si bien son instruction que, prenant son champ de bataille pour son camp, il y conduisit son armée, l'embarrassa de ses équipages et se mit à tendre. Les Prussiens, voyant cette confusion sur la hauteur de Valmy, cherchèrent à déborder sa gauche, et marchèrent sur plusieurs colonnes, canonnant toutes les troupes réunies sur la hauteur de Valmy. Kellermann établit sur le plateau du moulin presque toute son artillerie, arrêta la marche des ennemis, et il s'établit entre eux une terrible canonnade.

Dumouriez, qui s'aperçut de la méprise de son confrère qui avait trop de troupes sur ce plateau, et qui ne pouvait pas se développer sur la hauteur de Gizaucourt, parce qu'il était déjà débordé par sa gauche, fit sur-le-champ la disposition suivante, grâce à l'immobilité de l'ennemi. Il envoya aussitôt le général Chazot avec neuf bataillons et huit escadrons par le grand chemin de Châlons, pour se porter derrière la hauteur de Gizaucourt, et prendre les ordres de Kellermann. Il ordonna au général Stengel de se porter jusqu'à l'extrémité de l'*Yron*, pour flanquer la position de Valmy par sa droite, comme Chazot la flanquait par sa gauche. Il mit Beurnonville avec seize bataillons à la suite de Stengel, en colonne, pour se développer sur

l'*Yron* si l'ennemi cherchait à déborder ou à attaquer Stengel, et il fit appuyer la droite de Beurnonville par le lieutenant-général Leveneur, avec douze bataillons et huit escadrons, se dirigeant de Berzieux sur Virginy, pour tourner lui-même la gauche de l'ennemi.

Malheureusement Kellermann le fit prier d'aller le trouver, sans quoi il aurait dirigé lui-même le mouvement de sa droite, et le succès de cette journée eût pu être complet. Il se rendit donc très-vite auprès de Kellermann; il trouva une canonnade très-vive établie, mais qui ne servait à rien. Le général Valence, avec le corps de carabiniers, se trouvait placé en bataille, intermédiairement entre le moulin de Valmy et le général Chazot qui était le long du grand chemin de Châlons. On avait négligé de lui faire occuper la hauteur de Gizaucourt, d'où il aurait battu en flanc les colonnes prussiennes. Le roi de Prusse avait profité de cette négligence, y avait porté des troupes et une batterie qui elle-même flanquait la position de Valmy.

La journée se passait; le général vit qu'elle se réduirait à une canonnade inutile dans cette partie, il retourna à son armée. Ce qui contint les Prussiens et les empêcha d'attaquer rapidement le plateau de Valmy, ce fut la position de Stengel qui les flanquait, et qui avait ouvert un feu très-vif sur la gauche de leur attaque. Sans lui Kellermann eût été enveloppé et battu. Ses équipages auraient embarrassé la grande route de Sainte-Me-

nehould qui était sa seule retraite; car pour se remettre dans le camp de Dampierre, il fallait que toute son armée passât l'Auve sur un seul pont; il ne pouvait pas se replier sur la gauche du camp de Dumouriez, qui était couverte par un marais, ni sur la colonne du général Stengel, entre lequel et lui était une vallée marécageuse et profonde.

La position était superbe en s'étendant par sa gauche sur la hauteur de Gizaucourt; mais l'ayant laissé occuper par l'ennemi, elle était trop resserrée. Au reste, les Prussiens auraient perdu beaucoup de monde s'ils eussent voulu attaquer de vive force le plateau du moulin de Valmy dans l'après-midi, et toute l'armée de Dumouriez, débouchant sur leur gauche, pouvait les battre pendant cette attaque.

Dans l'instruction qu'il avait donnée au lieutenant-général Leveneur, il lui avait malheureusement prescrit de ne pas s'aventurer, pour pouvoir toujours reprendre la position du camp en cas que l'attaque devînt générale. L'ignorance rend timides les hommes les plus braves; car certainement Leveneur est un homme d'un grand courage. Ayant marché devant lui, il donna dans la colonne des équipages des Prussiens, qui étaient très-mal escortés. Au lieu de pousser au travers, ce qu'il pouvait faire sans danger, il ne fit que quelque butin, et il se hâta de se replier, non pas à la hauteur de Beurnonville, mais jusqu'au camp. Le général n'eut rien à lui dire, il objecta son instruction.

Si le général n'avait pas été forcé d'aller perdre son temps à l'attaque du moulin de Valmy, il aurait vu et suivi le mouvement de sa droite, il aurait poussé son avantage, et aurait au moins pris les équipages des Prussiens, parce qu'alors il aurait mis en mouvement les troupes du général Duval, qui étaient rassemblées à Vienne-le-Château; il lui aurait fait passer la rivière, et l'aurait posté entièrement sur les derrières de l'ennemi.

Le jour tomba, la canonnade cessa, l'armée de Dumouriez se retira dans son camp, celle de Kellermann bivouaqua sur les hauteurs de Valmy, et les Prussiens sur celles de la Lune et de Gizaucourt, barrant la grande route de Châlons. Kellermann envoya encore prier son collègue d'aller le trouver; c'était pour lui demander à se replier dans la position de son camp. Pendant la canonnade, les équipages avaient filé sur Sainte-Menehould; la retraite se fit la nuit sans trouble, et le lendemain matin Kellermann était campé.

Tel est le combat de Valmy où chacune des deux armées a tiré plus de vingt mille coups de canon, et a perdu trois ou quatre cents hommes tués très-inutilement. Il a produit un très-bon effet pour les Français, en leur prouvant que leur bonne contenance et leur feu pouvaient arrêter cet ennemi formidable (1).

(1) Dumouriez, trop avare d'éloges peut-être en parlant de l'affaire de Valmy, caractérise bien ici l'importance et l'effet de cette

Si en débouchant dans cette plaine les Prussiens, au lieu de s'amuser à canonner, avaient poussé une colonne sur la hauteur de Gizaucourt, pour couper la retraite du grand chemin, qu'en même temps ils eussent monté, la baïonnette au bout du fusil, pour attaquer l'armée de Kellermann, entassée sur la hauteur de Valmy, il aurait été battu sans que Dumouriez pût le secourir, et ce dernier aurait été forcé de rompre son système de temporisation, et de risquer avec désavantage une bataille générale.

Si Chazot, au lieu de s'arrêter sur le grand chemin, et d'envoyer demander des ordres à Kellermann, se fût porté sur-le-champ sur la hauteur de Gizaucourt, la canonnade eût été moins lon-

---

journée. En défendant les défilés de l'Argonne, Dumouriez sauva la France; à Valmy, Kellermann ranima l'esprit et releva le courage de l'armée. Elle soutint sans s'ébranler le feu des Prussiens, et vit leurs colonnes indécises s'arrêter à leur tour devant ses batteries. La confiance ramena l'enthousiasme. Quand Kellermann s'écria : *Vive la patrie! Allons vaincre pour elle*, ce cri, répété sur toute la ligne, présagea le sort du combat, et fut depuis, pendant vingt ans, le prélude et le gage de la victoire.

Sur le plateau de Valmy, autour du vieux général, se pressait une élite de jeunes guerriers. M. le duc de Chartres, aujourd'hui M. le duc d'Orléans, qui commandait sous Kellermann, défendait l'importante position du moulin en avant du village. Son nom, qu'on retrouvera bientôt parmi ceux des vainqueurs de Jemmapes, s'associait ainsi aux premiers succès de notre gloire militaire. M. le duc de Chartres, alors lieutenant-général, avait pour aide-de-camp M. le duc de Montpensier son frère.

(*Note des nouv. édit.*)

gue, et la colonne de droite des Prussiens eût été écrasée.

Si Leveneur eût eu le bon sens de comprendre que ce n'était pas aller contre son instruction que de profiter d'un grand avantage qui ne le compromettait pas, tant qu'il n'avait pas de troupes devant lui, il eût pris la plus grande partie des équipages des Prussiens, quand il n'aurait fait que détacher sa cavalerie et ses flanqueurs.

On a blâmé le duc de Brunswick de n'avoir pas continué l'attaque; il a agi en sage général. A midi il n'était plus temps d'attaquer; s'il l'avait fait, il courait risque de tout perdre; car outre l'armée de Kellermann et le corps de Chazot, Dumouriez avait encore une réserve de douze bataillons et six escadrons placés en colonne, à sa gauche, prêts à déboucher sur le grand chemin, prêts à soutenir Kellermann; et en même temps sa droite aurait attaqué la gauche des Prussiens le long de la Bionne, où elle était embarrassée d'une colonne d'équipages qui l'auraient fait battre.

CHAPITRE X.

Position des Prussiens. — Embarras du général Dumouriez.

Le général ayant opéré ses jonctions avec autant de succès, après être sorti d'une position aussi critique que celle où il s'était trouvé depuis le 13 jusqu'au 20, après avoir repoussé une attaque de l'armée prussienne, se trouvait dans un excellent camp, à la tête d'environ soixante mille hommes, presque tous aguerris, dont plus de douze mille de cavalerie. Ce camp était défendu par une artillerie très-nombreuse. Le général d'Harville rassemblait des troupes à Rheims; le général Sparre en rassemblait à Châlons. Il se faisait d'autres rassemblemens à Paris, à Soissons, à Épernay, à Troyes, à Vitry.

Les Prussiens se trouvaient engagés au centre de tous ces rassemblemens, dans un pays entièrement stérile, manquant d'eau, de fourrages et de vivres. Sedan et Montmédy gênaient, par leurs garnisons, les convois qui leur arrivaient lentement, et qui étaient obligés de faire un long détour pour venir de Luxembourg et du pays de Trèves par Longwy, Verdun et la trouée de Grand-Pré. La saison était trop pluvieuse et trop avancée pour qu'ils pussent se flatter de réussir à passer la

Marne et à arriver à Paris. Ils n'avaient que trois partis à prendre :

1°. De réunir toutes leurs troupes, et marcher par Châlons ou par Rheims; car s'ils voulaient garder leurs communications, en laissant dans le pays de Verdun le prince Hohenlohe, qui masquait et attaquait tous les jours la communication des *Islettes* et de la *Chalade*, alors, privés de vingt à vingt-cinq mille hommes, ils auraient été trop faibles contre le général Dumouriez qui les aurait suivis, et contre les rassemblemens de l'intérieur. Ils pouvaient avoir leur arrière-garde battue au passage de la Marne, et le moindre échec entraînait leur perte totale, parce qu'ils n'auraient pu ni regagner les Évêchés, ni traverser la Meuse et les Ardennes, dont toutes les places étaient tenues par les Français, et les chemins impraticables pour leur grosse artillerie.

S'ils réunissaient toutes leurs forces, Dumouriez les aurait suivis avec circonspection, aurait passé la Marne après eux, se serait grossi dans sa marche, et aurait fini par les envelopper avant qu'ils arrivassent devant Paris. S'ils prenaient le parti d'envoyer des détachemens sur Châlons et sur Rheims, ils les aurait attaqués dans leur camp dès qu'il les aurait vus affaiblis. Il ne lui fallait que sept ou huit mille hommes pour arrêter l'armée d'Hohenlohe devant les *Islettes ;* ainsi il lui restait plus de cinquante mille hommes pour les attaquer avec supériorité.

2°. Le second parti que tous les généraux, mais surtout les émigrés, conseillaient au roi de Prusse, et que le duc de Brunswick a eu la sagesse, lui tout seul, d'empêcher, sans s'embarrasser du blâme des ignorans et des présomptueux, était de risquer une bataille en hasardant une attaque générale. Mais Dumouriez occupait une position inexpugnable, dont chaque jour lui donnait les moyens d'augmenter les avantages naturels. Il y a tout à présumer qu'il n'aurait pas été forcé dans son camp. Mais dans le cas même d'une victoire, quelque éclatante qu'elle fût, le duc de Brunswick ne pouvait pas empêcher sa retraite sur Vitry où il avait déjà envoyé les gros équipages.

Il y aurait passé la Marne, aurait formé une nouvelle armée par les rassemblemens de Vitry, de Troyes et de Châlons; les Prussiens affaiblis, et par leurs maladies, et par la nécessité de laisser beaucoup de troupes en communication, et par leur victoire même, qui ne pouvait qu'être très-sanglante, n'auraient pu rien tenter, et se seraient consumés dans ce pays stérile. S'ils perdaient la bataille, ce qui pouvait arriver, il n'y avait pas de retraite pour eux, et toute cette armée, obligée de repasser par les défilés par lesquels elle était entrée, eût été ou massacrée ou prisonnière; les paysans seuls eussent suffi pour la détruire, et la guerre eût été finie.

3°. Le troisième parti était de se retirer sur-le-champ par les mêmes défilés, avant que la saison fût plus avancée, les chemins plus mauvais, et les

maladies plus nombreuses. Ce parti était le seul raisonnable. L'armée prussienne, rentrée dans les Évêchés, tenant les défilés dont elle s'était emparée, rapprochée de ses subsistances, masquant toujours le défilé des *Islettes*, aurait fait tranquillement le siége de Montmédy qu'elle avait eu tort de ne pas attaquer d'abord; alors Dumouriez aurait été forcé de se séparer de Kellermann, de laisser un autre corps pour couvrir la Champagne, et de retourner vers Sedan avec une très-petite armée, pour tâcher de sauver Montmédy. Ses troupes n'étaient pas assez bien organisées pour avoir l'espoir de se tirer d'une campagne de manœuvres; il pouvait être battu en cherchant à secourir Montmédy.

Enfin la campagne des Prussiens eût toujours été fort belle, leurs quartiers d'hiver bien assurés dans la Lorraine, et la campagne suivante, faite avec de plus grandes forces par le duc de Brunswick, eût pu faire réussir la contre-révolution, parce que le duc de Teschen eût pu avoir des succès contre le département du Nord, que Dumouriez avait été forcé de dégarnir de troupes pour s'opposer à l'invasion du roi de Prusse.

Mais, pour prendre ce parti qui était le seul militaire, il eût fallu que le roi de Prusse et les princes du sang français ne fussent point à l'armée; que le duc de Brunswick fût seul maître de ses mouvemens, et qu'il eût le courage de se tirer du mauvais pas où il était enfourné, en ne craignant pas la honte de rétrograder à propos. Les généraux

prussiens, trompés par les rapports exagérés des émigrés, continuaient à mépriser les troupes françaises, et croyaient que la résistance de l'armée ne tenait qu'à un petit nombre de troupes de ligne et à leur général.

Dumouriez connaissait si bien sa supériorité actuelle, et la position critique et même désespérée des Prussiens, qu'il disait continuellement à son armée que le duc de Brunswick, en forçant le défilé de la *Croix-aux-Bois*, n'avait fait que le prévenir de quelques jours, et qu'après sa réunion il comptait lui ouvrir volontairement ce passage pour l'engager avec son armée dans un mauvais pays.

Il écrivait au ministre et à l'Assemblée nationale qu'on n'eût aucune inquiétude; qu'il répondait des événemens; que non-seulement les Prussiens ne feraient pas plus de progrès, mais que sous dix jours au plus tard cette armée formidable, consumée par la faim et les maladies, serait obligée de faire retraite par les mêmes défilés, et qu'elle s'en tirerait fort mal. Il assurait qu'il aurait le temps d'aller secourir Lille, et il demandait pour sa récompense la permission de prendre ses quartiers d'hiver à Bruxelles, où il annonçait qu'il serait le 15 novembre, si on avait assez de confiance en lui pour le laisser faire.

Sa sécurité et ses assertions passaient pour de vaines rodomontades, quoiqu'elles fussent appuyées sur les calculs de probabilité les plus certains. Toute l'Europe, et surtout la France, voyait la po-

sition de ce général avec les yeux matériels de l'ignorance. Il était enfermé par derrière par le prince de Hohenlohe; par devant il avait le roi de Prusse entre Paris et lui. Sa communication avec les places de la Meuse, avec Réthel, Rheims et Châlons, était entièrement coupée. Les Prussiens n'étaient par Auve qu'à six lieues de Châlons. Les émigrés à Suippe en étaient encore plus près. Les hullans se répandaient jusqu'à deux lieues de Rheims.

Paris s'attendait tous les jours à voir arriver le roi de Prusse; on ne voyait entre la capitale et lui que de faibles rassemblemens de fédérés, plus propres à partager le découragement qu'à rassurer. On accusait tout haut le général Dumouriez de lâcheté, d'ignorance ou de perfidie. On ramassait avec inquiétude les nouvelles des gazettes étrangères, qui tantôt le faisaient battu, tantôt passé au fil de l'épée, tantôt pris avec son armée. Les députés des princes à Berne, pour engager les Suisses à rompre la neutralité, y avaient annoncé cette nouvelle par des courriers, et il s'y ouvrit de gros paris qu'ils perdirent exprès.

En conséquence de toutes ces craintes, le général recevait courriers sur courriers avec ordre de se retirer comme il pourrait. Il résistait à tout, mais les généraux revenaient à la charge. Kellermann, ébranlé par ses correspondances de Paris, le menaçait de le quitter. Ils avaient des querelles continuelles. Dumouriez, tantôt le conjurait de rester, tantôt lui promettait de lever son camp sous deux ou trois jours.

Le général Valence seul le secondait auprès de Kellermann; mais il avait surtout un de ses aides-de-camp, homme d'un esprit très-délié, le malheureux Philippe Devaux, qui avait pris un grand ascendant sur ce général récalcitrant. Dès que Devaux allait lui parler, Kellermann s'attendrissait, promettait tout; mais c'était toujours à recommencer. Jamais général n'a autant souffert que Dumouriez, et n'a couru plus de risques pour sauver sa patrie. Thouvenot seul partageait toutes ses peines, et le consolait en pensant comme lui.

L'armée était très-docile, souffrait de grandes privations, ne montrait d'impatience que pour en venir aux mains avec les Prussiens. Si elle avait partagé les inquiétudes des généraux et de Paris, tout eût été perdu, la retraite se serait faite, le désordre s'y serait mis, les Prussiens auraient suivi vivement les Français, et se seraient établis dans un pays abondant où ils se seraient refaits, Dumouriez eût été sacrifié à l'injustice de ses concitoyens, et eût porté sa tête sur un échafaud comme le malheureux Custine. Son caractère ferme le tira de tout, et il ne changea rien à son plan.

La position des Prussiens lui avait fermé toute communication avec Châlons qui était le principal dépôt de ses subsistances. Il fit remonter ses convois de Châlons à Vitry, par la rive gauche de la Marne; il fit travailler à des chemins entre Vitry et son camp; il posta des troupes en communication, et il reçut ses vivres et ses fourrages par

Vitry. Mais ce prolongement de chemin, dans des routes difficiles, récemment ouvertes dans des terrains coupés de bois, de ruisseaux, de marais, crevait les chevaux et occasionait de grands retards dans les convois.

Quelquefois l'armée était deux ou trois jours sans pain. Alors le général allait se mêler avec ses soldats, les excitait à la patience, et finissait toujours par les apaiser. « Le fameux maréchal de » Saxe, leur disait-il, a fait un livre sur la guerre, » dans lequel il dit qu'il faut, au moins une fois » par semaine, faire manquer la livraison du » pain aux troupes, pour les rendre moins sensi- » bles à cette privation dans les cas de nécessité. » Nous y voici, et vous n'êtes pas tant à plaindre » que ces Prussiens que vous voyez devant vous, » qui sont quelquefois quatre jours sans pain, et » qui mangent leurs chevaux morts. Vous avez du » lard, du riz, de la farine; faites des galettes; la » liberté les assaisonnera. »

Un jour que le pain manquait depuis deux jours, on vint l'avertir qu'il y avait de grands murmures. Il attendait le convoi : il apprit dans l'instant qu'il était embourbé à deux lieues du camp, et qu'il ne pouvait arriver que le lendemain. Il arriva au camp, fut entouré, et il entendit de mauvais propos. Il prit un air sévère et s'écria : « Quels » sont les mauvais citoyens assez lâches pour ne » pouvoir pas supporter la faim? Qu'on prenne » leurs armes et leurs habits, et qu'on les chasse.

» Ils ne sont pas dignes de partager avec nous l'hon-
» neur de sauver notre patrie. Vous n'aurez pas
» encore de pain aujourd'hui, montrez-vous des
» soldats capables de tout surmonter. Plus de
» murmures. *Vive la liberté!* » Tout le camp se mit à crier : « *Vive la liberté! vive notre père!* » On se passa de pain fort gaiement.

Il avait dans son armée sept bataillons de ces fédérés qui avaient commis tant de crimes à Châlons; ils étaient entrés dans le camp le même jour que Beurnonville. Ils avaient annoncé qu'ils ne souffriraient ni épaulettes, ni croix de Saint-Louis, ni habits brodés, et qu'ils mettraient les généraux à la raison. Il arriva à la tête de leur ligne avec tout son état-major et une escorte de cent hussards. Il les avait fait camper séparément avec quelques escadrons derrière eux, et l'artillerie en avant. Il leur dit :

« Vous autres, car je ne peux vous appeler ni
» citoyens, ni soldats, ni mes enfans, vous voyez
» devant vous cette artillerie, derrière vous cette
» cavalerie. Vous vous êtes déshonorés par des
» crimes. Je ne souffre ici ni assassins ni bour-
» reaux. Je vous ferai hacher en pièces à la moin-
» dre mutinerie. Si vous vous corrigez, si vous
» vous conduisez comme cette brave armée dans
» laquelle vous avez l'honneur d'être admis, vous
» trouverez en moi un bon père. Je sais qu'il y
» a parmi vous des scélérats chargés de vous
» pousser aux crimes; chassez-les vous-mêmes,

» ou dénoncez-les moi; je vous en rends respon-
» sables. »

Ces bataillons, qu'il visitait ensuite tous les jours, se conduisirent très-bien, montrèrent encore plus de patience que les autres, et devinrent de fort bonnes troupes. C'est ainsi qu'il tirait son espoir et sa consolation de la constance, de la bonne volonté et de la confiance de ses soldats. Il passait les nuits à leurs feux, mangeait et buvait avec eux, leur expliquait sa position et celle des Prussiens, et soutenait leur persévérance, en leur annonçant que sous peu ils verraient fuir cette armée dont on s'effrayait tant de loin.

Un jour il reçut une lettre du ministre Servan, qui lui annonçait qu'on regardait comme une opiniâtreté coupable sa constance à tenir dans son camp de Sainte-Menehould; que les hullans couraient jusqu'aux portes de Rheims et dévastaient tout; qu'il fallait absolument qu'il prît un parti différent. Il manda au ministre : « Je ne changerai point
» mon plan pour des housardailles. Il y a plus de
» dix mille hommes à Rheims, les hullans qui cou-
» rent jusqu'aux portes de cette ville sont peu
» nombreux ; qu'on coure après eux et qu'on
» les égorge. »

L'Assemblée nationale prit le parti de se changer en Convention, d'abolir la royauté et de constituer la France en république. Le général fut affligé de la précipitation d'une démarche aussi extrême; mais il avait les ennemis devant lui, et

quelle que fût son opinion, ce n'était pas à lui, dans une position aussi critique, à disputer à sa nation le droit d'anéantir une constitution qu'elle s'était donnée, et de changer la forme de son gouvernement.

Il pensait, comme il pense à présent, que la constitution monarchique, telle que la première Assemblée l'avait établie, valait mieux pour une grande contrée comme la France, que l'état républicain. Mais ce n'était pas le moment de soutenir son opinion, qui aurait entraîné une scission effroyable dans son armée, et qui aurait livré sa patrie à un roi étranger et aux princes français qui avaient pris les armes contre la constitution, et qui, cédant aux vœux de vingt mille émigrés, auraient sur-le-champ rétabli le despotisme sur les débris et de la constitution et de la république. Il était alors le seul soutien de sa patrie; il aurait eu à se reprocher de l'avoir livrée aux étrangers, mais surtout à ses concitoyens qu'il regardait comme coupables de s'être armés contre elle, et il eût commis ce crime dans le temps où il était sûr de les chasser bientôt du territoire français où ils venaient porter le ravage et des lois despotiques.

Il ne doutait pas que, s'il avait réussi à entraîner son armée dans son opinion, il eût fallu, ou se joindre aux Prussiens et aux émigrés, ou se battre seul, et contre eux, et contre la Convention nationale. Il ne doutait pas que la famille royale n'eût été la victime de sa déclaration. Tous les partis,

auraient eu un droit pareil à lui reprocher cette catastrophe que lui-même ne se serait jamais pardonnée ; au lieu qu'en ayant des succès assez décisifs pour terminer promptement la guerre, il pouvait espérer que le triomphe de la France adoucirait les esprits, ou que l'armée victorieuse pourrait lui donner assez d'influence pour assurer les jours du roi et le rétablissement de la constitution.

Au reste, quel que fût le parti qui eût fixé les irrésolutions qu'une circonstance aussi délicate et aussi imprévue pouvait jeter dans son esprit, il n'aurait eu le temps de rien préparer ; car le décret de la Convention arriva le 23 au soir, et le 24 il avait déjà dans son camp trois commissaires de cette Convention, Sillery, Carra et Prieur, qui dès le lendemain firent prêter le serment aux troupes. Ces commissaires lui prouvèrent évidemment que cette nouvelle révolution avait été désirée par tous les départemens.

Ils étaient d'ailleurs très-bien choisis pour déterminer l'armée, dans laquelle se répandirent tout de suite d'autres émissaires qu'ils avaient amenés avec eux. Sillery était éloquent, fin et séduisant (1).

---

(1) Sillery, membre de l'Assemblée constituante et de la Convention, fut d'abord attaché ouvertement au parti d'Orléans, et devint ensuite membre distingué du parti de la Gironde. Il périt le 31 octobre 1793, enveloppé dans l'accusation de fédéralisme portée par les montagnards contre les girondins.

Voyez sur Carra les *Mémoires de madame Roland.*

Prieur, député de la Marne à l'Assemblée constituante et à la

Carra, connu par ses feuilles, avait l'éloquence de la populace; il avait été depuis 1789 le désorganisateur des armées et le protecteur de tous les soldats en insurrection. Depuis, il avait couru tous les camps, et s'était fait aimer des troupes. Prieur était un jacobin violent et extrême; il était de la Champagne qui avait fourni beaucoup de soldats dans cette armée.

Ces trois hommes, doués d'une grande activité, arrivant à l'improviste, auraient rompu toutes les mesures qu'il aurait pu prendre dans un temps aussi court. Les Français, par la suite de leur caractère si bien dépeint par César, mais surtout depuis la révolution, adoptaient sans hésiter et avec facilité tous les partis violens et extrêmes. Ainsi l'effet de l'arrivée des commissaires fut très-prompt, et l'armée passa de l'état constitutionnel à l'état républicain, à l'unanimité, avec la rapidité d'un torrent.

Les commissaires étaient aussi chargés d'engager le général à quitter le camp de Sainte-Menehould, et à passer la Marne. Il leur représenta sa

Convention, qu'il ne faut pas confondre avec Prieur, député de la Côte-d'Or à la même Assemblée, après avoir joué un rôle peu remarquable pendant la terreur, fut compromis dans les journées de prairial an III, et ne dut qu'à la fuite d'échapper au sort de ses collègues Soubrany, Goujon, Duquesnoy, Romme, Bourbotte et Duroy. Amnistié lors de la création du Directoire, il exerça jusqu'en 1815 les fonctions d'avocat. La loi du 12 janvier 1816 l'ayant contraint de quitter la France comme votant, il continue d'exercer sa profession dans la Belgique. (*Note des nouv. édit.*)

position et celle des Prussiens ; il leur prouva combien les terreurs de Paris étaient mal fondées ; il les assura que si, sous huit jours, les ennemis ne s'en allaient pas, il ferait ce qu'on désirait de lui. Ces commissaires voyaient tous les jours arriver des prisonniers et des déserteurs ; ils consentirent à attendre, et six jours après ils reconnurent la vérité de ce que le général avait annoncé et promis.

Il tira un autre avantage de leur présence : ce fut de contenir Kellermann et de le rendre plus souple. Ce général a peu d'esprit quoiqu'il ait de la finesse. Il était mal entouré. Son état-major et ses aides-de-camp le portaient à se séparer, pour n'être plus aux ordres de son ancien. Plus Dumouriez le ménageait, moins il pouvait lui faire suivre les mesures qu'ils concertaient ensemble. L'esprit délié de Sillery vint au secours de Dumouriez, sans cependant opérer une entière conversion dans Kellermann qui fit encore bien du mal (1).

---

(1) Voyez la note de la page 44 relative au général Kellermann.

CHAPITRE XI.

Suspension d'armes. — Négociation. — Manifeste du duc de Brunswick. — Cessation de la suspension.

La retraite de Grand-Pré, la jonction de Kellermann, le combat de Valmy, les attaques manquées contre le poste des *Islettes*, la position du camp de Sainte-Menehould, avaient fait juger aux Prussiens qu'il leur serait difficile de finir la campagne de vive force. Le 22, Kellermann fit dire au général que le général Heymann lui avait fait demander une conférence pour le colonel Manstein, adjudant-général du roi de Prusse. Il se rendit sur-le-champ à Dampierre, au quartier-général de Kellermann, où il trouva ce colonel avec Heymann que le roi de Prusse avait fait général-major à son service depuis sa fuite avec Bouillé. Le prétexte de cette conférence était la nécessité de faire un cartel d'échange pour les prisonniers entre les Français et les Prussiens.

Après les premiers complimens, le colonel Manstein dit à Dumouriez qu'on lui rendait justice dans l'armée prussienne; qu'on connaissait le grand pouvoir qu'il avait sur son armée; qu'il dépendait de lui de faire finir cette guerre, et que, bien loin d'être gêné dans ses démarches, il aurait tous les secours qu'il désirerait, s'il voulait faire cesser les

désordres de la France ; qu'il serait le maître de la paix, et qu'il rendrait service à sa patrie et à toute l'Europe.

Il répondit que la France n'avait point déclaré la guerre au roi de Prusse ; que rien n'était plus aisé que d'avoir la paix ; que l'armée prussienne n'avait qu'à se retirer aux frontières, et rester neutre comme les autres souverains de l'Empire ; que bientôt les Impériaux, livrés à eux-mêmes, et le roi de Sardaigne sans secours, chercheraient à s'accommoder ; qu'ainsi la paix dépendait entièrement du roi de Prusse ; que, quant à ce qui se passait en France, quoiqu'il en désapprouvât une partie, ce n'était pas à lui à y remédier ; qu'il ne pouvait pas même y travailler pendant qu'il était obligé de donner tous ses soins à repousser une armée aussi formidable. Il conclut par dire que, pour le moment, il fallait se borner à dresser le cartel d'échange.

On se mit à table ; après-dîner la conversation devint très-amicale. Alors le colonel Manstein, s'étant expliqué encore plus clairement, le général lui dit : *Colonel, vous m'avez dit qu'on m'estimait dans l'armée prussienne ; je croirais qu'il n'en est rien si vous continuiez à me proposer des choses qui me déshonoreraient. Je désire témoigner au roi de Prusse mon respect, je désire vous revoir, je désire cultiver votre amitié ; ainsi ne parlons plus de pareilles propositions.*

Dans cette conférence, on convint que le colo-

nel Manstein viendrait le surlendemain dîner à Sainte-Menehould chez le général. Messieurs de Manstein et Heymann proposèrent de faire cesser les tirailleries sur le front du camp, en spécifiant bien eux-mêmes que ce ne serait que sur le front du camp. Dumouriez convint que ces tirailleries étaient inutiles, et dès le soir la suspension d'armes fut établie sur le front des deux armées.

Dès qu'il fut rentré dans son camp, il envoya ordre au général Dubouquet qui se trouvait en avant de Châlons, au camp de Notre-Dame-de-l'Épine, de marcher avec seize bataillons qu'il avait rassemblés, et deux escadrons de dragons, et de se rendre à Fresnes près de Sommièvre. Il ordonna à Kellermann de faire avancer le général Desprez de Crassier, avec deux mille hommes d'infanterie et mille de cavalerie, sur Espense et Noirlieu. Il fit passer, sous les ordres de Frécheville, colonel d'un régiment de chasseurs, dix-huit escadrons de cavalerie légère vers Sommièvre, Herpont et Moyon, pour inquiéter le flanc droit de l'armée prussienne. Il réitéra l'ordre au lieutenant-général d'Harville de s'avancer à Pont-Favergues, et même jusqu'à Saint-Hilaire.

Ces mouvemens firent reculer le corps des émigrés, qui se replia de Suippe sur la Croix-en-Champagne. Alors le colonel Frécheville, sûr d'être soutenu et de pouvoir toujours se replier sur le camp de Fresnes, se porta très-hardiment sur les derrières de l'ennemi, avec cette cava-

lerie qui fit beaucoup de prises. En même temps il fit partir de Passavant le général Neuilly avec de la cavalerie et de l'infanterie légère, pour tourner la forêt d'Argonne, se porter à Faucaucourt et Autrecourt, et inquiéter la gauche et les derrières de l'ennemi.

Par une autre disposition il forma au général Beurnonville une avant-garde de quinze escadrons et vingt-quatre bataillons, outre les troupes légères, lui joignant le général Duval; il les posta sur la rive droite de l'Aisne, avec ordre de s'avancer jusqu'à Sernon et Condé, pour inquiéter les convois qui passaient par Aubry et Grand-Champ. Il lui ordonna de faire pénétrer des hussards et de l'infanterie légère, par Marque, jusqu'à l'ancien camp de Grand-Pré, au travers de la forêt. Comme aucun de ces points n'était sur le front du camp, il était en règle quant à l'armistice, et les Prussiens commencèrent à se ressentir de cette guerre faite à leurs convois. Un escadron de Lauzun-hussards traversa la forêt par un endroit où certainement jamais cheval n'avait passé, entra dans Buzancy, y hacha un convoi qu'il ne put pas emmener, et fit prisonniers quarante-sept cavaliers de son escorte. Ce genre de guerre plaisait fort aux troupes légères qui devinrent très-riches.

Le colonel Manstein vint, le 24, dîner chez le général. On traita du cartel d'échange. Il voulut parler des émigrés : il lui fut représenté que c'étaient des Français armés contre leur patrie, fai-

sant la guerre en leur propre nom, avec des dénominations de troupes entièrement françaises, comme mousquetaires, gendarmes, régiment du roi, etc.; que ce qui les regardait ne concernait pas les Prussiens. Le colonel Manstein abandonna cette cause, et on convint d'un cartel pour les troupes prussiennes, hessoises et autrichiennes.

Dumouriez entama alors une discussion politique pour prouver que le roi de Prusse se trouvait engagé dans une guerre contre son propre intérêt; que les Français combattaient avec beaucoup de répugnance contre ce monarque; que l'alliance entre les deux peuples leur serait mutuellement avantageuse, et qu'elle était très-facile à faire. De son côté, le colonel Manstein lui dit que le roi de Prusse ne désirait pas la continuation de la guerre avec la France; qu'il ne désirait pas s'immiscer dans sa constitution ni dans son gouvernement; que ses désirs étaient très-modérés; et en même temps il lui remit des propositions très-sages en six articles, dont le premier portait que le roi serait délivré de prison, et qu'on lui rendrait son autorité, comme il l'avait avant le 10 août.

Pour réponse, Dumouriez lui remit le bulletin qu'il venait de recevoir officiellement, qui contenait le décret qui changeait l'Assemblée nationale en Convention nationale, et la monarchie en république. Le colonel Manstein en parut très-affligé, et le général lui-même ne lui cacha pas qu'il était très-fâché que les choses fussent poussées à cette

extrémité, d'autant plus qu'il n'y voyait pas de remède. Le colonel Manstein partit pour son camp, et on convint que le lendemain le colonel Thouvenot irait au quartier-général de Hans pour signer le cartel.

Le général, ayant appris que le roi de Prusse manquait de café et de sucre, prit la liberté de lui en envoyer douze livres, n'en ayant pas trouvé davantage, et quelques fruits avec du pain blanc. Le présent fut reçu; mais on lui fit dire de ne pas en envoyer davantage. La plus grande cordialité s'établit entre les avant-postes des deux armées, et les Français partageaient leur pain avec les Prussiens qui mouraient de faim. La dyssenterie faisait les plus grands ravages parmi eux, et la mauvaise qualité des eaux et des fourrages faisait périr leurs chevaux qu'ils écorchaient et qu'ils dévoraient.

Le colonel Thouvenot alla le lendemain au quartier-général du roi de Prusse, où il fut très-bien reçu. Le duc de Brunswick voulut le voir, dit des choses obligeantes pour Dumouriez, se rappela qu'il l'avait fait prisonnier trente-deux ans avant, et qu'il l'avait vu alors fort blessé. Le marquis de Lucchesini causa aussi avec Thouvenot, qui s'en tira avec beaucoup d'esprit, et qui a fait imprimer sa conférence (1). Le colonel Manstein et le général

(1) Cette conversation entre le colonel Thouvenot et le duc de Brunswick n'offre de remarquable que l'art avec lequel l'officier français évita de répondre directement aux questions qui lui furent

Heymann avaient voulu engager Dumouriez à se rendre au camp prussien; il n'avait répondu ni oui ni non. Mais il se serait bien gardé de faire une pareille démarche, non pas qu'il craignît qu'on pût violer en sa personne le droit des gens, mais parce qu'un peuple libre étant toujours soupçonneux, le général doit être très-circonspect.

Pendant que Thouvenot était au camp prussien, Dumouriez fit un mémoire dans lequel il rejetait

---

adressées. Le duc de Brunswick demanda que les émigrés fussent compris dans l'échange des prisonniers de guerre. Thouvenot répondit qu'une nation ne pouvait traiter qu'avec une autre nation, et non avec des rebelles aux lois de leur pays. « Mais que deviendront leurs prisonniers de guerre? — Ils doivent s'attendre à toute la sévérité des lois; et peut-être, selon les circonstances, à l'indulgence et à la générosité d'une nation magnanime, telle que la nation française, constituée en république. » Le duc de Brunswick cessa d'insister.

Il s'informa ensuite de la situation de la France et des armées. Thouvenot observa qu'il était sans caractère officiel pour répondre à ces questions. « Toutefois, dit-il, je dois vous déclarer que l'armée est composée de citoyens soumis aux lois qui leur sont données par le vœu de la nation fortement exprimé..... »

Le duc affirma que le roi de Prusse ne voulait point intervenir dans les affaires intérieures de la France. Mais il demandait que le sort du roi fût assuré; qu'une place quelconque, et sous quelque dénomination que ce fût, lui fût assignée dans le nouvel ordre de choses. — Je n'entrevois qu'un moyen, répondit Thouvenot; traitez avec la Convention nationale ou avec ses délégués. Elle représente la nation entière, et vous ne pouvez pas révoquer en doute l'existence de cette nation. »

Le marquis de Lucchesini entra dans ce moment; il demanda s'il n'y aurait pas moyen de traiter avec l'armée. « L'armée, dit Thouvenot, ne traite pas de politique; ces sortes d'affaires ne peuvent être portées qu'à la nation elle-même ou à ses délégués.

tous les torts de la guerre sur la maison d'Autriche, et cherchait à persuader au roi de Prusse que son intérêt était de se détacher de son alliance qui n'était ni naturelle ni avantageuse. Il envoya ce mémoire au colonel Manstein, en le priant, pour l'intérêt des deux nations, de le faire lire au roi; Manstein le promit, mais il manda en même temps que ce mémoire ne ferait aucun effet, et qu'il le désapprouvait (1).

Mais, Messieurs, permettez-moi un dilemme : ou vous nous battrez, ou nous vous battrons; si vous nous battez, il renaîtra de la première défaite autant de soldats français que de citoyens.... Si nous vous battons, et nous en avons l'espoir, des hommes libres sont des lions chez eux.....

» Si nous ne sommes battus ni l'un ni l'autre, vous vous serez affaiblis par des maladies, par les désertions....... Vos finances seront en désordre, votre voyage infructueux; il n'en résultera pas moins pour vous des maux incalculables.

» J'ajouterai encore une réflexion, c'est que vous avez dû vous apercevoir que le civisme augmente en raison de la distance des frontières, et qu'il vous prépare autant d'ennemis que d'habitans. Si, par une suite des hasards de la guerre, vous avancez sur Paris, alors Paris cesserait d'être Paris; et au moment de votre arrivée, Paris serait à deux cents lieues de Paris. » (*Extrait de la Relation écrite par le lieutenant-colonel-adjudant-général Thouvenot, à Sainte-Menehould, le 27 septembre* 1792.)

Quelques mots sur le sort du roi terminèrent cette conversation, qui ne produisit aucun résultat, parce que l'on n'était de bonne foi ni d'un côté ni de l'autre. L'ennemi parlementait pour gagner du temps et couvrir sa retraite; les Français mettaient à la paix des conditions qu'ils savaient n'être pas acceptables par un ennemi qu'aveuglaient des préjugés, et surtout le tableau infidèle que les émigrés leur avaient offert de la nation française.

(*Note des nouv. édit.*)

(1) Ce mémoire du général Dumouriez au roi de Prusse se trouvera dans les pièces historiques annexées à ce volume. (*Note* A.)

(*Note des nouv. édit.*)

Dumouriez était alors de très-bonne foi l'ennemi, non pas personnel, mais politique, de la maison d'Autriche ; on était en guerre, et il faisait son devoir en tâchant de lui enlever un allié. Peut-être que s'il eût réussi, les sanglantes catastrophes de la France n'auraient pas eu lieu ; peut-être que la paix eût été faite la même année ; peut-être que les calamités que toute l'Europe éprouve, et celles, plus grandes encore, dont elle est menacée, eussent été effacées du livre des destins.

Le 28 au matin, un aide-de-camp prussien vint s'annoncer de la part du duc de Brunswick, et remit par son ordre au général un manifeste. Cette pièce était si impérative, si dure, si déplacée, que le général, après l'avoir lue deux fois, dit à l'aide-de-camp : « Monsieur, j'ai pris la liberté de faire » passer un mémoire au roi de Prusse ; je ne me » suis point adressé à M. le duc de Brunswick ; » il me prend sans doute pour un bourgmestre » d'Amsterdam. Dites-lui que dès ce moment la » trève cesse, et que j'en donne l'ordre devant » vous (1). »

(1) Dans ce manifeste, daté du 28 septembre 1792, le duc de Brunswick rappelait ses précédentes déclarations du 25 et du 27 juillet de la même année, qui avaient si violemment irrité tous les partisans de la révolution. Il improuvait avec la plus vive indignation l'emprisonnement du roi et de sa famille ; les décrets par lesquels la Convention avait aboli la royauté ; enfin il déclarait à la nation française que l'Empereur et le roi de Prusse, *invariablement attachés au principe de ne point s'immiscer dans le gouverne-*

Effectivement il en donna l'ordre sur-le-champ; et cet ordre fit grand plaisir à toute l'armée. Il en écrivit de même au colonel Manstein, et toute négociation fut rompue. Le manifeste, qui avait été composé par quelque ministre émigré, était fait et imprimé depuis deux mois; le duc de Brunswick le donnait d'autant plus mal à propos à cette époque, que deux jours après il leva son camp pour exécuter sa retraite.

Tous ces pourparlers, toutes ces allées et venues d'officiers prussiens au camp français, d'officiers français au camp prussien, n'altérèrent pas un moment la confiance de l'armée. Dumouriez, pour la sonder, demanda un jour à ses soldats qui faisaient toujours foule autour de lui quand il allait au camp : « Mes enfans, que pensez-vous de toutes ces négociations avec les Prussiens? ne vous donnent-elles pas quelques soupçons contre moi? — Général, lui répondit un officier pour tous les autres, si c'était un autre que vous, nous serions inquiets, et nous éplucherions sa conduite; mais avec vous nous fermons les yeux; vous

ment intérieur de la France, persistaient néanmoins à exiger que le roi et sa famille fussent rendus à la liberté, que la dignité royale fût rétablie sans délai dans la personne de Louis XVI et de ses successeurs, et qu'il fût pourvu à ce que cette dignité se trouvât désormais à l'abri des *avanies* auxquelles elle avait été exposée. Cette double proposition était la condition *sine quâ non* de la suspension des hostilités.

(*Note des nouv. édit.*)

» êtes notre père. » Hélas ! si cette confiance avait duré, cette nation, alors si noble, si généreuse, de si bonne foi, ne serait pas à présent gouvernée par des monstres et par la guillotine ; elle ne serait pas tombée dans l'abîme de la barbarie et de l'anarchie.

Le général leur avait toujours dit que dès que sa négociation serait finie, quelqu'en fût le résultat, il les en instruirait. Il en rendait compte exactement au pouvoir exécutif et aux trois commissaires qui résidaient auprès de lui. Dès qu'il eut rompu la trève, il fit imprimer toutes les pièces, c'est-à-dire sa correspondance avec Manstein, son mémoire pour le roi de Prusse, et le manifeste du duc de Brunswick. La Convention, l'armée et tous les bons citoyens l'approuvèrent ; mais les journaux infâmes des jacobins, les Prudhomme et les Marat cherchèrent à lui en faire des crimes.

Telle est exactement toute la négociation qui a existé entre le général Dumouriez et les Prussiens. Leur retraite, qui a suivi de près, a fait bâtir mille fables absurdes. On l'a cru si bien hors d'espoir de résister à une armée aussi formidable, qu'on a cherché à trouver dans les ressources d'une politique profonde les causes de son salut. On a ensuite passé d'une extrémité à l'autre. Après avoir imaginé qu'il s'était tiré d'embarras en trompant les Prussiens, quand on a su le délabrement de cette armée, et qu'on l'a vue sauvée, on a attribué le bonheur de cette retraite à une connivence entre

lui et le roi de Prusse ; et quantité de *gros penseurs* sont encore persuadés que le salut de l'armée française d'abord, et celui de l'armée prussienne ensuite, sont les effets d'une politique très-raffinée et très-profonde.

CHAPITRE XII.

Retraite des Prussiens.

Deux jours après avoir lâché son manifeste, la nuit du 30 septembre au 1er octobre, le duc de Brunswick leva son camp de la *Lune*, et envoyant devant lui sa grosse artillerie et ses bagages, il ne fit qu'environ une lieue. Ce mouvement fut exécuté avec le plus grand ordre. Dumouriez envoya sur-le-champ le général Dampierre avec une brigade d'infanterie, pour occuper le camp de la *Lune*, qu'on trouva plein de cadavres d'hommes et de chevaux. Les fosses d'aisance étaient pleines de sang; de malheureux soldats y étaient tombés et y avaient péri. Dampierre fut obligé d'abandonner aussitôt ce camp, pour ne pas infecter ses soldats de cette terrible épidémie.

Le général envoya ordre au lieutenant-général d'Harville de s'avancer très-promptement de Pont-Favergues à Attigny, d'où il se dirigerait sur le *Chêne-Populeux* avec prudence, mais cependant avec assez d'activité pour tomber sur l'arrière-garde des émigrés, qui naturellement devaient faire leur retraite par ce défilé. Il envoya un officier en courrier par Réthel à Sedan, pour ordonner au général Miaczinski de se porter avec un fort détachement

du côté de Tannay, pour les inquiéter dans leur marche sur Stenay ou Mouzon, au sortir du défilé du *Chêne-Populeux*. Il fit partir sur-le-champ le général Chazot avec quatre bataillons et trois escadrons pour aller par Réthel, en forçant ses marches, prendre le commandement de Sedan, et se mettre aussitôt en campagne avec quatre à cinq mille hommes, par la trouée de Carignan, se concerter avec le général Ligneville pour faire le plus de mal qu'on pourrait aux Prussiens sur la route de Longwy. Il ordonna au général Dubouquet de venir de Fresnes à Virginy.

Il renforça encore de douze bataillons l'avant-garde de Beurnonville, à la droite de l'Aisne, avec ordre de harceler continuellement l'ennemi par Condé. Il ordonna au général Stengel de suivre l'arrière-garde de très-près, sans la perdre de vue; il le renforça de toute la cavalerie légère commandée par Frécheville qui se porta rapidement par Rapsecourt et Hans sur Massige.

Il convint avec Kellermann qu'il pousserait la division du lieutenant-général Desprez de Crassier, par la Croix-en-Champagne et Pertes, sur Manze et Morvaux; qu'il enverrait le général Valence, avec les carabiniers, de la cavalerie et ses bataillons de grenadiers et chasseurs, prendre la gauche du général Stengel, se dirigeant par Ville-sur-Tourbe, sur Challerange et Bressy.

Il ordonna au général Dillon de tâcher de s'avancer jusqu'à Clermont par les *Islettes*, et jusqu'à

Varennes par la *Chalade*, de renforcer Neuilly par Passavant, pour qu'il pût inquiéter la retraite sur Verdun, et dès qu'il aurait passé les défilés, de faire tout ce que l'occasion lui inspirerait, pour faire le plus de mal qu'il pourrait au prince de Hohenlohe.

Les trois corps commandés par Beurnonville, Stengel et Valence, formaient plus de vingt-cinq mille hommes, l'élite de l'armée, conduits par les trois généraux les plus actifs ; il semble qu'avec un peu d'audace, et en s'entendant bien, ils auraient pu au moins écraser l'arrière-garde des Prussiens.

Dumouriez fut obligé de rester ce jour-là au camp pour faire les dispositions nécessaires pour un aussi grand mouvement ; car quoiqu'il s'y attendît depuis plusieurs jours, la position de l'ennemi l'avait empêché de rien préparer. Il ordonna qu'on fît refluer à Réthel et à Sedan tous les moyens de subsistance de son armée, et à Bar ceux de l'armée de Kellermann. Il envoya un courrier à Metz pour tenir à la disposition de Kellermann la grosse artillerie de l'armée de La Fayette, qu'il avait laissée dans cette place.

Le 2, n'apprenant rien de son avant-garde, voyant qu'on laissait retirer les Prussiens sans les inquiéter, il se porta au corps de Beurnonville, qui n'avait poussé en avant de lui que quelques détachemens faibles, et qui était resté à Vienne-le-Château. Il n'avait aucune nouvelle de Stengel, quoique, d'après leur instruction, ils dussent se com-

muniquer. Stengel, de son côté, avait pris des cantonnemens le long de la Tourbe, et se contentait de ramasser quelques traîneurs.

Il reçut une lettre de plaintes du lieutenant-général Valence, qui, mettant plus d'ardeur et de précision dans ses mouvemens, avait dépassé Massige, s'était battu avec l'ennemi, et, n'ayant nouvelle ni de Stengel ni de Beurnonville, s'était replié. Le général perdit toute cette journée et celle du 3 à remettre l'ordre et la bonne intelligence dans cette avant-garde; il disposa tout pour attaquer Autry le lendemain, pendant qu'une colonne d'infanterie légère et de hussards, débouchant de Condé, pénétrerait par les bois dans son ancien camp. Grand-Pré était engorgé de malades et d'équipages. Il renforça de quatre bataillons le défilé de la *Chalade*, avec ordre au commandant de percer jusqu'à Varennes dès qu'il entendrait la canonnade du côté de Grand-Pré.

La nuit du 3 au 4, il reçut un billet du général Valence avec copie de l'ordre qu'il venait de recevoir de son général Kellermann de le rejoindre. Valence mandait qu'il voyait bien qu'il y avait du mal-entendu, mais qu'il était forcé d'obéir et qu'il marchait sur-le-champ. Cet ordre de Kellermann était daté de Suippe, et portait de venir l'y trouver sans délai, se dirigeant sur Châlons, parce que, Dumouriez n'ayant plus besoin de lui, il croyait devoir se séparer et prendre sa marche par Châlons.

Le général fut indigné en recevant cet avis qui

achevait de sauver les Prussiens. Il n'avait rien caché à son collègue, il lui avait communiqué son mouvement, et dans l'instant de compléter leur succès, il en était abandonné sans avoir été prévenu. D'ailleurs la marche de Kellermann par Suippe et Châlons était absurde, ses équipages étaient à Vitry, la destination qu'il indiquait était la Lorraine, son chemin était ou par Vitry ou par *Revigny-aux-Vaches*, ou par Clermont. Après une pareille défection, il n'y avait plus de ménagemens à garder avec Kellermann.

Le général manda à Valence, que Kellermann, ainsi que lui, étaient à ses ordres tant que les armées étaient ensemble; qu'il lui défendait de rétrograder sur Suippe, qu'il lui ordonnait au contraire de reprendre sa position d'avant-garde à la gauche de Stengel; et de suivre les opérations indiquées. Il fit passer à Kellermann copie de l'ordre qu'il envoyait à Valence, et il chargea Devaux, son aide-de-camp, de lui porter cette dépêche. Il envoya copie de tout aux commissaires de la Convention, qui étaient à Sainte-Menehould, les priant de joindre leurs ordres aux siens, et faisant des plaintes très-vives de cette conduite inconcevable du général Kellermann.

Valence manda au général, qu'il était très-embarrassé de se décider entre deux ordres aussi contraires, entre deux autorités qu'il reconnaissait également; que la plus directe pour lui était celle de Kellermann; qu'il jugeait bien que son ordre

était déplacé, mais qu'il ne pouvait pas désobéir tout-à-fait; qu'il allait faire halte où il se trouvait, et qu'ayant envoyé à son général l'ordre qu'il venait de recevoir, avec ses propres représentations, il espérait qu'il ne tarderait pas à recevoir des ordres différens. Dumouriez ne put qu'approuver Valence; lui-même n'avait sauvé sa patrie qu'en désobéissant pendant toute la campagne; mais c'est une science très-délicate que celle de désobéir à propos.

Kellermann fut consterné des reproches du général Dumouriez et des sérieuses remontrances du colonel Devaux; il pleura, fit des protestations et écrivit une lettre d'excuses (1). Les commissaires qui arrivèrent à son camp, achevèrent de troubler sa pauvre tête; il retourna à son ancien camp, et il ordonna à Valence de reprendre sa position et d'exécuter tout ce que lui prescrirait Dumouriez. Valence chercha par sa vivacité à réparer le mal qu'avait fait sa marche rétrograde; il se porta très-

(1) Nous avons sous les yeux une notice sur la vie militaire du général Kellermann, duc de Valmy, rédigée sur ses notes par M. de Botidoux, son commissaire ordonnateur, sous ce titre : *Esquisse de la carrière militaire de François-Christophe de Kellermann, duc de Valmy, etc.*, 1817. Cet écrit dans lequel nous avons cherché quelques détails relatifs à la conduite du général Kellermann, lors de la retraite des Prussiens, garde un silence presque absolu à cet égard. Voici l'unique passage qui paraisse se rapporter à cette époque : « Le général Kellermann voulait se mettre à la poursuite des ennemis, en vue de les harceler, et bien certain de maltraiter beaucoup leur arrière-garde, sans qu'ils pussent l'amener

rapidement à Vouziers, où il défit une petite arrière-garde et prit quelques équipages et quelques traîneurs. Le général Miaczinski, qui s'était embusqué près de Tannay avec huit à neuf cents hommes, surprit les émigrés, les canonna, les mit en fuite et prit quelques bagages; s'il avait mis moins de précipitation, il leur aurait fait plus de mal.

Les troupes légères de Beurnonville entrèrent dans Grand-Pré, et se répandirent jusqu'à Buzancy. Elles firent encore quelques prisonniers, et pillèrent quelques bagages; mais elles eurent la sagesse de laisser passer plusieurs chariots chargés de malades. Ces malheureux étaient mourans; plusieurs périrent de faim dans les bois; ceux qui venaient se rendre étaient affamés et sans force; ils avaient le corps enflé, et leurs visages étaient verts ou noirs à force de lividité. Les soldats français montrèrent beaucoup d'humanité. L'épidémie était dans Grand-Pré où les Prussiens avaient tenu leur hôpital; ils y

---

à une action décisive contre des forces encore infiniment supérieures. Mais Dumouriez s'étant fait donner le commandement en chef des deux armées, le général Kellermann fut obligé d'attendre ses ordres pour se mettre en mouvement.

» L'ennemi était en pleine retraite dans les derniers jours de septembre, et le général ne put commencer à le poursuivre sérieusement que le 8 octobre, lorsque Dumouriez se mit en marche du côté de la Belgique. »

Ces renseignemens ne paraissent pas suffisans pour que l'on puisse porter un jugement sur la conduite respective de Dumouriez et du général Kellermann.

(Note des nouv. édit.)

avaient enterré plus de trois mille hommes. On suivait les traces de cette malheureuse armée par les cadavres d'hommes et de chevaux qui jalonnaient leur route. Les paysans tuaient tout ce qui s'écartait de l'armée, et se vengeaient des excès des Prussiens et des émigrés en pillant leurs bagages.

Le général, ayant vu échapper l'armée prussienne par le faux mouvement de Kellermann, s'occupa des moyens de la poursuivre. Dillon avait passé les défilés, et harcelait l'armée du prince de Hohenlohe, qui, ayant moins souffert que celle du roi de Prusse, quoique atteinte de la même maladie, était plus en état de résister. Il fallait soutenir Dillon qui pouvait, en poussant l'ennemi trop audacieusement, se faire battre.

Il ordonna à Kellermann de passer par Clermont, et, par l'instruction qu'il envoya à Dillon, il le mit à ses ordres tant qu'ils seraient ensemble à la poursuite des Prussiens. Il donna ordre à Valence de passer par la *Croix-aux-Bois*, et de rejoindre son général en chef.

Il envoya ordre au général d'Harville d'être le 7 au *Chêne-Populeux*, et de s'y retrancher; car ses troupes étaient de nouvelles levées très-mauvaises et sujettes à la terreur panique et aux mutineries, ainsi que celles du général Dubouquet. Il envoya ce général, avec quatre nouveaux bataillons, joindre à Sedan le lieutenant-général Chazot, à qui tous ces renforts composaient une petite armée.

Il quitta le 6 son camp de Sainte-Menehould, et

se porta sur Vouziers où il arriva le 8; le château où il logea avait servi de quartier-général aux deux frères de Louis XVI. Les logemens y étaient encore marqués à la craie; les princes y avaient tenu leur grand couvert (1).

Deux motifs obligèrent le général à porter son armée sur Vouziers. Le premier, c'est qu'il était forcé d'éviter Grand-Pré, devenu un cimetière plein d'exhalaisons pestilentielles; le second, c'est qu'il était obligé d'abandonner à Kellermann et à Dillon la poursuite des Prussiens, pour courir au secours de Lille.

Les différens renforts qu'il avait reçus faisaient monter son armée à quatre-vingt mille hommes. Il laissa à Kellermann, outre son armée de plus de vingt-cinq mille hommes, le corps de Dillon d'environ vingt-cinq mille hommes, le corps de Chazot de sept à huit mille, et les dépôts de Châlons, Troyes et Vitry, qui pouvaient encore lui fournir dix mille hommes, à la vérité de mauvaise qualité et de nouvelle levée, mais qu'il pouvait jeter dans les places,

(1) On lisait dans la première édition le passage suivant, qui a disparu dans celle-ci :

« Les habitans lui racontèrent que, peu de jours avant, le roi de Prusse, qui avait son quartier-général à Tormes, avait mandé les princes, et leur avait fait des reproches très-vifs sur les fausses espérances qu'ils lui avaient données; qu'ils étaient revenus le soir avec toutes les marques d'un violent chagrin. Il ne garantit pas cette anecdote. »

(*Note des nouv. édit.*)

pour remplacer les troupes de ligne qu'il aurait tirées de ces garnisons. Ainsi Kellermann avait actuellement près de cinquante mille hommes rassemblés ; et il en avait au moins soixante-dix mille qu'en huit jours il pouvait rassembler (1). Il avait un train d'artillerie de siége pour reprendre Verdun et Longwy, des vivres derrière lui, et tous les moyens pour achever la ruine totale des Prussiens. Il avait aussi les commissaires de la Convention, qui mettaient à sa disposition toutes les autorités civiles.

Le général, dans une longue instruction qu'il lui envoya, lui conseilla (car après leur séparation, il n'avait plus d'ordres à lui donner) de laisser le général Dillon agir seul contre l'arrière-garde de cette armée, et de se porter rapidement par derrière Étain et Gondrecourt sur Longuyon, passant la Curne, et la mettant entre l'ennemi et lui. S'il eût pris ce parti, la retraite des Prussiens eût été entièrement coupée.

Il lui annonça que l'armée prussienne, étant dans un état déplorable, ne tiendrait Verdun et Longwy que le temps nécessaire pour évacuer leur grosse artillerie, leurs équipages et leurs malades ; que n'ayant plus du tout de vivres, et leur restant peu

---

(1) Dans l'écrit que nous avons cité plus haut, l'historien du général Kellermann ne porte son armée réunie à celle de Dillon qu'à vingt-huit mille hommes environ.

(*Note des nouv. édit.*)

de munitions, ils ne compromettraient point des garnisons dans ces deux places, et qu'ils les évacueraient certainement; qu'ainsi il était inutile de s'y attacher, et qu'il fallait se hâter de les prévenir sur la frontière.

Après lui avoir donné ces avis qui ne furent pas suivis, il fit partir le 12 Beurnonville avec les troupes de Flandre, qui, au moyen des renforts, formaient un corps de vingt-deux mille hommes. Il envoya le général d'Harville prendre le commandement du camp de Maubeuge, et le renforça d'environ dix mille hommes. Le lieutenant-général Lanoue avait été accusé faussement par les jacobins; et les commissaires de la Convention, sans autre examen, avaient envoyé dans un cachot à Douay ce vieillard respectable, aimant mieux se priver de son expérience, que de ne pas le préjuger coupable. Beurnonville fit cette marche avec la même rapidité qu'il avait fait la première. Parti le 12 octobre de Vouziers dans une saison affreuse, il arriva le 21 à Valenciennes. Dumouriez partit en même temps pour Paris, où il arriva le 12.

La retraite des Prussiens de la Champagne s'est faite avec le plus grand ordre et beaucoup de bonheur. Le roi de Prusse s'y est personnellement distingué en se tenant toujours à son arrière-garde, et montrant autant de constance qu'il avait montré de courage au combat de Valmy, où il était à la tête de ses colonnes. Cette armée aurait beaucoup souffert au passage du défilé de Grand-Pré, si

l'avant-garde du général Dumouriez avait exécuté ses ordres avec vigueur et précision, et si Kellermann n'avait pas suspendu pendant trente-six heures la poursuite par son mouvement très-coupable sur Suippe.

Kellermann eût achevé de ruiner cette armée dans sa retraite de Verdun sur le Luxembourg et le pays de Trèves, si au lieu de rester joint à Dillon pour suivre mollement et froidement son arrière-garde, se conformant à l'instruction du général Dumouriez, il s'était porté rapidement sur son flanc droit. Au lieu de ce mouvement audacieux et décisif, il se laissa amuser par des conférences, et il se crut trop heureux de voir les Prussiens hors du territoire français, et de recevoir d'eux les places qu'ils ne pouvaient pas garder. Il se trouvait trop faible avec plus de cinquante mille hommes, pleins de courage et de santé; et il perdit si bien la tête que les commissaires dépêchèrent un courrier au général à Paris, en lui ordonnant de rétrograder avec son armée, et de venir défendre le pays que les Prussiens menaçaient de reconquérir. Ils le rendaient responsable des événemens.

Il leur manda qu'il se chargeait volontiers de cette responsabilité, et qu'avant qu'il pût venir les joindre, ils seraient débarrassés de l'armée prussienne; que quant à lui, il allait sauver la Flandre et prendre les Pays-Bas.

Cette heureuse retraite des Prussiens, le départ de Dumouriez, la mollesse de Kellermann dans la

poursuite, l'évacuation sans siége de Verdun et Longwy, que tout le monde croyait qu'ils pourraient conserver, ont accrédité les fables qui se sont répandues sur les négociations de Sainte-Menehould, fables qu'on va réfuter comme aussi injurieuses au monarque prussien et à ses généraux, qu'aux généraux français.

CHAPITRE XIII.

Événemens dans le département du Nord.

On a vu que toutes les forces de la France, destinées à défendre sa frontière la plus rapprochée de Paris, consistaient dans le département du Nord, outre les faibles garnisons, en quarante-cinq bataillons et vingt escadrons, divisés en trois camps. Le duc Albert de Saxe-Teschen, après avoir détaché le général Clairfayt, n'avait guère plus de troupes sur la frontière, et ne pouvait pas faire de grandes entreprises. Ainsi dans cette partie la faiblesse était égale, les deux partis se tenaient également sur la défensive. Cependant le duc de Teschen avait tenté d'envahir le territoire français, et s'était tenu quelque temps campé à Saint-Wast près de Bavay; mais ensuite il s'était retiré à Mons, et s'y tenait tranquille. Il avait renforcé le camp de la Trinité près de Tournay, et celui de Bury, qui étaient opposés au camp de Maulde.

Le lieutenant-général La Bourdonnaye commandait dans le département du Nord en l'absence du général Dumouriez. Il avait à ses ordres le lieutenant-général Lanoue, commandant le camp de

Maubeuge; le général Duval, commandant celui de Pont-sur-Sambre, et le lieutenant-général Beurnonville, commandant le camp de Maulde. Le lieutenant-général Moreton, chef de l'état-major de l'armée du Nord, était chargé, avec le commissaire-ordonnateur Malus, de continuer sans interruption les préparatifs pour le rassemblement de cette armée, que le général voulait avoir prête pour entrer dans les Pays-Bas encore cette année, en cas qu'il réussît à renvoyer les Prussiens de la Champagne, ou pour marcher, comme une dernière ressource, au secours de Paris, en cas que les Prussiens fissent trop de progrès.

La rapidité de la prise de Longwy, la consternation qu'il avait trouvée en Champagne, la désorganisation de l'armée de La Fayette, sa faiblesse, son mauvais état, le défaut de toute autre ressource pour résister à une armée formidable, l'avaient forcé à changer tous ses plans, et à appeler près de lui le général Duval avec toutes les troupes du camp de Pont-sur-Sambre, à affaiblir en même temps le camp de Maubeuge, et à ne laisser à Lanoue que les troupes absolument nécessaires pour une défensive stricte.

Deux jours après, connaissant encore mieux l'énorme supériorité de l'ennemi, s'attendant à une très-faible défense de la ville de Verdun, comptant peu sur le secours du maréchal Luckner, dont il redoutait la mauvaise volonté et la vieillesse, jugeant que le salut de la France dépendait de la te-

nue des défilés de l'Argonne, il s'était vu obligé d'appeler à lui le général Beurnonville avec douze bataillons et trois escadrons, et toutes les troupes légères du camp de Maulde.

Le général La Bourdonnaye, à qui on croyait de grands talens, et qui depuis a démenti cette fausse réputation, avait été appelé à Paris par le ministre Servan pour commander une armée centrale, et on l'avait envoyé à Châlons où elle devait s'assembler. Ainsi le département du Nord, dégarni de troupes, se trouvait sans commandant d'armée, et Moreton, qui se tenait au quartier-général de Valenciennes, était chargé de faire passer aux commandans des camps les ordres du général en chef.

Dans les derniers jours du mois d'août les Impériaux avaient fait plusieurs attaques vigoureuses contre le camp de Maulde; mais ils avaient été toujours victorieusement repoussés par le brave Beurnonville. Dumouriez ignorait cette circonstance; mais il avait prévu, en lui envoyant ordre de venir le joindre, que ce camp, assez médiocre par lui-même, affaibli de douze bataillons, et surtout du général qui l'avait si bien gardé jusqu'alors, et qui seul en connaissait le fort et le faible, ne pourrait pas se soutenir avec une douzaine de bataillons sous un autre commandant.

Ce camp n'est séparé que par la Scarpe d'une autre position beaucoup meilleure, c'est celle du camp de Bruille. La Scarpe se joint à l'Escaut au

pont de Mortagne. L'Escaut descend de Condé à Mortagne; la Scarpe descend de Saint-Amand à Mortagne. A ce confluent est une tête-de-pont facile à défendre; en arrière est Château-l'Abbaye qui est un très-bon poste. En arrière de Château-l'Abbaye est une hauteur, au centre de laquelle est le moulin *Gourdin*, dont un versant, formant la droite du camp, se termine au village de Bruille, la gauche à celui de Nivelle. Aucune des deux rivières n'est guéable, les bords en sont marécageux des deux côtés; et comme le terrain s'élève vers le centre, elles sont soumises aux batteries fixes ou mobiles de l'armée campée à Bruille ou plutôt au moulin Gourdin. Derrière la droite du camp est la ville de Condé; derrière son centre est la forêt de Saint-Amand; derrière sa gauche est la ville de Saint-Amand.

C'était un grand sacrifice que l'abandon du camp de Maulde qui couvrait la superbe plaine entre Lille, Douay, Saint-Amand et Orchies. Cette dernière ville tombait nécessairement au pouvoir de l'ennemi. Saint-Amand, poste très-faible, quoique soutenu par le camp de Bruille, devait nécessairement succomber aussi après quelques jours de résistance; mais les troupes avaient leur retraite sur Valenciennes, et les dangers de la France étaient alors trop grands pour s'arrêter à la petite considération de la dévastation des plaines de la Flandre, dont il ne fallait penser qu'à sauver les places; et à cet égard il n'y avait pas de crainte à avoir, puis-

que le duc de Teschen n'avait pas assez de troupes pour entreprendre des siéges.

Dumouriez avait prévu tous les inconvéniens de l'affaiblissement du camp de Maulde; mais forcé par les circonstances impérieuses, il avait ajouté à l'ordre du départ de Beurnonville une autorisation à Moreton pour lever sur-le-champ le camp de Maulde, le transférer à Bruille, et se borner à défendre les rives de l'Escaut et de la Scarpe entre Condé et Saint-Amand, ayant soin de bien fortifier la tête de Saint-Amand, pour conserver une communication entre Valenciennes et Douay, au moins par l'autre bord du canal de Marchiennes, si on était privé de celle d'Orchies. Il avait ordre enfin, en cas que ses garnisons fussent trop faibles, et une des places trop menacée, de lever même le camp de Bruille, et de renforcer les garnisons avec les troupes de ce camp. Cependant, comme il se formait un rassemblement de bataillons de nouvelle levée à Soissons, et comme il était possible que dans l'intervalle l'armée de Flandre fût renforcée, il laissait Moreton libre de conserver le camp de Bruille, et même de ne pas lever celui de Maulde, s'il croyait avoir suffisamment de troupes pour le défendre.

Ces ordres arrivèrent à Valenciennes le premier septembre, et précisément la veille Beurnonville avait essuyé et repoussé une attaque très-vive de l'ennemi. Moreton était très-brave, et connaissait assez bien les détails militaires; mais il n'y voyait

pas, n'avait jamais fait la guerre, et n'y entendait rien. Il rassembla sur-le-champ un conseil de guerre de tous les officiers-généraux. Il fut d'abord mis en question si, dans la circonstance où l'on se trouvait, on pouvait laisser partir Beurnonville. Plusieurs officiers-généraux furent d'avis de le retenir; on avait l'exemple du général Dumouriez lui-même; mais les circonstances n'étaient pas pareilles. Beurnonville trancha la question en montrant son ordre et jurant qu'il l'exécuterait. La seconde proposition fut si on conserverait le camp de Maulde, ou si, suivant l'instruction du général, on se transférerait à Bruille. La translation fut décidée unanimement. Beurnonville retourna à son camp où, par ordre du général en chef, il laissa Berneron, chef de son état-major, et il partit le lendemain pour Réthel.

Moreton donna ses ordres pour la levée du camp. Cette opération était fort aisée; il n'y avait pas un quart de lieue à faire pour transférer les troupes d'une position à l'autre. Les Autrichiens furent avertis. Il y avait sur l'Escaut, entre Condé et Mortagne, de grands bateaux chargés de fourrages. Il avait été défendu de laisser ces bateaux se doubler, parce que deux de ces bateaux, l'un à côté de l'autre, tenaient toute la largeur de la rivière et faisaient l'effet d'un pont. Les Autrichiens profitèrent de la négligence des Français, passèrent sur ces bateaux, les doublèrent, et une colonne attaqua Château-l'Abbaye, pendant qu'une autre

attaquait le camp de Maulde. Les Français, surpris au milieu de leur décampement, n'ayant pas un homme de tête pour les rallier, abandonnèrent tentes, équipages, canons, et se jetèrent en déroute dans Saint-Amand, dans Condé, dans Valenciennes et jusque dans Bouchain.

Les Impériaux poussèrent leur pointe, attaquèrent Saint-Amand le même jour de tous côtés, et s'en emparèrent. La garnison d'Orchies se sauva à Douay, et l'ennemi fut le maître de tout le plat pays. Moreton rappela Beurnonville, qui lui manda qu'il ne pouvait pas remédier au mal qui était fait, qu'il n'y avait rien à craindre pour les places de guerre, qu'ainsi il continuait sa route. Il fit bien. Le peuple de Valenciennes voulut pendre Moreton. Les commissaires de la Convention voulurent le destituer. Il montra l'ordre du général en chef, et s'en tira.

La déroute du camp de Maulde fit une grande sensation à Paris; mais la peur des Prussiens occupait encore bien plus les esprits. Dumouriez écrivit au ministre qu'il fallait renvoyer à l'armée du Nord La Bourdonnaye avec la patente de général en chef, et envoyer dans ce département tous les bataillons du rassemblement de Soissons, qu'on distribuerait dans les places; que La Bourdonnaye observerait les projets de l'ennemi, qu'il tirerait des places les moins menacées quelques troupes pour former un petit camp volant; avec lequel il voltigerait et inquiéterait le duc de Teschen, s'il en-

trait en corps d'armée; que, quant au pillage, c'était un malheur dont la nation dédommagerait les habitans.

Quinze jours après, le duc Albert, pour faire une diversion utile, et peut-être sur de faux renseignemens, se présenta devant Lille avec vingt-cinq mille hommes et une nombreuse artillerie. Il ne prétendit pas l'assiéger, il avait trop peu de troupes; mais un coup de main pouvait réussir. La garnison était faible, l'anarchie y était à son comble. Ruault, commandant de la place, Champmorin, directeur du génie, Guiscard, colonel d'artillerie, étaient bien en état de la défendre; mais ils n'étaient pas obéis. Le duc Albert prit le parti de lui faire supporter un violent bombardement.

Cette espèce de siége de Lille était dans sa plus grande force à l'époque de la retraite des Prussiens; ainsi le général était très-pressé d'aller délivrer cette place importante. Plus la ville était considérable, plus il craignait l'exemple de Longwy et Verdun. Si cette capitale de la Flandre eût été prise, il eût fallu plus de cent mille hommes et six mois pour la reprendre. Le peuple ingrat eût oublié sa délivrance des Prussiens, et l'eût rendu responsable des événemens qui se passaient à quatre-vingts lieues de lui. Enfin il était bien plus important pour la France de sauver Lille, que de poursuivre les Prussiens; et c'est ce qui détermina Dumouriez à abandonner cette poursuite à Kellermann, et à marcher lui-même en Flandre.

CHAPITRE XIV.

Réflexions.

Cette campagne est digne de l'attention de tous les militaires. Tous ses détails sont instructifs et méritent d'être étudiés. Sa singularité en a fait long-temps un problème historique, même pour ceux qui y ont coopéré ; le tableau qu'elle présente est extraordinaire.

Un général français, chef d'un grand parti, ayant été l'idole de sa nation, ayant eu toute la confiance de ses soldats, se révolte contre le pouvoir législatif, devenu seul représentatif par la captivité du roi, s'enfuit ; son armée, qui n'est que de vingt-trois mille hommes, reste sans généraux, sans officiers supérieurs, désorganisée, consternée (1). Dans le même temps un roi puissant, à la tête de quatre-

(1) Si je laisse subsister ce passage et les précédens (voyez T. II, p. 368 et suiv.), ce n'est par aucun ressentiment contre M. de La Fayette. Je voudrais qu'il fût en mon pouvoir d'effacer de mon livre et de ma mémoire les faits qui m'ont causé tant de peine. Je ne doute pas que ce grand citoyen ne le regrette autant que moi-même. J'ai peut-être eu le tort de ressentir dans le temps avec trop de vivacité ce que je ne pouvais regarder que comme des hostilités contre moi. Mais aujourd'hui (1823) je suis calme. Les faits, les chagrins sont bien loin déjà. J'ai vu depuis les malheurs du général La Fayette ; j'ai vu sa noble conduite sous l'empire de Napoléon,

vingt mille hommes, entre en France; deux villes se rendent sans avoir tenté de se défendre. Un général peu connu, n'ayant jamais commandé en chef, arrive, prend une position très-forte; il y est forcé et entouré; il s'échappe, sauve son armée d'une déroute, prend un second camp, y est enveloppé par l'ennemi qui est entre Paris et lui. Cette formidable armée, qui n'est qu'à six lieues de Châlons, à dix de Reims, ne pénètre pas même à Châlons et à Reims, perd près de trente mille hommes, dont tout au plus deux mille par les armes, évacue les deux places qu'elle a prises, et se retire en Allemagne. Tous ces événemens, qui tiennent du merveilleux, se passent en moins de six semaines, et la France est sauvée d'un des plus grands dangers que présentent ses fastes.

Les détails qu'on vient de lire expliquent comment c'est une chaîne de fautes qui a amené une suite de malheurs. L'armée prussienne est entrée

---

comme dans les cachots d'Olmutz; je vois celle qu'il tient dans la France nouvelle; et je dois déclarer les sentimens d'estime qu'il m'a toujours inspirés, et ceux d'attachement qu'il m'a rendus.

C'est le seul moyen qui me reste de remplir la promesse que j'ai faite de vider notre querelle après la guerre, et je le saisis avec plaisir.

Il aurait cependant quelque raison de m'accuser de le prendre en traître; car ni lui, ni personne ne savent rien du coup que je lui porte en ce moment; mais en cela j'évite l'accusation de connivence avec lui, et mon langage n'en aura que plus d'autorité.

(*Note du général Dumouriez.*)

en France, persuadée qu'elle ne rencontrerait aucunes difficultés. Ses premiers succès ont achevé de lui confirmer cette erreur qui lui avait été inspirée par les émigrés. Ceux-ci, se croyant sûrs de leurs intelligences, ont trop annoncé cette sécurité, et trop promis, ce qui par la suite leur a procuré de grands désagrémens dans cette armée.

Les principales fautes des Prussiens sont : 1° après la prise de Longwy, de n'avoir pas attaqué Montmédy en même temps que Verdun, si on voulait conquérir la France pied-à-pied, faire une guerre régulière, et assurer ses quartiers d'hiver et sa retraite. Ils avaient plus de troupes qu'il ne fallait pour cela.

2°. Ils savaient la rébellion de La Fayette, sa désertion avec ses officiers-généraux et son état-major. Cet événement était bien important. Il était arrivé le 21. Longwy a été pris le 22. Comment n'a-t-on pas pris la résolution de faire marcher sur-le-champ un corps de trente mille hommes sur Stenay et Mouzon pour attaquer cette armée sans chefs, dans le temps où elle était consternée, et pour attirer au moins les troupes de ligne, puisque les émigrés avaient annoncé qu'elles étaient faciles à gagner? Il est certain que si, du 22 au 28, un corps de troupes ennemies se fût présenté devant Mouzon, l'armée française se serait débandée : peut-être même que si des officiers-généraux de l'ancien régime, bien connus et estimés des soldats, comme il y en avait quelques-uns dans

l'armée des princes, se fussent présentés avec un simple détachement, ils auraient entraîné une partie des troupes de ligne, surtout de la cavalerie.

Quand on veut envahir un pays déchiré par une révolution, quand on se croit sûr d'y avoir un grand parti, quand on veut sauver un roi dans les fers, quand on a commencé une campagne trop tard, on doit, surtout avec une grande armée, multiplier sa force par sa vitesse, et arriver comme la foudre sur la capitale, pour ne pas donner le temps au peuple qu'on veut soumettre de se reconnaître. Il a été nécessaire de commencer par prendre Longwy et attaquer Thionville, pour tromper sur le point d'invasion et rendre la défensive incertaine et divisée. Mais une fois Longwy pris, il fallait, à la nouvelle de la fuite de La Fayette, arriver sur-le-champ à Mouzon et Sedan, pour dissiper ou entraîner l'armée française. C'était un coup d'État, et il était cependant conforme aux règles de l'art militaire; car cette armée détruite, il ne restait plus d'obstacle, soit pour faire la guerre méthodique, soit pour faire l'expédition de Paris.

3°. Les Prussiens vont attaquer Verdun avec cinquante mille hommes, et le général Clairfayt, avec une armée d'observation, se tient sur la rive droite de la Meuse. Il n'était pas besoin d'une aussi grosse armée pour prendre Verdun qui ne pouvait être secouru d'aucun côté; car Luckner était contenu par le corps de troupes du prince de Hohenlohe, et Dumouriez par celui du général Clairfayt. Le duc

de Brunswick, après la prise de Verdun, avait pour but de mener son armée à Paris. Il fallait que pendant le siége il détachât le général Kalkreuth avec vingt mille hommes, pour s'emparer des défilés de l'Argonne.

Par cette position le duc de Brunswick s'assurait tous les fourrages le long des rivières de l'Aire et de l'Aisne, forçait les Français à s'éloigner bien vite de Sedan pour gagner Rheims par Réthel : comme le siége de Verdun n'a duré que deux jours, il aurait pu, le 3 ou le 4, remplacer avec son armée le général Kalkreuth dans la position de Sainte-Menehould, et ce général se serait porté sur Châlons où il aurait trouvé de très-grands magasins. L'armé prussienne, maîtresse de la Marne, aurait été dans l'abondance.

4°. L'armée d'observation du général Clairfayt, dès qu'elle a vu le mouvement du général Dumouriez se déterminer sur Stenay, aurait dû soutenir ce poste, pour rester maîtresse de passer la Meuse et de suivre le général français. Il était même assez fort pour passer la Meuse et marcher contre lui, ou au moins prendre une position en travers de cette petite plaine, en se couvrant des bois de la Neuville. Dans cette position il aurait eu derrière lui le défilé de Grand-Pré que Dumouriez n'aurait pas pu gagner sans lui passer sur le corps, et ce n'était pas le cas de hasarder une bataille avec une armée faible et désorganisée et cependant l'unique ressource de la France; surtout

n'ayant de munitions que pour un combat de quatre heures.

Alors le général Clairfayt aurait vu que Dumouriez voulait gagner le défilé de Grand-Pré; il lui en aurait intercepté le passage, et l'aurait forcé à rebrousser chemin pour aller passer au *Chêne-Populeux*. Le général Clairfayt aurait pu se porter sur Grand-Pré, et en se postant à Vouziers, il aurait mis l'Aisne entre lui et le général français, et lui aurait ainsi coupé la communication sur Châlons.

5°. Toutes ces fautes sont faites, Verdun est pris le 2; Dumouriez n'arrive que le 4 dans le camp de Grand-Pré. Pourquoi le duc de Brunswick perd-il six jours précieux à Verdun, et ne marche-t-il pas sur-le-champ à Grand-Pré pour forcer les Français avant qu'ils aient le temps de se fortifier? Pourquoi ignore-t-il que, faute de troupes, le général Dumouriez a été obligé de laisser ouvert le passage du Chêne-Populeux? Pourquoi n'y porte-t-il pas rapidement le général Clairfayt, et de-là sur Attigny, pour forcer Dumouriez à abandonner sa position?

6°. Il attaque mollement et inutilement les débouchés de *Grand-Pré*, de la *Chalade* et des *Islettes* : une négligence du général français lui ouvre le passage de la *Croix-aux-Bois*; le général Clairfayt surprend ce défilé, et s'en rend maître après deux combats. C'était l'instant de pousser cette victoire qui enfermait le général Dumouriez, et de chasser de Vouziers le corps du général Chazot

qui venait d'être battu. Le général Clairfayt aurait ensuite couronné les hauteurs de Vaux et d'Autry sans aucun risque, puisque la rivière eût été entre lui et les Français qui eussent été perdus sans ressource.

7°. Non-seulement on laisse le général français s'échapper, et faire une retraite incroyable qu'on devait prévoir, puisqu'il n'avait pas d'autre parti à prendre, mais on ne le fait suivre que par quelques hussards, et on ne se met pas à portée de profiter d'une terreur panique qui se répand dans son armée, et de la déroute qui s'ensuit : on lui laisse prendre tranquillement le bon camp de Sainte-Menehould, où on lui donne le temps d'opérer ses deux jonctions.

8°. On perd, en le suivant, encore un jour, qui lui donne le temps de recevoir Beurnonville; car si le roi de Prusse eût paru le 19 au matin sur Valmy et Gizaucourt, au lieu d'y parader le 20, Beurnonville eût rétrogradé sur Châlons, et Kellermann sur Bar. Alors Dumouriez eût été réellement enfermé une seconde fois, ne pouvant pas abandonner la position de Sainte-Menehould, de peur d'ouvrir au prince de Hohenlohe le passage des *Islettes*.

9°. Pourquoi, après les premières tentatives inutiles de forcer le passage des *Islettes*, le duc de Brunswick s'est-il obstiné à laisser le prince de Hohenlohe se morfondre, et ne l'a-t-il pas envoyé à Bar, pour s'opposer à la marche de Kellermann,

pour s'ouvrir un pays riche et abondant pour sa subsistance, et pour menacer Vitry et Troyes que Dumouriez n'aurait pu couvrir qu'en découvrant Rheims et Châlons?

10°. Le 20 au matin, une erreur de Kellermann met le duc de Brunswick dans le cas de pouvoir battre ce général à la vue de son collègue, comme Annibal battit Minutius à la vue de Fabius. Il ouvre flegmatiquement une canonnade inutile, qui lui coûte du monde, et perd quatre heures précieuses, au lieu de décider tout de suite l'affaire par une attaque brusque dont le succès était infaillible, et dont la tentative n'était pas dangereuse, car il avait sa retraite assurée.

11°. Mais cette faute dérive d'une autre bien plus importante. Le duc de Brunswick, ayant réussi à déposter le général Dumouriez de Grand-Pré, devait calculer qu'en prenant cette position il devait avoir établi à Châlons ses fours et ses magasins, que cette ville était la place d'armes et le dépôt de tous ses secours en tout genre. Châlons est une grande *villasse* dont toutes les maisons sont bâties en bois, et qui est hors d'état de résistance. Le corps d'armée de Beurnonville, qui venait d'y arriver après quinze jours de marche forcée et sans séjours, était harassé, et par conséquent incapable d'aucune défense. Les troupes de nouvelle levée, qui étaient à Châlons et au camp de Notre-Dame-de-l'Épine, n'auraient fait qu'accroître la consternation et le désordre. Au lieu de ve-

nir *parader* devant le camp de Sainte-Menehould, le duc de Brunswick aurait fait un coup de génie décisif, s'il se fût porté rapidement avec toute son armée en droiture sur Châlons, et eût attaqué brusquement tout ce qu'il y aurait trouvé. Il aurait certainement dissipé les troupes et pris tous les magasins.

Alors Dumouriez n'aurait eu d'autre ressource que d'abandonner bien vite le camp de Sainte-Menehould et le défilé des *Islettes*, de se sauver par Passavant et Révigny, de se joindre à Kellermann, de passer la Marne à Vitry, pour tâcher à grandes journées de gagner la Seine, abandonnant toute la Champagne.

Alors le prince de Hohenlohe aurait passé par Sainte-Menehould, aurait fait sa jonction, et l'armée prussienne, abondamment pourvue de vivres, aurait porté la guerre dans le centre de la France. Alors le parti contre-révolutionnaire, qui existait réellement, se serait montré, et la guerre civile se joignant aux efforts d'une armée formidable, il est à présumer que la contre-révolution eût réussi.

Dumouriez avait prévu ce danger ; il avait pris le camp de Sainte-Menehould pour attirer à lui le duc de Brunswick, et le détourner de l'attaque brusque de Châlons, parce qu'il avait calculé que ce général, ne voulant pas laisser une armée derrière lui, chercherait à le déposter avant de marcher sur la Marne. Mais son parti était pris, dans le cas où le duc de Brunswick se serait porté directement

sur Châlons, de sacrifier Dillon qu'il aurait laissé aux Islettes, et de gagner Châlons par une marche forcée, pour prévenir les Prussiens au camp de l'Épine, où il aurait trouvé le corps de Beurnonville, et se serait fait joindre par Kellermann. Il avait une grande marche sur les Prussiens, mais son armée était bien peu manœuvrière, et d'Auve à Châlons il y avait six lieues de plaine à traverser. Cette faute, la plus grande de celles que le duc de Brunswick a faites, a été décisive. Il a été trop méthodique et trop lent.

12°. Enfin, ayant manqué d'empêcher les jonctions, voyant le général français à la tête de soixante mille hommes dans un camp inforçable, voyant des rassemblemens considérables se faire à Châlons et à Rheims, n'ayant pas imaginé de s'emparer de la première de ces deux villes dans l'instant où cela était possible et décisif, ne pouvant plus faire l'attaque, soit avec toute son armée, soit par détachemens, sans s'exposer à être suivi, attaqué et peut-être battu; voyant son armée affaiblie par une cruelle dyssenterie, ses chevaux sans fourrages et sans eau, ses convois longs et difficiles, la famine ravageant son camp, le duc de Brunswick ne pouvait plus prévoir que la nécessité de se retirer; et c'est une très-grande faute d'avoir retardé de prendre ce parti. Chaque jour, que son irrésolution lui faisait perdre, augmentait les souffrances, les pertes et les dangers de sa malheureuse armée; car enfin il fallait toujours en venir là.

Si le duc de Brunswick eût repassé les défilés le 20 ou le 21, laissant le général Clairfayt pour défendre le cours de l'Aisne, le général Hohenlohe pour garder le cours de l'Aire, il pouvait encore prendre Sedan et peut-être Montmédy, avant d'entrer en quartiers d'hiver, sa campagne eût été utile, parce que Sedan prolongeant les deux flancs de la forêt d'Argonne, ses défilés perdaient toute leur importance. Il aurait préparé de grands moyens pour la campagne suivante, et, ce qui était très-intéressant, il aurait mis Dumouriez dans le cas de négliger encore la défensive du département du Nord, et de le laisser dégarni pour défendre la Champagne.

Voilà les fautes les plus essentielles qu'on peut reprocher aux Prussiens ; il y en a eu quelques autres de moindre conséquence, dont le général français aurait mieux profité, s'il avait eu une armée de troupes de ligne, comme elle était quatre ans avant, commandée par des officiers expérimentés et des généraux instruits.

Au moyen de fautes aussi graves, Dumouriez n'a pas eu besoin d'avoir recours aux négociations pour sauver sa patrie. Les premiers pourparlers ont eu lieu le 22, et alors il avait réuni soixante mille hommes dans un bon camp. Il n'était qu'un peu gêné dans les convois, mais il ne manquait de rien. Il connaissait la disette des Prussiens ; il avait pris toutes ses mesures pour l'accroître ; chaque jour augmentait la supériorité de sa position sur la leur, et il

était sûr de faire manquer leur campagne en temporisant ; ainsi il ne pouvait regarder leurs ouvertures que comme une preuve de leur embarras.

Les Français ont à se reprocher trois fautes. La première appartient au général Dumouriez tout seul ; c'est d'avoir cru trop légèrement le rapport d'un subalterne, d'avoir dégarni de troupes le défilé de la *Croix-aux-Bois*, et de l'avoir laissé surprendre par le général Clairfayt. Elle a été réparée, parce que l'ennemi n'a pas su en profiter ; mais elle devait tout perdre.

La seconde est celle que Kellermann a faite le 20 septembre, en prenant son champ de bataille pour son camp, ce qui a occasioné la canonnade de Valmy, parce que le duc de Brunswick, en tardant trop de s'emparer de la hauteur de Gizaucourt que Kellermann avait fait la seconde faute de ne pas occuper et d'attaquer vivement le moulin de Valmy, a perdu l'occasion de battre ce général (1).

La troisième qui appartient aux généraux de l'avant-garde, et encore plus à Kellermann, est d'avoir suivi très-mollement la retraite des Prussiens, et de leur avoir laissé repasser trop impunément le défilé de Grand-Pré.

Quant au surplus de la sortie du roi de Prusse du territoire français, et à l'évacuation de Verdun

(1) Voyez plus haut la note relative à la bataille de Valmy.

(*Note des nouv. édit.*)

et Longwy, Dumouriez, qui était parti pour Paris le 12 octobre, n'y a aucune part, et comme Kellermann et Dillon ne lui en ont rendu aucun compte officiel, il n'en sait que ce qu'il a lu dans les bulletins de ce temps-là, et il en ignore tous les détails. Mais il ne croit pas que l'armée prussienne ait été sauvée par des négociations, parce que sa retraite n'a jamais été dans le cas d'être coupée, ce qui serait arrivé, si Kellermann, au lieu de rester accolé à Dillon, s'était porté derrière la Carne sur Longuyon, comme cela lui avait été expressément recommandé.

Quant à l'évacuation des places, Dumouriez l'avait calculée et prédite d'avance sur les maladies et la disette de vivres. Bien loin d'avoir pu penser à ravitailler ces deux villes, l'armée prussienne avait consommé depuis long-temps douze mille sacs de grain qu'elle avait trouvés dans Verdun. Cette place est faible, et la garnison qu'on y aurait laissée eût été perdue. Peut-être le duc de Brunswick aurait-il dû tâcher de conserver Longwy, qui, étant sur l'extrême frontière, pouvait être ravitaillée et secourue en cas de siége, ou remettre cette place entre les mains des Impériaux ou des émigrés.

Mais il sait qu'à cette époque le duché de Luxembourg et le pays de Trèves étaient épuisés; que l'importante place de Luxembourg elle-même était sans vivres et encombrée des malades de cette malheureuse armée; que le général Clairfayt était obligé de courir à grandes journées pour aller défendre

les Pays-Bas, pendant que l'armée prussienne était obligée d'aller reprendre Francfort pour arrêter les progrès du général Custine, et sauver Coblentz et le pays de Trèves.

C'est à toutes ces circonstances réunies qu'il attribue l'évacuation de Longwy.

C'est une erreur de chercher des causes mystérieuses à des événemens qui s'expliquent tout naturellement par les règles les plus simples de l'art militaire et du bon sens; mais les hommes aiment le merveilleux. Un autre motif a donné naissance à toutes ces fables. Les jacobins étaient passés de la plus grande consternation à la plus grande insolence. Ils ont cru d'abord voir arriver le roi de Prusse à Paris en conquérant. Quand la chance a tourné, ils n'ont pas douté de l'y voir amener chargé de fers. Ces scélérats croyaient qu'on prenait une armée avec autant de facilité qu'ils assassinaient un aristocrate ou un modéré dans les rues de Paris. Les Prudhomme, les Marat, ont inventé les calomnies les plus atroces et les plus stupides, et contre le roi de Prusse, et contre les généraux français. Cela exemptait de la reconnaissance envers ces derniers; et, en inspirant à la nation des soupçons contre eux, ils diminuaient leur crédit qui pouvait un jour s'opposer à leurs plans désorganisateurs et anarchiques.

Dumouriez venait bien certainement de sauver sa patrie. De ce moment on a cherché à le perdre. Quand les services sont trop grands, ils deviennent

des crimes. La France naissante avait les vices de Rome décrépite, et ne pardonnait pas à ses généraux leurs victoires. Custine, Houchard, Biron, Brunet (1), ont été les victimes de cette pernicieuse ingratitude, qui perdra cette république malgré ses succès momentanés.

---

(1) Voyez, sur le général Custine, la note du tome précédent de la Vie de Dumouriez, page 195. Houchard, célèbre par sa bravoure et par la bataille de Hondtschotte, remportée sur les Anglais le 7 septembre 1793, l'est également par sa fin tragique. On l'accusa sans preuves d'avoir négligé de poursuivre ses succès : il devait, disait-on, faire prisonnière toute l'armée anglaise. Houchard fut destitué, mis en accusation et condamné : il mourut avec courage le 6 novembre 1793.

Nous avons offert, dans le premier volume de Dumouriez, des détails sur le général Biron (pag. 140). Le général Brunet commandait en chef l'armée d'Italie. Quelques revers qu'il éprouva aux camps de Fourches et de Saorgio le firent accuser de trahison. On prétendit, mais ce fait n'a point été prouvé, que ce général avait eu des intelligences avec les traîtres qui livrèrent Toulon aux Anglais. Arrêté au milieu de son camp, il fut traduit au tribunal révolutionnaire et condamné à mort le 6 novembre 1793.

(*Note des nouv. édit.*)

LIVRE SIXIÈME.

CHAPITRE I.

Dumouriez à Paris.

Le général Dumouriez arriva le 16 octobre à Paris. Il reçut sur sa route les marques les plus touchantes de la reconnaissance des peuples, surtout dans la Champagne dont les habitans lui doivent leur salut. Ceux de Paris lui firent aussi un très-bon accueil, mais la Convention craignit de trop élever sa considération en lui donnant des marques publiques de satisfaction nationale, et bien loin d'imiter les républiques anciennes par le triomphe, par des fêtes, par des récompenses, à peine approuva-t-elle les promotions que la nécessité ou l'esprit de justice avaient fait faire au général.

Il se présenta à la Convention le lendemain de son arrivée, il fit un discours très-laconique à la barre (1), dans lequel il annonça qu'il n'était que

(1) Le général Dumouriez paraît se tromper ici de date. Suivant le *Moniteur*, son discours à l'Assemblée fut prononcé dans la séance du 12 octobre; son arrivée à Paris fut nécessairement antérieure à l'époque qu'il désigne au commencement du chapitre.

Le discours que le général prononça devant la Convention nous

pour quatre jours à Paris; qu'une partie de son armée étant en marche pour aller au secours de Lille, il avait cru nécessaire de passer par la capitale, pour venir traiter avec les ministres sur ses mesures ultérieures; qu'il serait du 20 au 25 à Valenciennes, et qu'aussitôt il entrerait en campagne.

Il fut obligé de se prêter à cette espèce d'excuse sur son apparition, parce qu'il fut averti, que, pour lui trouver un tort quelconque, on avait cherché à le blâmer sur ce qu'il avait quitté son armée sans permission. Il ne quittait point son armée, puisqu'elle était en marche; il lui était très-essentiel de s'aboucher avec les ministres pour convenir d'un plan général et des opérations particulières de son entrée dans les Pays-Bas. Au lieu de suivre la route de son armée, il passait par Paris; et il n'y avait que la haine, la méchanceté et la jalousie, qui pussent blâmer ce voyage indispensable, dont il avait prévenu le pouvoir exécutif. Cependant le président lui répondit honnêtement, et lui accorda les honneurs de la séance, qui fut

---

a paru mériter de fixer l'attention de l'historien. Outre l'éloge remarquable que Dumouriez fit de son armée, de ses compagnons d'armes, et particulièrement du général Kellermann, qu'il a jugé si sévèrement depuis, cette harangue porte l'empreinte la plus prononcée de l'esprit du temps. Ces motifs nous ont décidés à la comprendre dans les pièces historiques, où le lecteur la trouvera sous la lettre (B).

(*Note des nouv. édit.*)

même levée presque aussitôt, parce que les impartiaux et les girondistes l'accablèrent d'embrassades et de caresses, quoiqu'on fût convenu de maintenir la dignité par une gravité qui ne put pas se soutenir.

Les ministres, qui étaient Servan, Roland, Clavières, Danton, Lebrun et Monge, lui parurent y mettre beaucoup de cordialité. On le mena à deux spectacles où il fut fort applaudi, et une femme célèbre de Paris lui donna une jolie fête, dont tous les virtuoses de tous les spectacles de Paris lui firent les honneurs (1). Plusieurs membres de la Convention et plusieurs ministres assistèrent à cette fête qui fut un moment interrompue par une scène très-ridicule.

---

(1) Cette femme célèbre dont parle ici Dumouriez était mademoiselle Candeille. Après avoir paru tour à tour avec succès sur la scène de l'opéra et sur la scène française, mademoiselle Candeille a composé plusieurs ouvrages qui ont eu quelque succès, et s'est fait un nom comme auteur et comme musicienne. Parmi les acteurs qui assistaient à la fête où se trouvaient également des membres du parti girondin, on remarquait Talma; et c'est probablement ce fait qui a induit en erreur les auteurs de la Biographie de Bruxelles : suivant eux Talma lui-même aurait donné la fête au général Dumouriez. Quoi qu'il en soit, cette circonstance devint par la suite le motif des dénonciations que le parti montagnard multiplia contre ce grand artiste. Traduit, le 3 octobre 1793, devant le tribunal révolutionnaire, comme complice des fédéralistes et de Dumouriez : accusé d'avoir fait de sa maison un lieu de réunion des conspirateurs, Talma n'échappa que par miracle à l'échafaud.

(*Note des nouv. édit.*)

Lors de la retraite des Prussiens, il avait envoyé le général Chazot avec quatre bataillons et trois escadrons pour renforcer la garnison de Sedan, et, conjointement avec le lieutenant-général Ligneville, inquiéter l'arrière-garde des Prussiens. Parmi ces bataillons il y en avait deux de fédérés de Paris, l'un nommé le *Républicain*, l'autre de la section de *Mauconseil*. Chazot s'était rendu avec eux à Réthel. Quatre déserteurs des émigrés arrivèrent dans cette ville pour se rendre. C'étaient de simples soldats. Les fédérés les entourèrent et voulurent les massacrer. On avertit Chazot. La municipalité et les habitans réclamèrent son autorité contre ces cannibales. Il voulut les contraindre à relâcher ces malheureux; on l'accabla d'injures, on voulut le tuer, et ces quatre infortunés furent massacrés. La municipalité dressa un procès-verbal que le général Chazot envoya au général avec une plainte en règle.

Il reçut cette nouvelle à Vouziers. Toute l'armée eut horreur de ce crime. Il ordonna à Beurnonville, qui passait près de Sedan pour aller en Flandre, d'environner ces deux bataillons, de les désarmer, de renvoyer leurs drapeaux à leurs sections, et d'envoyer les hommes à Paris par la maréchaussée, pour y être punis par les sections mêmes. Cependant il laissa Beurnonville maître de leur pardonner, en cas qu'ils déclarassent et qu'ils livrassent les coupables.

Beurnonville exécuta cette sentence avec autant

d'esprit que de fermeté. Il alla trouver seul les bataillons, leur lut l'ordre du général en chef, et leur ordonna de déposer leurs armes et leurs drapeaux. Ces malheureux tombèrent à ses genoux fondant en larmes, reconnaissant l'énormité de leur crime, et livrèrent quarante-deux coupables. Beurnonville leur pardonna, leur rendit leurs armes et leurs drapeaux, fit rentrer le bataillon de Mauconseil dans Sedan; et emmena avec lui le bataillon Républicain qui était superbe, et qui depuis lors est devenu le bataillon de confiance du général, celui sur lequel il a toujours le plus compté, et le modèle de l'armée. Il paraît qu'une aventure aussi atroce ne pouvait pas se terminer d'une manière plus heureuse. Le repentir était sincère, le crime était puni exemplairement, au moins les coupables étaient livrés et arrêtés, et on regagnait deux bons bataillons; aussi la Convention et les sections de Paris furent-elles très-satisfaites.

Mais le principal coupable s'était échappé, et était sur-le-champ retourné à Paris. C'était un artiste nommé Palloy, un des vainqueurs de la Bastille, furieux jacobin, homme très-sanguinaire (1). Il

(1) Auteur d'une foule de médailles relatives aux événemens de la révolution, et qui sont pour la plupart exécutées en plomb ou en fer. Le style et surtout l'orthographe des inscriptions qui couvrent ces médailles donnent une étrange idée du patriotisme et surtout du savoir de leur auteur. *La Collection des gravures et portraits*, collection qui devient un complément nécessaire des Mémoires,

était lieutenant-colonel du bataillon Républicain. Il avait été porter ses plaintes à son ami Marat, dont vraisemblablement il était l'un des agens. Aussitôt la tribune des jacobins avait retenti des plaintes contre le despotisme cruel du général Dumouriez qui sacrifiait d'excellens citoyens, pour avoir fait un acte très-patriotique en massacrant d'infâmes émigrés. Chazot, le district et la municipalité de Réthel étaient gravement inculpés dans ces violentes accusations. Les feuilles en furent remplies, mais on ne put déterminer ni les sections ni la Convention à agir d'après ces déclamations.

Cependant les jacobins n'abandonnèrent pas cette affaire; leur comité nomma trois commissaires pour venir interroger le général. Ces commissaires étaient le monstre Marat, Bentabole et Montaut; tous les trois membres de la Convention, tous les trois des scélérats furieux. Dans le moment où l'on ne pensait qu'à jouir de la fête, ils entrèrent et demandèrent à parler au général; on l'avertit que l'orateur était Marat, qui, le regardant avec des yeux de fureur, l'interpella pour lui demander brutalement comment il avait eu

---

renfermera les plus curieuses de ces médailles gravées au trait. La quatrième livraison, relative aux Mémoires sur la Bastille, en contient une. On trouvera dans la notice, jointe aux planches de cette livraison, des détails sur le *patriote* Palloy; car c'est le nom qu'il se donnait à lui-même.

(*Note des nouv. édit.*)

l'audace de commettre un acte de violence tyrannique contre des citoyens estimables.

Le général, le toisant avec mépris, lui répondit : *Ah! c'est vous qu'on appelle Marat? je n'ai rien à vous dire ;* et il lui tourna le dos. Alors, ne connaissant pas les deux autres commissaires, il s'adressa à eux, et leur fit, ou crut leur faire entendre raison. Ils se retirèrent, et la fête continua.

Pour achever l'histoire de cet assassinat, le général a appris, depuis qu'il a quitté la France, que Marat, devenu tyran avant que Charlotte Corday l'élevât au rang des dieux, a fait reprendre le procès des quarante-deux scélérats et de Palloy; qu'ils ont été déclarés innocens, et rétablis dans leurs bataillons comme ayant bien mérité de la patrie; que le procès-verbal de la municipalité de Réthel a été déclaré faux et calomnieux, et que le général Chazot a été arrêté et mis en état d'accusation. Il ignore si le brave bataillon Républicain a pu se soumettre à recevoir son indigne lieutenant-colonel et ses assassins.

Cette aventure n'empêcha pas le général Dumouriez d'être fort bien reçu aux Jacobins, où il fut obligé de se présenter une fois. A la vérité, le ministre Danton était président (1). Collot-d'Her-

(1) Dumouriez fut obligé de prendre la parole à la Société des jacobins, et le discours qu'il prononça dut être fortement empreint de l'exagération du temps. Danton lui fit cette singulière réponse : « Une grande carrière s'ouvre devant vous. Puisse la pique

bois, ci-devant mauvais comédien, devenu depuis l'ange exterminateur de la malheureuse ville de Lyon, fit rire l'assemblée en disant au général : *Tu vas conquérir Bruxelles ; tu y trouveras ma femme et tu la baiseras* (1). Trois semaines après, Dumouriez a pris Bruxelles, mais il n'a point vu la femme de Collot, et il a oublié la commission de cet orateur.

Tout ce qu'il vit, pendant les quatre jours qu'il passa à Paris, lui causa beaucoup de dégoût et de chagrin. L'Assemblée qui existait à son départ de Paris pour l'armée au mois de juin précédent, était remplie de factieux et d'intrigans, mais on y trouvait encore de l'esprit, du talent et de la décence. Celle qui l'avait remplacée était composée de tous

---

» du peuple briser les sceptres des rois! Puissent les couronnes » tomber devant le bonnet rouge dont la Société vous honore! »

(*Note des nouv. édit.*)

(1) Un biographe rapporte avec plus d'étendue la fin du discours adressé par Collot-d'Herbois à Dumouriez. Nous citerons ce passage, modèle de galimatias; il fut débité avec un burlesque attendrissement et du ton d'un mauvais comédien de province, tel que l'avait été Collot-d'Herbois. « Dumouriez,.... quand tu seras à Bruxelles..... Je n'ai rien à te dire sur la conduite que tu as à tenir, si tu y trouves une femme exécrable... (c'était de l'archiduchesse Christine qu'il voulait parler...); mais cette femme ne t'attendra pas... Si tu la trouvais, cette femme, elle serait ta prisonnière... Nous en avons d'autres aussi qui sont de sa famille... A Bruxelles, la liberté va renaître sous tes auspices; de quelle félicité tu vas jouir, Dumouriez!... Ma femme...; elle est de Bruxelles...; elle t'embrassera aussi... etc. »

(*Note des nouv. édit.*)

les scélérats les plus grossiers. Les girondins étaient encore les maîtres, mais leur pouvoir, continuellement attaqué par les violences de Marat et des jacobins, commençait à décliner, et ils ne se soutenaient que par un machiavélisme faible qui les a perdus.

Un seul homme pouvait les soutenir, sauver le roi et sa patrie; mais ils achevèrent de l'aliéner, quoique Dumouriez eût donné le conseil de le ménager et de se lier avec lui. Cet homme était Danton. Avec une figure hideuse, un cœur dur et violent, très-ignorant, très-grossier, il a beaucoup d'esprit naturel et un caractère très-énergique. Lui seul, dans le plus grand danger des Prussiens, n'avait point perdu courage, n'avait point partagé la consternation publique, s'était opposé à ce qu'on transférât la Convention et le roi de l'autre côté de la Loire, et avait forcé la Convention et les ministres à déployer toutes les ressources nationales. Il avait rendu des services aussi importans à Paris que Dumouriez en Champagne, et si les girondins avaient eu le bon esprit de se coaliser avec lui, il aurait abattu l'atroce faction de Marat; il aurait, ou dompté, ou anéanti les jacobins, et peut-être Louis XVI lui aurait dû la vie; mais on l'a poussé à bout, et il a tout sacrifié à sa vengeance (1).

---

(1) Plusieurs historiens confirment cette opinion du général Dumouriez, sur les avantages que les girondins auraient pu

Le général voulut alors quitter le commandement de l'armée; il en parla à quelques amis; tout le monde l'en dissuada, et lui-même céda à d'autres considérations auxquelles se joignirent les illusions de l'amour-propre. Il avait pris l'engagement de conquérir les Pays-Bas. Il voulait prouver la bonté du plan d'opérations qu'avaient manqué les généraux qui l'avaient précédé. Voilà ce que son orgueil, mis en jeu par les contradictions, avait gravé au fond de son cœur; mais son imagination voilait à ses propres yeux ces motifs

---

recueillir de l'alliance de Danton. — Voici ce qu'on lit à ce sujet dans un ouvrage récemment publié sur la révolution, et qui se recommande à la fois par une grande connaissance des faits et par la franchise historique de l'auteur, conventionnel lui-même et du parti de la Gironde : « Je tiens, dit-il, d'un député de notre côté, l'un de mes camarades d'infortune, qui avait cependant conservé des relations avec Danton, qu'il y avait eu des conférences à Sceaux, entre les chefs des deux partis, dont le but était un rapprochement, s'il était possible. Guadet, avec une énergie qui lui était particulière, ne voulut entendre à aucune transaction, relativement aux poursuites (des forfaits des 2 et 3 septembre.) Danton lui adressa ces paroles : « *Guadet, tu ne sais point faire à la patrie le sacrifice de ton ressentiment; tu ne sais point pardonner; tu seras victime de ton opiniâtreté.* » (J.-Ch. Bailleul, *Examen des considérations sur la révolution française, par madame de Staël*, 2e édition, tome II, p. 183.)

Divers Mémoires déjà publiés, particulièrement ceux de madame Roland, offrent des détails sur la vie et le caractère de Danton. La suite de cette collection complétera l'histoire de ce personnage fameux par son éloquence, par les excès auxquels l'entraîna la violence de ses passions, enfin par les circonstances de son jugement et de sa mort.

(*Note des nouv. édit.*)

d'intérêt personnel, avec des raisons plus patriotiques.

Il avait désiré la guerre, dans l'espoir qu'elle éteindrait toutes les factions en les réunissant contre l'ennemi extérieur, qu'elle débarrasserait la capitale de tous les esprits turbulens qui assiégeaient les législateurs et le pouvoir exécutif; il voyait que, bien loin de produire cet effet, elle avait livré Paris à une plus grande agitation; il jugea alors qu'il fallait trouver d'autres moyens de la faire cesser.

Il avait débarrassé sa patrie des Prussiens; il eut l'espoir, en portant un grand coup à la maison d'Autriche, de forcer ces deux puissances à désirer la paix. La France venait de subir dans son intérieur le fléau de la guerre; il jugea qu'il était temps de la porter hors de ses frontières, et, ne voulant pas rompre la neutralité de l'Empire, il ne pouvait en établir le théâtre que dans les Pays-Bas; il comptait d'ailleurs sur les dispositions constantes des habitans.

En réussissant, il donnait à la France un allié utile dans le peuple belge; il se procurait un moyen de faire faire la paix, de ramener en France les armées victorieuses, et d'employer leur influence à relever la constitution, par conséquent à rétablir le roi: car dans ce voyage il n'aperçut rien qui pût lui faire craindre pour les jours de ce prince infortuné, soit qu'on ne fût occupé que de la joie de la retraite des Prussiens, soit que les deux factions

ne se fussent pas encore assez violemment combattues pour regarder le malheureux Louis comme leur première victime. Marat était alors universellement haï, et n'avait pas encore acquis l'affreux ascendant qui a précipité la nation dans tous les crimes.

S'il avait pu lire dans l'avenir, il n'aurait pas balancé à fuir de sa patrie, non pas pour se joindre aux autres émigrés, et y porter le fer et la flamme, mais pour gémir sur les excès d'un grand peuple, devenu en trois mois de temps si dissemblable à lui-même. Il regrette de n'avoir pas passé alors en Angleterre et de-là en Amérique, comme il en fit le projet; mais l'amour de la patrie et cet espoir de la sauver au dedans, comme il venait de la sauver au dehors, chimère dont il ne s'est que trop bercé, le retinrent; et malgré tous ses dégoûts, il s'occupa tout entier de son objet.

CHAPITRE II.

Plan de campagne général.

La France venait d'être délivrée d'un grand danger qui avait éveillé le patriotisme. Les succès avaient donné de l'énergie, les armées étaient formées, et à cette époque, outre plus de soixante mille hommes qui étaient à la poursuite des Prussiens, sous les ordres de Kellermann, Dillon et Chazot; outre vingt-deux mille hommes qui marchaient avec Beurnonville au secours de Lille; outre environ dix-huit mille hommes qui se rassemblaient au camp de Maubeuge sous les ordres du lieutenant-général d'Harville, La Bourdonnaye avait à ses ordres à peu près trente mille hommes, en comptant les garnisons de Valenciennes, Lille et Dunkerque. Custine, avec vingt-deux mille hommes, était à Francfort; il en restait quinze à dix-huit mille à Biron, partagés en deux camps sous Strasbourg et Huningue, outre les garnisons et le petit corps qui était dans le Porentrui. Montesquiou rassemblait de vingt à vingt-cinq mille hommes du côté de Lyon et du Dauphiné. Il n'y avait que des garnisons du côté des Pyrénées.

On pouvait donc compter sur environ deux cent

mille hommes, avec lesquels on pouvait agir sur les frontières, depuis Dunkerque jusqu'à Antibes. Il s'agissait de leur donner des directions précises, combinées d'après le premier plan tracé par le général Dumouriez pendant son ministère, et pour cela il fallait fixer un plan général pour porter la guerre à l'extérieur, afin d'éviter à l'avenir toute invasion sur le territoire français.

Le pouvoir législatif ne se mêlait point de cette partie. La conduite de la guerre était confiée aux généraux sous la direction du pouvoir exécutif. Servan était ministre de la guerre; sa santé n'avait pas pu résister au travail excessif, aux inquiétudes, à la crainte qui l'avaient tourmenté pendant le séjour des Prussiens en Champagne. Il avait contrarié tant qu'il avait pu le système défensif du général, non pas par haine ou par désir de vengeance, mais parce qu'il n'y avait pas eu plus de confiance que les autres. Il n'avait cependant pas osé lui donner des ordres absolus, mais il lui avait jeté sur le corps toute la responsabilité des désastres qu'il craignait et qu'il annonçait.

Ce ministre avait servi dans le régiment Dauphin infanterie jusqu'au grade de lieutenant-colonel avant la révolution; il avait même fait un assez bon livre intitulé le *Soldat citoyen* (1). Il était le

---

(1) Voyez quelques détails sur Servan, dans les Mémoires de Ferrières, tome III, page 77.

(*Note des nouv. édit.*)

seul militaire dans le conseil. Son opinion était fortifiée par celle d'un colonel d'artillerie, nommé Laclos, fameux par un affreux roman intitulé le *Danger des liaisons* (1); de Meusnier, académicien, officier

---

(1) Les opinions sur ce roman, dont le véritable titre est les *Liaisons dangereuses*, ont toujours été très-divisées. Les uns le regardent comme une peinture fidèle des mœurs de la haute société avant la révolution; d'autres n'y voient que le jeu d'une imagination pervertie. Quelques personnes ont pensé que Laclos avait voulu se peindre lui-même dans son héros, le vicomte de Valmont. Ceux qui ont lu les *Liaisons dangereuses* admettront difficilement une pareille opinion. « Au soin qu'il a pris de rendre ce personnage beaucoup plus atroce qu'il n'est brillant, dit un biographe, on serait tenté de croire que cette fable a été répandue et accréditée par les ennemis de Laclos; et ceux qui l'ont particulièrement connu dans les derniers temps de sa vie ne sauraient en douter, en se rappelant l'extrême simplicité de ses mœurs, ses qualités privées et la bonhomie vraiment remarquable qui faisait le fonds de son caractère. Si l'invention du caractère odieux et le rare talent de développer avec art une intrigue, et de la conduire à son dénoûment en attachant vivement les lecteurs, étaient, ainsi que quelques moralistes étroits ou moroses ont prétendu l'établir, la preuve nécessaire d'un naturel perverti, quel auteur dramatique ou quel romancier se trouverait à l'abri d'un jugement aussi rigoureux? »

Voyez sur Laclos la note annexée aux Mémoires de Ferrières, tome III, page 106; observez toutefois qu'une faute d'impression grave s'est glissée dans cette note. Le dernier membre de phrase ainsi conçu : *ce dernier fait aurait besoin de preuves*, doit être reporté cinq lignes plus haut, à la suite de cette phrase : « *On lit dans la Biographie de Chaudon et Delandine, qu'il employa alors toutes les ressources de l'intrigue pour sauver sa tête, et qu'il composa même dans sa prison plusieurs des discours de Robespierre.* » Ces mots, *dirigés vers un but plus utile,* deviennent ainsi les derniers de la note sur Laclos.

(*Note des nouv. édit.*)

du génie, et de Vieusseaux, officier d'état-major, gendre de Clavière : aucun de ces conseillers n'avait fait la guerre, non plus que le ministre, et ils n'y entendaient rien.

Servan avait naturellement le caractère sombre et dur, et cependant très-faible. Son moral, toujours soupçonneux, incertain, atrabilaire, avait rendu son physique cacochyme. Il perdait la tête au moindre inconvénient, il avait des éblouissemens, il tombait dans le désespoir et voulait quitter sa place; il était très-avant dans la faction de la Gironde, et entièrement aux ordres de madame Roland dont il paraissait fort amoureux (1).

Dumouriez, en arrivant à Paris, fut fort étonné de trouver Servan triste et abattu; il croyait l'avoir délivré de toutes ses craintes, et il semblait au contraire qu'elles fussent augmentées. Il avait annoncé qu'incapable de continuer le travail de cabinet, il n'avait attendu, pour donner sa démission, que la retraite des Prussiens. Il se disait très-malade, et, par une contradiction singulière, il venait de s'approprier le commandement des Pyrénées, comme général en chef. A la vérité, cette

(1) C'est la seconde fois que Dumouriez parle de cette prétendue passion de Servan pour madame Roland. Nous répétons qu'aucun document historique ne confirme ce fait qui doit paraître extrêmement hasardé.

(*Note des nouv. édit.*)

armée n'existait pas. Dumouriez jugea que ce ne pouvaient pas être la jalousie ni la haine seules qui causassent ce profond chagrin de Servan et son projet de retraite, à l'époque où les épines de son ministère étaient arrachées, et où il ne lui restait plus que des agrémens à recueillir.

Le général, en quatre jours, n'eut pas le temps de réfléchir beaucoup sur cette bizarrerie et de l'approfondir. Ce n'est que d'après ce que lui a dit Danton, et ce qu'il a appris depuis, qu'il a pu juger que les succès qu'il avait eus avaient entièrement rompu les projets de la Gironde, qui ne pouvant pas abattre la faction des jacobins à Paris, craignant peut-être un jour de succomber, avait projeté de profiter de la consternation pour transférer le roi et la Convention de l'autre côté de la Loire où ils auraient été les plus forts. Ainsi les girondistes, tout en caressant le général, étaient désolés de son succès; et la preuve qu'ils ne le lui pardonnaient pas, c'est qu'ils ne le mirent jamais dans leur confidence. Ils en voulaient surtout à Danton, qui, plus fort qu'eux sur le pavé de Paris, avait empêché cette translation en la peignant comme une lâcheté.

Dumouriez n'était d'aucune faction; il avait loué publiquement le courage de Danton sans imaginer que chaque éloge fût un coup de poignard pour la faction de la Gironde, dont il augmentait, sans le savoir, la méfiance et peut-être l'aversion. Cependant on le caressait, parce qu'un général heureux peut être utile, et parce qu'on voulait se donner l'air

vis-à-vis des jacobins de l'avoir enrôlé, pour le leur rendre plus odieux. Tout cet indigne petit machiavélisme a conduit aux plus grandes calamités.

Si Gensonné ou Vergniaud, les deux seuls hommes qu'il estimât réellement dans cette faction, lui eussent parlé franchement, et pour cela il fallait que l'un d'eux se fît donner une commission pour aller le trouver en Champagne, il se serait certainement joint à eux pour opérer la translation, tirer la Convention de l'esclavage et la famille royale des mains des jacobins; sans changer sa conduite militaire, il aurait écrit des lettres effrayantes, et certainement il lui eût été facile d'augmenter la consternation.

Alors il aurait travaillé auprès de Danton, par son agent Westermann, pour l'attirer à l'avis de la translation; ou Danton, n'étant pas appuyé par les dépêches encourageantes du général, aurait cédé au torrent. La politique tortueuse des girondistes les a perdus. Malheureusement Dumouriez en Champagne ignorait ce qui se passait à Paris; n'ayant de correspondance confidentielle avec aucune des factions, il n'avait pu ni empêcher ni prévoir les malheurs qui ont suivi. Tels étaient les vrais motifs de la tristesse de Servan, qui, moins fin que les girondistes, ne savait pas comme eux cacher les impressions de son ame sous des dehors agréables.

Dans cet état d'abattement, prêt à quitter le ministère, il était incapable de se livrer avec l'appli-

cation nécessaire à l'examen et aux détails d'un plan général; mais au moins il n'avait pas la force de contredire, et il laissait faire le général Dumouriez, qui fut obligé de faire tout seul ce grand plan, et de dicter toutes les instructions pour les généraux chargés des différentes armées.

1°. Il fut décidé que Montesquiou attaquerait sur-le-champ la Savoie et le comté de Nice, et qu'après cette conquête on s'arrêterait aux bornes naturelles des Alpes, et qu'il se chargerait de les défendre. Il devait ménager précieusement la neutralité des Suisses, avoir toujours une petite réserve près de Lyon pour les observer, et ne se mêler des troubles de Genève qu'avec prudence, pour conserver à cette ville commerçante sa tranquillité. On s'en rapporta à l'esprit sage et aux talens de Montesquiou, et les ordres furent expédiés pour hâter tous les moyens qui lui manquaient (1).

Cette partie de la guerre était en très-bonnes mains. Ce général surmonta toutes les difficultés, fit une attaque si rapide et si bien combinée, que rien ne lui résista, et se conduisit avec les Cantons et avec Genève, avec une prudence et une sagesse qui l'ont perdu un peu plus tôt, parce qu'elles étaient en opposition avec les noirs complots du ministre Clavière contre sa patrie.

Clavière, alors ministre des contributions, était

---

(1) Les Mémoires du général Montesquiou feront partie de cette collection. (*Note des nouv. édit.*)

extrêmement jaloux des grands talens que Montesquiou avait développés pour la finance dans la première législature. La jalousie et la haine ne se séparaient pas dans l'ame violente de Clavière. Il fut aidé par l'atroce Dubois de Crancé, que malheureusement ce général avait admis dans son état-major ; et ils réussirent à le perdre, précisément pour les grands services qu'il venait de rendre à sa patrie en lui soumettant deux provinces, en lui conservant une neutralité précieuse, et en préservant une ville importante de ses propres fureurs.

2°. Il fut décidé qu'on ne laisserait dans le Porentrui que les troupes absolument nécessaires pour y empêcher une contre-révolution; que Biron aurait son armée augmentée jusqu'à vingt-cinq mille hommes, toujours partagée en deux camps, celui d'Huningue pour empêcher les Impériaux de tenter de pénétrer par le territoire de Bâle, celui de Strasbourg pour observer le fort de Kehl ; que Lebrun, ministre des affaires étrangères, se chargerait d'employer tous les moyens possibles pour conserver la neutralité des Suisses et celle des cercles de Souabe et de Franconie. Les instructions de Biron furent faites en conséquence.

3°. Custine venait d'être nommé général en chef, pour le récompenser de ses téméraires et dangereuses conquêtes. Il avait passé le Rhin, il était à Francfort, d'où il s'avançait à Marbourg et Giessen ; on ne savait où il voulait aller. Il n'avait que vingt-deux mille hommes, et il semblait vouloir

conquérir toute l'Allemagne. Cette partie du plan général était délicate à traiter, parce que la nation éblouie de ses faciles et brillans succès, Cambon enivré des contributions qu'il annonçait, et qui se réduisirent à un pillage honteux et peu lucratif, soutenaient l'imprudence de ce général. Dumouriez prévoyait que Custine allait avoir sur les bras les troupes hessoises et prussiennes, qu'il allait faire rompre, par une agression injuste et téméraire, la neutralité si précieuse des Cercles, et qu'à la fin il serait embarrassé pour sa retraite.

Il se trouvait très-éloigné de l'Alsace. Landau alors était découvert et hors d'état de soutenir un siége. La cour de Vienne rassemblait des troupes dans le Brisgaw. L'électeur de Bavière avait une forte garnison dans Manheim ; il pouvait être forcé, par les excès et l'injustice des hostilités de Custine, à se déclarer ainsi que les Cercles. Une armée, composée d'Impériaux, de Palatins et des autres princes de la Souabe et de la Franconie, pouvait se rassembler avec la plus grande promptitude sous Manheim. L'électeur pouvait, de gré ou de force, donner le passage par cette ville, et alors Custine, coupé de l'Alsace d'un côté, et de la Lorraine de l'autre, se serait trouvé enfermé entre les Prussiens et l'armée de Manheim, parce qu'il avait préféré faire la pointe sur Francfort, au parti plus sage et plus utile de s'emparer de Coblentz et de Trèves.

Il fut donc décidé qu'on rassemblerait sur-le-

champ, sous les ordres du général Meusnier, un corps de douze mille hommes, tant des troupes de l'Alsace que de celles de l'intérieur, pour masquer Manheim et rester en communication avec Custine, tant pour couvrir Landau que pour lui assurer la retraite sur cette place.

Custine était trop indépendant pour que Dumouriez osât prendre sur lui de lui faire adresser, par le ministre, des ordres précis. On lui écrivit les dispositions qu'on avait faites sur sa droite et sur sa gauche; on lui ajouta qu'après avoir agi comme il l'entendrait d'après les circonstances, il pourrait, quand il le jugerait nécessaire, se replier sur Landau, ayant à ses ordres le corps intermédiaire du général Meusnier, ou se soutenir le long du Rhin, parce que le général Kellermann allait se porter à sa gauche entre le Rhin et la Moselle, et serait chargé de garder ce fleuve entre Bingen et Coblentz.

4°. Il fut ordonné au général Kellermann, dès que les Prussiens seraient entièrement hors du territoire français, ce qui arriva peu de jours après, de rassembler vingt-cinq mille hommes avec la plus grande promptitude sous Thionville, se servant de la Moselle pour le transport de ses magasins, d'entrer dans le duché de Luxembourg par Remich, ayant l'air de vouloir attaquer Luxembourg pour y retenir les Prussiens, de tourner tout court par Grevenmaker, de passer la rivière à Consarbruck, et de se porter avec rapidité sur Coblentz, pour y

prévenir les Prussiens, sans s'arrêter à Trèves qui tomberait de lui-même, et alors de prendre ses quartiers d'hiver entre Bingen, Coblentz et Trèves, dans le triangle formé par les deux rivières.

Par ce mouvement on réparait la faute de Custine. On prenait ses quartiers d'hiver le long du Rhin, on était à cheval sur la Moselle pour menacer Luxembourg, et on rassemblait entre Landau et Trèves soixante mille hommes sous les ordres de Custine et Kellermann qui, renforcés et pourvus de tout, auraient pu ouvrir la campagne suivante, ou par le siége de Luxembourg, ou par une puissante invasion en Allemagne, si la paix ne s'était pas faite.

Kellermann, qui ne s'était résolu qu'avec tant de peine à se soumettre au commandement du général Dumouriez, avait bien plus de répugnance à être aux ordres du général Custine qui était altier et impérieux. Il fit manquer cette partie du plan de campagne en commettant la faute impardonnable, non-seulement de ne pas exécuter les ordres qu'il avait reçus, mais encore d'abandonner entièrement la frontière, de mettre ses troupes en quartiers d'hiver, et de renvoyer sa cavalerie et son artillerie derrière Metz, Toul et Verdun.

Il donna pour excuse que son armée était harassée. Mais les troupes qui étaient venues de Flandre en Champagne par des marches forcées, après avoir fait la même campagne que son armée, retournaient en Flandre par une saison et des chemins

horribles, et allaient entreprendre une campagne d'hiver. Ainsi son excuse était mauvaise. Custine porta contre lui les plaintes les plus justes et les plus amères. Kellermann fut destitué (1).

On lui donna pour successeur Beurnonville, à qui on ordonna, d'après les conseils de Custine, de reprendre l'exécution des ordres donnés à Kellermann. Alors la saison était trop rigoureuse; il n'était plus temps. Les Prussiens étaient à Trèves et à Coblentz. Le prince de Hohenlohe, général autrichien, frère du général prussien du même nom, était à Luxembourg avec un corps respectable. Beurnonville, tout en avertissant du danger de son expédition, obéit, rassembla son armée sur la Sarre, se présenta devant Trèves après avoir surmonté des difficultés infinies, donna plusieurs combats brillans et inutiles, et se retira, ayant perdu un tiers de son armée, dont le reste fut réduit à l'inaction par les souffrances énormes qu'elle avait essuyées mal-à-propos.

Pour appuyer par une diversion la partie du plan général confiée à Kellermann, et pour faire croire d'autant plus que son mouvement était dirigé contre Luxembourg, il fut ordonné au général Cha-

---

(1) L'Exposé de la vie militaire de Kellermann, déjà cité, ne fait aucune mention de cette destitution prononcée contre lui. Il y est dit seulement que, nommé au commandement en chef de l'armée des Alpes, Kellermann fut remplacé à celle du centre par le général Beurnonville.

(*Note des nouv. édit.*)

zot de rassembler un corps de dix à douze mille hommes, et de l'envoyer, sous les ordres du général Ligneville, à Virton dans le Luxembourg. Ligneville devait, d'une part, porter la dévastation dans ce duché, pour venger celle de la Champagne; de l'autre, attirer à lui les ennemis sans se compromettre, ayant toujours sa retraite entre Sedan, Montmédy et Longwy. Si on ne lui opposait pas de grandes forces, il devait s'avancer sur Arlon, pour couper la communication directe entre Luxembourg et Namur; son corps d'armée devait être renforcé du double au printemps. La retraite de Kellermann rendit nécessairement cette diversion molle et inutile.

6°. A cette époque Dillon fut destitué; il fut remplacé, dans le commandement de la partie de son armée que le général Dumouriez avait laissée sous les ordres du général Kellermann, par le lieutenant-général Valence qui l'avait bien mérité. Mais Valence n'eut le titre de général en chef, malgré les pressantes sollicitations de Dumouriez, que long-temps après. Ce corps de troupes fut appelé l'armée des Ardennes, et chargé de coopérer avec l'armée du Nord pour l'entreprise de la Belgique. Il lui fut ordonné de faire son rassemblement à Givet, pour opérer par Namur et Liége, d'après les instructions qu'il recevrait du général Dumouriez.

7°. Celui-ci se chargea, avec le corps qu'il ramenait de Champagne et celui de La Bourdonnaye, d'entrer dans les Pays-Bas.

Tel était le plan général dont il fit les détails en quatre jours, et ils furent en ce peu de temps envoyés à tous les généraux. Toutes les parties en étaient distribuées de manière à se prêter un secours mutuel, et cependant assez indépendantes, pour que le manque d'exécution dans un point quelconque n'empêchât pas les succès dans les autres parties. C'est même ce qui est arrivé.

Les Impériaux et les Prussiens étaient alors dépourvus de tout moyen de défense. Les cent dix ou cent vingt mille hommes, avec lesquels ils avaient commencé la campagne en Champagne et en Flandre, étaient réduits à soixante ou quatre-vingt mille hommes, encore accablés de maladies, et ils n'avaient pas le temps de faire venir de nouvelles troupes. Les Français, au contraire, avaient deux cent mille hommes exaltés par des succès inespérés.

L'arrière-saison promettait d'être aussi belle que les mois de septembre et d'octobre avaient été mauvais. Ils combattaient sur les frontières, leurs armées pouvaient encore être doublées, et outre les subsistances qu'ils trouveraient dans les Pays-Bas et dans les provinces fertiles qui bordent le Rhin, ils avaient la facilité d'en recevoir de France par les rivières et par de grands chemins très-beaux. Ainsi on avait l'espoir presque certain de prendre en janvier ses quartiers d'hiver le long du Rhin depuis Landau jusqu'à Wesel, et cela serait arrivé sans la retraite du général Kellermann.

Dans cette position on aurait pu négocier une

paix avantageuse. L'Empire et le corps helvétique n'auraient certainement pas rompu la neutralité que ce dernier peuple a conservée jusqu'à présent. La Hollande et l'Angleterre ne se seraient pas non plus déclarées. L'Europe serait en paix, et la nation française n'aurait pas comblé tous ses crimes par le meurtre de la famille royale, par la destruction de la religion et des lois, et par une anarchie barbare.

CHAPITRE III.

Plan de campagne des Pays-Bas.

Dans l'intervalle de ce grand travail, Dumouriez ne négligea pas son plan de campagne particulier. Il obtint qu'on cesserait les grands rassemblemens qu'on avait faits à Paris en artillerie, en munitions et en troupes, pour les reporter dans le département du Nord qu'on avait entièrement dépourvu. Le vil général Santerre fut très-utile dans cette occasion ; il était maître de tous ces approvisionnemens, et s'il n'avait pas voulu consentir à les relâcher, il eût fallu rester dans l'inaction. Heureusement Westermann était son ami, Danton pouvait tout sur lui, et ils y mirent un grand zèle.

Le général demanda des souliers et des capotes pour ses soldats qui étaient tout nus. Il exigea qu'on envoyât pour le 25 octobre six millions de numéraire pour assurer la solde de quinze jours, annonçant qu'il espérait qu'ensuite, bien loin d'épuiser le Trésor national en numéraire, qui était très-rare, il en ferait refluer des Pays-Bas, et qu'il établirait le cours des assignats. C'est à toutes ces occupations qu'il employa les quatre jours qu'il passa à Paris, fort aise d'en partir, et étant une

preuve de la vérité de cette sentence de Plutarque : *La gloire, comme la lumière, est plus utile à ceux qui en ressentent les effets, qu'à ceux qui en sont revêtus.*

Les jacobins publiaient qu'il n'était venu dans la capitale que pour faire encenser sa vanité, et tramer des complots dangereux avec la faction de la Gironde. Ceux-ci l'attaquaient plus sourdement en le caressant. Ils disaient qu'il voulait se dépêcher de terminer la guerre, pour se donner une influence à la tête d'une armée victorieuse, et s'élever à la dictature. Leurs papiers, sans le nommer, avertissaient le peuple de se méfier de César et de craindre Monk. Quant à Marat, il annonçait tout uniment que ce général allait conquérir les Pays-Bas pour se faire duc de Brabant.

Roland, dont la femme était le point central du parti de la Gironde, lui avait écrit et lui répéta de bouche qu'on ne pouvait que se méfier de lui, en le voyant insister toujours sur la necessité de suivre son plan et ses opinions; que tous les généraux devaient être indépendans; que plus il avait de talens, plus il était dangereux; qu'on se souvenait qu'en quittant le ministère il avait montré au roi un grand attachement, et qu'il avait donné des signes de douleur non équivoques sur son sort. Dumouriez avait montré cette lettre à Gensonné, à Brissot et aux autres ministres; tous l'avaient trouvée déplacée : mais comme Roland n'était jamais que leur organe, il avait lieu de juger que ses expressions étaient les

sentimens des conciliabules de cette femme célèbre et trop punie.

Cette faction, mais surtout Roland, Pache et Brissot affectaient un rigorisme stoïque porté à l'excès, qu'ils croyaient propre à leur concilier la confiance entière du peuple, et qui a fini par perdre tous les girondistes. On pouvait aussi leur appliquer cette autre sentence de Plutarque dans Caton d'Utique, auquel alors on comparait Roland : *Dans ces vertus outrées, c'est souvent l'humeur qui gouverne et qui se glisse sous le masque de la vertu.* L'hypocrisie était une arme trop faible contre des scélérats aussi déterminés que les chefs des jacobins.

Le général partit avec joie de Paris le 20 octobre, pour aller passer deux jours à la campagne près de Péronne, et pour méditer son plan particulier en se reposant des fatigues et des intrigues de la capitale. Il se rendit le 24 au matin à Valenciennes. Les troupes de Beurnonville y étaient arrivées le 21 et le 22. A son approche les Impériaux se hâtèrent de lever le siége de Lille, de quitter le territoire de France et de rentrer sur leur frontière.

En arrivant à Valenciennes, il apprit que Servan avait donné sa démission, et que Pache le remplaçait dans le ministère; il en fut fort aise. Il savait qu'il était l'ami intime et l'homme de confiance de Roland, dont il estimait la probité, et qu'il était placé par lui et par la faction de la Gironde. Pache

était homme d'esprit et travailleur : la faction à laquelle il était attaché ne laissait pas présumer qu'il deviendrait un furieux jacobin ; mais le désir de se rendre indépendant et de supplanter Roland, le jeta aussitôt dans la *montagne*. Il commença par chasser tous les anciens commis, et se livrer tout entier à Meusnier et Hassenfratz ; le premier était ancien ennemi du général Dumouriez, son bienfaiteur; le second était un aventurier de Metz, nommé Lelièvre, qui, ayant fait banqueroute, était devenu un furieux jacobin (1). C'est à ces deux hommes qu'on doit la désorganisation de l'armée et tous les malheurs qui en sont résultés, et qui ont fait perdre le fruit d'une superbe campagne qui devait donner la paix à la France. La conséquence qu'on pouvait en espérer était le salut du roi, le rétablissement de la constitution, le retour des lois, l'abolition de l'anarchie, et une amnistie générale.

Il est à remarquer qu'un des justes reproches qu'on faisait au régime monarchique, était l'instabilité des places ministérielles, qui nuisait aux affaires, perpétuait les factions, les haines, les vengeances et les malheurs du peuple. Jamais cette instabilité n'a été plus forte que depuis la révolution. Jamais l'esprit de parti n'a plus influé dans l'expulsion et la nomination des ministres, et n'a

(1) Voyez, sur Pache et Hassenfratz, les Mémoires de madame Roland.

(*Note des nouv. édit.*)

donné plus beau jeu à la friponnerie et à l'ignorance.

Au reste, à présent cela est très-égal (1). C'est un comité d'une douzaine de scélérats hardis qui règne, jusqu'à ce qu'il soit supplanté par quelque autre forme bizarre de gouvernement que la guillotine élèvera et renversera à son tour. Et voilà la liberté des Français! voilà l'objet de leur frénésie! voilà à quoi ils ont sacrifié leur caractère, leurs lois, leur culte! voilà le bonheur qu'ils veulent communiquer à toute l'Europe à coups de sabres et de baïonnettes!...

Le premier obstacle que Dumouriez rencontra à l'exécution de son plan, lui vint d'un homme qu'il croyait devoir trouver très-prompt à le seconder. Il avait fait donner à La Bourdonnaye le titre de général en chef, et il commandait sous ses ordres l'armée du Nord, comme Valence l'armée des Ardennes. Il savait que La Bourdonnaye avait fort peu de talens et d'esprit. C'était un homme riche, d'une bonne maison de Bretagne, maréchal-de-camp avant la révolution, qui avait été attaché à l'éducation des enfans du comte d'Artois. Cet homme s'était d'abord mis dans la révolution, comme tant d'autres, pour sauver ses richesses et jouer un rôle. Il avait fréquenté les clubs, s'était donné de la popularité, et peu à peu s'était fait une réputation et un appui parmi les

(1) En février 1794.

jacobins. Dès qu'il s'était vu général en chef, il avait aspiré à l'indépendance, et même à être chargé de l'expédition des Pays-Bas.

Il commença par écrire au général des lettres fanatiques, hautaines et déplacées. Il lui mandait un jour qu'il connaissait sa propre médiocrité, qu'il n'aspirait à être ni César, ni duc de Brabant, mais qu'il était bon républicain, et qu'il ferait triompher la bonne cause. Le général montra ces lettres aux trois commissaires de la Convention, Delmas, Bellegarde et Dubois Dubais qu'il avait retrouvés à Valenciennes. Pour étouffer cette querelle dans son principe, ils le prièrent de venir avec eux à Lille, où ils reçurent les plaintes de tous les officiers-généraux auxquels La Bourdonnaye était insupportable. Il passait les jours entiers à lire le Moniteur et les feuilles jacobines, et à entretenir une correspondance mystérieuse avec les plus fameux jacobins. Le général eut une explication très-sévère avec lui, lui annonça que, pour peu qu'il apportât d'obstacles à ses plans, il lui ôterait son armée, le laisserait sans troupes dans son département du Nord, et même le ferait déplacer tout-à-fait, si cette première punition ne suffisait pas. La Bourdonnaye pleura, promit tout; le général s'apaisa et retourna à son armée.

Alors il fit son plan de campagne, et il envoya à chacun de ses généraux une instruction où il lui prescrivait ce qu'il avait à exécuter, et lui communiquait la partie des instructions des généraux qui

correspondaient à sa droite et à sa gauche, pour qu'il y eût toujours de l'ensemble dans ses mouvemens. Ses forces pour s'emparer des Pays-Bas étaient très-considérables, et il était impossible que le duc de Teschen, même après la jonction de Clairfayt, pût lui résister.

Il observa surtout de ne pas faire la même faute que les Prussiens en entrant en Champagne, qui avaient perdu tout l'avantage de leur énorme supériorité, en tenant toutes leurs forces réunies, et en ne prenant pas le parti de les développer, ce qui eût obligé Dumouriez à partager sa défense qui eût été faible partout. Il prit donc la mesure de diviser la totalité de son armée en quatre corps qui devaient opérer séparément, et dont deux ou trois pouvaient se réunir selon les circonstances, d'après les ordres qu'il leur donnerait, en conséquence de ce qu'il pénétrerait de la défensive de l'ennemi.

Ce plan de campagne était divisé en deux grands mouvemens : 1° par le premier mouvement, le général Valence avec l'armée des Ardennes, de seize mille hommes, devait marcher par Givet sur Namur pour couper le général Clairfayt qui arrivait à grandes traites de Luxembourg, et empêcher sa jonction avec le duc de Teschen. Il comptait que Valence pourrait déboucher de Givet vers le 5 novembre; mais des obstacles, indépendans de ce brave général qui a fort bien servi, l'ont retardé jusqu'au 13, et le général Clairfayt a eu le temps

de laisser une forte garnison dans la citadelle de Namur, et de se joindre au duc de Teschen.

2°. Le lieutenant-général d'Harville devait partir de Maubeuge, se porter sur Charleroi avec douze mille hommes, se joindre au général Valence pour couvrir le siége de Namur, rester ensuite dans le comté de Namur pour contenir les secours qui pourraient venir du Luxembourg, pendant que Valence, continuant à descendre la Meuse par Huy, marcherait sur Liége, couperait la retraite au duc de Teschen, si après avoir été poussé de la frontière, il voulait, comme on le disait, prendre un camp derrière le canal de Vilvorden pour défendre l'Escaut. Alors ce prince aurait été forcé de se retirer par la Campine et par Ruremonde.

3°. Dumouriez avec une armée de quarante mille hommes devait marcher sur Mons, et en droiture sur Bruxelles, poussant devant lui le duc de Teschen, et avec intention de lui donner bataille s'il l'attendait.

4°. La Bourdonnaye avec dix-huit mille hommes devait camper à Cisoing, s'approcher de Tournay pour forcer le duc de Teschen à partager sa défensive, s'en emparer si les Impériaux y laissaient peu de monde pour se tenir ensemble. Un corps d'armée de quatre mille hommes devait marcher sur Courtray et Deinse, pour forcer tous les petits détachemens qui étaient sur les frontières de la West-Flandre, à se replier sur Anvers.

Si le duc de Teschen rassemblait toutes ses forces

à Tournay, La Bourdonnaye devait se replier sous Lille, et Dumouriez, maître de Mons, et marchant sur Bruxelles, aurait enfermé le duc de Teschen entre la Lys et l'Escaut, se serait fait rejoindre par les deux corps de sa droite, et l'aurait pris avec son armée. Mais cet événement ne pouvait pas arriver. Le duc de Teschen, en réunissant toutes ses forces, ne pouvait pas présenter plus de quarante-cinq mille hommes, et celles des Français montaient au double avec une nombreuse artillerie.

Ce premier mouvement des quatre corps d'armée devait nécessairement faire reculer le duc de Teschen jusqu'à Bruxelles, et même sans se battre, parce qu'il devait craindre que Valence, réuni avec d'Harville, ne marchât par Sombref sur Bruxelles, ou par Judoigne sur Louvain, pour le tourner, pendant que Dumouriez continuerait à le pousser devant lui, ce qui serait arrivé. Ainsi il aurait été obligé d'abandonner la position de Bruxelles, et de se retirer sur le Cortembergue ou sur la Montagne-de-Fer, en-deçà, ou au-delà de Louvain.

Par le second mouvement, les deux armées de la droite devaient se réunir sous les ordres de Valence à Namur, si le duc de Teschen gagnait tout de suite Liége; Valence devait prendre Namur, Dumouriez devait suivre les Impériaux jusqu'à la Meuse. La Bourdonnaye devait se porter rapidement à Gand, de-là à Malines, d'où, par sa droite,

il eût menacé de tourner la droite des Impériaux, par sa gauche, d'aller assiéger la citadelle d'Anvers. Sa division de quatre mille hommes devait escorter six pièces de vingt-quatre qu'ou embarquait sur l'Escaut. Six autres pièces du même calibre suivaient la grande armée, et douze autres restaient à Valenciennes.

Ce second mouvement devait opérer l'entière évacuation des Pays-Bas, et Dumouriez ne s'attendait ni à trouver de résistance ni à donner bataille. Pendant ces marches en avant, deux mille hommes des garnisons de Dunkerque, Gravelines, Bergues et Saint-Omer devaient s'emparer sans résistance de Bruges et Ostende. Dumouriez se réservait de passer la Meuse, quand les châteaux d'Anvers et Namur, ou au moins l'un des deux, seraient pris.

Ce plan rencontra des obstacles, des retards et des changemens. La Bourdonnaye oublia tous ses sermens, et voulut épiloguer sur son instruction, pour y substituer un autre mouvement; car il avait fait aussi son plan de campagne. Il voulait que Dumouriez marchât à Mons avec d'Harville, laissait agir Valence seul sur la Meuse, et il voulait, avec son corps d'armée, aller faire le siége d'Ostende, et ensuite celui de la citadelle d'Anvers.

S'engageant ainsi avec vingt-deux mille hommes entre la mer et les canaux, il ne fallait qu'un très-petit corps pour s'opposer à sa marche, en lui disputant le passage des canaux et coupant les ponts; il perdait tout l'avantage de sa supériorité; et

comme il commandait une armée de recrues, et que lui-même n'était pas habile, il pouvait être battu, parce qu'il était trop éloigné, et que, d'après ce projet, son attaque n'avait ni liaison ni communication avec les autres armées.

Alors le général lui manda très-sévèrement d'exécuter son instruction sans s'en écarter, l'avertissant que sans cela il lui ôterait son commandement, et le donnerait au général Duval qu'il lui envoya, à la prière de tous les autres généraux, pour le diriger. Il avait fait lieutenans-généraux Miranda et Duval, pour les récompenser de l'utile activité qu'ils avaient déployée pendant la campagne contre les Prussiens.

Il mit aussi auprès de La Bourdonnaye son habile aide-de-camp Philippe Devaux, qui avait si bien ménagé l'esprit de Kellermann; mais il ne réussit pas auprès de ce général qui était borné, altier et méchant; et se voyant traité comme un espion, il se retira au bout de quatre jours, en l'assurant qu'il n'y avait aucun parti à tirer de cet homme inepte et ambitieux, qui envoya de grandes plaintes aux jacobins et aux ministres contre son général, disant que par jalousie il avait refusé un plan excellent et facile, pour le faire échouer devant Tournay, place très-forte, défendue par une armée, et pour le sacrifier à son ambition. On en écrivit au général qui manda qu'il ne changerait rien à son plan; qu'il fallait que La Bourdonnaye exécutât son instruction, ou restât en

Flandre, et qu'il avait de meilleurs généraux que lui pour le remplacer.

Les retards vinrent du ministre de la guerre à envoyer les capotes, les souliers, les effets de campement, les munitions, l'artillerie et l'argent (1). Tout devait être arrivé le 25 octobre, et Dumouriez, après avoir donné quatre jours de repos dans de bons cantonnemens aux troupes qui venaient de la Champagne, avait ordonné de les rassembler le 28 dans un camp sur l'extrême frontière, entre Quarouble et Quiévrain. Il ne se trouva de tentes et d'effets de campement que pour la moitié des quarante mille hommes qui composaient cette armée qui brûlait d'ardeur d'entrer en campagne. Le même retard causait les mêmes embarras pour les rassemblemens de Maubeuge et de Lille, quoique tout eût été prévu et arrangé pendant le séjour du général à Paris. Il attribua ce retard au changement de ministère et au renouvellement des bureaux.

(1) Le général Dumouriez a fait imprimer sa Correspondance avec Pache. (Paris.—1793.) Ce recueil, intéressant pour l'histoire, ne laisse aucun doute sur les entraves que ce ministre semblait prendre à tâche de multiplier, et sur l'esprit de désorganisation qu'il porta dans l'armée. Le ministre Pache, devenu de girondin montagnard prononcé, adopta contre Dumouriez toutes les préventions du parti jacobin; et convaincu, quoiqu'à tort, que ce général entretenait des projets ambitieux, il aima mieux compromettre le salut de la république que de favoriser les conquêtes de l'homme qui menait l'armée à la victoire.

(*Note des nouv. édit.*)

Il avait un excellent commissaire-ordonnateur, nommé Malus, qui était déjà en butte aux commis de la guerre; on le traitait d'aristocrate, et on cassait tous les marchés qu'il faisait sans en substituer de nouveaux. Le ministre de la guerre s'occupait alors à détruire la régie des vivres de l'armée, qui en France avait été portée au point de la perfection par soixante années d'expérience, et qui, dans toutes les guerres précédentes, avait toujours assuré la subsistance des armées et les opérations des généraux. Précisément parce que c'était une ancienne institution, on l'accusait d'aristocratie; quand même cela eût été vrai, il n'y avait pas un grand danger; il n'y avait qu'à surveiller les régisseurs.

Ils avaient rendu les plus grands services en Champagne, où, par la rapidité des mouvemens imprévus, il leur eût été fort facile de faire manquer les subsistances, sans même donner prise contre eux, s'ils eussent eu des intentions inciviques, comme on les en accusait. Le général leur avait rendu un témoignage avantageux, et avait fait leur éloge dans son discours à la Convention. C'était donc un corps qu'il accaparait pour sa propre utilité; il fallait donc le casser pour ôter ce moyen à l'ambition du nouveau César. Ainsi raisonnaient les jacobins et les bureaux qui, dans un changement de régime, devaient trouver à grapiller.

Pache, pour faire sa cour au peuple, s'attacha à décrier l'administration de ses prédécesseurs, et

surtout de Servan, et à casser tous ses marchés; en promettant d'établir la plus stricte économie; et c'était dans le cours d'une campagne très-vive, que, par cette cassation de tous les marchés, il paralysait toutes les parties du service des armées. C'est ainsi qu'en chassant du service des armées tous les commis expérimentés pour y placer tous les jacobins ignorans et affamés, il a fait monter les dépenses seules de la guerre à deux cents millions par mois, a réduit les armées à la plus affreuse misère, et a fait manquer les plans les mieux combinés et les plus certains.

Ces mêmes retards furent encore plus marqués pour le rassemblement de l'armée du général Valençe à Givet. Il n'y trouva rien de prêt, et il fut obligé d'attendre son artillerie, ses munitions et ses chevaux de trait jusqu'au 19 novembre; ne pouvant pas se mettre en campagne, il ne put pas s'opposer au passage du général Clairfayt qui fit sa jonction sans obstacle. Le général Dumouriez, voyant que la saison s'avançait, voulant profiter du mois de novembre qui fut superbe, crut qu'il valait mieux se passer de l'armée de Valence que de retarder sa campagne, et, décidé à commencer ses opérations dès les premiers jours de ce mois, il fit au premier mouvement de son plan un changement.

Il ordonna à Valeuce, dès qu'il serait prêt, et sans attendre son artillerie de siége, de se porter rapidement par Charleroi sur Nivelle, pour tour-

ner le flanc gauche de l'ennemi s'il voulait tenir dans la position de Bruxelles ; et comme il calcula que ce premier mouvement de Valence coïnciderait avec le second mouvement des autres corps de l'armée, il dirigea le premier mouvement du lieutenant-général d'Harville de Maubeuge sur Binch, pour tourner le flanc gauche de l'ennemi dans la position de Mons, s'il s'obstinait à s'y tenir.

Il quitta Valenciennes le 28 pour aller joindre son armée. Il avait fait une proclamation pour annoncer aux Belges que les Français entraient chez eux comme des frères et des amis ; que leur dessein n'était que de les aider à assurer leur liberté ; qu'ils ne se mêleraient ni de leur gouvernement ni de leurs lois ; qu'ils les laisseraient les maîtres de se donner telle constitution qu'ils voudraient ; qu'ils ne lèveraient aucune contribution, et n'exerceraient aucun acte de souveraineté et de conquête. Il envoya cette pièce à Paris : elle fut approuvée par la Convention qui alors se respectait encore elle-même. On la trouva conforme à la déclaration des droits de l'homme et à la constitution française, ainsi qu'à la saine politique (1).

Elle fut adoptée, le général fut autorisé à la publier. Il la fit imprimer dans les deux langues, et l'envoya à ses généraux avec une instruction qui y

(1) Cette pièce fait partie des éclaircissemens historiques placés à la fin de ce volume (lettre C).

(*Note des nouv. édit.*)

était conforme, par laquelle il leur prescrivait, dès qu'ils entreraient dans les villes de la Belgique, d'assembler le peuple, de publier cette proclamation, et de l'exhorter à changer sur-le-champ ses magistrats et ses administrateurs, sans cependant rien innover sur la forme des impôts et du gouvernement, ce droit résidant dans l'universalité de la nation, qui ne devait décider sur la constitution que dans une assemblée nationale qui aurait lieu quand la Belgique serait entièrement délivrée des troupes impériales.

Ce fut à cette époque qu'il écrivit à la Convention qu'il serait le 15 novembre à Bruxelles ; il y est entré le 14 : qu'il serait le 30 à Liége ; il y est entré le 28. Sa campagne était calculée, comme une partie d'échecs, d'après sa grande supériorité, et sans les obstacles insurmontables qu'il a rencontrés de la part du ministre de la guerre, il aurait été le 20 à Liége, et le 30 à Cologne.

Son projet était alors de pousser vivement les Impériaux, de leur faire passer le Rhin, et de prendre ses quartiers d'hiver depuis Clèves jusqu'à Bonn; d'envoyer Valence à Andernach pour communiquer avec Kellermann par Coblentz, tenant ainsi le cours du Rhin, bloquant Luxembourg par le corps d'armée d'Harville d'un côté, et par celui de Ligneville de l'autre; cette place qui était encombrée de malades et de gros équipages, épuisée de vivres par le long séjour de l'armée prussienne, ne pouvant point en tirer du pays qui par lui-même est stérile, ne pou-

vant recevoir aucun convoi de l'Allemagne, aurait été forcée à se rendre, peut-être même pendant l'hiver, après avoir souffert la famine et des maladies, ou aurait facilement succombé à l'ouverture de la campagne. La retraite de Kellermann, qui a laissé les Prussiens maîtres de Coblentz et de Trèves, et le prince Hohenlohe maître du Luxembourg, et les manœuvres coupables d'un ministre jacobin, ont fait manquer ce plan qui aurait terminé la guerre.

CHAPITRE IV.

Premier mouvement des armées. — Combats de Thulin et Boussu.

Le duc de Teschen occupait les villages en de-là du ruisseau de Quiévrain, sa gauche appuyée au bois de Sars, sa droite à la rivière de la Haisne et aux marais en avant de Saint-Guislain. Cette position était fort bonne, et pouvait être disputée long-temps, s'il avait surtout bien retranché le bois de Sars qu'on pouvait regarder comme impénétrable. Il avait à sa droite un petit corps de troupes dans le bois de l'Hermitage qui masquait Condé, et qui communiquait avec quatre ou cinq mille hommes placés à Bury. Ce camp communiquait avec celui de la Trinité, de sept à huit mille hommes commandés par le général Latour, qui occupait aussi la ville de Tournay. De petits corps détachés inquiétaient Lille, occupant Lannoy, Roubaix et Turcoing. Un autre petit corps occupait Varneton au confluent de la Lys et de la Marque. Cette défensive était très-bien entendue, mais elle présentait un front trop considérable pour vingt-huit à trente mille hommes, en quoi consistaient toutes ses forces avant la jonction du général Clairfayt qui lui ramenait environ quinze à dix-huit mille hommes.

On peut comparer cette position défensive du duc de Teschen à celle des cantonnemens du général Wurmser et du duc de Brunswick, en Alsace, à la fin de 1793, excepté que celle du duc de Teschen avait sa retraite mieux assurée, n'était pas fixe comme celle de l'armée combinée, et n'avait pas une grande rivière à son dos. Les cantonnemens de l'armée combinée avaient un front trop étendu pour n'être pas percés par le centre.

Le blocus de Landau était insoutenable, dès que le duc de Brunswick avait manqué l'attaque de Bitche. Il eût fallu qu'au moins le général Wurmser, abandonnant les lignes de la Mautter, se contentât de garder celles de la Lauter, se chargeant de défendre par sa gauche ces lignes depuis Lauterbourg jusqu'à Wissembourg, et par son front rejoignant la ligne de défense des Prussiens par Bergzabern jusqu'à Anweiler, d'où les Prussiens auraient gardé la droite par Kaiserslautern. Il eût même mieux valu que le duc de Brunswick eût abandonné Kaiserslautern, et rétréci son cantonnement par Spannberg sur Neustadt, couvrant son flanc droit du Speierbach.

Cette défensive rapprochée aurait eu de l'ensemble. A la vérité on abandonnait le Fort-Louis à lui-même, mais il était en état de soutenir un siége, et si les Français avaient eu la témérité de l'entreprendre, on était assez près de lui pour lui donner des secours par la rive droite ou la rive gauche du Rhin. Ce siége les aurait occupés long-temps, il

n'aurait pas rempli leur objet qui devait être de délivrer Landau, et cette place aurait été obligée de se rendre, ou bien la tentative de sa délivrance aurait forcé les Français à donner une bataille, et à attaquer les deux armées dans une position assez resserrée pour être défendue avec succès.

En ce cas, plutôt que de tenter une attaque aussi dangereuse, peut-être que l'armée française de la Moselle se serait portée sur Trèves, Coblentz ou Mayence, pour engager l'armée combinée à sortir de sa position. Il fallait alors jeter dans ces villes des troupes des Cercles, pour les mettre à l'abri d'un coup de main, et ne pas perdre son objet de vue. Si l'armée de la Moselle s'éloignait trop, on pouvait tout au plus aller attaquer celle d'Alsace et la battre, ou la faire reculer, ce qui aurait encore précipité la reddition de Landau, objet essentiel, auquel il fallait tout sacrifier.

Le plan de défensive du duc de Teschen une fois connu, le général arrangea son premier mouvement de manière à le déposter de partout à la fois, ou de l'obliger à combattre avec désavantage, ce qu'il ne put pas imaginer qu'il hasardât.

Dès le 28, il fit passer au travers de Condé un corps de huit mille hommes aux ordres du général Berneron qu'il avait fait maréchal-de-camp, avec ordre de chasser tout ce qu'il trouverait dans le bois de Bernissart, et de s'y établir. Le lieutenant-général Omoran, qui commandait dans Condé, n'était malheureusement pas en état de faire la campagne,

à cause des suites d'une grande blessure qu'il avait reçue à l'attaque de Savannah en Amérique, mais il pouvait diriger ce premier mouvement. Cette division menaçait Ath et Leuze, ayant deux chemins très-bons qui arrivaient de ces deux villes à Blatton.

Pour lier la communication de ce corps détaché avec son armée, il ordonna à Beurnonville, qui commandait encore son avant-garde, de s'établir à Quiévrain, et d'occuper Montreuil et Pommereuil. Les Impériaux, postés à Raucourt et à Bury, inquiétèrent la division de Berneron, et il y eut pendant plusieurs jours de fortes escarmouches entre Perwels et Blatton. C'était ce qu'avait désiré le général Dumouriez, pour attirer de ce côté la principale attention du général chargé de la défense de Tournay, et pour l'obliger à se retirer, de peur de se mettre entre deux feux.

Il ordonna au général La Bourdonnaye de camper sur les hauteurs de Sanguin, ayant devant lui le pont de Bouvines, et de détacher le lieutenant-général Duval avec un tiers de son armée au Pont-à-Tressin. Ce mouvement forçait nécessairement les Impériaux à replier sur Tournay tous les détachemens qu'ils avaient à Roubaix, Turcoing et Lannoy, qui dévastaient le riche district de Lille; sans que La Bourdonnaye, bien supérieur en forces, eût eu le bon sens de les chasser. Il eut beaucoup de peine à faire exécuter ce mouvement à La Bourdonnaye, qui lui manda qu'il ne pouvait pas se hasarder si avant, à moins que le général ne vînt avec

toute son armée à Maulde pour le soutenir ; que Tournay était bien fortifié et garni d'une nombreuse artillerie ; que les ennemis avaient construit des retranchemens hors de la ville sur les hauteurs de Hertain, Lamain et Marquain ; qu'il serait déjà trop compromis au camp de Sanguin, parce que l'ennemi pourrait le couper d'avec Lille.

Le général vit dans la lettre de La Bourdonnaye, ou une grande lâcheté, ou une mauvaise volonté très-décidée. Il lui envoya son aide-de-camp Devaux avec l'ordre positif de quitter Lille où il se tenait, d'aller se mettre à la tête de son armée, d'assembler ses officiers-généraux, non pas pour décider dans un conseil de guerre s'il fallait exécuter, mais comment il fallait exécuter l'attaque des hauteurs de Hertain, Lamain et Marquain, et ensuite l'attaque de la ville de Tournay.

Il lui manda que les avis qu'il avait sur l'état de défense de Tournay étaient faux. Il lui annonça la position du général Berneron, assez inquiétante pour l'ennemi, pour l'empêcher de s'attacher à défendre Tournay. Il lui annonça aussi que lui-même attaquerait le duc de Teschen le 3 ou le 4 novembre, et que le général d'Harville était chargé de tourner les Impériaux par leur gauche, comme lui par leur droite. Le colonel Devaux remit au lieutenant-général Duval le duplicata de cette instruction, avec ordre de la communiquer aux autres généraux, et de prendre le commandement, si La Bourdonnaye persistait à ne pas obéir. Celui-ci prit

alors son parti, et se rendit au camp de Sanguin, avec la résolution de mettre dans l'exécution des ordres le plus d'obstacles et de retards qu'il pourrait.

Après avoir assuré les mouvemens de sa gauche, le général, apprenant que le duc de Teschen voulait défendre tant qu'il pourrait la position de Mons, jugea qu'il devait rapprocher le général d'Harville que sa marche sur Binch aurait trop écarté, parce qu'il n'était plus question d'empêcher la jonction du général Clairfayt. Par le détachement qu'il avait fait de la division de huit mille hommes aux ordres du général Berneron, il ne lui en restait plus que trente-deux mille. Par la réunion du général Clairfayt, il estimait que le duc de Teschen pouvait avoir au moins vingt-cinq mille hommes, et ne voulant rien mettre au hasard, il se renforçait des douze mille hommes du général d'Harville pour conserver sa supériorité. Il lui ordonna donc de venir camper le 1.er novembre à Hon, à la tête du bois de Sars.

Le 3, l'infanterie belge, sans canon, soutenue par les hussards de Chamborand, se trouvant trop resserrée à Montreuil, attaqua les avant-postes autrichiens qui étaient dans le village de Thulin, les en chassa facilement; mais elle eut l'imprudence de poursuivre et de s'engager dans la plaine vers le moulin de Boussu. Les hussards impériaux fondirent sur elle, l'enveloppèrent, et en sabrèrent ou prirent quatre compagnies. Le régiment de Chamborand marcha à leur secours avec la plus

grande intrépidité, les dégagea, et souffrit beaucoup parce que les Impériaux étaient infiniment supérieurs. Beurnonville, fâché de ce petit échec que son infanterie belge s'était attiré pour avoir combattu sans son ordre, en rendit compte, et manda qu'il allait replier ses avant-postes, et ne garder que Quiévrain. Il avait alors ses quatre brigades d'infanterie et son artillerie encore campés près de l'abbaye de Crespin, ayant l'Honneau devant lui. Il évacua effectivement Thulin où les Impériaux se replacèrent.

Le général n'avait alors encore reçu ni souliers, ni capotes, ni effets de campement, ni argent, mais son parti était pris d'ouvrir la campagne. Précisément le jour de l'échec de Thulin, il s'était porté à sa droite pour faire avancer le colonel Fréchevìlle, commandant du corps des flanqueurs de droite, et l'étendre depuis Angres sur Fayt. Le bois de Sars est très-épais et très-aisé à défendre, surtout avec des chasseurs autrichiens et tyroliens. Il se trouve une clairière et un chemin dans le bois entre Fayt et le château de Sars. Le général voulait établir par cette trouée une communication avec la division du général d'Harville, qui, arrivé le 1er à Hon, avait ordre de longer la droite du bois par Blargnies et Sars, pour être toujours à hauteur de l'attaque que le général Dumouriez allait pousser par la gauche du même bois, entre ce bois et la rivière de la Haisne.

Le bois de Sars a presque la forme d'un triangle

isocèle très-prolongé, dont l'angle le plus aigu se présente devant Hon et Taisnières. Il a à peu près trois lieues de long. Sa base est terminée par les villages de Framery et Paturage. Entre ces villages et Mons qui se trouve un peu sur sa droite, en partant de Hon, est une plaine montueuse d'environ deux mille toises de largeur. En avant de Mons est le faubourg ou village de Cuesmes, d'où l'on descend à la ville par une grande chaussée qui conduit à Bavay.

A la droite, à côté de la ville, est une hauteur nommée Bertaimont, en arrière de laquelle est une hauteur plus élevée, nommée le mont Pallizel, et derrière ce mont est la hauteur de Nimy qui flanque le grand chemin de Bruxelles. La Haisne enveloppe toutes ces hauteurs. A la gauche de la chaussée de Cuesmes, entre cette chaussée et celle de Valenciennes, est le village de Jemmapes qui s'étend sur un terrain élevé par amphithéâtres et boisé, ce qui en fait une bonne position, mais qui a le défaut d'être bornée derrière elle par la rivière de l'Haisne, et d'avoir trop peu de profondeur pour se développer en bataille.

Ce village bat toute la plaine jusqu'au bois de Sars. Au-dessous, et sur la gauche de Jemmapes, sont les deux villages de Quareignon et de...... Ce dernier est sur le bord de la Haisne. Le terrain de la gauche du bois de Sars jusqu'à la Haisne va toujours en descendant de Mons à Quiévrain, Saint-Guislain et Condé. Assez près de la tête du bois, à

une lieue et demie de Jemmapes, est un tertre où est placé le moulin de Boussu. Boussu est un gros bourg sur le bord de la rivière, par conséquent dominé par la position du moulin. Tel était le terrain dans lequel on s'est battu du 3 jusqu'au 6.

Le 3 au soir, le général, en revenant de sa droite à son quartier-général de Honnaing, reçut l'avis que lui donnait Beurnonville de l'échec de Thulin et du parti qu'il prenait de replier les postes avancés de son avant-garde. Il regarda cette aventure sous un point de vue tout différent. Il était trop supérieur aux Impériaux pour consentir à débuter par une reculade qui ne pouvait qu'exciter leur courage et faire une mauvaise impression sur ses propres troupes. Il lui ordonna de faire marcher toute son avant-garde, en passant sur les ponts de Crespin et de Quiévrain, pour rattaquer, le lendemain 4, les villages de Montreuil et Thulin. Il renforça cette avant-garde de trois brigades ou neuf bataillons commandés par le duc de Chartres. Il ordonna que l'armée se tînt prête à marcher, et il se porta lui-même à son avant-garde.

Les Impériaux ne défendirent point ces villages, et se retirèrent au moulin de Boussu où ils avaient quelques pièces de canon. Il s'aperçut avec grand plaisir qu'il n'avait affaire qu'à des troupes légères, et que l'armée impériale ne soutenait en force ni le bois de Sars ni l'excellente position du moulin de Boussu. Il jeta trois bataillons de chasseurs dans le

bois; il envoya dire au colonel Frécheville de pénétrer de son côté par le centre du bois; il envoya ordre au général d'Harville de marcher en longeant la droite du bois, se tenant toujours à sa hauteur, ce qu'il reconnaîtrait au bruit de la mousqueterie. Il fit avancer six pièces de douze pour battre le moulin, et il marcha sur trois colonnes pour s'en emparer. Cette charge fut si brusque que l'ennemi se dépêcha de retirer son canon. Le bataillon franc O'Donnell, qui voulut se jeter dans le bois, perdit de quatre à cinq cents hommes qui furent massacrés par nos chasseurs.

Il ne jugea pas devoir s'arrêter au moulin de Boussu. Il lui éait très-important de gagner la plaine en avant de la tête du bois, 1° pour que l'ennemi ne pût pas y rejeter du monde pour y recommencer l'attaque, couper sa communication avec d'Harville, et reprendre sur lui l'avantage du terrain dominant; 2° pour s'appuyer de ce même bois pour se secourir mutuellement avec d'Harville contre une seconde attaque de l'ennemi; 3° enfin pour partager l'avantage de la hauteur, et, par un développement dans la plaine de Pâturage, le forcer à la retraite. Ainsi il s'avança au-delà du bois, où il étendit son infanterie jusqu'à Frameries, depuis le moulin de Boussu. Le corps du général d'Harville resta en colonne à Genly, Engy et Noirchin. Dès qu'il s'était vu maître du moulin de Boussu, il avait envoyé l'ordre à l'armée et au parc d'artillerie

de venir occuper la position depuis Elouges jusqu'à Hesnin, en seconde ligne, et elle bivouaqua dans cette position.

Il fut très-étonné de ce que les Impériaux n'avaient pas soutenu le bois de Sars et le moulin de Boussu, d'autant plus qu'il trouva à la tête du village de Boussu des espèces de retranchemens qui annonçaient un projet de tenir sur cette ligne. Il jugea que la marche de d'Harville à la droite du bois lui avait fait craindre d'être tourné par Frameries, et lui avait fait resserrer sa défense sur Jemmapes: c'est bien aussi ce qui serait arrivé; mais les Français auraient perdu beaucoup de monde à cette attaque qui aurait été longue et dangereuse et les Impériaux, ayant la hauteur, auraient toujours pu avoir le temps de regagner leurs retranchemens de Jemmapes.

Le 5, le général fit attaquer Quaregnon par les Belges, soutenus de trois bataillons francs qui formaient le corps des flanqueurs de gauche. Il fit avancer l'avant-garde de Beurnonville en avant de Frameries, faisant face au grand chemin de Cuesmes; il rangea son armée en colonne le long du bois, mais de manière à pouvoir se mettre en bataille par un à gauche, en faisant face au village de Jemmapes, et adossée au bois. Il plaça à sa gauche douze bataillons pour soutenir l'attaque de Quaregnon, et pour prendre le village de Jemmapes à revers, en le tournant par son flanc droit.

Il divisa sa cavalerie en trois corps, pour soutenir dans cette plaine les trois parties de son infanterie qui devaient attaquer le village. Il fit filer son artillerie sur tout le front, et la plaça à de justes portées, pour croiser ses feux sur les batteries fixes de l'ennemi.

Il ordonna au général d'Harville d'aller se poster sur les hauteurs en avant de Siply, d'où il débordait la hauteur de Bertaimont et menaçait le mont Pallizel. Pendant qu'il faisait cette disposition, il fit continuer l'attaque de Quaregnon pour amuser et retenir l'ennemi, car il avait peur qu'il ne profitât de la nuit pour abandonner les retranchemens de Jemmapes, traverser la ville, et aller se porter sur Bertaimont, Pallizel et Nimy, ce qu'il aurait dû faire. C'est même ce qui engagea le général à bivouaquer très-près de l'ennemi.

On lui a dit depuis que le général Beaulieu avait ouvert l'avis de l'attaquer pendant la nuit. Cet avis était certainement le meilleur, ne prenant pas le parti de se retirer, qui valait encore mieux. Le général Beaulieu se souvenait de ce qui lui était arrivé à peu près dans la même position, dans le mois d'avril précédent, contre le général Biron. Mais les troupes n'étaient plus les mêmes. Cette attaque aurait peut-être pu occasioner un désordre momentané; mais dès qu'on se serait reconnu, les Impériaux auraient été débordés de partout, et Dumouriez les tournant, soit avec sa droite, soit

avec sa gauche, les aurait enveloppés sans qu'ils pussent regagner leurs retranchemens. Au reste, cet avis est d'un guerrier vigoureux, et valait mieux que le parti qui fut pris de se laisser attaquer le lendemain matin dans les retranchemens de Jemmapes *par des Français*.

CHAPITRE V.

Bataille de Jemmapes.

Le 6 à la pointe du jour, le général envoya ordre au général d'Harville de bien observer ce qui se passerait à sa gauche, à l'avant-garde de Beurnonville, de s'avancer toujours à sa hauteur, en débordant l'aile gauche des Impériaux, qui était située sur Bertaimont; d'ouvrir le feu de son artillerie contre elle, et de profiter du moment de sa retraite pour se porter avec promptitude sur le mont Pallizel, d'où il gagnerait la hauteur de Nimy, tournant ainsi Mons, et coupant aux ennemis la retraite du grand chemin de Bruxelles. Ce général ne pouvait pas aider au succès de la bataille, parce que la ville de Mons était entre lui et la position qu'on attaquait: mais il pouvait compléter la victoire en cas de succès, en attaquant avec des troupes fraîches l'ennemi dans sa retraite.

Le général Beurnonville avait devant lui la gauche de l'ennemi, sur une hauteur qui couvrait Cuesmes, garnie de cinq grosses redoutes. Cette hauteur tenait aux maisons détachées de Jemmapes. Plusieurs autres redoutes s'étendaient tout le long du front et jusqu'à la droite du village, au-dessus de Quareguon. Vingt pièces de grosse artillerie, beaucoup

d'obusiers, indépendamment des canons de bataillons, étaient distribués dans les redoutes, et présentaient trois étages de feux; des arbres et des chemins creux avec les maisons formaient des retranchemens formidables.

Au centre de ce front, qui correspondait au centre de l'armée française, commandé par le lieutenant-général de Chartres (1), était une ouverture

(1) Louis-Philippe, alors duc de Chartres, aujourd'hui duc d'Orléans, né à Paris, le 6 octobre 1773, montra, dès son jeune âge, des goûts guerriers, naturels au descendant d'un prince dont l'Espagne avait admiré la valeur brillante. Il reçut le brevet de colonel à douze ans, et fut nommé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit en 1789. Le duc de Chartres prit, en 1791, le commandement du 14[e] de dragons, alors en garnison à Vendôme. Ce prince y donna l'exemple d'un genre de courage moins éclatant et plus honorable peut-être que celui des combats. Sa présence d'esprit et son humanité arrachèrent des mains d'un peuple furieux un ecclésiastique qu'on allait immoler. Bientôt la guerre va le placer sur un plus grand théâtre. Il commande à Valenciennes, il combat à Quiévrain, il entre à la tête de l'avant-garde française à Courtray. Déjà ses services et son nom pouvaient appeler sur lui la faveur; il ne voulut devoir son avancement qu'à l'ancienneté. Dès le 7 mai 1792, il avait été promu au grade de maréchal-de-camp, en même temps qu'Alexandre Berthier, depuis prince de Wagram. Servant tour à tour sous Luckner, sous Kellermann et sous Dumouriez, il repoussa l'attaque des Prussiens à Valmy, et décida la victoire à Jemmapes. A la fatale journée de Nerwinde, l'opiniâtreté du duc de Chartres rendit long-temps la fortune incertaine; et quand les fautes de Miranda eurent déterminé la retraite, ce fut encore le duc de Chartres qui la protégea. Aux yeux de la Convention, un général que trahissait le sort des armes était un général coupable : Dumouriez fut proscrit, et le même sort frappa son jeune compagnon d'armes. Ce général n'ayant plus d'autre asile que le camp de Cobourg, le duc de

avec un chemin pour entrer dans Jemmapes. Les Impériaux y avaient quelques escadrons qui pouvaient, en cas de désordre dans notre attaque, tomber sur le centre de notre infanterie.

La gauche de l'armée française était conduite par trois maréchaux-de-camp, Ferrand, Blottefières et Rozières, en l'absence de Miranda, lieutenant-général, qui était encore à Paris. Le général Ferrand, comme l'ancien, commandait cette gauche qui, placée en équerre, devait attaquer le village par l'extrémité droite de son front et par son flanc droit.

Cette terrible position était défendue, de l'aveu des Impériaux, par dix-neuf mille hommes; mais d'après les états de situation pris à Mons dans les papiers du colonel Fischer, un des chefs de l'état-major, l'armée du duc de Teschen montait à vingt-

Chartres l'y suivit, tout étonné de se trouver, même pour quelques heures seulement, sous une tente autrichienne. On lui offrit le lendemain le commandement d'un corps d'armée; il n'accepta qu'un passe-port, et partit pour la Suisse. Se montrant digne alors d'honorer le rang le plus simple, et partout supérieur à la mauvaise fortune, il parcourut les contrées les plus éloignées : allant chercher des connaissances en Danemarck, en Norwège et jusqu'au Cap-Nord; étudiant aux États-Unis les institutions d'un peuple libre; remplissant tour à tour les devoirs de l'amitié fraternelle, ou ceux d'un fils pieux envers sa mère; serrant dans la Sicile les nœuds d'une alliance illustre et fortunée; demandant des armes et un commandement aux Cortès de Cadix, en 1810; mais en Suisse, en Amérique, à Londres comme à Palerme, en tous lieux, en tous temps, entretenant au fond de son cœur ce vif et profond sentiment d'amour qu'un Français doit à sa patrie.

(*Note des nouv. édit.*)

huit mille hommes. La contradiction n'est qu'apparente. Il pouvait n'y avoir que dix-neuf mille hommes dans les retranchemens de Jemmapes ; le reste pouvait être dans Mons et sur Bertaimont devant le général d'Harville.

Dumouriez ordonna à Beurnonville de commencer l'attaque, se dirigeant sur Cuesmes. Il avait distribué sur son front dix pièces de seize et seize pièces de douze. Labayette, excellent colonel d'artillerie, plaça ce canon de manière à ce que chaque redoute fût battue en flanc par deux batteries de deux pièces, et le feu commença vivement sur tout le front à huit heures du matin.

Le général, après avoir parcouru sont front dès la pointe du jour, alla trouver le général Ferrand à sa gauche. Il vit qu'on attaquait très-mollement le village de Quaregnon. Il fit entrer le général Rozières avec deux pièces de douze et quatre bataillons, pour soutenir et pousser en avant l'infanterie légère belge et française ; le village fut emporté en sa présence. Il donna ordre au général Rozières de continuer à marcher par le grand chemin, d'y mettre en bataille sa cavalerie consistant en huit escadrons, et d'attaquer avec l'infanterie le flanc droit du village. Il ordonna au général Ferrand d'attaquer l'angle et l'extrémité droite du front du village, dès qu'il verrait le général Rozières monter sur le flanc droit, de ne plus s'amuser à canonner, et de marcher tête baissée, la baïonette au bout du fusil.

Il lui recommanda de faire cette attaque en colonne par bataillon, de garder cet ordre dans le village, et de ne se déployer que lorsque sa droite rejoindrait la gauche de la division du centre. Il lui laissa des officiers d'état-major, qu'il devait lui renvoyer pour l'avertir des progrès de son attaque, et il lui dit qu'il allait attendre de ses nouvelles à la division du centre, qu'il mettrait en mouvement dès qu'il saurait son attaque commencée.

Il se rendit promptement au centre, où il attendit inutilement jusqu'à onze heures des nouvelles de Beurnonville et Ferrand. L'attaque de Beurnonville était lente, mais il était retenu par le feu très-vif des cinq redoutes, qu'il ne pouvait pas éteindre par celui de son artillerie, quoique le général l'eût renforcée de quatre pièces de seize. Quant à Ferrand, son retard était inexcusable.

A onze heures il pria le général Thouvenot de se porter à cette gauche, de faire commencer l'attaque, de la diriger, et de ne le rejoindre que lorsqu'il serait maître de la partie du village à laquelle cette gauche faisait face. Thouvenot trouva en arrivant que le vieux général Ferrand avait perdu la tête, continuait à canonner inutilement, et ne se décidait point; que le général Rozières se tenait caché derrière les maisons de Quaregnon, et ne débouchait point; que les troupes, pleines d'ardeur, murmuraient et s'impatientaient. Alors il prend le commandement de la part du général en chef, ébranle les colonnes, se porte rapidement sur le

flanc droit et sur le front du village ; il emporte les redoutes avec cette impétuosité française à laquelle il est si difficile de résister, et cette attaque brusque décide l'affaire à la gauche.

Le général, qui n'attendait que ce mouvement, met en colonne de bataillons l'infanterie de son centre, et la fait avancer avec la même impétuosité contre le centre du village. Il fait masquer la trouée par sept escadrons de dragons et hussards. Ce centre traverse la plaine assez rapidement pour perdre très-peu de monde. Mais une brigade qui marchait sur la trouée, voyant déboucher de la cavalerie ennemie, se jette à droite derrière une maison, et laisse un espace vide, par lequel cette cavalerie aurait pu percer ce centre.

Dans le moment le jeune Baptiste Renard, valet de chambre du général, inspiré par un mouvement héroïque et par son attachement pour son maître, part au grand galop, va trouver le général Drouin qui commandait cette brigade, lui fait honte de sa retraite, ramène la brigade, occupe la trouée, va trouver les sept escadrons que le mouvement timide de cette infanterie avait arrêtés, les conduit dans la trouée, et vient retrouver son maître après avoir rétabli le combat.

En même temps que le général Drouin avait plié, la brigade qui était à sa gauche avait fait halte ; elle ne fuyait pas, mais les trois colonnes de bataillons qui la composaient s'étaient mises en marche et en confusion, et perdaient beaucoup de monde,

restant exposées à un feu de canon à mitraille, à demi-portée de fusil. Le duc de Chartres s'y porte précipitamment, les rallie, en forme une grosse colonne mélangée qu'il appelle gaiement le *bataillon de Jemmapes*, rétablit le combat, force les trois étages de redoutes et de retranchemens. Des escadrons de hussards et de chasseurs et dragons s'y portent avec autant de rapidité que l'infanterie; on se bat avec acharnement.. Thouvenot qui avançait par la droite du village, met les Impériaux entre deux feux; plus de quatre cents se noient dans l'Haine, et la bataille est gagnée au centre et à la droite du village.

Pendant que le duc de Chartres ralliait le centre avec autant de vigueur, Dumouriez avait une autre inquiétude. L'attaque de Beurnonville ne faisait aucun progrès; il s'y porte très-rapidement avec deux intentions très-contradictoires : l'une, de forcer les redoutes de la gauche de l'ennemi, pour appuyer l'attaque du duc de Chartres; l'autre, d'abandonner cette attaque, et de revenir avec les troupes de l'avant-garde dans la plaine de Paturage, y rallier les troupes de son centre, et protéger la retraite de l'armée, si l'attaque du duc de Chartres tourne mal : ce qui pouvait se présumer, d'après le premier désordre occasioné par le général Drouin.

Jamais général n'est arrivé plus à propos. Il trouve sur la hauteur de Cuesmes deux brigades d'infanterie, dont une composée de trois bataillons de

Paris, de ses anciennes troupes du camp de Maulde. Elles débordaient la gauche des cinq redoutes qui étaient garnies de grenadiers hongrois. Elles avaient devant elles une nombreuse cavalerie impériale, qui paraissait prête à les attaquer, et à cinq cents pas en avant, sur leur gauche, une colonne d'infanterie, qui attendait le mouvement de la cavalerie pour achever de les détruire. A cent pas derrière ces deux brigades, étaient dix escadrons de hussards, dragons et chasseurs, exposés au canon des redoutes qui les prenaient en écharpe, et à celui du général d'Harville qui, par une erreur inconcevable, les prenant pour les ennemis, les écrasait par derrière.

Ces troupes n'avaient aucun général en tête, car le fameux Dampierre, qui devait les commander, ne s'y trouvait pas, quoique la veille il eût fait une algarade indécente à son général en chef, sur ce qu'il avait remis l'attaque au lendemain. Beurnonville venait derrière, à la tête de deux autres brigades et du reste de sa cavalerie.

Le général n'a que le temps de passer devant le front des deux brigades, et de leur dire qu'ayant à leur tête leur *père*, ils n'ont rien à craindre. Les cris de *vive Dumouriez !* l'assurent de la bonne volonté de cette troupe qui avait une contenance héroïque. Il passe à la tête de la cavalerie; il était temps, elle se mêlait et allait fuir. Il envoya un aide-de-camp à Beurnonville pour le hâter. Dans le même moment les dragons impériaux s'avancent

au galop pour enfoncer les deux brigades qui, par une décharge à bout portant, se font un rempart de plus de cent chevaux ou cavaliers devant eux. Un escadron ennemi arrive par le grand chemin, veut envelopper cette infanterie. Le général, qui avait rallié sa cavalerie, détache les hussards de Berchiny qui enfoncent ces dragons. Toute cette cavalerie impériale fuit jusqu'à Mons, et la colonne d'infanterie se met aussi en retraite.

Dumouriez fait occuper le terrain du combat par Beurnonville qui arrive, fait faire un à gauche aux deux braves brigades qui venaient de décider l'affaire, aux chasseurs à cheval commandés par l'aîné Frécheville et par Fournier, aux hussards de Chamborand commandés par le cadet Frécheville, et à ceux de Berchiny commandés par Nordmann; il entonne *l'hymne des Marseillais*, se met à leur tête, et ils vont gaiement, et avec un courage qu'on ne peut pas décrire, attaquer les redoutes par la gorge. Il s'y fait un grand massacre des grenadiers hongrois.

Cependant toujours inquiet pour son centre, il retire de cette attaque, quand il la voit bien décidée, Frécheville l'aîné avec six escadrons de chasseurs, et repartant à leur tête au grand trot, il longe le village pour aller au secours du centre. Il n'a pas fait cinq cents pas, qu'il voit arriver au grand galop Montpensier (1), jeune frère du duc

(1) A Jemmapes de même qu'à Valmy, M. le duc de Chartres avait pour aide-de-camp M. le duc de Montpensier, son frère. Ce

de Chartres, qui vient lui annoncer que le centre est victorieux, et que son frère est maître du village après un sanglant combat. Thouvenot arrive au même instant de la gauche, ayant traversé le village, et longeant derrière les redoutes, et lui dit que tout est en fuite. Le combat avait commencé à midi, et il n'était que deux heures (1).

---

jeune prince et le comte de Beaujolais restèrent pendant la terreur enfermés à Marseille dans le fort Saint-Jean. Quand le directoire consentit à leur rendre la liberté, ils rejoignirent M. le duc de Chartres, alors duc d'Orléans, en Amérique. Les trois princes en parcoururent ensemble toutes les contrées septentrionales, et vinrent, après mille traverses, habiter l'Angleterre. Le duc de Montpensier y mourut, en 1807, des suites d'une maladie de poitrine. Un an plus tard, le comte de Beaujolais, atteint de la même maladie, et cherchant inutilement un climat plus favorable à sa santé, périt à Malte, où M. le duc d'Orléans l'avait accompagné pour lui donner les plus tendre soins.

(*Note des nouv. édit.*)

(1) Personne n'était plus en état d'offrir un récit fidèle des circonstances de la victoire de Jemmapes que le général dont cette journée accrut la gloire, et qui lui dut un succès de plus. La relation que l'on vient de lire mérite donc une juste confiance. Nous ne devons pas dissimuler toutefois que l'histoire militaire très-estimée, qui a paru sous le titre de *Victoires et Conquêtes des Français*, diffère du général Dumouriez en deux points principaux. 1°. Loin d'accuser le général Ferrand d'avoir manqué de présence d'esprit, cette histoire assure, au contraire, que ce général fit preuve d'une ardeur que l'âge n'avait point affaiblie, courut les plus grands dangers, eût un cheval tué sous lui, fut blessé, enfin poursuivit l'attaque avec un sang-froid et une bravoure inaltérables. 2°. Dumouriez dit positivement que le général Dampierre n'était point à la tête de son corps, et l'auteur des *Victoires et Conquêtes*, d'accord avec

Le général envoie message sur message à d'Harville, pour le faire hâter d'occuper le mont Pallizel, sans pouvoir parvenir à l'y déterminer. Ce général voyait encore des troupes sur Bertaimont. Il croyait le mont Pallizel et les hauteurs de Nimy bien retranchés : effectivement les Impériaux y avaient établi quelques redoutes. Il a beau rece-

---

plusieurs historiens, raconte que « déjà Beurnonville songeait à la retraite, lorsque le brave Dampierre prit tout-à-coup la résolution hardie de le sauver en attaquant la gauche de l'ennemi. A la tête du régiment de Flandre et des bataillons volontaires de Paris, qu'il précède de cent pas, il se jette sur les six bataillons ennemis, les culbute, enlève les deux premières redoutes ; il entre le premier, tourne leurs canons contre les Autrichiens, rend à Beurnonville la liberté d'agir, et fait 1,600 prisonniers. Frappés d'un dévouement aussi héroïque, les blessés, après la bataille, oubliaient un instant leurs souffrances pour se demander : *Dampierre a-t-il survécu ?* »

Nous ne chercherons point à expliquer ces deux erreurs attribuées par divers écrivains à des motifs indignes du caractère de Dumouriez, et qu'en conséquence nous nous abstiendrons d'exposer. Les auteurs des *Victoires et Conquêtes* ajoutent que, lors de l'entrée de nos troupes dans Mons, Dampierre partagea avec Dumouriez la couronne qui fut décernée aux vainqueurs. Le premier de ces deux généraux donna ensuite un noble exemple de justice en faisant connaître et récompenser le dévouement sublime d'un vétéran à la bataille de Jemmapes. Ce vétéran, nommé Jolibois, apprend que son fils a déserté ses drapeaux. Il part aussitôt pour le remplacer, arrive le matin de la journée de Jemmapes, combat avec le bataillon de son fils, et s'écrie à chaque coup qu'il tire sur l'ennemi : « O mon fils ! faut-il que le douloureux souvenir de ta fuite empoisonne un moment aussi glorieux ! » Jolibois fut nommé officier sur le champ de bataille.

(*Note des nouv. édit.*)

voir les avis réitérés que la bataille est gagnée, que l'ennemi est en fuite, il n'avance pas, et on a bien de la peine à faire cesser son feu contre la hauteur de Cuesmes qu'occupait Beurnonville.

Cependant l'armée était horriblement fatiguée. Elle bivouaquait et se battait depuis quatre jours. Il fallut absolument lui donner deux heures de repos, et lui distribuer du pain et de l'eau-de-vie. Elle n'avait encore rien mangé, et alors on n'enivrait pas les soldats pour les mener au combat. Pendant ce repos, le général s'impatientait de voir les Autrichiens se retirer sans être poursuivis, puisque par leur retraite il y avait entre eux et lui la ville de Mons, et que d'Harville était seul en position de tourner cette ville, s'il eût suivi son instruction. Le général s'y serait porté lui-même; mais il ne lui restait pas un seul cheval en état de soutenir cette fatigue, et il avait beaucoup d'ordres à donner, surtout pour ses vivres et ses blessés.

Il se tenait alors à son avant-garde, à la tête du village de Cuesmes. A quatre heures il ordonna que chacun reprît les rangs, et il annonça qu'il allait marcher en avant. Ces braves soldats oublient leur fatigue, et témoignent leur joie par leurs cris. Il fait occuper les faubourgs de Mons par les troupes légères, et il envoie sommer la ville. Il porte deux brigades sur Bertaimont que les ennemis venaient d'abandonner. Un événement bizarre le contredit encore. Ces deux brigades qui venaient de montrer un courage héroïque, qui

venaient d'attaquer une position effrayante ; de braver un triple étage de mousqueterie, de forcer des redoutes garnies d'une nombreuse infanterie, au milieu d'un feu épouvantable d'artillerie à cartouches, sont saisies d'une terreur panique. Elles s'imaginent que les Impériaux ont miné la montagne. D'après cette supposition impossible, cinq bataillons abandonnent cette position malgré toutes les représentations du général Stetenhofen qui les commande ; un seul bataillon reste avec lui, les autres se rejettent dans le village de Cuesmes dans le plus grand désordre.

Le général, instruit de cet événement très-inattendu, renvoie d'autres troupes occuper Bertaimont. Enfin le général d'Harville arrive ; il se poste sur le mont Pallizel : parvenu sur cette hauteur, il n'occupe celle de Nimy qu'avec de légers postes, au lieu d'y marcher avec tout son corps d'armée. Pendant tous ces retards l'ennemi avait assuré sa retraite, la nuit était venue.

Le général avait sur-le-champ détaché le corps des flanqueurs de gauche sur Gelin et la Chapelle Notre-Dame, de l'autre côté de Mons et de la rivière, pour inquiéter la gauche du grand chemin de Bruxelles, pendant que d'Harville, posté à Nimy, inquiéterait leur droite. Les flanqueurs, étant trop faibles, sont obligés de laisser passer l'armée impériale, parce que d'Harville ne les soutient pas. Le général est obligé, à son grand regret, de remettre au lendemain la prise de Mons

et la poursuite de l'ennemi. Il n'avait rien de prêt pour forcer Mons, dont le commandant mettait beaucoup d'adresse et de fierté dans ses réponses. Il est contraint de se contenter du succès de sa journée, et il passe la nuit à dresser des batteries pour foudroyer cette mauvaise place qui est évacuée dans la nuit même.

Tel est le détail de la bataille de Jemmapes. Elle a décidé du sort des Pays-Bas; mais son succès aurait été bien plus complet, 1° si Ferrand et Beurnonville avaient attaqué dès huit heures du matin, parce qu'on aurait gagné trois heures; 2° si d'Harville eût mieux étudié le mouvement de Beurnonville, ce qui l'aurait empêché de tirer sur lui, et s'il s'était porté rapidement sur les hauteurs de Pallizel et Nimy, car alors la retraite des Impériaux eût été entièrement coupée. Depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à six heures du soir, on eût eu le temps, avec ce corps frais qui n'avait point combattu, d'achever leur défaite et de les poursuivre.

Le succès de cette bataille est dû principalement: 1° au colonel Thouvenot qui a déterminé et conduit l'attaque de la gauche; 2° à la valeur brillante avec laquelle le général duc de Chartres, tout jeune encore, a rallié la cavalerie, l'infanterie et la cavalerie du centre gauche, attaqué et emporté les positions de l'ennemi par l'endroit le plus formidable; 3° à l'impétuosité de l'attaque des redoutes de la droite par le général en chef;

4° au valet de chambre du général, Baptiste Renard, qui, par une présence d'esprit et un courage étonnans, répara la faute du général Drouin, et rallia la brigade de ce dernier, et la cavalerie qu'un moment d'hésitation avait arrêtée.

Le général Ferrand avait si bien perdu la tête, qu'il a assuré depuis n'avoir pas vu le colonel Thouvenot, quoique ce fût lui qui le dirigeât. Les officiers d'état-major et les aides-de-camp du général ont montré la plus grande bravoure et la plus grande intelligence; plusieurs ont été blessés. Le général Moreton a montré le plus grand courage; et le lieutenant-colonel Bourdois, son aide-de-camp, a rendu de très-grands services. Le général Drouin a réparé sa faute de la manière la plus brillante, et est mort au Quesnoi de ses blessures (1).

Il n'y a pas eu un corps dans l'armée française qui ne se soit battu, et qui n'ait joint l'ennemi à l'arme blanche. La plus grande perte est tombée sur les bataillons du centre qui se sont arrêtés pour fusiller de pied ferme. Ceux qui ont marché tête baissée ont fort peu perdu. Cette bataille n'a coûté réellement qu'environ deux mille hommes, dont six à sept cents morts; mais on a perdu plusieurs canonniers et beaucoup de chevaux d'artillerie,

(1) Ce général est celui que l'on voit porté par des soldats sur le premier plan du tableau célèbre d'Horace Vernet, représentant la *victoire de Jemmapes*.

(*Note des nouv. édit.*)

parce que ce corps, pour faire plus d'effet, s'est avancé avec son intrépidité ordinaire jusqu'à portée de fusil des retranchemens. Les Impériaux ont perdu à peu près quatre mille hommes et treize pièces de canon, dont sept de gros calibre, abandonnées dans les redoutes. Mais de ce moment la désertion et la déroute se sont mises dans leur armée.

CHAPITRE VI.

Berneron à Ath. — Prise de Tournay et d'Ostende.

En partant le 4, pour aller attaquer les Impériaux, le général avait donné ordre à Berneron de se porter le même jour à Blatton, d'où il marcherait sans délai sur Ath, si, comme il le croyait alors, le duc de Teschen abandonnait la position de Mons sans s'exposer à un échec. Il voulait, par le mouvement de cette division, couper la communication du corps impérial chargé de défendre Tournay, et l'empêcher de rejoindre le duc de Teschen. Berneron fut retardé, parce que tout lui manquait; il n'avait ni effets de campement, ni vivres, ni chevaux pour le transport de son artillerie, ni argent. Il avait encore sur son flanc gauche le petit camp de Bury, et comme il avait dans sa division beaucoup de corps de nouvelle levée, il craignait de se compromettre.

Ainsi il ne put arriver à Ath que le 8, après que le général Latour était déjà passé et replié sur Bruxelles. Il prit dans Ath beaucoup de munitions de guerre et de bouche, et beaucoup de bagages, ainsi qu'à Lessines, Grammont et Ninove, où il envoya des détachemens; mais ce mouvement fut trop lent pour faire tout l'effet que le

général en attendait. Au moins il ne pouvait pas accuser de mauvaise volonté le général Berneron, qui montrait au contraire beaucoup de zèle et de courage.

Il n'en était pas de même du général La Bourdonnaye : il lui avait dépêché un aide-de-camp le 3, pour lui annoncer qu'il marchait pour déposter le duc de Teschen ; il le conjurait de se hâter de s'emparer des hauteurs d'Hertain, Lamain et Marquain, et de mener son gros canon et ses mortiers devant Tournay, l'assurant qu'il n'y trouverait pas de résistance, parce que le général Latour n'avait d'autre parti à prendre que de se rejoindre au duc de Teschen, soit que ce duc abandonnât la position de Mons, soit qu'il se mît dans le cas d'y être forcé. La Bourdonnaye, malgré toutes les instances du général Duval, du colonel Devaux, de son état-major et de ses généraux, malgré les murmures de son armée, ne se mit en marche que le 6 pour arriver à Hertain. Il fut très-surpris et très-fâché de n'y trouver ni ennemis ni retranchemens, comme il l'avait annoncé ; il avait avec lui sa grosse artillerie ; on le conjura vainement de s'avancer sur Tournay.

Il resta tout le 7 dans sa position, quoique dans la nuit du 6 au 7 il eût appris la victoire de Jemmapes, quoique dans la journée du 7 plusieurs habitans fussent venus à son camp lui dire que dans la nuit précédente on avait commencé à évacuer la place, et que le général Latour était en pleine

retraite. Le 8 au matin, le colonel Devaux, furieux contre ce général, prit avec lui quatre hussards, entra dans Tournay, lui envoya dire qu'il était attendu par les bourgeois, et continua sa route pour venir en droiture à Mons, rendre compte à son général de cette lâcheté, ou trahison, car on ne savait comment caractériser cette conduite.

La Bourdonnaye entra donc le 8 au matin dans Tournay; il envoya à la Convention un bulletin pompeux de cette conquête, dont il reçut des éloges et des remercîmens. Dès qu'il y fut établi, il fit publier une proclamation entièrement contraire à celle du général en chef; il s'empara des caisses publiques, et il établit des contributions. Ce système spoliateur, soutenu par des commissaires qu'il avait amenés avec lui de Lille, révolta les habitans de cette ville, de Courtrai, Menin et Bruges. Ils envoyèrent des députés au général en chef, aux ministres et à la Convention.

La conduite de La Bourdonnaye avait beaucoup de partisans; elle était semblable à celle de Custine à Francfort; mais la position de la France était bien différente vis-à-vis des Allemands; on pouvait exercer avec eux le droit de guerre et de conquête. On n'avait pas le même droit contre les Belges qu'on n'avait pas conquis, qui se jetaient dans les bras de la France, et auxquels, du consentement de la Convention, le général Dumouriez avait assuré qu'on venait pour les délivrer du joug des Allemands, et qu'on n'exercerait contre

eux aucun droit de souveraineté ni de conquête.

Le général fut très-irrité de cette entreprise de La Bourdonnaye. Il envoya afficher sa proclamation dans toutes les villes, cassa toutes les ordonnances de ce général, fit remettre toutes les caisses dans les mains des administrateurs du pays, leur défendit d'obéir à tout ordre de ce général qui serait attentatoire à leur liberté, lui écrivit à lui-même de ne se mêler que des opérations militaires, jusqu'à ce qu'il fût remplacé, lui annonçant qu'il portait plainte contre lui et demandait son renvoi.

Il écrivit au pouvoir exécutif; il lui expliqua tous ses griefs contre La Bourdonnaye. Il manda qu'il était impossible que la campagne s'achevât heureusement avec un pareil second, et qu'il fallait opter; que si on approuvait la conduite de La Bourdonnaye, il lui céderait volontiers le commandement de l'armée; que si on la blâmait, il fallait le renvoyer dans son département du Nord, et qu'on donnât le commandement de son armée à un général, qui ne contrariât pas les plans militaires et politiques du général en chef. Le ministre, après avoir tergiversé quelque temps, renvoya La Bourdonnaye à Lille, et laissa le général Dumouriez maître du choix de son successeur.

Dumouriez le remplaça par le lieutenant-général Miranda, au refus du lieutenant-général Duval, qui eut la modestie de ne vouloir pas se charger du commandement en chef d'une armée. Modestie bien rare! Duval servit avec le même zèle

jusqu'à la fin de la campagne sous Miranda. Il était d'une mauvaise santé: C'était un des meilleurs officiers-généraux de l'armée.

On a placé de suite l'aventure du général La Bourdonnaye pour n'en plus parler. Il était alors un des plus ardens ennemis cachés de Dumouriez : ainsi il n'aurait rien gagné, ni pour le service de l'État ni pour lui-même, à le ménager davantage.

Ce mauvais général fut fort humilié des conséquences de la bataille de Jemmapes. Il avait annoncé que le plan de Dumouriez ne valait rien, et qu'il aurait dû attaquer de préférence les places maritimes, en le chargeant de cette opération avec son armée du Nord. Le général avait annoncé de son côté que la garnison de Dunkerque suffisait pour prendre les places maritimes; et il avait en conséquence envoyé ses ordres au commandant de Dunkerque. Effectivement, dès que la nouvelle de la bataille de Jemmapes lui arriva, ce commandant se mit en campagne avec dix-huit cents hommes d'infanterie et deux cents de cavalerie. Nieuport et Ostende lui ouvrirent leurs portes. Bruges le reçut avec joie, et toute la Flandre fut soumise sans tirer un coup de fusil.

CHAPITRE VII.

Prise de Mons. — Combat d'Anderlecht. — Entrée dans Bruxelles.

Le général entra le 7 au matin dans Mons, où il fut reçu avec la plus grande joie par les habitans (1). Sa position était beaucoup plus embarrassante qu'avant sa victoire. Ses commissaires des guerres, ses administrateurs des vivres étaient restés à Valenciennes. Il était sans vivres, sans argent, sans moyens pour marcher en avant. D'Espagnac, homme de beaucoup d'esprit et fertile en ressources, vint l'y trouver. Il avait l'entreprise des convois de l'armée. Il lui prêta cinquante mille écus, et il fit, par ordre du général, avec le commissaire-ordonnateur Malus, différens marchés pour des souliers et des capotes, dont le soldat avait grand besoin dans une saison aussi rigoureuse. Des capitalistes belges firent des marchés pour assurer les vivres et les fourrages de l'armée pour deux mois. Le général fit une ordonnance pour exiger du clergé un emprunt forcé d'une

(1) Les habitans de Mons décernèrent une couronne aux généraux Dumouriez et Dampierre. (Voyez la note précédente relative à la bataille de Jemmapes.) La Convention fut blessée de ce triomphe. (*Note des nouv. édit.*)

année de revenu, avec promesse de faire garantir cet emprunt par la nation belgique, avec laquelle la nation française s'acquitterait par un solde de compte à la fin de la guerre.

Cet emprunt sur le clergé était pour lui une assurance de la conservation de ses biens, et servait à mettre en circulation le numéraire enfoui dans les couvens. Quant aux marchés pour les vivres et les fourrages, outre qu'ils assuraient la subsistance de l'armée, et que les premières livraisons devaient mettre le général dans le cas de ne plus être arrêté dans sa marche, devant commencer sous huitaine, et continuer sans interruption, il en résultait un autre avantage, c'est que les entrepreneurs, devant être payés en assignats, avaient autant d'intérêt que la France elle-même à les faire entrer en circulation.

Ces détails d'administration l'occupèrent jusqu'au 11, et l'empêchèrent de poursuivre vivement son avantage, ce qu'il eût fait s'il n'eût pas manqué de tout. D'Espagnac, avec qui le général fit passer aussi un autre marché pour l'armement et l'équipement des Belges qui s'offraient, et dont il voulait former une armée nationale, partit pour Paris, chargé de faire ratifier tous ces marchés, ne doutant pas plus que le général et le commissaire-ordonnateur Malus, qu'ils seraient approuvés, et que la Convention et le ministre de la guerre trouveraient très-avantageux de n'avoir plus rien à envoyer à cette armée, qui se trouverait entière-

ment nourrie, habillée, équipée, de gré à gré, aux dépens de la Belgique; d'y voir les assignats établis au même cours qu'à Paris, et de n'avoir à solder qu'à la fin de la guerre, d'après une comptabilité qui, d'après la compensation des déboursés de la France pour assurer la liberté de la Belgique, se réduirait tout au plus à une très-petite dette. On verra combien le général se trompait dans son opinion.

Il envoya à Paris un de ses aides-de-camp avec le détail de la bataille de Jemmapes, et il le fit accompagner par le brave Baptiste qui reçut du président de la Convention une épée, un uniforme complet, le brevet d'aide-de-camp et de capitaine, le baiser fraternel et les honneurs de la séance. Cette récompense honorait la nation elle-même, et c'est là la véritable égalité, qui veut que tout citoyen dans un État soit également admissible aux dignités et aux grades quand il les a mérités. Toute autre égalité ne peut exister que parmi les hordes sauvages, qui ne connaissent ni la propriété, ni les arts, ni les distinctions de la société.

Il vit arriver avec plaisir à Mons le général Miranda qui revenait de Paris, et les maréchaux-de-camp Stengel et Eustace, qui étaient restés malades à Valenciennes. Il rendit au premier le commandement en second de l'avant-garde. Il donna au second, qui était Américain, le commandement du corps des flanqueurs de gauche.

Mais celui dont l'arrivée lui fit le plus de plaisir,

fut le brave et respectable Lanoue. Les commissaires de la Convention, résidant à Valenciennes, l'avaient fait mettre au cachot à Douay avec les malfaiteurs; il y languissait depuis trois semaines, sans pouvoir obtenir des juges, lorsque le général, arrivant de Paris à la fin d'octobre, crut pouvoir exercer en sa faveur la sage loi anglaise d'*habeas corpus*, en se portant pour sa caution. Il l'emmena à Valenciennes, et le prit chez lui comme aide-de-camp, ayant eu soin de rendre compte au ministre de ce qu'il avait fait et de ses motifs.

Il était sûr de l'innocence du prisonnier, et il trouvait utile d'employer ses talens, surtout ayant peu d'officiers-généraux. On avait dépeint à Paris ce fait comme un acte de despotisme du général; les plus furieux voulaient le faire décréter. Le brave Lanoue, qui vit que la générosité de son chef allait lui faire une mauvaise affaire, se sacrifia lui-même, alla se remettre au cachot, et écrivit à la Convention pour demander des juges. Cet acte de résignation fit rougir ses accusateurs; on lui donna des juges; il fut acquitté, et vint offrir son zèle, ses talens et sa vie à son ami.

Le général fit part à Valence de son succès, et lui manda d'être le 13 ou le 14 à Nivelle, parce qu'obligé, malgré lui, de laisser au duc de Teschen le temps de se préparer, il espérait qu'il l'attendrait derrière le canal de Vilvorden; que dans ce cas il serait chargé de tourner la forêt de Soignies, pour aller l'inquiéter au passage de la Dyle.

Il ordonna à Berneron de se rapprocher de sa gauche, et de venir camper à Herines le 11. Il marcha ce jour-là de Mons à Enghien avec son armée, et le général d'Harville marcha de Mons à Braine-le-Comte.

Il fut si mal servi par ses convois, qu'il ne put exécuter cette marche qu'en deux jours. Ainsi son armée ne fut que le 12 à Enghien. Son avant-garde était alors à Hall, et Beurnonville venait de la quitter pour aller prendre le commandement en chef de l'armée de la Moselle, à la place de Kellermann. Stengel commanda alors en chef. Dampierre, qui était incompatible avec lui, alla prendre le commandement de la division de Berneron qui, deux jours après, rentra dans la ligne.

Le général ordonna à La Bourdonnaye de se porter de Tournay à Gand, de porter son avant-garde à Dandermonde, et de se trouver le 13 à cette hauteur, sans y manquer. Il lui expliqua bien qu'il n'avait aucun ennemi devant lui, qu'ainsi rien ne devait ni gêner ni retarder sa marche; qu'il y avait peut-être deux ou trois mille Impériaux à Gand, qui se replieraient à son approche. La Bourdonnaye trouva moyen de s'arriérer encore de deux ou trois jours; mais alors sa mauvaise volonté n'était d'aucun danger, parce que les opérations des armées étaient devenues indépendantes.

Le 12, au soir, le général se rendit à Hall, où était son avant-garde, avec le colonel Thouvenot. Le 13, au matin, il donna un détachement de deux

cents chasseurs à pied et cinquante à cheval au colonel Devaux, son aide-de-camp, pour avoir des nouvelles précises de l'ennemi. Deux heures après, Devaux lui manda qu'il était engagé avec l'arrière-garde des Impériaux qu'il avait trouvée à Saint-Peterslewe, qu'il les amusait, et que, si on voulait lui envoyer du renfort, il les pousserait; que les paysans lui avaient dit que l'armée impériale était au-delà de Bruxelles, et qu'une arrière-garde de deux ou trois mille hommes était sur les hauteurs d'Anderlecht.

Le général prit trois mille hommes de son avant-garde avec deux compagnies d'artillerie à cheval, et s'avança à Saint-Peterslewe, ayant envoyé ordre au général Miranda d'amener l'armée à Hall; il donna le même ordre au général d'Harville, ne voulant pas le porter de l'autre côté de la Senne, pour ne pas l'engager dans la forêt de Soignies. Il lui manda de lui envoyer son avant-garde, qui se joindrait au corps de ses flanqueurs de droite et au reste de son avant-garde pour la soutenir.

Arrivé à Saint-Peterslewe, il poussa facilement devant lui les troupes légères impériales; mais quand il fut devant Anderlecht, il se vit débordé à sa gauche par un corps plus fort que le sien, ayant cinq à six mille hommes devant lui. Ce n'était pas le cas de se faire battre à la tête d'une légère avant-garde; il ne voulait pas non plus reculer. Il s'étendit sur un très-grand front, et il établit une grande canonnade à la tête du grand chemin. L'ennemi le

croyant plus fort, ne voulut pas s'engager. Enfin, sur les trois heures après-midi, le reste de son avant-garde arriva; alors il attaqua vigoureusement le village qui fut emporté. Les dragons de Latour et un corps de hulans furent maltraités par sa cavalerie. Un major impérial, nommé Mahoni, se distingua à cette retraite qui coûta cinq à six cents hommes aux ennemis.

Miranda et d'Harville marchaient tous les deux sur Hall; en y arrivant, ils apprirent que le général était engagé contre des forces supérieures, et demandait du secours. Les troupes entendaient un grand feu du côté de Bruxelles, on rapportait des blessés. L'armée s'inquiète, veut aller au secours de son général, de son *père*, jette sa soupe, et se remet en marche en courant vers Anderlecht. C'est un des traits de ses soldats, auquel Dumouriez a été le plus sensible. Il se dépêche de leur envoyer dire que l'ennemi est battu et en retraite. L'armée retourne prendre son camp à Hall, murmurant contre son général qui s'expose à l'avant-garde. Le lendemain, avant le jour, elle était en marche, et le général a le plaisir d'être bien grondé par ses soldats. Comment n'aimerait-on pas de pareils hommes! Comment ne regretterait-on pas de voir un caractère aussi noble altéré par des crimes! Oh! Français, combien vous êtes changés depuis 1792! Mais cette époque terrible de votre histoire s'effacera, vos vertus reviendront,

et vous punirez vous-mêmes les monstres qui vous égarent et qui vous déshonorent.

Aussitôt après s'être rendu maître d'Anderlecht, le général envoya le colonel Westermann avec un trompette dans Bruxelles, pour sommer le commandant. Le maréchal Bender reçut la sommation. Il y en avait une seconde pour les magistrats. Ils prièrent le colonel Westermann d'engager le général à ne pas laisser entrer ses troupes dans la ville à l'approche de la nuit, de peur qu'elles ne se débandassent, et que les Impériaux, qui étaient encore en bataille près du parc et de la porte de Bellevue, ne vinssent les attaquer, ce qui produirait un combat dans la ville. Le général avait un motif de plus pour ne pas laisser entrer ses troupes le soir dans Bruxelles : il craignait la licence et le pillage. Il fit dire aux magistrats de bien fermer leurs portes, et de ne laisser entrer aucun soldat français, et il établit de fortes patrouilles de cavalerie pour bien garder les avenues.

Le 14 au matin, après avoir tracé le camp de son armée à Anderlecht, il entra dans Bruxelles aux acclamations du peuple. Les rues étaient bordées des deux côtés d'une double haie de déserteurs autrichiens. Ils étaient plus de quatre mille. Ses soldats se conduisirent parfaitement bien, il n'y eut pas la moindre violence ni le moindre excès. Il y établit sur-le-champ une garnison de six bataillons et un régiment de dragons, et il pro-

fita de l'occasion pour se débarrasser de Moreton, chef de son état-major, incapable d'une place aussi importante. Il le nomma commandant de Bruxelles et du Brabant, où il se conduisit très-mal. Il récompensa les grands talens et les services distingués de Thouvenot, en le nommant maréchal-de-camp et chef de l'état-major. C'est ainsi qu'en deux mois le général Thouvenot s'est élevé de lui-même à la seconde place de l'armée, par son propre mérite ; et c'est ainsi qu'il faut avancer rapidement les hommes supérieurs, pour les rendre encore plus utiles.

CHAPITRE VIII.

Siége d'Anvers. — Combat de Tirlemont.

Plus le général avançait, plus ses embarras redoublaient. En entrant dans Bruxelles, Malus lui annonça qu'il ne restait que quatorze mille francs dans la caisse de l'armée; il fallait payer la solde de cinquante mille hommes, à qui le prêt était dû. Il fut obligé d'emprunter quatre-vingt mille florins à la caisse publique de cette capitale, avec promesse d'un prompt remboursement, et trois cent mille francs sans intérêt chez un banquier, en faisant donner une lettre-de-change sur le Trésor national. Ce fut d'Espagnac qui fit trouver cette ressource; il arrivait de Paris, et apportait une fort mauvaise nouvelle. Le ministre Pache n'avait voulu agréer aucun marché (1).

Cambon, qui était le maître absolu des finances, disait qu'il était inutile de prendre des entrepreneurs belges pour faire passer les assignats, qu'on

(1) Dumouriez témoigna dans plusieurs lettres imprimées (voyez la note de la page 147) son vif mécontentement des obstacles que le ministre Pache opposait sans cesse à ses mesures administratives. Il lui demanda formellement de faire cesser ces obstacles en l'autorisant seul à passer des marchés. Cette autorisation était, disait-il, d'une nécessité absolue, si l'on voulait que l'armée pour-

forcerait bien cette nation à les prendre, non pas au prix de Paris, mais au pair de l'argent; que si les subsistances et les effets d'habillement revenaient à un plus haut prix en les faisant arriver de France qu'en les tirant du pays, d'un autre côté cela faisait subsister nombre d'artisans français, surtout à Paris, qui sans cela se livreraient au désordre, faute de pain; que la régie des vivres et des fourrages était un repaire d'aristocrates, qui augmentaient par leurs accaparemens le prix des denrées de première nécessité : que tous les autres entrepreneurs étaient des fripons qui faisaient payer cher, et livraient de mauvaises marchandises; que pour obvier à tous ces inconvéniens, la Convention avait autorisé les ministres de l'intérieur, de la marine et de la guerre, à rompre toutes les compagnies des anciens fournisseurs, et à remettre les intérêts de la nation entre les mains de cinq ou six personnes chargées de tous les achats de toute espèce, qui devraient compte de clerc à maître; que cette compagnie, connue sous le nom de *comité des achats*, serait chargée de tous les marchés, sans pouvoir être eux-mêmes entrepreneurs; que par-là on assurerait des prix uniformes pour

---

suivît ses succès. Pache, persistant dans le système d'inertie qu'il avait adopté, allégua l'insuffisance de ses pouvoirs, et transmit la demande de Dumouriez à la Convention qui, pour toute réponse, ordonna l'arrestation des commissaires Malus, Petit-Jean et d'Espagnac.

(*Note des nouv. édit.*)

chaque genre de fourniture, et qu'on ne dépendrait pas de l'activité des accapareurs.

D'Espagnac avait trop d'esprit et de lumières pour ne pas réfuter facilement ces sophismes spécieux. La formation d'un comité des achats mettait toutes les denrées de première nécessité dans les mains des six personnes qui devaient le composer. Elles établissaient le régime du monopole des grains, qui sous l'ancien gouvernement avait été une des premières causes de la révolution. Le comité des achats ne pouvait établir l'uniformité des prix pour chaque genre de fourniture, dans un pays aussi étendu et aussi varié dans ses productions que la France, qu'en adoptant le prix le plus haut; quant aux pays étrangers où se trouvaient les armées, le comité des achats, étant obligé de tirer les denrées du pays même, ne les aurait que de la seconde main, et serait forcé d'avoir recours aux entrepreneurs du pays; que ceux-ci, ou se contenteraient des prix déjà convenus, ou les hausseraient; que, dans le premier cas, il en coûterait en sus les deux pour cent qu'on accordait aux membres de ce comité; dans le second on paierait de plus le renchérissement, l'inexpérience ou la coalition du comité avec les fournisseurs étrangers.

Que, quant à la circulation des assignats, elle ne pouvait s'établir que par la confiance et au taux du commerce; que cette circulation ne pouvait pas s'établir équitablement au pair, pendant qu'ils per-

daient plus de cinquante pour cent à Paris ; que si on l'essayait par la violence, ce serait un brigandage qui déshonorerait la nation, révolterait les Belges, et pourrait avoir les conséquences les plus fâcheuses.

Ce comité des achats fut réellement établi. Il était composé d'un banquier suisse, nommé Bidermann, l'associé de Clavières, d'un Flamand d'Ostende, et de trois juifs de Strasbourg, nommés Cerf-Beer, fils d'un homme fameux par ses friponneries dans les fourrages de la guerre de sept ans. C'étaient là les cinq *prud'hommes* auxquels on remettait le sort et les intérêts de la France.

C'était le ministre Clavières qui avait monté cette machine avec la faction de la Gironde, dont la plupart, gros capitalistes, étaient les croupiers de ces entrepreneurs déguisés sous le nom de régisseurs. Le pauvre Roland, et peut-être Cambon lui-même, avaient été séduits par les sophismes qu'on vient de détailler, et les ministres Pache et Monge avaient été entraînés par leurs commis, qui y trouvaient leur compte. Le général ne se serait pas mêlé de cette affaire, et aurait laissé voler la nation sans se plaindre, puisqu'il ne pouvait pas l'empêcher, si la désorganisation de l'administration de son armée, qui s'ensuivit de près, n'avait entièrement ruiné tout son plan de campagne.

La circulation des assignats lui causait les plus grands embarras. L'armée était payée en numéraire ; mais les agioteurs qui voulaient introduire

le cours des assignats au pair, pour y gagner la valeur de la baisse, en donnaient aux soldats; ceux-ci les portaient aux marchands en détail. Pour un objet de trois ou quatre sous le soldat exigeait le change d'un assignat de cent sous. De-là naissaient des querelles violentes. Le marchand était lésé, le soldat s'accoutumait à voler.

L'armée voulait engager le général à donner une ordonnance pour que les assignats fussent reçus par le marchand, qui souvent aimait mieux donner sa marchandise pour rien, que de donner encore de l'argent pour un papier qui devait perdre nécessairement plus de cinquante pour cent. Cette ordonnance eût été injuste, puisque l'armée était payée en numéraire, et n'avait aucun prétexte de refuser elle-même le paiement en numéraire.

Les magistrats des villes le sollicitaient de donner une ordonnance pour que les marchands ne fussent pas forcés à recevoir les assignats. Cette demande était strictement juste, mais c'eût été achever de les décrier et faire tort à sa patrie. Il conseilla aux villes de créer des billets de confiance, en proportion de la consommation, comme on avait fait en France; elles s'y refusèrent, il ne put pas les blâmer, et cet état de guerre subsista entre les marchands détailleurs et les soldats: à la vérité, quand les soldats venaient se plaindre, les chefs les condamnaient à laisser la marchandise ou à payer en numéraire.

Il se forma à Bruxelles un corps administratif,

qui d'abord, étant pris dans tous états, fut fort bien composé; mais comme il se forma en même temps un club auquel le général fut obligé d'assister une fois, dès qu'il eut quitté Bruxelles, il se fit de grands changemens dans ce corps administratif, et Moreton, jacobin enragé, devint l'ennemi de l'administration, qui cependant s'est soutenue avec courage jusqu'au dernier moment, et a résisté avec beaucoup de force et d'énergie à une légion de sans-culottes qui la vexaient, et aux injustices tyranniques des commissaires de la Convention et du pouvoir exécutif. La prudence et le courage de ce corps, soutenu au travers de tous les dangers, en 1793, par plusieurs coups d'autorité du général Dumouriez contre tous ces tyrans, a sauvé cette capitale et le Brabant d'une entière subversion.

On trouva dans Mons, dans Bruxelles et dans toutes les villes de la Belgique, beaucoup d'effets appartenant aux émigrés, qui furent confisqués au profit de la France. Mais comme il y avait trop peu de commissaires des guerres dans l'armée, pour en appliquer à cette partie, il se commit beaucoup de pillages et de désordres dans la saisie et la vente de ces effets, parce que les commissaires de la Convention, Lacroix et Danton, qui arrivèrent à Bruxelles, en chargèrent une bande de jacobins affamés, accourus de Paris, qui commirent de grands désordres. On en tira peu de profit pour la nation, et ce fut encore une ressource perdue pour l'entretien de l'armée. Les voitures, les chevaux et les armes furent dis-

tribués aux officiers-généraux et de l'état-major.

Le général se trouva arrêté à Bruxelles par tous ces embarras jusqu'au 19. Il avait envoyé ordre à La Bourdonnaye d'aller faire le siége d'Anvers, et à Valence, qui était venu jusqu'à Nivelle, de retourner sur Namur, de bloquer la citadelle, et d'y attendre sa grosse artillerie, partie de Givet le 19 pour venir le joindre. Il invita les différentes provinces de la Belgique à créer des comités militaires, qui enverraient des députés à un comité central à Bruxelles, pour convenir d'une manière uniforme de lever des troupes nationales. Il y avait trop peu d'accord entre les provinces pour parvenir à cette unanimité; chacune forma des comités militaires indépendans, et se chargea elle-même de la levée des corps nationaux, ce qui alla fort mal. Toutes montraient de la confiance dans le général Dumouriez; mais il avait trop d'occupations pour s'occuper des affaires politiques de la Belgique, il réservait ce soin pour l'hiver. Les contrariétés qui lui vinrent de la France même, l'empêchèrent par la suite d'exécuter les plans qu'il avait conçus pour l'avantage de la Belgique et de sa patrie.

L'annonce du comité des achats détruisait tous les marchés que le général avait faits pour assurer la subsistance de son armée. Cependant, à moins de rétrograder jusqu'aux frontières pour trouver des vivres, il fallait nécessairement maintenir l'exécution de ces marchés, au moins jusqu'à ce que le comité fût en état d'établir ses commis, et de com-

mencer ses fournitures. Les marchés avec les Belges avaient un terme de deux mois, qui donnaient le temps d'établir le nouveau régime de subsistances. Ainsi le général, contraint par la nécessité d'achever de poursuivre les Impériaux, ne vit point d'inconvénient à prendre ce parti indispensable; mais pour mettre à couvert les commissaires-ordonnateurs Malus et Petit-Jean (ce dernier était à l'armée de La Bourdonnaye), et tous les chefs d'administration, il prit sur lui d'en donner l'ordre par écrit.

Il partit le 19 de Bruxelles, et campa au Cortenbergue. Stengel avec l'avant-garde avait pris Malines, où il trouva plus de dix-huit cents milliers de poudre, beaucoup d'armes et une fonderie superbe. Il écrivit au ministre de la marine de lui envoyer le lieutenant-colonel Thouvenot, frère cadet du chef de l'état-major, qui était à la tête de la fonderie d'Indret, près de Nantes, pour le mettre à la tête de l'établissement de Malines. Il lui manquait beaucoup de pièces de quatre pour ses bataillons de volontaires, il lui en fallait pour l'infanterie belge qu'il allait former.

Il y avait beaucoup de matières à Malines et dans le pays; il voulait aussi y établir des ateliers pour les menues armes: une partie de sa cavalerie était sans pistolets, il manquait beaucoup de carabines. Tous les dragons avaient été obligés de donner leurs fusils à l'infanterie qui n'en avait pas assez. Enfin cette armée victorieuse était à moitié désarmée. Le lieutenant-colonel Thouvenot avait toute l'habileté

nécessaire pour tirer un grand parti de l'établissement de Malines. Il arriva bientôt après, et le général, pour lui donner plus de considération auprès des Belges, qui avaient un colonel d'artillerie nommé Melius, le fit colonel et adjudant-général.

Le 20, l'armée traversa Louvain, et campa sur le Pellenberg. Le corps d'Harville qui marchait sur sa droite, passa la Dyle à Corbeck, et prit une position le long du bois de Merendael, le quartier-général à Louvain, les avant-gardes à Bautersem et le long de la Welpe. L'ennemi occupait la hauteur de Cumptich, en avant de Tirlemont, avec une forte avant-garde. Son armée était entre les deux Gettes, derrière Tirlemont.

Le 21, le général resserra son armée sur son avant-garde et la porta à Bautersem. D'Harville fit aussi un mouvement sur sa droite, qui le dirigeait pour l'attaque du lendemain, par Meldert sur Hougaerde, pour tourner la gauche de l'ennemi, en cas qu'il tînt sa position, ce qu'on ne soupçonnait pas, parce qu'elle n'est bonne qu'en faisant face à Tirlemont, la Gette devant elle; au lieu que, faisant face du côté de Louvain, les Impériaux avaient la Gette à leur dos. Une division de l'armée marchait par Gladbeck sur Oplinter.

Le 22 matin, le général, étonné de voir les Impériaux dans la même position, les attaqua avec son avant-garde. Le combat fut long et bien disputé. La colonne d'Harville avait beaucoup d'obstacles dans sa marche; celle de gauche n'arriva à

Op-et-Neerlinter qu'après le combat, qui dura jusqu'à trois heures après-midi. Les Impériaux y perdirent trois ou quatre cents hommes et beaucoup de déserteurs. Le général fit camper son armée sur les hauteurs de Cumptich, il plaça son avant-garde à Orsmaël, et son quartier-général à Tirlemont. Il ordonna au général d'Harville d'aller camper à Judoigne, et de-là de se porter en deux marches sur Namur pour couvrir le siége de la citadelle, que le général Valence allait ouvrir, ce qui pouvait attirer de ce côté le prince de Hohenlohe avec les troupes de Luxembourg.

L'armée du duc de Teschen était alors réduite à quinze ou seize mille hommes au plus, et quoiqu'il mît beaucoup de lenteur et de fierté dans sa retraite, Dumouriez jugea que sa seule armée lui suffisait pour lui faire évacuer entièrement la Belgique, quoique les garnisons de Mons, de Bruxelles, de Louvain, les malades, les blessés, et plus que tout, le désordre, eussent réduit cette armée à environ vingt-cinq mille hommes.

Aucun des bataillons de volontaires n'était complet. Les officiers donnaient le mauvais exemple de rester dans les villes en arrière, ou de retourner en France. A la vérité les troupes étaient toutes nues, manquaient de vivres, et la saison était très-rude, quoique très-belle. Quand on se plaignait au ministre de la misère de l'armée, il disait qu'il avait tout envoyé, et montrait des états. A la vérité, il avait donné des or-

dres ; il y avait à Valenciennes vivres, capotes, souliers, argent ; mais rien n'arrivait à l'armée. Le projet était formé de la désorganiser entièrement, et de rompre tous les plans d'un général, dont on trouvait la marche trop rapide, et les succès trop brillans.

CHAPITRE IX.

Combat de Varoux. — Entrée dans Liége. — Prise du château de Namur.

Le 23, tous les soupçons du général sur les projets désorganisateurs de ses ennemis, furent confirmés par le décret de la Convention, qui lui enjoignait de faire arrêter sur-le-champ, et conduire à la barre de la Convention, Malus, Petit-Jean et d'Espagnac. Cet ordre fut exécuté aussitôt. Il laissait l'armée sans chefs d'administration. Les régisseurs des vivres et des fourrages reçurent en même temps ordre de ne plus faire aucun achat pour l'armée, et on saisit toutes leurs caisses, ce qui les mettait dans le cas de ne pouvoir pas payer leurs employés.

Un nouveau commissaire-ordonnateur se présenta. Il se nommait Ronsin. C'était un poëte jacobin, connu par deux ou trois drames incendiaires, dont un intitulé *la Ligue des tyrans*. Il n'avait jamais été dans aucune administration ni dans aucun bureau. On lui avait donné cette place importante pour le récompenser d'un pamphlet intitulé *Relation de la bataille de Jemmapes*. Cet homme, qui n'avait aucun emploi dans l'armée, avait vu cette bataille, ou comme curieux, ou comme espion des jacobins. Il disait dans cet écrit

que les blessés français n'avaient eu aucun secours, parce que le commissaire-ordonnateur Malus était resté à Valenciennes avec l'hôpital ambulant; c'était une calomnie grossière, car avant la bataille le général avait placé lui-même une partie de l'hôpital dans le village de Wasmes; l'autre partie était dans Boussu, où Malus était présent, et si Ronsin avait vu transporter des blessés à Valenciennes, c'étaient des hommes qui avaient eu un premier pansement, et qu'on faisait verser sur cette ville pour éviter l'engorgement. C'est ainsi qu'un délateur, sans aucun talent, devenait chef de l'administration de trois armées, pour récompense d'une infâme calomnie (1).

Le général fut indigné et consterné. Ce décret lui montrait la puissance de ses ennemis; il y voyait la ruine totale de ses succès et de ses plans. Il jugeait avec raison que cette trame était dirigée contre lui, puisque ces administrateurs n'avaient

(1) Ronsin, l'un des plus violens démagogues de la révolution, était né à Soissons en 1751; après avoir été poëte dramatique très-obscur, il entra, en 1792, dans les affaires publiques. Il exerça près de l'armée de Dumouriez les fonctions de commissaire-ordonnateur, fut ensuite nommé adjoint du ministre de la guerre, et enfin général de l'armée révolutionnaire. Les massacres des prisons de Meaux s'exécutèrent sous ses yeux, le 4 septembre; il assista également aux scènes sanglantes de Lyon, d'où il écrivit, au mois de décembre 1793, « qu'on allait employer des moyens prompts pour se débarrasser en masse des contre-révolutionnaires, et que le Rhône, teint de leur sang, irait annoncer aux fédéralistes du midi leur destruction. » Employé ensuite dans la Vendée,

rien fait que par ses ordres. Il écrivit à Pache tout ce qu'il pensait sur sa conduite; il lui manda qu'à l'avenir il adresserait par duplicata à la Convention toute la correspondance qu'il tiendrait avec lui, et il le somma de remettre à la Convention toutes ses dépêches précédentes.

En même temps il écrivit à la Convention; il ne cacha point qu'il regardait comme personnel à lui, le décret rendu contre ses administrateurs qui n'avaient fait qu'exécuter ses ordres; il ajouta qu'il allait achever de pousser l'ennemi jusqu'à l'autre côté de la Meuse, si on ne l'en empêchait pas en le faisant manquer de tout; il demanda à être ensuite déchargé du commandement, et à paraître à la barre, pour être le défenseur de ses deux commissaires-ordonnateurs, ou pour partager leur sort si on les trouvait coupables; que dans ce dernier cas il l'était plus qu'eux, et qu'on ne devait pas le ména-

---

Ronsin y déploya les rigueurs les plus inouïes; mais aussi inhabile que barbare, il fut cause de plusieurs déroutes, notamment de celle de Coron, où il commandait l'avant-garde de Santerre. « On prétend, dit un biographe, que Cromwell était le modèle qu'il s'était proposé. » Ronsin était attaché à la faction de la commune qui voulut dominer la Convention elle-même. Le comité de salut public le fit arrêter vers la fin de 1793, et enfermer au Luxembourg où il demeura quarante jours. Il parvint à se faire relâcher, et méditait des projets de vengeance, lorsqu'il fut arrêté de nouveau et condamné à mort le 24 mars 1794, « comme conspirateur, et comme ayant voulu donner un tyran à l'État. » Ce tyran était Pache, que la faction de la commune désignait sous le nom de *grand-juge*. Ronsin mourut avec courage.

(*Note des nouv. édit.*)

ger. Cette lettre, qui n'était que juste, fut trouvée trop fière; elle excita encore plus ses ennemis contre lui. La Convention ne lui répondit pas. Condorcet, Pétion et le ministre Lebrun furent chargés de l'adoucir par des lettres insidieuses.

Cependant les régisseurs des vivres et des fourrages refusaient de continuer le service, d'après l'impossibilité de payer leurs employés. Le peu de commissaires des guerres qui étaient à l'armée, s'indignaient du traitement fait à leurs chefs respectables, l'un par sa probité, et tous deux par leurs talens, et ne voulaient pas servir sous Ronsin. Les entrepreneurs belges cessaient leurs livraisons, et l'armée manqua exactement de tout. Le général ne cacha pas à ce nouvel administrateur son indignation; il lui communiqua les lettres qu'il écrivait contre lui; il lui reprocha son atroce calomnie contre Malus, et son audace de venir prendre sa place malgré son incapacité. Malgré toute son impudence, Ronsin fut effrayé. Il vit que l'armée manquait de tout; qu'il n'avait aucun moyen pour la tirer d'embarras; il craignit d'être la victime de la fureur des soldats, et, blâmant lui-même hautement la conduite du ministre, il supplia le général de venir à son secours.

Quelque irrité qu'il fût, il ne voulait pas sacrifier l'intérêt de sa patrie ni le salut de son armée à sa vengeance. Les ennemis et les émigrés surtout triomphaient de ces querelles intestines, dont ils savaient tous les détails. Le maréchal de

Castries mandait alors une grande vérité dans une lettre qu'il écrivit de Spa; il disait : *Bientôt Dumouriez aura le même sort que La Fayette*, et ce qui est frappant par rapprochement, on lisait alors dans les feuilles de Marat : *Dumouriez désertera comme La Fayette*.

Mû par ce grand intérêt, le général se servit de toute sa considération, employa les prières auprès des régisseurs, des commissaires des guerres et des entrepreneurs belges. Il obtint que chacun reprendrait son service, et que les marchés continueraient à être exécutés, jusqu'à ce que le comité des achats eût envoyé ses préposés, et se fût mis en état de faire subsister l'armée. Ronsin se chargea de tout, et le service fut rétabli.

Il y avait ou stupidité ou trahison dans la conduite de Pache. Les conditions du comité des achats étaient de commencer le service des armées le 1er janvier. Aucun de leurs préposés ne s'était encore présenté, et, dès le 15 novembre, ce ministre faisait cesser le service de tous les régisseurs, avait saisi leurs caisses, avait cassé les marchés des entrepreneurs belges, avait fait arrêter et décréter les deux commissaires-ordonnateurs. Ainsi il se trouvait un intervalle de six semaines entre la cessation du service actuel et le commencement du nouveau régime, pendant lequel il fallait nécessairement que l'armée manquât de tout. Cette combinaison ne pouvait pas avoir échappé à Cambon et à Pache. Ils espéraient sans doute que la disette absolue for-

cerait le général à traiter la Belgique comme Custine traitait les pays allemands; que cette conduite irriterait les Belges, les porterait à quelque violence, qui mettrait la Convention dans le cas de les traiter comme ennemis, de les réunir comme pays conquis, et d'y exercer le système de spoliation, qu'on y a introduit depuis sous une autre forme tout aussi atroce.

Bien loin de s'occuper à faire des magasins pour la subsistance des trois armées, le comité des achats travaillait à cette époque à extraire les grains de la Belgique, pour les transporter en France. Il avait cependant quatre-vingt mille hommes à nourrir dans les Pays-Bas. On savait que les Hollandais ne voulaient rien fournir aux Français, réservant toutes leurs denrées pour les Impériaux et les Prussiens. Mais on voulait faire venir les grains de la Belgique en France, et de France les faire repasser en farines dans la Belgique, ce qui doublait la dépense et le profit du comité et des croupiers.

Pache écrivit une lettre très-flatteuse au général; il lui mandait que ce comité, ayant acheté trois cent mille sacs de grains dans la Flandre autrichienne, avait voulu les embarquer à Ostende pour les faire transporter à Nantes; que les administrateurs d'Ostende avaient mis embargo sur ce convoi, et ne voulaient pas le laisser partir; il le priait d'employer le grand crédit, *dont il jouissait à si juste titre* auprès des Belges, pour faire lever cet embargo.

Précisément quelques jours avant, la Convention, sollicitée par Cambon et Pache, avait rendu un décret pour défendre aux généraux de se mêler d'aucune affaire d'administration. Le général répondit au ministre que ce qu'il lui demandait était contraire au décret, et que quand même il pourrait faire cette démarche, il s'en garderait bien pendant que l'armée manquait de tout; qu'on était fort heureux d'avoir en Flandre à sa disposition cette quantité de grains, qui ne suffisait même pas pour la subsistance, jusqu'à la prochaine récolte, d'une armée qui devait être portée au printemps à cent cinquante mille hommes.

Le général apprit à Tirlemont que la trésorerie nationale avait refusé de payer les trois cent mille livres qu'il avait été forcé d'emprunter à un banquier de Bruxelles pour la solde des troupes. Il porta ses plaintes avec énergie à la Convention contre cet acte de mauvaise foi, et le banquier fut payé. C'est par tous ces dégoûts qu'on cherchait à décréditer le général, à le perdre, en le jetant dans quelque démarche de désespoir qui pût, en lui donnant des torts, effacer l'éclat de ses succès.

Après avoir été retenu quatre jours par ces affreux obstacles, il partit le 26 de Tirlemont, et campa à Saint-Tron. Les Impériaux n'abandonnaient le terrain que pied à pied, et faisaient une fort belle retraite. Le 27 il les trouva devant Liége, dans la position de Raucoux et de Varoux. Ils

avaient quelques gros canons dans des redoutes fort bien faites, près de ce dernier village. Le général Staray commandait cette arrière-garde. Le corps de l'armée était de l'autre côté de la Meuse sur les hauteurs de la Chartreuse. Le combat dura toute la journée entre l'avant-garde française et l'arrière-garde ennemie. Ces deux corps étaient de sept à huit mille hommes chacun.

Le général, qui avait son armée derrière lui, aurait pu faire un plus grand effort, mais il voulait éviter de sacrifier du monde mal à propos à la fin d'une campagne. Il avait envoyé ses flanqueurs de gauche à Hertall, ceux de droite à Flemal, pour cerner cette arrière-garde, et la forcer de rentrer dans Liége, dont les habitans tout seuls suffisaient pour lui faire un mauvais parti. Il voulait attendre cet instant pour tomber sur elle avec impétuosité. Il passa toute cette journée à les ramener sur un point central. Le retard des deux corps de flanqueurs laissa la journée indécise, et d'après le jugement du général Dumouriez, l'honneur en resta tout entier au général Staray, qui y reçut une forte blessure. Le soir les Impériaux repassèrent la rivière.

Le général campa en-deçà sur les hauteurs qui dominent Liége, pour éviter la licence de ses troupes, que leur disette et leur nudité avaient rendues très-indisciplinées et très-pillardes, et il n'entra dans Liége que le 28 au matin. Les Impériaux se retirèrent à Herve, et Dumouriez, pour

inquiéter leur gauche, renforça d'une brigade d'infanterie et d'un régiment de chasseurs le corps des flanqueurs de droite du colonel Frécheville, qu'il envoya à Spa, Stablo et Malmédy. Il plaça le général Stengel en avant de Liége sur la hauteur de Robertmont. Le général Miaczinski, étant arrivé de Sedan peu de jours avant, eut le corps des flanqueurs de gauche, qu'il fallut ôter au général Eustace, et fut porté à Dalem.

En partant de Louvain, il avait envoyé le général Miranda prendre le commandement de l'armée du Nord, à la place de La Bourdonnaye, qui conduisait si pitoyablement le siége de la citadelle d'Anvers qu'il ne l'aurait pas prise d'un mois. Miranda changea toutes les attaques, et la place se rendit le 26. En conséquence des instructions qu'il avait reçues, il se porta aussitôt à Ruremonde. Le 2 décembre le château de Namur se rendit au général Valence. Ainsi, justement un mois après l'ouverture de la campagne, le général Dumouriez se trouva entièrement maître des Pays-Bas et du pays de Liége, excepté le duché de Luxembourg et la petite ville d'Herve.

CHAPITRE X.

Embarras politiques. — Miranda à Ruremonde.

Le peuple liégeois adopta avec fureur tous les excès de la révolution française. Le maire Fabry qui avait soutenu la première révolution liégeoise, et qui en avait été le martyr, perdit tout son crédit dès qu'il parla de se donner une constitution raisonnable (1). Un club se forma dans la ville, il était très-ardent et très-effréné ; les missionnaires que les jacobins envoyèrent de Paris, en formèrent un second qui blâma toutes les opérations du premier, le traita d'aristocrate, et les querelles furent si vives qu'il pensa y avoir guerre civile. Les troupes françaises prenaient parti pour l'un ou pour l'autre, selon leurs affections particulières. Le général se porta médiateur entre les deux partis, et ne put parvenir à les accorder. Ceux d'outre-Meuse étaient,

(1) M. Fabry avait été bourgmestre-régent de Liége, lors de la révolution de cette ville, en 1789. Après la réunion du pays de Liége à la France, il devint, en 1798, député au Conseil des cinq-cents ; il se conduisit avec beaucoup de modération. La révolution du 18 brumaire trouva en lui un apologiste ; il passa au Corps législatif, et fut nommé presque aussitôt président du tribunal criminel et membre de la Légion d'honneur. M. Fabry était, en 1814, conseiller à la Cour impériale de Liége.

(*Note des nouv. édit.*)

comme on dit en France, parfaitement à la hauteur de la révolution, ils ne voulaient que l'égalité absolue et le pillage.

Ceux de la ville voulaient se donner une constitution; mais à force de subtilités métaphysiques, ils ne savaient ce qu'ils voulaient. On tâcha de les engager à former une Convention nationale. Le pays fut assez ingénieusement divisé en districts. Des commissaires pris des deux clubs furent envoyés dans tous ces districts. Le maire Fabry et l'administration provisoire furent conservés par intérim, et au bout d'un mois, quand le général partit pour Paris, les choses n'étaient pas plus avancées, et les esprits avaient été de nouveau dérangés par les jacobins et les commissaires de l'Assemblée.

L'intention secrète à Paris n'était point que le peuple liégeois, et encore moins celui de la Belgique, se réunît en corps de nation, pour se donner une constitution et des lois; on craignait qu'une fois assemblés, ces deux peuples ne connussent leur force, et ne fondassent une république indépendante.

C'était cependant bien là le véritable intérêt de la France, qui par une conduite sage se serait donné un bon allié, et ne se serait pas chargée du caractère odieux de conquérante et de spoliatrice. Mais le désir d'envahir l'or de la Belgique, et de mettre la main sur les biens d'un clergé riche, donnait une autre politique aux *meneurs* de la Convention. Ils voulaient, en comblant le désordre dans ce mal-

heureux pays, le forcer à se jeter dans les bras de la France, ou à commettre quelques excès qui la missent dans le cas de le traiter comme ennemi.

Le pays de Liége était pauvre et ruiné; le peuple est fier, prompt, belliqueux, impatient du joug, et très-facile à se porter aux excès. La politique des jacobins de Paris, en déterminant ce peuple à se jeter dans l'anarchie, était de presser la Belgique entre deux étaux, et de la forcer à prendre le même parti. Les Liégeois, divisés entre eux, crurent s'accorder par leur réunion à la France; ils n'ont fait que mettre le comble à leurs maux précédens, et se priver de tous les moyens de défendre leur liberté.

Ce qui détermina les plus modérés à joindre leurs vœux à ceux des *sans-culottes* d'outre-Meuse en faveur de cette réunion, c'est que, se trouvant un trop petit pays pour former un État particulier, se méfiant de la disposition des Belges qui ne voudraient pas sacrifier leur religion et leur clergé, se voyant en avant de tout, sans places fortes, leur pays aisé à envahir, ils crurent que devenant Français, la république défendrait leur liberté.

C'était un faux raisonnement, car leur réunion à la France ne changeait point la nature et ne diminuait point la grandeur de leur danger; leur faiblesse topographique était toujours la même, ils avaient toujours, entre eux et la France, la Belgique dont ils se méfiaient; ils devaient toujours craindre d'être abandonnés ou faiblement soutenus, si,

comme toutes les apparences le pronostiquaient, l'armée française était obligée de reculer. Leur réunion à la France rendait leur réconciliation plus difficile avec leur prince, s'ils étaient abandonnés; elle livrait leur pays à l'anarchie qui désolait la France, elle les empêchait d'acquérir une force et une considération nationales, qui, même dans les plus grands malheurs, peuvent être utiles aux peuples, comme aux particuliers.

Les commissaires Danton et Lacroix travaillaient ardemment à la réunion, en augmentant le désordre et l'anarchie. Ils poussaient le peuple d'outre-Meuse à tous les excès. On a entendu ces commissaires leur faire un reproche de ce qu'ils n'avaient pas coupé des têtes, et de ce que leur révolution était trop douce.

Il se commit beaucoup de violences, de vengeances particulières et quelques assassinats; mais les commissaires français ne parvinrent pas à faire couper des têtes. La réunion du pays de Liége fut décidée presque unanimement, et acceptée par la Convention, qui par cette démarche imprudente découvrait aux yeux de l'Europe une ambition qui devait armer toutes les puissances contre elle, et se donnait la charge d'un peuple ruiné, et celle de défendre un pays éloigné et tout ouvert, ou de se déshonorer en l'abandonnant après son adoption.

Quant au peuple Liégeois, il n'avait le choix qu'entre deux partis, ou de se former en corps de nation, lever des troupes et s'allier avec les Fran-

çais et les Belges, que son exemple aurait certainement déterminés (ce premier parti était dangereux; mais la scission entre ce peuple et son évêque était accompagnée de circonstances qui n'admettaient aucun ménagement); ou de temporiser et rester passifs, en attendant les événemens; mais le caractère ardent de ce peuple ne pouvait pas l'amener à cette prudence stoïque.

Le général Dumouriez avait beaucoup de motifs pour travailler à engager les Liégeois à s'ériger en peuple libre. 1°. Il avait besoin d'une représentation nationale liégeoise, comme on le verra, pour l'exécution de ses plans militaires. 2°. Ce peuple guerrier pouvait lui fournir en quinze jours de temps dix mille hommes de très-bonne infanterie, outre une milice nationale de plus de vingt mille hommes. 3°. Son exemple eût été suivi par la Belgique, et eût mis à sa disposition toutes les forces militaires et toutes les ressources pécuniaires et de subsistance de cette riche contrée. 4°. Ces deux républiques eussent opposé une barrière à l'anarchie française, et eussent surtout présenté un appui au parti monarchique constitutionnel, qui, bien que caché et opprimé, était encore très-considérable en France.

5°. Ce plan déjouait les projets des ennemis du général, lui procurait les moyens de compléter ses succès en faisant passer le Rhin aux Impériaux, le rendait indépendant, pour la subsistance de son armée, du ministre Pache et du comité des achats, achevait de lui assurer la confiance de ses troupes,

le mettait dans le cas de pouvoir sauver le roi, anéantir les jacobins, rendre à la représentation nationale sa liberté et sa dignité, en lui faisant quitter le nom de *Convention* pour reprendre celui d'*Assemblée*, et fondant son autorité sur le rétablissement de la constitution.

Malheureusement il n'avait personne à Paris pour l'aider auprès de la Convention. Aucun des généraux ne pouvait être dans sa confidence; il s'était même fait une délicatesse peut-être trop scrupuleuse, de ne pas sonder leurs sentimens. Cela n'a servi à rien; ils n'en ont pas été moins perdus, même ceux qui l'ont trahi, puisque la mémoire de Dampierre a été flétrie, puisque Lamarlière et plusieurs autres ont péri sur l'échafaud (1); puisque Custine, Biron, Houchard, avec lesquels il n'a jamais correspondu, ont été sacrifiés à l'empire de la populace.

A cette époque les jacobins ne cachaient plus leurs odieux projets contre lui (2). On demandait

---

(1) Le prétexte de la condamnation du général Lamarlière fut sa prétendue complicité avec Dumouriez et Custine accusés de trahison envers la république. Le général Lavalette, créature de Robespierre, dit la Biographie de Bruxelles, fut le dénonciateur du brave Lamarlière, l'un des chefs les plus distingués de nos armées républicaines. Il périt le 25 novembre 1793.

(*Note des nouv. édit.*)

(2) Il paraît que vers cette époque le général Dumouriez essaya de faire comprendre au parti jacobin le danger des dissensions intestines, et le besoin de calmer des haines qui favorisaient les ennemis de la chose publique. Il écrivit, dans ce but, à l'un des plus

publiquement sa tête. Marat l'accusait d'avoir sacrifié dix mille Parisiens pour vaincre à Jemmapes, d'avoir ensuite vendu au duc de Teschen la permission de se retirer. Il allait jusqu'à stipuler les articles du traité entre le duc de Teschen et Dumou-

---

exagérés de ce parti, au trop célèbre Anacharsis Clootz; et comme ce personnage s'intitulait l'*Orateur des sans-culottes*, aussi-bien que l'*Orateur du genre humain*, Dumouriez, soit pour flatter sa manie, soit, ce qui serait bien plus dans son caractère, pour la tourner en ridicule, s'intitula, à son exemple, *général des sans-culottes*. Nous citerons cette lettre très-curieuse qui, bien qu'empreinte de l'esprit du temps, fut évidemment écrite dans des intentions conciliatrices.

Au quartier-général de Liége, le 12 décembre 1792, l'an Ier de la république française.

Le Général des sans-culottes à l'Orateur des sans-culottes.

« Les armes des républicains français ont triomphé des ennemis du dehors. Puissions-nous n'en plus avoir au-dedans! Hâtons-nous d'étouffer les germes des dissensions intestines; ne détournons point sur les personnes l'attention publique qui ne doit se porter que sur les choses; faisons céder tous les intérêts particuliers, tous les ressentimens de l'amour-propre, à l'intérêt général, à l'amour de la patrie. Arrivons à la république universelle, en démontrant aux peuples le bonheur et la prospérité de la république française, fruits de la sagesse d'un gouvernement bien organisé, où tous les pouvoirs distincts agiront sans frottement et sans confusion. Toi, cependant, Orateur du genre humain, poursuis ta généreuse carrière; tonne contre les préjugés et le fanatisme; éclaire les faibles mortels, rends-les sensibles et vertueux; que la fraternité, la seule, la vraie religion, devienne le charme de notre existence et le lien de tous les cœurs. Adieu, voilà la douce philosophie de la nature. Pourquoi faut-il que les canons et les baïonnettes soient les moyens de l'établir et de la propager?» (*Moniteur du* 20 *décembre* 1792.) (*Note des nouv. édit.*)

riez. On revenait sur la retraite des Prussiens de la Champagne, on la mettait sur le compte de la trahison.

On l'accusait aussi de vols. Ses aides-de-camp, disait Marat, regorgeaient d'or et d'argent; ils allumaient leurs pipes avec des assignats de cinquante francs. Plus ces calomnies étaient grossières, plus elles faisaient d'effet sur le peuple. Les soldats lisaient toutes ces feuilles avec mépris, plaignaient leur général; mais la dissipation, la débauche d'une ville aussi licencieuse que Liége, le relâchement de la discipline, qui provenait de leur extrême misère, rendaient leur sensibilité légère et frivole.

Au milieu de ces affreux obstacles, le général était encore retenu par des embarras politiques, qui seuls auraient suffi pour l'empêcher d'avancer. On n'avait point la guerre avec l'Empire. En avant de lui était la ville impériale d'Aix-la-Chapelle; au-delà l'archevêché de Cologne. De ce côté la difficulté n'était pas insurmontable.

Mais, en avant de sa gauche, était le pays de Juliers, il ne pouvait pas poursuivre les Autrichiens sans le traverser. Il ne pouvait pas établir ses quartiers d'hiver avec sûreté, sans mettre garnison dans Juliers. Cependant la position de Custine dans Mayence exigeait qu'on ménageât très-délicatement la neutralité de l'électeur palatin. Si on le mécontentait en occupant une de ses places-fortes, il pouvait donner aux Impériaux le passage de Manheim, et Custine pouvait avoir sa retraite coupée. On n'au-

rait pas manqué à Paris de rejeter sur Dumouriez les disgrâces qui seraient arrivées à Custine.

Il était encore bien plus embarrassé avec les Hollandais. Maëstricht est de ce côté la clef des Pays-Bas. Cette importante et forte place rend celui qui l'occupe maître de la Meuse. La neutralité existait entre la France et les Provinces-Unies. Mais le gouvernement hollandais ne se donnait pas même la peine de dissimuler sa prédilection pour les Impériaux et les Prussiens, et son aversion pour la révolution française. En cela le stathouder suivait ardemment l'impulsion de son intérêt personnel. Plus dé deux mille émigrés étaient réfugiés dans Maëstricht; on y recrutait publiquement pour eux, ainsi que dans toute la Hollande. On venait de publier une défense, sous peine de mort, de livrer aucune subsistance pour l'armée française, pendant qu'on rassemblait, de l'aveu du gouvernement, d'immenses magasins sur le Bas-Rhin pour l'empereur et le roi de Prusse.

Le général voulut avoir une décision du ministre des affaires étrangères, et des ordres clairs du pouvoir exécutif pour sa conduite. Dans plusieurs dépêches qu'il écrivit sur cette matière au ministre Lebrun, il lui demanda une décision précise sur Juliers et Maëstricht. Quant à la première de ces deux places, il lui manda qu'il pourrait absolument s'en passer, quoiqu'il dût établir ses quartiers d'hiver dans le duché de Juliers le long de la Roër, si, comme il le prévoyait, on ne lui donnait pas les moyens

de s'avancer jusqu'au Rhin; qu'il tâcherait d'arranger le séjour des troupes de manière à ne pas donner occasion de rompre la neutralité, en faisant veiller à la bonne conduite de ses soldats, et en payant toutes les fournitures, de gré à gré, et argent comptant.

Quant à Maëstricht, il lui manda qu'il lui était absolument impossible d'avancer, ou même de défendre la Meuse, sans être maître de cette place. Il proposa deux moyens de s'en emparer: l'un de faire revivre le droit du prince de Liége sur le quartier de Wyck, qui est la partie de la rive droite de la Meuse, de mettre en avant un petit corps liégeois, et de s'y porter comme auxiliaire; c'est pour cela qu'il avait désiré que les Liégeois se formassent en corps de nation, il les avait inutilement flattés de cette conquête.

Le second moyen était de déclarer au gouverneur de Maëstricht que, pour s'assurer de la neutralité, violée jusqu'à présent dans tant de circonstances, il avait besoin militairement d'être maître du cours de la rivière, au moins jusqu'à Ruremonde; qu'il se croyait obligé et en droit, en lui citant des exemples pareils, de mettre garnison au moins dans le faubourg de Wyck, promettant de retirer cette garnison à la paix. Il détailla à Lebrun sept griefs très-forts, bons à insérer dans cette déclaration.

Miranda s'était porté à Ruremonde dans les pre-

miers jours de décembre, et avait envoyé le général Lamarlière, commandant de son avant-garde, lever des contributions dans le pays de Clèves. Ce général d'avant-garde avait rempli très-légèrement sa mission. Les Prussiens n'avaient alors que très-peu de troupes dans Vesel et dans Clèves; leurs petits détachemens, ou s'étaient repliés, ou avaient été battus. Lamarlière aurait pu se fortifier sur les hauteurs de Suchtelen, au lieu de se replier, comme il le fit trop promptement, sur Ruremonde. Dans cette position dominante, il aurait attendu la rentrée des contributions, et aurait retiré de ce pays sept ou huit millions; il n'en rapportait pas le quart.

Le général Dumouriez, pénétré de la nécessité de prendre Maëstricht, ne voulant pas qu'il y eût le moindre retard entre l'ordre qu'il attendait de Paris et son investissement, ordonna à Miranda d'envoyer au plutôt son artillerie de siége à Tongres, d'étendre ses quartiers le long de la rive gauche de la Meuse, de Ruremonde jusqu'à Tongres, et d'établir son quartier-général dans cette dernière ville. Il lui annonça qu'il attendait de jour en jour l'ordre de prendre cette place; qu'il le chargerait de la conduite de ce siége; qu'il arrangeât donc d'avance la marche de ses troupes, pour en faire sur-le-champ l'investissement dès qu'il en recevrait l'ordre. Maëstricht avait une garnison faible et incomplète. L'artillerie, les munitions, les vi-

vres étaient en mauvais état. Il n'y avait pas une palissade, et elle n'eût pas tenu huit jours.

Pour assurer encore mieux son opération, il ordonna au général Valence de laisser à Namur le corps d'armée d'Harville, qui suffisait pour garder la Meuse depuis Givet jusqu'à Huy; d'envoyer son avant-garde de sept mille hommes à Stablo, Spa, Malmédy et Limbourg, et de venir, avec les neuf mille hommes qui lui resteraient, se placer à sa droite entre Huy et Flamael. Il réunit ainsi près de soixante mille hommes, dont moitié devait servir à faire le siége de Maëstricht, pendant que lui-même marcherait avec l'autre moitié pour déposter les Impériaux d'Aix-la-Chapelle, et les chasser de l'autre côté du Rhin.

Les Hollandais n'étaient nullement préparés à la guerre. Leur gouvernement pris au dépourvu, et se méfiant du parti des patriotes, aurait cherché à gagner du temps : d'un autre côté, ce parti, enhardi par la prise de Maëstricht, aurait repris courage; il se serait naturellement formé une coalition entre les patriotes Hollandais, les Français, Liégeois et Belges, dont le général voulait profiter pour envelopper cette partie de la France d'une ceinture de peuples libres.

Les avantages de cette agression, à cette époque, étaient incalculables. Ses motifs étaient très-légitimes, et réellement ce n'était qu'en occupant Maëstricht et Venlo, qu'on pouvait s'assurer la con-

servation des Pays-Bas. Lebrun fit d'abord des réponses entortillées; mais forcé par les demandes réitérées et précises du général, il lui ordonna de garder scrupuleusement la neutralité. Il fallut obéir. Elle fut gardée avec le plus grand soin, ce qui a achevé de ruiner les affaires des Français.

CHAPITRE XI.

Prise d'Aix-la-Chapelle. — Quartiers d'hiver.

L'ARMÉE restait toujours campée derrière Liége. La saison était très-rude. Les soldats n'avaient ni paille ni bois. Ils brûlaient les arbres fruitiers, et les portes et les fenêtres des maisons qu'ils démolissaient. Des bataillons entiers étaient nu-pieds. Il arrivait peu de capotes, les soldats manquaient d'habits. Tout le cours de la Meuse est un pays de corroyerie, on aurait pu faire faire des souliers pour quatre livres ou quatre livres dix sous. On faisait acheter tous les cuirs à Liége et ailleurs, on les envoyait à Paris, d'où arrivaient en petite quantité des souliers qui coûtaient de neuf à dix livres. Il en était de même pour les bottes, les bas de laine, les armes, l'habillement, qu'on aurait pu se procurer à très-bon compte. Il ne venait point d'argent.

Le général fut obligé d'emprunter cent quatorze mille livres aux sept collégiales de Liége. C'était une bien faible ressource. On se servait toujours des entrepreneurs belges; mais malgré les ordres réitérés du général et des commissaires de la Convention, Ronsin ne faisait venir de subsistances qu'au jour le jour, et ne voulait pas faire de magasins;

il voulait gagner du temps pour arriver au premier janvier, époque où le comité des achats devait commencer sa fourniture. Il remplissait par-là un autre but, c'était d'empêcher le général d'agir en avant. Cependant les troupes souffraient beaucoup. Des régimens entiers étaient infectés de la gale. Les hôpitaux se remplissaient, on n'avait pu les établir qu'en excitant la charité des Liégeois, qui donnaient leurs couches et leurs draps pour le service des malades.

La force des bataillons diminuait considérablement. Les soldats désertaient par bandes, pour retourner en France, ou aller s'amuser dans les grandes villes de la Belgique. C'étaient surtout les gardes nationales et les officiers qui abandonnaient leurs drapeaux. L'artillerie et la cavalerie souffraient encore davantage. Le fourrage manquait absolument. Les généraux pouvaient à peine en avoir pour leurs chevaux. Ronsin envoyait des réquisitions avec des hommes armés dans tous les villages. D'abord les paysans, dans l'espoir d'être payés, avaient fourni. Dès-lors Ronsin avait fait cesser le service par les entrepreneurs. Ensuite les paysans refusant, il envoyait des détachemens dans les villages. Ces cavaliers, sous prétexte de la recherche du fourrage, pillaient et commettaient des excès. Les paysans, poussés au désespoir, massacraient les soldats quand ils n'étaient pas en grand nombre. Enfin, dans les mois de décembre et janvier, il est mort six mille chevaux d'artillerie, faute de fourrages. Les com-

missaires de la Convention voyaient tout, et ne remédiaient à rien.

On se plaignait à Paris de ce que le général s'arrêtait à Liége, et ne poussait pas jusqu'à Cologne. Il n'a jamais eu ni pain ni fourrage pour deux jours, et il n'aurait pu marcher tout au plus qu'en arrière. S'il se fût porté en avant, il eût trouvé le pays mangé par l'ennemi et mauvais par lui-même. D'ailleurs, comme on avait manqué l'exécution du plan général, comme, par la faute de Kellermann, on avait laissé l'ennemi s'établir entre les armées du Nord et celle d'Alsace, il n'était ni prudent ni possible de prendre les quartiers d'hiver projetés dans ce plan. Quand même le général aurait pu se porter jusqu'au Rhin, il aurait toujours été forcé de venir hiverner derrière la Meuse, sans quoi son flanc droit eût été trop prolongé, et il eût pu être attaqué par ses derrières.

Les quartiers d'hiver de la Meuse étaient déjà d'eux-mêmes très-mauvais, d'autant plus que la ville de Liége n'étant pas susceptible de défense, il fallait s'étendre trop en avant, pour établir une tête de quartiers dans cette partie.

Cependant il ne voulut pas laisser les ennemis si près de lui. Ils étaient établis par échelons à Aix-la-Chapelle, à Herve, à Henry-Chapelle. Le 7 décembre le général exécuta le projet qu'il avait fait de les déposter. Il fit tourner leur gauche par le colonél Frécheville, qui partit de Vouziérs. Le colonel de Hack les attaqua sur le même flanc par le grand

et le petit Richeu, pendant que le général Stengel les poussait de front. Il y eut un combat très-vif et très-honorable pour le colonel de Hack et les trois bataillons de grenadiers qu'il commandait.

Les Impériaux, après avoir soutenu avec vigueur, et avoir perdu trois cents hommes, se retirèrent sur Aix-la-Chapelle, et nos troupes y entrèrent le 8. Le général Clairfayt se retira derrière l'Herfte dans une fort bonne position. Il n'y avait plus qu'une dixaine de lieues à faire pour le forcer, mais le pain et le fourrage manquaient absolument, et on eut bien de la peine à subsister, même en séparant les troupes et leur donnant trop d'étendue.

On plaça dans Aix-la-Chapelle le général Dampierre avec douze bataillons, qui ne formaient pas trois mille cinq cents hommes. Le général Stengel occupa les bords de la Roër jusqu'à Aldenhoven; le général Miaczinski avec les flanqueurs de gauche jusqu'à la petite rivière de Foron et le pays de Dalem. Le colonel Frécheville avec les flanqueurs de droite occupa Eupen et Cornelis-Munster. L'avant-garde de l'armée de Valence était placée à Verviers, Limbourg, Stablo, Spa et Malmédy; son armée était sur deux lignes depuis Huy jusqu'à Liége et Saint-Tron. L'armée du centre occupait Liége, Robermont, Herve et les villages intermédiaires. L'armée du Nord, ou de Miranda, occupait depuis Tongres jusqu'à Ruremonde.

Le point central de rassemblement était à Aix-la-Chapelle, en cas que les ennemis voulussent at-

taquer les quartiers, ce qu'ils ne pouvaient faire jusqu'au printemps, étant trop faibles, et souffrant presqu'autant de la disette que les Français. La Roër peut très-bien se défendre en hiver, et, à l'époque où elle a été forcée, on ne peut s'en prendre qu'à la négligence des généraux, qui auraient dû commencer par rassembler leurs quartiers à Aix-la-Chapelle, pour venir ensuite disputer le passage de la Roër ou à Aldenhoven, ou ailleurs, puisque le but des Impériaux était d'aller secourir Maëstricht, et que l'objet de l'armée d'oservation était de l'empêcher, ce qu'elle ne pouvait pas faire en laissant les troupes dispersées dans les quartiers d'hiver.

Ce fut le 12 décembre que le général fit entrer l'armée en quartiers d'hiver; les commissaires y consentirent, convaincus, par le pitoyable état des troupes, que chaque jour que l'on différait hâtait leur ruine. A cette même époque le ministre Pache lui envoya une délibération du pouvoir exécutif, dont l'exécution était impossible. Custine, aveuglé par ses succès trop faciles, était toujours persuadé qu'il était destiné à être le conquérant de l'Allemagne. Il voulait attirer la guerre de son côté, pour jouer le principal rôle.

Il s'était plaint avec raison de la mauvaise conduite de Kellermann; on lui avait donné satisfaction à cet égard, en ôtant à ce général le commandement de la Moselle. Beurnonville, qui l'avait remplacé, avait eu bien de la peine à rassemble son armée sur la Sarre, et à exécuter contre Trè-

ves un mouvement qu'il n'était plus temps d'entreprendre. Custine, très-inquiet, très-dur, très-mauvais confrère, accusait déjà la lenteur de Beurnonville, qui, tout en désapprouvant le plan qu'on lui avait confié, l'exécutait le mieux qu'il pouvait.

Custine se mit en tête qu'il ne fallait laisser dans les Pays-Bas que l'armée du Nord ou de Miranda, qu'il fallait réunir à la sienne celle de la Moselle ou de Beurnonville, pour remarcher en Franconie avec avec quarante mille hommes; qu'il fallait faire remplacer celle de la Moselle par celle de Valence ou des Ardennes, qui irait attaquer Trèves et Coblentz, en passant par Andernach, pendant que le général Dumouriez, avec la sienne, irait assiéger Luxembourg.

Il faut noter que chacune de ces armées séparément aurait monté tout au plus de quinze à vingt mille hommes. Il faut noter aussi que l'armée prussienne occupait Coblentz, Trèves et Francfort, Custine ayant évacué cette dernière place d'une manière honteuse, et que le prince de Hohenlohe, avec au moins quinze mille hommes, était dans le Luxembourg. Il faut noter enfin que le changement d'administration avait porté la même désorganisation dans toutes les armées; qu'elles étaient toutes sans armes, sans habits, sans souliers, sans magasins.

Dumouriez n'aurait jamais pu croire qu'un plan aussi absurde fût sorti de la tête de l'infortuné Custine, si ce général ne lui en avait proposé l'exécution dans plusieurs de ses lettres. On était déjà

à la mi-décembre, le général Dumouriez venait d'être obligé de mettre son armée en quartiers d'hiver, parce qu'elle était hors d'état d'agir. Il n'avait pas même pu faire dix lieues pour la porter sur le Rhin. Le duché de Luxembourg est un pays stérile et pauvre, d'où il ne pouvait pas tirer de quoi subsister. Il était impossible, dans cette saison, d'y mener de la grosse artillerie, la plus grande partie de ses chevaux de trait étaient morts. Même en réunissant le corps d'Harville, il ne se serait pas trouvé plus de trente mille hommes, pour aller dans le cœur de l'hiver attaquer la plus forte place de l'Europe, défendue par une armée, et ayant derrière elle l'armée prussienne à Trèves et Coblentz. Il n'y avait aucun magasin à portée, on ne pouvait rien tirer de la Champagne ni des Ardennes qui étaient dévastées, ayant été pendant tout l'été le théâtre de la guerre.

Il aurait pu exécuter la moitié de la délibération du conseil, c'est-à-dire détacher le général Valence avec ses seize mille hommes. Mais il ne pouvait ni l'envoyer dans le Luxembourg où il serait mort de faim, ni le faire marcher sur Andernach où le prince de Hohenlohe, qui était au moins aussi fort que lui, et qui pouvait encore être renforcé par les Prussiens, l'aurait attaqué. Il fallait donc qu'il le renvoyât par le même chemin par lequel il était venu, par Givet et les Ardennes, pour se porter sur Sedan, où il serait arrivé à la fin de janvier avec tout au plus la moitié de son armée.

Le général fit transcrire la lettre du ministre à mi-marge, mit la réfutation sur une autre colonne, article par article, et demanda des ordres absolus et définitifs, protestant qu'il les ferait exécuter, mais qu'il ne s'en chargerait pas lui-même, ne voulant pas être responsable des funestes événemens qu'entraînerait l'exécution d'un plan aussi déraisonnable. Le commissaire de la Convention, Camus, partit pour Paris avec le général Thouvenot, et le plan fut révoqué. Le ministre et ses conseils étaient bien sûrs que le général refuserait d'obéir, mais ils n'imaginaient pas qu'il mettrait autant de méthode dans son refus, et ils espéraient pouvoir lui faire un crime de sa désobéissance.

Il désobéit encore alors à un autre ordre qu'on ne se donna pas même la peine de lui adresser, et dont il empêcha l'exécution lorsqu'il en fut informé par les plaintes trop justes des Belges. Il avait établi le colonel Thouvenot à la tête de la fonderie et de l'arsenal de Malines. Il était en train de fondre des pièces de quatre pour l'infanterie, de raccommoder les menues armes, et de construire et raccommoder les affuts. On y avait fait passer une partie de l'artillerie de campagne de l'armée pour la remettre en état. Vers le milieu du mois de décembre le ministre envoya ordre de transférer tous les ateliers de Malines à Douay, de détruire de fond en comble l'établissement de Malines. Cet ordre infernal mit l'épouvante dans toute la Belgique. C'était annoncer qu'on ne croyait pas pouvoir se soutenir dans ce

pays, qu'on avait le projet de l'abandonner, et qu'on voulait priver les Impériaux de cet établissement.

Malines, malgré sa grandeur, est susceptible d'être mis en état de défense, à cause de ses canaux.

Il couvre Bruxelles d'un côté, et assure la communication d'Anvers. L'établissement de Malines était nécessaire, au moins tant qu'il y avait une armée française dans les Pays-Bas; c'était son unique arsenal. Sa translation à Douay retardait au moins, et rendait très-douteuse la réparation des armes et de l'artillerie. Sa destruction était une injustice criante, c'était une propriété nationale des Belges, dont on n'avait pas droit de les priver, et dont ils avaient besoin pour leur armement. Enfin, si la destruction de cet armement était un jour jugée nécessaire et convenable, il fallait au moins attendre la dernière extrémité pour l'exécuter. Le général détailla tous ces motifs, et il donna défense d'exécuter cet ordre perfide et injuste. Le ministre n'osa pas insister.

C'est le 15 décembre que fut donné le fameux décret qui prouvait aux Belges et à tous les peuples qui avaient appelé les Français, ou qui les avaient reçus, que la Convention n'envoyait les armées chez eux que pour les spolier et les tyranniser. Depuis que les Français étaient entrés dans les Pays-Bas, bien loin d'exhorter les Belges à faire un bon et prompt usage de leur liberté, pour se constituer en corps de nation, se donner des représentans, enfin se créer une constitution,

ils n'avaient fait que les égarer par des émissaires, qui partout soulevaient la populace contre le vrai peuple, et cherchaient à diviser celui-ci du clergé et de la noblesse. Ce décret donnait le droit de proconsuls aux commissaires de la Convention, qui devaient être aidés dans leurs violences et leurs extorsions par une bande d'autres commissaires, choisis par les jacobins.

On disait aux Belges dans le préambule qu'ils étaient libres; on les traitait en esclaves, on ne leur laissait aucune administration, on les mettait en tutelle. On se chargeait du séquestre de tous les biens ecclésiastiques qu'on nommait biens nationaux, sans s'embarrasser s'il conviendrait aux Belges de dépouiller leur clergé, et de déclarer leurs biens nationaux. Tout cela se faisait pour les forcer à se donner à la France, et bientôt on employa la violence et les moyens les plus criminels pour arracher l'émission de ce vœu. On a vu, en 1793, combien il était forcé et peu sincère.

Le général était personnellement intéressé à ce qu'une loi aussi injuste et impolitique fût abrogée. Elle détruisait sa proclamation, elle le rendait l'instrument perfide de l'esclavage, le fléau, l'Attila d'un peuple dont la franchise, la bonté et le courage méritaient un autre traitement. Elle achevait d'enlever les ressources qu'on aurait pu trouver dans les Belges pour se soutenir sur la Meuse. Au contraire même, c'était des ennemis de plus qu'elle donnait aux Français, enne-

mis qui les entouraient, et qui suffisaient seuls pour les chasser.

Les commissaires qui étaient à Liége soutenaient cette loi. Danton et Lacroix se vantaient d'en être les auteurs. Le général protesta, déclara qu'il ne se chargerait pas de son exécution, écrivit à la Convention, et dès-lors se livrant à toute son indignation, prévoyant que des hommes aussi injustes ne s'arrêteraient point à ce premier pas, il résolut de s'en aller à Paris, et de chercher les moyens de se débarrasser du fardeau dont il était accablé.

On instruisait alors à Paris le procès de l'infortuné Louis XVI. Les commissaires montraient un acharnement qui était de mauvais présage. Gossuin, aussi stupide que barbare, disait à Camus qui partait pour Paris : *Que vous êtes heureux d'aller à Paris ! Vous pourrez voter contre le tyran ; je donnerais cent louis pour avoir cette satisfaction.* Le général raisonnait sur ce procès avec le général Thouvenot, et ils convinrent de se servir des officiers d'état-major et des aides-de-camp, pour pressentir l'opinion des soldats et la préparer en faveur de Louis. Ils ne firent que se compromettre inutilement, et un adjudant, nommé Poutrel, homme plein d'honneur et d'esprit, pensa en être la victime.

Les soldats restèrent indifférens, même les troupes de ligne. D'ailleurs cet affreux procès n'était encore que commencé, et ne présentait pas encore la conséquence tragique qu'il a eue, lorsque

Dumouriez est parti pour Paris à la fin de décembre. Il passa tout ce mois, dévoré de chagrin et d'indignation, sortant peu de sa chambre, et plongé dans les réflexions les plus noires. Telle était l'existence de l'homme qui venait de sauver la France en Champagne et de conquérir la Belgique. C'est alors qu'il médita ce mot de Plutarque dans la vie de Cléomènes : *Puisque la chose n'est pas belle, il est temps d'en voir la turpitude et d'y renoncer.*

CHAPITRE XII.

Réflexions sur la campagne des Pays-Bas.

La campagne des Pays-Bas, considérée militairement, a été très-brillante et très-rapide. Les Impériaux n'ont fait qu'une faute, c'est de s'exposer à perdre la bataille de Jemmapes. Voulant garder la position de Mons, il fallait défendre le bois de Sart et la position du moulin de Boussu. Il est peu de terrains qui prêtent à une défensive aussi formidable que cette position. Si on regardait la position de Jemmapes comme la citadelle, il fallait regarder le bois de Sart et le moulin de Boussu comme les ouvrages extérieurs. Dès qu'on avait laissé développer les Français dans la plaine entre le bois et Jemmapes, la position ne valait plus rien, parce qu'elle n'avait ni développement ni profondeur, et que la rivière qui l'enveloppait par derrière était un danger de plus. Au contraire, en portant sa défense à Boussu, on avait trois positions à chicaner, et les Français n'auraient pu arriver à la dernière qu'après avoir perdu beaucoup de monde aux deux premières attaques.

Le projet du général Dumouriez n'était pas du tout de s'y obstiner. Comme il était maître du choix pour son entrée dans les Pays-Bas, il était toujours

sûr de déposter le duc de Teschen sans l'attaquer; il n'avait qu'à le tourner. C'est le parti qu'il aurait pris, s'il avait vu le bois de Sart retranché, et des préparatifs faits d'avance pour une défense opiniâtre. Il avait placé le général Berneron depuis trois jours dans le bois de Bernissart, pour menacer Ath et Leuze. Il aurait masqué la position de Jemmapes, en laissant le général d'Harville campé à Quiévrain; il aurait marché à Ath, ce qui aurait fait dépasser la position de Mons, et il eût fallu nécessairement que sur son mouvement le duc de Teschen se hâtât de gagner Bruxelles par Braine et Hall, pour n'être pas coupé sur Hall par Enghien.

Le fait est que le duc de Teschen avait trop peu de troupes pour défendre les Pays-Bas, n'ayant pas les habitans en sa faveur; ainsi on ne peut que le louer de ce qu'il a fait. Sa retraite jusqu'à Liége a été fière et parfaitement conduite. Les Impériaux ont un talent particulier pour le développement et l'emploi des troupes légères, et il en a tiré tout le parti possible. Il est étonnant même qu'il ne se soit pas mis de lui-même en déroute, et qu'il ait conservé un si bon ordre jusqu'à la fin, étant indignement abandonné par ses troupes qui se livraient à une coupable désertion.

Le public a fort vanté la rapidité de l'invasion du général Dumouriez, pendant qu'il se désolait de ses retards. Il a perdu cinq jours après la bataille de Jemmapes, parce qu'il n'avait ni vivres

ni fourrages, et qu'il ne pouvait pas avancer. On vient de lire tous les détails affligeans qui lui ont fait perdre le fruit de son succès. Il en a été de même après l'entrée dans Bruxelles, après le combat de Tirlemont, après l'entrée dans Liége. Arrêté partout par la faute du ministre Pache, il a toujours eu l'air d'attaquer trop vite et de poursuivre trop lentement.

Une autre contrariété très-fâcheuse lui est venue du retard que le général Valence a essuyé à son entrée de campagne. Ce général avait une armée excellente, du talent, un grand courage et beaucoup de bonne volonté. S'il eût pu déboucher sur Charleroi dans les premiers jours de novembre, comme cela était arrangé dans le premier plan, il eût certainement empêché la jonction du général Clairfayt, qui arrivait avec des troupes harassées qui avaient beaucoup souffert en Champagne, et qui n'aurait pas pu forcer le passage contre les généraux Valence et d'Harville réunis. Si le général Clairfayt avait passé avant que Valence pût y mettre obstacle, alors pendant que La Bourdonnaye menaçait Tournay, que le général Dumouriez menaçait Mons, l'armée de Valence serait devenue l'armée d'expédition, aurait marché sur Nivelle, et de-là sur Louvain, débordant toujours le duc de Teschen, et le forçant à prendre sa retraite par la Campine et Ruremonde, au lieu de se retirer par Louvain et Liége.

Cette branche du plan de campagne étant man-

quée par le retard forcé du général Valence, le général La Bourdonnaye pouvait y suppléer s'il avait eu de l'activité, du talent et de la bonne volonté. Il avait vingt mille hommes et du canon de siége; il pouvait être le 3 novembre sur les hauteurs d'Hertain, Lamain et Marquain, et attaquer de vive force la ville de Tournay, pendant qu'il aurait chargé le général Duval d'aller avec un quart de son armée se poster à Audenarde, pour être maître de l'Escaut. Le général Latour, ne pouvant pas défendre ces deux places à la fois, n'aurait eu d'autre parti à prendre que de se replier bien vite sur le duc de Teschen à Mons. Alors le général Dumouriez aurait fait avancer le général La Bourdonnaye, renforcé de la division de Berneron sur Ath, pour forcer les Impériaux à se replier sur Bruxelles.

Ainsi, par la droite ou par la gauche, le général avait également les moyens de déposter le duc de Teschen sans le combattre, et il n'a pris ce dernier parti que parce qu'il n'a pas été secondé par les mouvemens de sa droite et de sa gauche, et parce qu'il a vu que l'ennemi n'avait pas tiré tout l'avantage qu'il pouvait de la position qu'il avait prise pour l'arrêter.

Les quatre combats d'arrière-garde d'Anderlecht, de Cumptich ou Tirlemont, de Varoux et d'Herve, ont été beaucoup plus beaux de la part des Impériaux que de la part des Français. A celui d'Anderlecht, Dumouriez, impatient des retards

qu'il éprouvait, s'est aventuré assez mal à propos à la tête d'une légère avant-garde; mais comme les Impériaux n'ont pas pu soupçonner cette imprudence, ils n'ont pas été à portée d'en profiter. Il eût pu essuyer là un petit échec, mais il n'en serait résulté qu'un désagrément personnel, qui n'aurait pas pu influer sur le reste de la campagne.

A Cumptich, la défense du général Staray a été très-savante et très-hardie. L'attaque des Français a été tardive et molle, par la lenteur de la marche des deux ailes. Mais la position des Impériaux, en-deçà de la grande Gette, était mauvaise. Celle de Gotzenhoven, entre les deux Gettes, eût été beaucoup meilleure. Sans doute que le général Staray était forcé de couvrir Tirlemont, pour donner le temps de l'évacuer. Il paraît cependant, par les détails de la campagne de 1793, qui se trouvent dans le huitième livre de ces Mémoires, que les Impériaux n'ont jamais bien connu les avantages de la position de Gotzenhoven, qui est une des meilleures des Pays-Bas; elle est à la vérité plus favorable contre le pays de Liége que contre le Brabant, à cause de la grande *villasse* de Tirlemont, qui gêne son flanc droit, et qu'on ne peut pas défendre.

A Varoux, le général Staray, avec très-peu de troupes, a déployé une grande défensive sur un front très-étendu, et il a resserré sa défensive peu à peu, sans se presser, avec beaucoup d'habileté et

de sang-froid. Les mouvemens des ailes des Français ont encore été lents, ce qui a rendu l'attaque du front molle et circonspecte. D'ailleurs le général Staray avait des batteries de grosses pièces, très-bien disposées et parfaitement servies, qui ont eu ce jour-là une grande supériorité sur l'artillerie française, qui n'a pas déployé sa vivacité ordinaire.

Le général Dumouriez a observé à ce combat que le soldat français compte infiniment sur la supériorité de son artillerie; que du succès de cette arme dépend le plus ou moins de confiance et d'impétuosité des troupes, et que son courage se refroidit sensiblement s'il voit son artillerie recevoir un échec ou se rebuter.

A Herve, le général Clairfayt a parfaitement calculé le projet du général Dumouriez, et il a retiré très-à-propos ses avant-gardes de Henri-Chapelle. Deux heures plus tard elles eussent été enlevées sans qu'il eût pu les sauver. Sa retraite derrière l'Herfte, sa constance à tenir cette position avec une poignée de troupes désorganisées et manquant de tout, son habileté à leur rendre de l'ensemble et du courage, en profitant de l'inaction forcée du général Dumouriez, font beaucoup d'honneur à ce général impérial, et ont préparé les succès de la campagne suivante, pendant que la conduite de la Convention et du ministre de la guerre assuraient les disgrâces de l'armée française et la perte des Pays-Bas.

On peut appliquer à cette campagne ce vers de l'Art poétique d'Horace :

Desinit in piscem mulier formosa supernè.

Le plan de campagne était très-grand, très-facile à exécuter, et très-utile à la France. C'est la retraite déplacée de Kellermann qui l'a fait manquer. Le plan particulier de l'invasion des Pays-Bas était immanquable; il ne demandait que vingt jours au lieu de trente pour sa réussite complète. Ce sont le ministre Pache et le député Cambon qui, ne pouvant pas le faire échouer, l'ont rendu inutile et dangereux : le premier en détruisant l'armée par la disette; le second en faisant adopter un système odieux et tyrannique pour l'administration des Pays-Bas.

Tout pouvait se réparer en prenant Maëstricht et Venloo, à l'époque à laquelle le général Dumouriez a demandé des ordres au pouvoir exécutif. L'infortuné Lebrun, guidé par les perfides conseils de l'étourdi Brissot, a enlevé cette ressource; et ensuite, pour achever de perdre tout, ils ont l'un et l'autre provoqué la déclaration de guerre contre l'Angleterre et la Hollande, au commencement de 1793, lorsque l'armée française était totalement désorganisée, et le peuple belge entièrement aliéné.

La campagne des Pays-Bas a été très-brillante et très-malheureuse pour le général Dumouriez. Celle de Champagne a été bien plus savante, plus

avantageuse, et a bien plus de mérite aux yeux des militaires instruits. L'une et l'autre ont été d'une rapidité frappante pour l'histoire. Elles sont d'un genre entièrement opposé.

La première présente une défensive exacte, froide et circonspecte, consistant principalement en marches bien combinées et positions bien choisies. La seconde offre une offensive rapide, consistant en grands déployemens de moyens supérieurs, en une bataille, quatre combats et deux siéges.

Plût à Dieu que cette dernière campagne n'eût jamais été entreprise, et surtout que le général Dumouriez ne s'en fût pas chargé! Ses succès lui ont donné bien des chagrins et des regrets, puisqu'ils ont développé la scélératesse, l'avarice et la barbarie des monstres qui ont perverti et déshonoré une nation estimable jusqu'alors. Elle reviendra de ses erreurs; mais comment effacer ses crimes? .....

On sait que le général Dumouriez, pressé par les circonstances, fut obligé d'intervertir l'ordre des temps, en écrivant l'histoire de sa vie, et de publier d'abord les deux derniers livres de cette histoire pour répondre aux attaques multipliées dont sa conduite politique était devenue l'objet. (Voy. la préface de l'auteur, t. Ier, p. 1.) Les six premiers livres ne parurent que plus tard, lorsque le général, dans une situation d'esprit plus calme, put revenir sur les événemens antérieurs, et offrir sa vie entière au jugement de ses contemporains.

Nous avons rétabli l'ordre chronologique dans cette nouvelle édition. Le lecteur a suivi Dumouriez depuis sa naissance jusqu'à la fin de l'année 1792 ; les deux derniers livres lui offriront le récit des circonstances qui terminèrent avant le temps la carrière politique de cet homme célèbre.

Le septième et le huitième livre publiés à part, en 1794, sous le titre de *Mémoires du général Dumouriez, écrits par lui-même, année 1793*, étaient précédés d'une assez longue préface. Nous avons cru devoir conserver ce morceau que nous donnons au public, moins comme un récit historique que comme une suite de considérations politiques sur une des époques les plus importantes de la révolution et sur les causes de la détermination que prit le général Dumouriez de se retirer en pays étranger.

Il nous reste à faire une dernière observation. L'auteur, lorsqu'il écrivit cette dernière partie de son histoire, était à peine revenu de cette agitation que les secousses violentes laissent long-temps après elles, et cette situation d'esprit a dû imprimer un caractère particulier à son récit. On ne s'étonnera donc pas si, dans ces deux derniers livres, les hommes sont moins ménagés, le style est plus passionné, les couleurs paraissent plus rembrunies que dans les six premiers. Quelques redites échappées à la plume de l'historien doivent être également attribuées à l'intervalle qui a séparé les deux publications.

LA VIE

DU

GÉNÉRAL DUMOURIEZ.

LIVRES VIIE ET VIIIE.

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION DE CES DEUX LIVRES PUBLIÉS EN 1794.

Le général Dumouriez, abandonné à lui-même, seul dans l'univers, errant de ville en ville, en proie à la rage du frénétique Français qui croira venger sa patrie et la débarrasser d'un traître, en lui plongeant un poignard dans le sein, ou du scélérat entraîné par la cupidité de gagner les cent mille écus que la Convention a décrétés pour le prix de sa tête; forcé d'exister sous un nom supposé au milieu des étrangers, parmi lesquels il entend souvent des opinions aussi fausses que peu favorables sur sa conduite; déchiré par la calomnie de tous journaux gagés par les cours, qui flattent toujours le parti le plus heureux; rencontrant partout des émigrés aussi déraisonnables dans leurs désirs, et tout aussi acharnés contre lui que les féroces jacobins; le général Dumouriez, que les ministres et les cours ont comblé de complimens et de caresses au moment où il a quitté son armée, et que les ministres et les cours persécutent et calomnient depuis que, dans trois manifestes, il a déclaré ses véritables opinions, croit devoir enfin répondre à toutes les imputations lancées contre lui, en publiant les Mémoires de sa vie.

Les journaux en ont fait un être extraordinaire. Dans tous on trouve son portrait, et les différens peintres qui l'ont essayé se sont si fort contredits, que son caractère et son existence sont devenus une énigme, comme dit assez plaisamment un de ces journaux. Dans le Courrier de l'Europe, on lui donne la force d'Hercule, la galanterie de Marc-Antoine, la mauvaise foi d'Annibal, l'insensibilité cruelle de Sylla, les talens politiques et militaires de César; on lui suppose enfin de grandes richesses dans les fonds d'Angleterre. Le journal du Bas-Rhin, au contraire, lui accorde beaucoup d'esprit, mais le déclare le plus maladroit de tous les hommes. Dumouriez a regardé ce jugement comme un éloge. Il n'a jamais prétendu de sa vie être adroit, c'est-à-dire savoir se retourner et se replier sur son intérêt, d'après les circonstances. Dans tout ce qu'il a fait, il a agi d'après son caractère et ses principes. Nourri de la lecture de Plutarque, qu'il relit et médite tous les ans, il a trop peu vécu avec son siècle pour être bien connu par d'autres personnes que par ses amis, très-peu nombreux. Hors le temps de ses guerres et de ses voyages, il a vécu avec ses livres et avec quelques personnes choisies, dont la plupart sont mortes.

Bien éloigné de la maxime des Épicuriens, *cache ta vie*, il va exposer la sienne aux yeux et au jugement de ses contemporains. Il n'a rien à perdre par cette démarche, puisqu'il est pauvre, errant, calomnié, proscrit, et par conséquent ce que les

hommes appellent malheureux. Il a tout à gagner, car les ames fortes et honnêtes qui le liront s'intéresseront à lui et deviendront ses amis. C'est avec elles qu'il veut vivre; ce sont elles, de quelques nations qu'elles soient, qu'il regarde comme ses compatriotes.

Q. Fabius Maximus, ce célèbre dictateur, qui put seul arrêter les conquêtes d'Annibal, et que le général Dumouriez a tâché d'imiter dans sa campagne contre les Prussiens, disait à Paul Émile, lorsqu'il allait commander l'armée avec Varron: *Celui qui méprise la gloire en trouve enfin une véritable et solide. On voit assez souvent la vérité souffrir quelque éclipse, mais elle n'est jamais entièrement éteinte, et elle perce enfin les nuages qui la cachent.*

Dumouriez pense comme Fabius, mais leur position est bien différente. Fabius était dans sa maison en butte à la calomnie d'un parti, mais honoré dans le sénat et par tous les sages de Rome; on prenait encore ses conseils, il commandait encore les armées, et l'ingratitude n'était pas parvenue à effacer les grands services qu'il avait rendus et pouvait rendre encore à sa patrie. Ainsi Fabius pouvait suivre son caractère temporiseur, et attendre tranquillement que la vérité perçât les nuages. Dumouriez n'est pas dans une position aussi heureuse. Son âge et sa santé lui présenteraient une carrière trop longue, si elle restait flétrie par l'injustice de l'opinion publique; ainsi, tant pour lui-même que pour

son siècle, pour sa patrie, à qui il peut encore un jour être utile, pour ses amis, ses parens, ses partisans, il se croit obligé de repousser la calomnie qui le poursuit, et de *crever* le nuage qui couvre la vérité, par le récit le plus exact des faits qui ont donné lieu à celle-là.

Cette nécessité l'oblige d'intervertir l'ordre de ses Mémoires dans leur publication. Il commencera par soumettre à l'opinion publique les deux derniers livres qui contiennent les faits de l'année 1793 (1). Ils sont d'autant plus intéressans qu'ils annoncent ce qui arriva, et mettent le lecteur en état d'étudier les causes pour prévoir les résultats. Si le général Dumouriez se permet quelque fausseté, les contemporains sont là pour le contredire. Ainsi, il s'engage à ne dire que la vérité, dût-elle même augmenter le nombre de ses ennemis. Il peindra les Français tels qu'ils sont, et non pas tels que les juge presque toute l'Europe, qui croit que toute la nation est devenue sans religion, sans bonne foi et sans humanité. Les Français sont engagés dans une mauvaise cause, on peut les avoir en horreur, mais on ne peut pas les mépriser. Ils montrent un grand courage; et, s'ils étaient guidés par des hommes vertueux et habiles, cette époque de leur histoire serait aussi honorable qu'elle est horrible. Malheureusement l'excès de leur licence tue la liberté de l'Europe entière. L'exemple de

(1) Voyez la note précédente, p. 249.

leurs infortunes persuadera les peuples qu'il vaut mieux porter tranquillement ses fers que de tomber dans l'anarchie, qui ne peut jamais finir que par le despotisme.

Deux questions se présentent naturellement, et le général Dumouriez, pour justifier son caractère, doit y répondre, en expliquant les motifs de sa conduite, qui paraît avoir été, pendant trois mois, contradictoire avec ses opinions.

Pourquoi ce général, lorsque le roi a été arrêté le 10 août, a-t-il refusé d'obéir à l'ordre qu'il a reçu d'un autre général, qui le commandait, de faire prêter de nouveau aux troupes le serment d'obéir au roi?

Dumouriez commandait alors dix mille hommes dans le camp de Maulde, vis-à-vis Tournay. Les Autrichiens, beaucoup plus nombreux, étaient continuellement aux mains avec lui. On venait d'envoyer le général Dillon pour lui ôter le commandement. La conduite des ministres d'alors était visiblement contre-révolutionnaire, et ce sont eux qui ont perdu le roi, comme on l'a vu dans le second volume des Mémoires. La scène affreuse du 10 août n'était point connue au camp dans tous ses détails. Faire prêter aux troupes le serment qu'ordonnait le général Dillon, c'était juger le procès, et déployer l'étendard de la guerre civile contre la nation, pendant qu'on avait l'ennemi à combattre; c'était s'engager dans une querelle par-

ticulière; c'était enfin livrer Louis XVI aux poignards de la vengeance populaire.

Pourquoi, lorsque l'Assemblée nationale s'est érigée en Convention, a aboli la monarchie et institué la république, le général Dumouriez a-t-il reconnu et l'autorité de la Convention et l'abolition de la monarchie, et le pouvoir de la république?

Très-peu de temps après l'aventure du serment refusé au camp de Maulde, arriva l'insurrection du général La Fayette. Le général Dumouriez eut ordre d'aller prendre le commandement de son armée. La Fayette se retire de France. Le roi de Prusse entre en Champagne avec une armée formidable. La terreur et la trahison assurent ses succès. Longwy et Verdun sont pris. Dumouriez, forcé dans son camp de Grand-Pré, rassemble son armée à Sainte-Menehould. L'histoire de France ne présente pas une seule époque plus dangereuse. Le 20 septembre, jour auquel la Convention déclarait la république, Dumouriez et Kellermann repoussaient les Prussiens, qui avaient voulu les combattre à Valmy. Les armées étaient en présence, on s'attendait chaque jour à une bataille; ce n'était pas le moment d'engager une querelle et une scission sur la forme du gouvernement. Il fallait d'abord chasser l'ennemi et sauver la patrie. D'ailleurs le peuple était furieux contre Louis XVI, qu'il regardait comme un traître. Soutenir la royauté en ce moment eût été le signal de son massacre. On eût regardé cette déclaration comme un acte

de complicité, qui eût ôté au général la confiance de ses compatriotes, et qui eût livré la France à une conquête facile.

Aussitôt après la retraite des Prussiens, le général Dumouriez fit la campagne des Pays-Bas, et ce n'était qu'après s'être donné les Belges pour alliés et fortifié par ses succès, qu'il pouvait espérer et de donner la paix à sa patrie, de délivrer le roi prisonnier, et de rétablir d'une manière stable la constitution de 1789. Depuis cette époque les événemens ont tourné d'une manière si contraire à tous les calculs de la probabilité; le voyage de Dumouriez à Paris, le meurtre horrible de Louis XVI ont jeté un jour si terrible sur les crimes de la Convention et sur la rage et la puissance des jacobins, qu'il a cru devoir ne plus garder de ménagemens, et séparer la cause de la patrie de celle de ses monstres. Son plan était hardi, aucun autre chef ne pouvait avoir un espoir mieux fondé de réussite; mais tout a tourné contre lui, surtout le caractère inconstant de son armée.

Cette contrariété apparente entre les principes politiques de Dumouriez et sa conduite militaire, lui a attiré un reproche bien injuste de la part des émigrés, et même de quantité de personnes réfléchies qui l'ont jugé sur les événemens qu'elles connaissaient mal.

Dumouriez, nommé ministre des affaires étrangères, a montré le plus grand attachement à la constitution; ses dépêches, ses discours à l'Assem-

blée nationale en font foi. Il a lutté également contre les républicains et contre les royalistes. Il a fait chasser trois ministres républicains, sans pour cela se rejoindre à la faction de la cour, et il a fini par être lui-même en butte à toute la rage des jacobins, qui voulaient l'envoyer à Orléans. L'opinion publique à cet égard était si bien fixée sur son compte, qu'on mit au bas de son portrait le distique suivant:

Inflexible soutien du trône et de la loi,
Il fut ami du peuple, il fut ami du roi.

Parvenu ensuite au commandement des armées, il n'eut ni le temps ni la volonté de se mêler des intrigues et des crimes de Paris. Il s'occupa tout entier à repousser l'ennemi extérieur, et à lui faire tout le mal possible.

On lui reproche cependant de n'avoir changé de parti qu'après avoir été battu. 1°. Il n'a point changé de parti, car après avoir abandonné les républicains, avec lesquels il était brouillé d'avance, il ne s'est pas joint aux royalistes; et pour qu'il n'y eût pas de doute sur son opinion, il a sur-le-champ exprimé son vœu pour le rétablissement de la constitution. 2°. Il était en querelle réglée avec la Convention, les jacobins et le ministre de la guerre, au milieu de ses expéditions belgiques, dès le mois de novembre, comme on peut le voir dans sa correspondance avec le ministre Pache, imprimée en janvier 1793. Dans ce même mois de janvier, il a envoyé à la Convention quatre Mémoires contre le

décret tyrannique du 15 décembre, et il ne s'est pas présenté à la Convention, ni aux jacobins. Il a en même temps donné sa démission. 3°. Obligé, pour sa propre sûreté, de retourner à la tête de l'armée, il a continué à s'opposer aux injustices de la Convention nationale. Le 12 mars, il lui a écrit cette lettre fameuse dont on lui a fait un si grand crime (1). Ainsi, avant d'aller combattre le prince de Cobourg, et de décider le sort des deux nations dans les plaines de Nerwinde, il était ouvertement brouillé avec la Convention, proscrit, et nécessairement engagé à la renverser ou à périr.

Ce reproche a été exprimé très-amèrement dans une lettre de l'électeur de Cologne (2) au général Dumouriez, imprimée avec une publicité cruelle, qu'il semble que ce prince aurait dû épargner à ce général qui était alors errant et malheureux. Il ne doute pas que ce prince n'ait l'ame assez noble

---

(1) Cette lettre célèbre, dont le général expliquera l'occasion et la nature dans le livre VIIIe, fait partie des éclaircissemens historiques placés à la fin de ce volume, lettre (D).

(*Note des nouv. édit.*)

(2) Après avoir quitté son armée, Dumouriez se retira d'abord à Bruxelles, ensuite à Cologne; mais l'électeur auquel il avait demandé la permission de résider à Mergentheim, lui ordonna de sortir de ses États, et, dans la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet, lui reprocha d'avoir porté la plus grande partie de l'Europe à intervenir dans les affaires de la France. C'est à cette lettre, cruelle dans de pareilles circonstances, et qui fut imprimée dans tous les journaux du temps, que le général fait allusion dans ce passage.

(*Note des nouv. édit.*)

pour regretter d'avoir fait ou laissé imprimer un reproche aussi dur, lorsque par la lecture de ses Mémoires il sera convaincu de son injustice. C'est celle qui a le plus affligé le général Dumouriez, vu la juste considération que mérite son auteur.

Aucune nation de l'Europe ne peut se dissimuler qu'elle a elle-même le plus grand intérêt à la catastrophe de la révolution française. Si les puissances belligérantes rétablissent la monarchie telle qu'elle était, la vengeance des nobles et les proscriptions tomberont sur la moitié du peuple, ne fût-ce que pour rentrer en possession de leurs propriétés et de celles du clergé; mais comme le peuple est plus nombreux, comme il a joui de la liberté, et même de la souveraineté, le triomphe du monarque, de la noblesse et du clergé, ne durera qu'autant que les troupes étrangères contraindront les vaincus. Les révoltes seront continuelles, et une autre révolution, encore plus terrible, rendra la souveraineté au peuple (1).

(1) Quand Dumouriez exposait ainsi les résultats possibles d'un rétablissement de l'ancienne monarchie, il était placé dans des circonstances dont il serait injuste de faire abstraction en lisant ce passage. Le général, à cette époque, n'était pas moins en butte à la haine de l'émigration qu'aux vengeances du parti conventionnel. Il a pu juger mal l'un et l'autre. On peut apprécier aujourd'hui la valeur de ses prédictions. Au reste, lors même qu'il ne se serait pas trompé sur les vues et la puissance des divers partis en France, elles ont dû s'évanouir devant la barrière constitutionnelle qu'un roi législateur, dans sa haute sagesse, a opposée à toutes les prétentions illégales. (*Note des nouv. édit.*)

Si, par l'insouciance des puissances belligérantes, la Convention nationale et les jacobins l'emportent, et si la France subsiste en république, alors la propagande reprendra toute sa force; d'abord les peuples voisins, ensuite les plus éloignés, seront suscités à imiter les Français, l'anarchie fera le tour de l'Europe, et tous les gouvernemens éprouveront rapidement la même révolution que la France.

Il est un juste milieu, que la partie saine de la nation française désire, qui peut faire son bonheur, et qui assurerait la tranquillité de l'Europe : c'est que la France devienne une monarchie constitutionnelle. C'est à quoi doivent tendre les souverains, qui ont actuellement les armes à la main contre la France. C'est la sûreté du monarque qui remontera sur ce trône renversé. C'est le gage de la paix universelle.

Il faut bien se persuader que si la monarchie, telle qu'elle était, ne peut se rétablir en France d'une manière stable, la démocratie républicaine, telle qu'elle y existe, ne peut y subsister longtemps.

On n'a que trop exercé la métaphysique dans cette matière importante, qui se réduit à des vérités très-simples. Toute constitution politique peut rendre le peuple heureux, quand elle est de son choix, et quand le gouvernement marche avec liberté et selon la loi. La monarchie convient exclusivement à un grand État, parce qu'il a la faculté de payer la dépense qu'entraîne la royauté. La république con-

vient mieux à un pays circonscrit et pauvre, parce qu'elle est moins chère. La monarchie se rapporte à l'unité, qui est la perfection dans le commandement. Elle renferme deux grands avantages, la promptitude et le secret. L'aristocratie est nécessaire dans la république, parce qu'elle se rapproche de l'unité de la royauté, et elle en exclut l'arbitraire, qui est le vice ordinaire des monarchies. Quant à la démocratie, elle ne peut produire nulle part qu'un gouvernement absurde; elle ne procure ni un ensemble d'opinions, ni prudence, ni promptitude, ni secret; elle ne peut qu'agiter le peuple et le priver du bonheur.

Toutes les républiques connues, anciennes et modernes, ont été aristocratiques; il ne faut pas même en excepter Athènes, qui n'a eu de splendeur et de succès que lorsqu'elle se laissait gouverner successivement par Aristide, Thémistocle, Cimon, Périclès, et qui a été réduite sous l'esclavage, d'abord des Lacédémoniens, ensuite de Philippe de Macédoine, lorsqu'elle n'avait plus d'aristocrates à la tête des affaires, et lorsque la démocratie triomphante lui avait enlevé toute sa force.

Nos mœurs, nos sciences, nos arts, notre commerce, notre existence habituelle, nos richesses, notre luxe, en un mot, toutes les jouissances sur lesquelles sont fondés le bonheur et la splendeur de notre siècle, s'opposent à l'établissement d'une république; il faudrait remonter à la simplicité des siècles primitifs, perdre tous nos avantages, et

rentrer, pour ainsi dire, dans l'état de nature, pour pouvoir fonder solidement un gouvernement qui eût pour base l'égalité parfaite entre les hommes. Ce gouvernement ne pourrait être que le contrat d'un peuple sauvage, qui s'assemblerait pour la première fois en société.

Les Français se sont étrangement mépris à cet égard. Ils citent continuellement les premiers Romains auxquels ils se comparent. Mais Brutus, en chassant les Tarquins qui étaient des tyrans effroyables, en abolissant la royauté, se garda bien d'établir l'égalité et la démocratie. Il divisa l'autorité royale entre deux consuls, auxquels il laissa les licteurs, les faisceaux, les haches et tous les attributs réels de la royauté, ne leur ôtant que le sceptre, la couronne, le manteau, et les autres marques extérieures. Il ôta au pouvoir souverain la perpétuité et l'hérédité, et il borna sa durée à une année. Mais les consuls étaient pris dans la classe aristocratique, qui était le sénat. A la vérité cette forme de gouvernement reçut quelques modifications avantageuses au peuple, lorsque des plébéiens entreprenans attaquèrent le sénat, soit par leurs décemvirs, soit par leurs tribuns. Mais le gouvernement resta plus de cinq cents ans aristocratique, tel que Brutus l'avait établi. Si le sénat n'avait pas eu la sublime politique de rendre le peuple romain conquérant, son gouvernement aurait ressemblé à celui qu'on a vu depuis à la république de Florence; toujours faible, toujours agité.

par les guerres civiles, il eût été facilement envahi par quelque voisin ambitieux; Rome eût été conquise ou partagée, ou le prix d'une dot ou d'un héritage, comme Florence, et à peine l'histoire parlerait-elle de cette ville, devenue la plus célèbre du monde entier.

Mais cette république, que fonda Brutus en chassant un tyran qui n'était que le successeur de six rois, ayant un pouvoir limité, qu'on pouvait regarder comme les premiers magistrats d'un gouvernement mixte et constitutionnel, modéré par un sénat, et ne s'étendant que sur une nation naissante et bornée au territoire de cinq ou si petites villes, il aurait été impossible de l'établir après la mort de César, ou après celle de Tibère ou Néron. L'empire romain était alors trop vaste, les Romains trop riches; le luxe, les arts et toutes les jouissances qui en dérivent avaient détruit le germe républicain. D'ailleurs la liberté n'exige pas nécessairement le gouvernement républicain. L'Angleterre prouve qu'un peuple peut être libre avec un roi. La liberté consiste à n'obéir qu'à la loi : faite par le peuple lui-même, la loi est le sanctuaire dans lequel réside sa souveraineté, et les rois ou autres magistrats, à qui il délègue le pouvoir exécutif de la loi, y étant soumis comme le simple citoyen, le peuple est libre autant qu'il doit l'être pour son bonheur : au-delà est l'anarchie.

Il est très-prouvé qu'on ne peut établir dans ce siècle-ci une république, qu'en anéantissant tous

les avantages qui distinguent le siècle même. On ne peut arriver à ce but qu'en confondant toutes les propriétés, et en forçant toutes les volontés par la cruauté, par la terreur et par tous les crimes. Il faut nécessairement passer par l'anarchie. Mais conduit-elle à l'égalité et à la liberté? Non. Elle ne fait que renverser l'ordre établi et substituer à l'aristocratie héréditaire celle de la populace qui, étant moins raisonnable et moins bien élevée, doit nécessairement exercer une tyrannie plus insupportable, et c'est ce qui arrive en France. Les palais, les châteaux, les meubles précieux de la noblesse et du clergé ne peuvent pas être partagés également; ils deviendront donc la proie des scélérats les plus effrontés et les plus hardis. Peut-être verrons-nous un jour l'ex-capucin Chabot, seigneur de Chantilly; Bazire, seigneur de Chambord; Merlin, seigneur de Chanteloup, remplaçant le grand Condé, le maréchal de Saxe, le duc de Choiseul. Peut-être verrons-nous des métamorphoses encore plus extravagantes. Que gagnera le peuple à ce changement hideux de grands propriétaires? Il ne fera que changer d'aristocrates. Mais quelle nouvelle espèce d'aristocrates!

Ce désastre, encore plus affreux que ridicule, ne regarde à présent que la France. Mais sa république démocratique, ou plutôt monstrueuse et *acéphale* (1), ne peut subsister que par le règne

(1) Sans tête.

de l'anarchie chez ses voisins. Ainsi son intérêt et toute sa politique (et elle ne s'en cache point) ne doivent tendre qu'à prêcher l'anarchie, à la propager et à la faire régner autour d'elle; et comme l'expérience prouve qu'il est très-aisé d'égarer les peuples en leur prêchant la liberté; comme il est bien plus facile de renverser que d'édifier; comme partout les pauvres et la populace sont plus nombreux que les aristocrates et les riches, dès qu'ils auront l'exemple et l'appui des anarchistes français, il est à craindre qu'ils n'imitent leurs excès, et que la licence, l'anarchie et l'*ochlocratie*, ne fassent le tour de l'Europe.

Cette confusion, accompagnée de tous les malheurs qui en résulteront, est inévitable, si les puissances de l'Europe ne parviennent pas à détruire la possibilité de cette funeste révolution, en arrêtant les progrès de celle de la France. Les forces que les différens gouvernemens combinés emploient à ce projet sont si grandes, que, si elles sont dirigées avec sagesse et prudence, la réussite est infaillible; mais si elles en abusent pour dépouiller la famille infortunée qu'elles prétendent rétablir sur le trône, alors les excès du peuple français seront justifiés par ceux de l'ambition de ces gouvernemens, et les mêmes dangers renaîtront. Le général Dumouriez a développé ces dangers dans un autre ouvrage qu'on lui a promis de remettre à l'empereur; il souhaite, pour le bien de l'hu-

manité, qu'il soit lu avec attention et profit (1).

Lorsque le général Dumouriez appuie sur la nécessité d'étayer tout gouvernement sur l'aristocratie, ce n'est pas qu'il prétende qu'on doive tout donner à la noblesse et rien au peuple. La vertu militaire ou autre a fait les premiers nobles. Les titres, les parchemins et les propriétés foncières, comme duchés, marquisats, baronies, châteaux, terres, etc., appartiennent bien légitimement à leurs descendans, et rien n'a été plus injuste que d'en priver ceux qui n'ont pas porté les armes contre leur patrie; car ceux qui ont émigré pour y rentrer en conquérans, se sont exposés à la chance d'en être dépouillés. Mais vis-à-vis de la loi, ni pour la distribution des emplois publics, la noblesse ne doit avoir aucun privilége. Dans un gouvernement libre, quel qu'il soit, un noble n'est qu'un citoyen tout comme un autre. Il doit concourir comme eux, par ses services, ses talens et ses vertus, à l'acquisition des dignités de l'État. Il a sur le plébéien l'avantage d'une éducation plus soignée, d'une aisance plus considérable, et de l'exemple de ses pères. Voilà la véritable égalité, la seule qui puisse exister, et la seule qui ait existé de tout temps et chez tous les peuples.

Ce n'est pas parce que tous les membres de la Convention et tous les généraux actuels de l'armée

---

(1) Nous ignorons si cet ouvrage a été imprimé.

(*Note des nouv. édit.*)

française sont tirés de la classe plébéienne, que les décrets des uns et la conduite militaire des autres excitent l'indignation et le mépris, mais parce qu'ils sont injustes, absurdes, criminels, ignorans et cruels (1).

Il est très-vrai qu'un État politique peut exister, même avec un roi, sans cour et sans grands seigneurs. Il n'est pas vrai qu'un grand État puisse exister sans noblesse; car la noblesse étant une récompense de la vertu, devient une propriété ou un caractère ineffaçable pour le descendant de l'homme vertueux. On ne parle ici que de la noblesse d'origine, car celle que vendaient les rois et qui n'était qu'un abus de leur avarice, ne sera plus achetée, et s'anéantira d'elle-même, comme ridicule et vide de sens, quand la noblesse ne donnera plus ni prérogatives ni priviléges pécuniaires contre lesquels le peuple se récrie avec justice, et qui resteront abolis en France de gré ou de force, soit par la constitution, soit par l'anarchie, soit par une nouvelle révolution, si on s'obstine à les relever.

L'aristocratie que le général Dumouriez regarde comme nécessaire à tout gouvernement, est celle des vertus et des talens. Gouverner, juger, diriger vers la religion, conduire à la guerre les citoyens d'un

---

(1) Ceci est écrit en 1793. Les généraux qui sont venus après cette époque sont des héros et les vainqueurs de toute l'Europe.

(*Note du général Dumouriez.*)

grand empire, sont des métiers qu'il faut étudier comme les autres. La déclaration des droits de l'homme et la constitution dont elle forme la base, apprennent au roi des Français comment il doit faire le choix de ses coopérateurs. Le droit de les choisir est le plus bel attribut de la royauté. Au reste, qu'on lise avec attention cette constitution sublime, quoique imparfaite, et qu'on trouve ensuite sur la terre un état plus heureux pour un homme sage et vertueux que celui de roi de France!

Français, croyez-en tous les peuples de l'Europe, qui l'ont jugée de sang-froid. Reprenez tous de bonne foi ce code de la vraie philosophie, votre monarque sera adoré et puissant, votre noblesse redeviendra digne de ses ancêtres, votre clergé sera de bon exemple, utile et respecté, et vous serez la nation la plus heureuse de la terre.

Tels sont les vœux les plus ardens de l'homme que vous voulez assassiner (1), parce qu'il vous a sauvés et vous a toujours parlé raison; que les émigrés accablent d'injures et de calomnies atroces, parce qu'en se séparant de vous il n'a pas voulu tomber dans un autre excès, en faisant cause commune avec eux; que les ministres de plusieurs cours peignent comme un homme dangereux, parce qu'il a soutenu que le pouvoir souverain réside dans les

(1) A cette époque, la tête de Dumouriez était mise à prix. La Convention avait promis une récompense de trois cent mille francs à quiconque le livrerait mort ou vif.

(*Note des nouv. édit*)

peuples, ainsi que la faculté de faire les lois, principe tiré de la Bible, reconnu de tous les philosophes anciens et modernes, et qui plus est de tous les publicistes, même allemands; principe qui lie les peuples aux rois, et les leur rend plus chers et plus respectables, puisqu'ils sont identifiés avec le contrat social. Rien ne le fera varier, ni sur les opinions, ni dans sa conduite, ni à l'égard des vœux qu'il forme pour votre bonheur, parce que la raison et non la fortune doit guider l'homme de bien.

Et vous tous, gouvernemens de l'Europe, de quelque nature que vous soyez, croyez que l'homme honnête et persécuté que vous semblez méconnaître, auquel vous refusez un asile qu'il a droit de trouver partout, quoiqu'il n'apporte pour toute recommandation qu'une ame pure et un sens droit, est doué d'une philantropie universelle qui lui inspire du respect pour toutes les autorités constituées, et qui ne lui laisse désirer que le bonheur et la tranquillité des peuples de la terre; qu'il abhorre la guerre et qu'il ne la fera même au service de sa patrie que lorsqu'il la croira juste et utile, si ce fléau peut quelquefois être utile à l'humanité, pour arrêter l'ambition et l'injustice.

LIVRE SEPTIÈME.

CHAPITRE I.

État des affaires générales.

On a vu, dans le tableau précédent, les Français défendre avec courage la liberté qu'ils avaient conquise par des moyens trop violens pour ne pas en abuser, ainsi que de leurs succès. Victorieux jusqu'alors, ils se croyaient désormais invincibles. Ils ne cherchaient plus à gagner l'esprit des peuples qui les avaient reçus à bras ouverts. Ils ne voyaient que des conquêtes; et, en même temps qu'ils tyrannisaient les esprits par leurs clubs incendiaires, ils pillaient les propriétés, et ne laissaient aucune liberté ni physique ni morale à leurs nouveaux *frères*. Tous les hommes d'État étaient disparus pour éviter la persécution de *l'ochlocratie*, qui gouvernait par la terrible société des jacobins.

Le roi dans les fers, les honnêtes gens persécutés sous les noms de *feuillans*, de *modérés*, de *politiques*; la constitution renversée; Paris entre les mains des fédérés, appelés d'abord par le parti de la Gironde, mais qui, dès leur arrivée à Paris, avaient été séduits et entraînés par les jacobins; ces fédérés menaçaient alors de la guillotine Pétion, Brissot,

les chefs du parti de la Gironde, et surtout le général Dumouriez, que Marat, Robespierre et les autres chefs des jacobins annonçaient pour être l'instrument et le protecteur de ce parti, qu'on avait désigné sous le nom de *politiques*. Cette prévention contre le général était fausse, il n'était lié à aucun des deux partis, ne les estimant pas plus l'un que l'autre, et les regardant comme également nuisibles au bonheur de la France, dont il avait tout lieu de désespérer, et qu'il ne prévoyait pouvoir sauver que par une révolution qui les abattrait tous les deux. Il n'avait, pour y parvenir, d'autre ressource que son armée; mais on verra, dans le chapitre suivant, combien cette ressource était faible.

La France présentait alors une apparence de prospérité qui enorgueillissait la nation, et surtout le parti dominant; mais, s'étant rendu odieux au-dehors, ce parti s'était en même temps rendu faible au-dedans. Du côté de l'Italie, les Alpes bornaient l'empire français, agrandi de la Savoie et du comté de Nice, qui s'étaient donnés à la république. Mais la violence seule avait eu part à cette association. Des clubs très-peu nombreux de citoyens tarés, et qui ne pouvaient avoir d'existence que par un changement de domination, étaient dans chaque ville appuyés par les jacobins, soldats répandus dans chaque armée. Leurs délibérations violentes acquéraient bien vite force de loi; on ne se donnait pas même la peine de recueillir les voix; on menaçait, on violentait; des adresses patriotiques ar-

rivaient du pied des Alpes, des montagnes de l'évêché de Bâle, de Mayence, de Liége et de la Belgique; la Convention nationale croyait ou faisait semblant de croire que la douceur de notre liberté était prouvée par l'unanimité des peuples étrangers, qui se rangeaient sous ses drapeaux.

Genève était devenu un club au lieu d'une république. Clavières exerçait ses ressentimens contre sa patrie (1); ministre de la finance par la protection du parti de la Gironde, il avait perdu le général Montesquiou, qui, en remplissant ses devoirs comme chef des armées, avait voulu sauver cette ville et la Suisse de l'influence de nos furieux jacobins.

La principauté de Porentruy, trompée par Gobel (2), évêque de Paris, et par son neveu Ringler, deux intrigans méprisables, s'était aussi agrégée à la France, et partageait ses folies dangereuses.

---

(1) Clavières avait été déporté, en 1782, de Genève, sa patrie. (Voyez les Mémoires de Ferrières, t. III, p. 53.)

(*Note des nouv. édit.*)

(2) Gobel, membre de l'Assemblée constituante et évêque constitutionnel de Paris, est devenu célèbre par son apostasie devant la Convention nationale, le 7 novembre 1793. Les historiens impartiaux peignent cet ecclésiastique comme plus timide que méchant. Il se laissa entraîner, par les chefs de la commune de Paris, à des excès qui déshonorèrent sa vieillesse; et finit par succomber avec Chaumette, Hébert et les complices de cette honteuse faction. On remarquera comme une circonstance vraiment étrange que ses accusateurs lui reprochèrent d'avoir professé l'athéisme. L'évêque Gobel marcha à l'échafaud le 13 avril 1794, en témoignant un vif repentir des scandales de sa vie.

(*Note des nouv. édit.*)

Custine tenait Worms, Spire et Mayence, mais il avait manqué Coblentz, et il avait évacué Francfort, après y avoir fait détester l'avarice et la turbulence d'un peuple entre les mains duquel le flambeau de la philosophie était devenu une torche incendiaire.

Entre son armée et celle des Pays-Bas, commandée par le général Dumouriez, il en avait existé une sous les ordres du général Beurnonville; mais ce général l'avait anéantie dans une expédition trop faible et trop tardive contre Trèves; il en avait perdu un tiers, et les deux autres tâchaient de se remettre dans des cantonnemens en arrière dans la Lorraine. Les Prussiens et les Autrichiens avaient rempli l'intervalle qu'avait laissé cette armée, et leur position consolidée à Coblentz, Trèves et Luxembourg, coupait toute communication entre Custine et Dumouriez : ainsi il n'y avait plus d'ensemble entre les plans de ces deux armées, dont la combinaison avait été dérangée par le fol orgueil de Custine, par la sottise de la Convention, et par le système désorganisateur du ministre Pache qui, pour perdre Dumouriez, avait enlevé aux armées tous les moyens de subsistance, et les paralysait. Les Pays-Bas étaient au pouvoir de l'armée, dite de la Belgique, composée de celle de Dumouriez et de celle des Ardennes, commandée par le général Valence. Cette dernière n'était forte que de quinze mille hommes. Ces deux armées tenaient Aix-la-Chapelle et les bords de la Meuse. Des

clubs nombreux agitaient toutes les villes de la Belgique. La Convention y avait envoyé des commissaires pour l'exécution de l'odieux décret du 15 décembre, qui mettait tous les biens en séquestre, et qui éloignait, par sa tyrannie, la possibilité de réunir à la république française ces belles provinces; quoique ce projet fût le but de cette tyrannie. Mais on voulait se presser d'en tirer tout le numéraire avant d'opérer cette réunion. C'était le projet du financier Cambon, et il s'en vantait.

Les six commissaires de la Convention, employés à cette opération, étaient les plus propres à la faire manquer par leur caractère immoral et féroce: Danton, homme d'une grande énergie, sans éducation, aussi hideux au moral qu'au physique; Lacroix, escroc, homme de plaisir, spadassin, sans aucun principe. Camus, le plus dur, le plus hautain, le plus maladroit, le plus pédant des jansénistes; Treilhard, à peu près de même espèce; Merlin de Douai, assez bon homme, mais atrabilaire, et gâté par un républicanisme exagéré et mal entendu; Gossuin, une bête violente, avec les idées les plus basses (1).

---

(1) Nous nous serions fait un scrupule de publier ces personnalités, comme quelques autres dans le cours de ces Mémoires, si nous avions été en droit de les supprimer, et si nous n'avions été persuadés que ces détails trop passionnés et souvent injustes, surtout à l'égard de Merlin de Douai et de Treilhard, disparaîtraient, dans ce morceau, devant l'importance des faits, la grandeur des vues générales et l'utilité du but. Au reste, quand on se rappelle la

A ces six commissaires on en avait joint trente-deux autres, nommés par le pouvoir exécutif ou le conseil, mais désignés par le club des jacobins de Paris. Ceux-ci étaient pour la plupart des bêtes féroces et des scélérats, qui n'entraient dans ces riches provinces que pour piller et massacrer. Ils s'étaient divisé ce malheureux pays, et en même temps qu'ils forçaient, à coups de sabre et de fusil, les habitans à demander leur agrégation à la république française, ils dépouillaient les églises, les châteaux; pillaient les caisses, vendaient à bas prix le mobilier de tous les gens qui leur portaient ombrage, qu'ils désignaient sous le titre odieux d'aristocrates, et envoyaient comme otages dans des places fortes de France, des pères de famille, des vieillards, des femmes et des enfans.

Le nord et l'ouest de la France commençaient à développer les germes du mécontentement contre cette sanglante et terrible anarchie; mais les contre-révolutionnaires de la Vendée n'étaient pas encore dangereux, et ils auraient été écrasés très-facilement, si la Convention nationale, ou le pouvoir exécutif, avaient été susceptibles de la moin-

---

grossièreté, l'ingratitude et la calomnie avec lesquelles le général Dumouriez a été traité, lui qui montra, dès le début de la révolution, le plus étonnant génie militaire, lui, chef de l'armée, qui rendit les plus grands services, on ne s'étonnera point que, dans l'aigreur de son ressentiment, il ait, si l'on peut parler ainsi, sabré plus d'une fois ses ennemis.

(*Note du premier éditeur.*)

dre prévoyance. Mais que peut-on attendre d'un gouvernement où les sages délibèrent et les fous décident?

La Convention était divisée en deux factions également acharnées l'une contre l'autre : la montagne et les girondistes. La première, composée des plus furieux jacobins, ne palliait ni ses vices, ni ses crimes; elle ne respirait que sang et carnage; hors d'état de dominer elle-même, parce qu'elle n'a point de tête ni de plan, elle ne peut souffrir aucune domination. Aucun de ses chefs actuels ne peut se vanter de la gouverner, et elle fait consister la liberté dans l'anarchie. L'autre faction, composée de métaphysiciens et de politiques, avait abusé long-temps de la supériorité que lui donnaient des talens et une meilleure éducation. Elle avait traité les jacobins avec mépris. Maîtresse du ministère, elle croyait tenir les rênes du gouvernement. La Convention avait été révoltée de sa hauteur et de son orgueil; on avait reconnu que cette faction n'était ennemie de la royauté, que parce qu'elle avait espéré se mettre à sa place. Alors le parti mitoyen de l'Assemblée, celui qui était même révolté des violences des jacobins, avait été encore plus effrayé de l'ambition des Condorcet, Brissot, Pétion, Gensonné, Guadet, Vergniaux, etc., et tout le monde s'était réuni pour abattre cette faction trop hautaine (1).

---

(1) Est-il vrai que tous les partis se fussent réunis pour renverser les girondins? Sur cette opinion, et sur le jugement porté par

Le procès du malheureux roi n'avait été entamé que par la haine de ces deux factions; il lui servait d'aliment, et les girondistes ont reconnu trop tard combien il leur a été funeste. Louis, victime de leur ambition et de leur lâcheté, a entraîné leur chute et le triomphe des jacobins.

Cette division de l'Assemblée partageait aussi les départemens, qui épousaient les diverses passions de leurs députés. Bordeaux, Marseille, Lyon détestaient l'horrible montagne, et se préparaient d'avance à la scission qui a éclaté depuis, et qui a dégénéré en guerre civile.

Les Pyrénées garantissaient encore par leurs neiges les provinces voisines de l'Espagne. Cette puissance préparait lentement les moyens d'attaque qu'elle a développés depuis contre le Roussillon; et la Convention, uniquement occupée de ses querelles et de Paris, ne pourvoyait aucunement aux moyens de lui résister.

Paris, la ville la plus infortunée et la plus criminelle qui ait jamais existé, se croyait la rivale de Rome, parce qu'en peu de mois elle avait amassé dans son sein tous les crimes, les massacres, les catastrophes accumulés en plusieurs siècles sur la capitale de l'empire romain. Quarante spectacles, toujours pleins, amusaient ses habitans frivoles;

Dumouriez, le lecteur fera bien de consulter les autres Mémoires, et particulièrement ceux de madame Roland.

(*Note des nouv. édit.*)

lâches et barbares, pendant qu'une cinquantaine de scélérats, aussi absurdes que cruels, soutenus par deux ou trois mille satellites, le rebut de toutes les provinces, et dont même la plupart n'étaient pas Français, faisaient tous les jours oublier les crimes ou les massacres de la veille par ceux du lendemain. La caverne affreuse des jacobins engendrait tous les maux, et portait la terreur dans toutes les maisons. Tous les propriétaires tremblaient, et les citoyens qui, dans un temps tranquille, auraient été doux et vertueux, s'étourdissaient sur les crimes et sur les cruautés, et semblaient y applaudir de peur d'en devenir les victimes. Tous les hommes qui avaient un peu de vertu ou de pudeur, avaient fui ou avaient été chassés de l'administration du département, de la municipalité ou des sections. Un signe certain annonce et prépare la chute des empires. Alors toutes les bonnes têtes se cachent, il ne reste pour gouverner que les fous et les méchans, et cela arrive toujours à l'époque où des intelligences, surnaturelles même, ne retireraient pas le peuple de la crise où l'a conduit sa frénésie.

Voilà quelle était la situation terrible de la France au commencement de l'année 1793. Voilà où conduit la démocratie, lorsque la populace prend la place du peuple, et le tyrannise par une oligarchie infâme, celle de quelques scélérats tirés du rebut de la nation. A Rome, un sénat balança pendant plusieurs siècles les fureurs populaires, et les di-

rigea, non pas au bonheur, mais à la gloire de la nation, puisqu'elle devint conquérante pour ne pas se déchirer elle-même. En France il n'y a pas de contre-poids, et la bassesse de ceux qui gouvernent ne peut attirer que l'opprobre et le malheur sur un peuple conduit par des tyrans vils, sans esprit, sans prudence, sans honneur et sans vertu.

CHAPITRE II.

État des armées.

Quand même l'état politique de la France eût eu quelque solidité, quand même il eût été gouverné par un sénat raisonnable, quand même la France eût attiré le cœur des nations chez lesquelles elle portait ses armes, au lieu de les aliéner par une tyrannie plus grossière que celle du despotisme, il était impossible que cette nouvelle république se soutînt contre l'intérêt de toute l'Europe, si elle n'avait pas un état militaire capable de faire face, à la fois, à une attaque environnante de terre et de mer. La Convention nationale, qui ne doute jamais de rien, parce qu'elle ne connaît et ne calcule rien, avait lancé un décret, le 19 novembre, contre tous les despotes de l'univers, avait invité tous les peuples à secouer leur joug, et avait promis sa protection et sa fraternité, à condition qu'ils imiteraient le peuple français. Mais il eût fallu avoir abattu la puissance de l'empereur, du roi de Prusse, de l'Espagne, de la Russie, etc., avant de se permettre une levée de bouclier aussi orgueilleuse. Un sénat juste et appréciant les droits de l'homme réunis en société (car l'homme sauvage n'a point de droits, et l'état de nature les confond tous), aurait regardé comme injuste un pareil décret. Le *compelle in-*

trare n'est pas plus philosophique en droit social qu'en théologie. La propagande jacobine n'est pas plus juste que celle de l'Église romaine, et la liberté ne doit pas se prêcher à coups de sabre comme l'Alcoran. Mais, en prenant ce parti violent, on suppose sans doute que la Convention nationale, voulant réunir tous les hommes sous l'étendard de la liberté, avait fait des efforts pour que son décret du 19 ne fût pas une vaine et dangereuse jactance, et qu'elle avait en conséquence établi son état militaire sur le pied le plus formidable.

Le général Dumouriez, en entrant au ministère de la guerre, qu'il n'avait gardé que trois jours, l'ayant pris le 13, et quitté le 16 juin 1792, avait, très-audacieusement, lu à l'Assemblée nationale un mémoire, dans lequel il avait prouvé très-aisément qu'on ne s'occupait pas de l'armée, et que, bien loin de se mettre en état de soutenir la guerre, on prenait les moyens de perdre la liberté. Ce mémoire avait été oublié. La campagne s'était faite. Les succès de ce général, qui auraient dû lui gagner la confiance de ses concitoyens, au moins sur la partie militaire, n'avaient fait qu'inspirer des soupçons contre tous les avis qu'il pouvait donner. Non-seulement on avait dénaturé son plan de campagne, mais on avait voulu arrêter sa marche trop rapide. Le parti de la Gironde lui disait tout franchement qu'on serait très-fâché qu'il forçât trop promptement les puissances ennemies à demander la paix, parce qu'on craignait d'être embarrassé du retour

de l'armée avant l'achèvement de la constitution. Les jacobins, qui croyaient le général lié avec le parti de la Gironde, affectaient d'accuser son ambition; leurs dégoûtantes feuilles, surtout celle de Marat, le faisaient tantôt dictateur, tantôt duc de Brabant, tantôt chef du parti d'Orléans, et voulant porter sur le trône le fils aîné de ce prince. Rien n'était plus contradictoire que ces calomnies, car si Dumouriez voulait être dictateur, il n'était sûrement pas l'agent du parti d'Orléans; s'il voulait être duc de Brabant, il avait encore un autre intérêt indépendant des intrigues de sa patrie. Mais les délations les plus absurdes suffisaient pour détruire un homme de bien. Cependant, comme on craignait que les moyens de la calomnie ne fussent insuffisans pour arrêter les progrès d'un général victorieux, on y ajouta des manœuvres beaucoup plus efficaces, qui ont achevé de ruiner les ressources militaires.

Le ministre Roland, le plus intrigant et le plus maladroit de tout le parti de la Gironde, avait un ami, homme d'esprit, et grand fanatique, nommé Pache. Servan, qui voyait l'impossibilité de conduire le département de la guerre, avait fait le malade, et s'était dit hors d'état de continuer à occuper cette place: en conséquence il s'était fait lui-même général de l'armée des Pyrénées. Cet homme était lieutenant-colonel au mois de mai. Sa santé, qui ne lui permettait pas le travail du cabinet, allait se trouver assez robuste pour supporter les fatigues d'un général d'armée. Et c'est pour réformer les

abus des places mal distribuées qu'on a fait la révolution! Pache avait été secrétaire du maréchal de Castries et chargé de l'éducation de son fils. Cet homme était un des faiseurs du ministre Roland, qui crut devenir le maître du département de la guerre en le faisant nommer à ce ministère. On verra par la suite ce qui en est résulté pour le ministre Roland. Pache s'associa, ou on lui associa un académicien, homme de beaucoup d'esprit, mais une des ames les plus noires qui existent en France, nommé Meusnier; un autre académicien nommé Vandermonde; un jacobin ridicule par sa rusticité autant que dangereux par sa coquinerie, nommé Hassenfratz, sobriquet qu'il s'était donné pour déguiser le nom de Le Lièvre, sous lequel il avait été ignominieusement connu; et un nommé Audouin, vicaire de Saint-Eustache, qui a épousé la fille de Pache. On chassa tout ce qui restait encore des anciens bureaux de la guerre, qu'on remplit, non-seulement de jacobins, mais encore de ceux qui s'étaient distingués dans les massacres des six premiers jours de septembre. Ce nouveau ministère attaqua toutes les parties de l'administration, et les détruisit toutes au moment de la guerre la plus vive. L'administration des vivres, celle des hôpitaux, de l'habillement, de l'armement, furent cassées. Les anciens commissaires-ordonnateurs (1) furent chas-

(1) Tous ces détails se trouvent déjà dans les livres précédens. Nous avons expliqué plus haut la cause de ces redites inévitables. (Voyez la note de la page 249.) (*Note des nouv. édit.*)

sés ou accusés ; traînés à la barre, dans les prisons, flétris, et point jugés. Comme les mesures les plus violentes, qui dans l'intention n'étaient dirigées que contre l'armée du général Dumouriez, étaient générales, toutes les armées s'en ressentirent également, tous les généraux crièrent à la fois; on envoya des commissaires, tirés du sein de la Convention, pour vérifier leurs plaintes. Ils rendirent des comptes effrayans; mais le comité militaire, qui en tout autre temps n'aurait servi par son ignorance qu'à entraver les opérations du ministre, s'il eût été bon, servit alors à le justifier sur les états justificatifs faux qu'il présentait, en opposition des plaintes des généraux et des commissaires. On s'en rapporta au ministre qui en fut quitte pour être mandé à la barre et injurié de temps en temps, et on passa à l'ordre du jour.

Voici le tableau de l'armée de la Belgique dans le mois de décembre, tel que l'ont vu eux-mêmes, au camp de Liége, les commissaires de la Convention, Camus, Gossuin, Danton et Lacroix, et dont ils ont rendu compte, mais sans rien faire pour y remédier. Cette armée était composée de quarante-huit bataillons, dont le plus fort était de trois cent cinquante à quatre cents hommes, et beaucoup environ à deux cents, ce qui faisait quatorze à quinze mille hommes d'infanterie. La cavalerie montait à environ trois mille deux cents hommes. Les soldats étaient sans souliers; la plupart, campés dans la boue, avaient leurs pieds entortillés dans

du foin. Le reste de l'habillement était dans le même état. On avait distribué des capotes ou redingotes, mais ceux auxquels on les avait données étaient désertés pour s'en retourner chez eux, au nombre de plus de quinze mille; à peu près pareil nombre remplissait des hôpitaux où tout manquait. Tel était l'état de l'armée victorieuse de Jemmapes, après la conquête de la Belgique.

Cette armée a été arrêtée sur les bords de la Meuse faute de subsistances, et si le général Clairfayt avait connu sa détresse, il aurait pu l'attaquer avec avantage, car l'équipage d'artillerie était presque détruit, et dans ce même mois de décembre il était mort six mille chevaux d'artillerie à Tongres et à Liége, manquant de fourrages. Il n'y avait pas dix mille fusils en état de servir. La cavalerie était sans bottes, sans selles, sans manteaux, sans carabines, sans pistolets, sans sabres. L'argent manquait absolument, et souvent l'état-major se cotisait pour fournir la solde d'un jour.

Il eût été très-aisé de se procurer tous les moyens d'armemens et de subsistances qui manquaient à l'armée; le général Dumouriez pouvait tirer tout des Pays-Bas, du pays de Liége et de la Hollande, il en avait indiqué les moyens, il en avait fait les marchés; mais on avait tout rejeté, on avait tout rompu. Le commissaire-ordonnateur Ronsin, dont il a été parlé dans le sixième livre, avait ordre de barrer tout; de nuire à tout; il ne s'en cachait pas, il bravait le général, sûr de l'appui ouvert du co-

mité militaire, du fameux Cambon, du ministre de la guerre et de ses suppôts, et de la protection cachée des commissaires qui, aux yeux de l'armée, paraissaient blâmer ce désordre, mais qui n'y remédiaient pas, et qui, dans le compte qu'ils rendirent au mois de janvier, excusaient Ronsin, qu'ils avouaient cependant être un homme incapable. On avait établi à Paris une entreprise générale de toutes les fournitures; on faisait venir des draps de Verviers dans le pays de Liége pour faire les habits à Paris; on achetait à Liége et à Dinant, et tout le long du cours de la Meuse, les cuirs pour les souliers; les entrepreneurs les envoyaient de Paris au prix de neuf livres, pendant qu'ils coûtaient quatre livres ou quatre livres dix sous à Liége. Les capotes qu'on fabriquait à Anvers pour dix-neuf ou vingt-une livres, coûtaient à Paris cinquante livres, et on les envoyait de Paris à l'armée. Les blés des Pays-Bas allaient à Nantes, revenaient de Nantes à Paris; on les faisait moudre à Montmartre, et on les renvoyait dans les Pays-Bas.

Le plus grand mal que causait ce désordre était l'influence sur le moral de l'armée. On a vu précédemment comment elle était composée, et combien le général Dumouriez avait eu de peine à en tirer parti. On pouvait dire même qu'il avait fait plus que le possible, et qu'en battant les Prussiens et les Autrichiens, il avait remporté une victoire encore bien plus longue et plus difficile sur sa nation désorganisée, en réussissant à introdure une

espèce de discipline et d'amour de l'ordre, dans une armée composée d'un quart de troupes de ligne déjà désorganisées, et des trois quarts de bataillons de volontaires, inégaux, apportant chacun un esprit différent, fiers de leurs victoires, et plus susceptibles, par l'esprit d'égalité, du mal que du bien. Dès le commencement de la campagne de 1792, ces bataillons manquaient d'officiers. Les supérieurs étaient mal choisis et sans autorité; les soldats eux-mêmes faisaient la police des capitaines, lieutenans et sous-officiers, et cette police était sujette au caprice d'une troupe qui ne voulait point reconnaître de supérieurs. Un seul jacobin perdait un bataillon par ses motions incendiaires; ce n'était que par des complaisances coupables qu'un officier conservait son grade, ou en acquérait un nouveau.

La ville de Liége était le tombeau des Français qui y mouraient de faim et de misère; mais cette ville, où l'armée ne ressentait que la privation de tous les besoins, était plus dangereuse pour elle que Capoue et ses délices pour les Carthaginois. Les Liégeois avaient porté à l'excès l'esprit de la révolution, parce que leurs maux avaient été excessifs, lorsqu'ils avaient été trahis et subjugués par les Prussiens. Ils avaient ôté leur confiance à leurs chefs qui avaient voulu fonder leur liberté sur des principes sages. Fabry, Chestret, hommes très-honnêtes, et qui ne voulaient que le bien de leur patrie, avaient perdu tout leur cré-

dit. La populace d'outre-Meuse, peut-être la plus dangereuse de l'Europe, après celle de Londres et de Paris, s'était emparée, non pas du gouvernement, car il n'y en avait plus, mais de la force. Ces malheureux ne pensaient qu'à se venger et à punir; ils menaient les soldats français chez leurs ennemis particuliers, et on les traitait en aristocrates, c'est-à-dire qu'on les pillait et massacrait. Cette guerre intestine, dans laquelle chaque soldat français prenait parti pour ou contre son hôte, achevait de ruiner le peu de discipline et de subordination qui régnait encore au milieu de la misère, de la famine et du désordre; il était impossible de punir, car on ne pouvait pas discerner les coupables. Les Liégeois rejetaient les crimes sur les Français, les Français sur les Liégeois. Le général avait voulu établir la peine de mort; son armée elle-même l'avait demandée dans un moment d'enthousiasme, mais les commissaires, tout en ayant l'air d'approuver cette sévérité, s'y étaient opposés. Depuis lors on a vu qu'une des causes du supplice de l'infortuné Custine, est d'avoir établi la peine de mort.

Cette armée occupait des quartiers depuis Aix-la-Chapelle jusqu'à Liége, où se rendaient tous les officiers qu'on ne pouvait pas retenir à leurs bataillons. Ils se tenaient tous dans l'une de ces deux villes, et les soldats étaient dans leurs quartiers sans commandans. Le besoin avait porté la maraude à son comble. Les soldats allaient par bandes

piller les villages, et les paysans se vengeaient en massacrant ceux qu'ils trouvaient écartés.

Le général Dumouriez n'ayant pas pu, pour tous ces motifs, pousser jusqu'à Cologne et forcer Clairfayt à repasser le Rhin, avait au moins voulu conserver la Meuse, et pour cela, il avait réuni à son armée la prétendue armée des Ardennes, commandée par le général Valence, forte de quinze mille hommes, qu'il avait placée dans le pays de Stavelo, Malmédy, Spa, Verviers, Huy, joignant son armée par sa droite. Le corps de dix mille hommes, aux ordres du général d'Harville, tenait la Meuse depuis Givet jusqu'à Namur avec des postes en avant à Ciney, Marche et Rochefort. L'armée dite du Nord, aux ordres du général Miranda, tenait la gauche depuis Tongres jusqu'à Ruremonde; elle était de dix-huit mille hommes. De nouveaux bataillons venus de France formaient les garnisons des Pays-Bas. Ainsi cette ligne sur la Meuse donnait de soixante-cinq à soixante-dix mille hommes, qui auraient suffi pour s'emparer du pays entre la Meuse et le Rhin, et occuper les bords de ce fleuve depuis Burick jusqu'à Cologne, s'il avait été possible, 1° de prendre Maëstricht, ce qu'on n'avait pas permis au général Dumouriez, qui voulait et pouvait s'en emparer dans les premiers jours de décembre; 2° de mettre garnison dans Juliers, ce qu'on n'avait pas permis, parce qu'il avait fallu ménager l'électeur palatin dans cette partie, de peur qu'il ne livrât aux Impériaux

le passage de Manheim, par où ils auraient coupé l'armée de Custine d'avec l'Alsace; 3° si l'armée de la Belgique avait eu des vivres, des armes, des habits et de l'argent pour pouvoir marcher au mois de décembre, et forcer les Impériaux à passer le Rhin.

Le général Dumouriez sentait combien la position de la Meuse était intenable, n'occupant ni Gueldres, ni Venloo, ni Maëstricht, ni Juliers. Il l'avait mandé au ministre et à la Convention. On peut retrouver son avis dans sa correspondance avec le ministre Pache, imprimée en janvier 1793. C'est à l'époque de la fin de novembre que commence sa querelle avec ce ministre, avec les jacobins qui le soutenaient, et avec la Convention nationale, qui n'avait pas assez de bon sens pour juger les suites de cette criminelle conduite. C'est en décembre qu'a commencé le procès du monarque infortuné, que sa trop grande bonté a conduit à l'échafaud. Dès-lors le général prévit tous les crimes et les malheurs qui résulteraient de ce chaos; il chercha à sonder son armée, mais l'état-major qu'il y employa perdit ses peines, et c'est dès-lors qu'il fut enveloppé dans la proscription. Pas un soldat, pas un officier ne voulut réfléchir sur le sort du roi; tous montrèrent une égale apathie, et cette disposition insouciante des esprits de l'armée acheva de déterminer le général à se rendre à Paris.

CHAPITRE III.

Le général Dumouriez part de Liége.

Le général Dumouriez était ainsi accablé de chagrins dans le palais de l'évêque de Liége, et si c'est une consolation pour les maux que ce prélat a soufferts, il lira avec plaisir qu'après la plus glorieuse campagne, ce général était plus malheureux que lui. Il avait été vexé par les calomnies des jacobins, après avoir sauvé la France, en chassant de la Champagne une armée formidable. La conquête de la Belgique avait encore *grossi la colonne de ses ennemis*, comme il le mandait lui-même à la Convention nationale après la bataille de Jemmapes. Il se reprochait presque de n'avoir pas profité de l'occasion que lui avait offerte l'ingratitude de ses concitoyens, pour quitter le commandement de l'armée après son retour de la Champagne. Il voyait manquer le succès d'une guerre que lui-même avait fait déclarer comme ministre des affaires étrangères, et qu'il avait conduite glorieusement comme général; il n'avait à cet égard aucun reproche à se faire; mais il ne pouvait qu'être pénétré de douleur, parce que la part importante qu'il avait eue depuis neuf mois dans les affaires générales l'avait identifié au sort de sa patrie.

Toutes ses lettres étaient ou rejetées ou mal interprétées ; ses conseils étaient mal reçus. Cambon assurait que rien n'était plus dangereux pour une république qu'un général victorieux. On posait pour axiôme dans la tribune de la Convention nationale, que l'ingratitude était une vertu nécessaire à des républicains. En conséquence, la Convention n'avait donné aucune récompense aux vainqueurs de la Champagne et de la Belgique, parce que le général les avait demandées. On avait autorisé le ministre de la guerre, par un décret, à casser toutes les nominations d'officiers faites par les généraux. Les corps restaient sans officiers ; ils voyaient arriver de France des hommes incapables, qui venaient cueillir le fruit de leurs travaux et de leur gloire. Le général s'était plaint sur tous ces articles à la Convention nationale ; il avait même pressenti que si on ne faisait pas droit sur ses plaintes, tant sur les besoins que sur les injustices qui détruisaient et désorganisaient son armée, il se verrait forcé de donner sa démission. On appelait cela *mettre le marché à la main*, et on lui en savait mauvais gré.

Il demandait surtout la révocation du décret impolitique et injuste du 15 décembre, qui réduisait les Belges au désespoir. Ce décret, malgré toutes les représentations du général, devait commencer à avoir son exécution le premier janvier. Cambon l'avait fait porter ; les quatre commissaires, Camus, Gossuin, Danton et Lacroix, le

soutenaient ; ces deux derniers se vantaient d'en avoir donné le projet, pour se venger de ce qu'en passant à Ath, on leur avait refusé un logement. L'honneur du général était engagé à ne pas laisser mettre à exécution ce décret tyrannique, parce qu'en entrant dans les Pays-Bas le 3 novembre, il avait publié, avec la sanction de la Convention nationale, une proclamation dans laquelle il annonçait aux Belges que les Français entraient chez eux comme frères et comme amis; qu'ils leur apportaient une entière liberté, et qu'ils les laissaient les maîtres de se donner telle constitution et telle forme de gouvernement qu'ils voudraient, sans s'immiscer dans leurs affaires. Non-seulement le décret du 15 décembre détruisait cette proclamation, mais il ôtait aux malheureux Belges toute leur liberté. Les commissaires mettaient leurs biens publics et ceux du clergé en séquestre, et il ne restait plus à cette nation, ni deniers publics, ni pouvoirs constitués pour faire aller le gouvernement.

Cambon avait espéré retrouver la dépense de cette guerre dans cette spoliation d'un pays ami, qui s'était donné et qu'on n'avait pas conquis. Cette criminelle et sordide avarice n'a produit à la France aucun bénéfice, l'a privée au contraire de quarante mille hommes et cinquante millions que les Belges voulaient nous donner, pour les aider à défendre leur liberté, et a fini par nous faire perdre ces belles provinces, où la Conven-

tion nationale et ses commissaires seront toujours en exécration. Par un article de ce décret, les généraux étaient chargés de son exécution, et c'était à eux de faire mettre les scellés. Le général Dumouriez avait refusé cet emploi déshonorant, et sur son refus les commissaires en avaient chargé le commissaire-ordonnateur Ronsin, qui faisait remplir les fonctions d'huissiers par des soldats et des commis, tous jacobins, qui volaient la moitié du mobilier sur lequel ils mettaient le scellé.

Le général, ne pouvant pas empêcher ces odieuses manœuvres, cherchait au moins à ne pas en être témoin, pour que les Belges sussent bien qu'il n'y trempait point. Il avait expliqué sur tous ces articles ses intentions d'une manière si claire aux commissaires de la Convention; le général Valence avait appuyé ses argumens avec tant de force, que dans un comité tenu à Liége entre ces commissaires, les généraux et les administrateurs des approvisionnemens de l'armée, après avoir prouvé à ces derniers qu'ils ne pouvaient pas lui livrer ce qui était nécessaire, non-seulement pour aller en avant, mais pour subsister même à Liége, il avait été décidé que Camus, le président de la commission, se rendrait à Paris, et que le général Thouvenot, chef de l'état-major de l'armée, l'accompagnerait, le premier pour faire son rapport à la Convention nationale, le second, pour détailler au comité militaire les besoins de l'armée,

et pour obtenir, tant les récompenses demandées, que des marchés solides pour pouvoir se procurer des magasins sur la Meuse, et surtout la révocation du décret du 15 décembre, qui nous donnait pour surcroît d'ennemis toute la nation Belge. Le général Thouvenot portait aussi une discussion à deux colonnes sur le plan de campagne que le ministre de la guerre s'était avisé de donner, et devait apporter une décision à cet égard. Ce voyage fut infructueux malgré l'habileté du général Thouvenot, parce que ce Camus, toujours pédant et faux, quoique grossier, voulut avoir tout l'honneur de l'ambassade, se chargea de la parole, soutint le décret, se laissa vaincre sur l'article du comité des achats, et revint, ainsi que Thouvenot, n'ayant rien fait, et ayant au contraire gâté les affaires.

Jusqu'à leur retour, le général se tenait renfermé dans le palais à Liége, occupé à gémir et à demander un congé pour Paris. Il avait annoncé qu'il était impossible qu'il continuât à commander l'armée, si on ne cassait pas le comité des achats, qui n'était qu'un tripot d'accapareurs, qui avait fait annuler tous les marchés passés avec des Belges pour les livraisons de toute espèce; si on ne changeait pas le ministère de la guerre, qui avait ruiné les armées; et si on continuait à tyranniser, comme pays de conquête, les provinces alliées où entreraient les armées de la république.

Tels étaient les motifs ostensibles sur lesquels était formée sa demande de congé. Il en avait un bien plus essentiel, mais qu'il avait grand soin de cacher : c'était de tâcher de sauver l'infortuné Louis XVI, en présentant les dangers extérieurs et la nécessité de faire un plan solide pour la campagne qui devait s'ouvrir de très-bonne heure; il espérait que la gravité de cette considération, aidée des mouvemens qu'il comptait se donner auprès des diverses factions de la Convention nationale, pourrait l'engager à suspendre ce hideux procès.

Telle était la triste situation du général Dumouriez à Liége, tels étaient les objets qui agitaient son ame; pendant ce temps-là les jacobins voulaient lui faire son procès, et prétendaient qu'il passait son temps au milieu des courtisanes et des comédiennes. Les ministres lui avaient envoyé, à la vérité, un détachement de virtuoses de l'Opéra, qui ne passèrent à Liége que vingt-quatre heures, et s'en retournèrent à Paris. Ce voyage, et celui d'une troupe de comédiens de la Montansier, a coûté plus de cent mille livres au gouvernement, qui prétendait inculquer aux Belges l'esprit de la révolution française, en faisant jouer sur leurs théâtres des pièces révolutionnaires. Le général ne protégeait pas non plus cette sottise, et n'a vu qu'un jour à dîner chez lui ces virtuoses de l'Opéra, lesquels au reste se sont conduits avec beaucoup de décence et de

raison, et ont été beaucoup plus sages que les ministres qui les avaient envoyés. Le congé que demandait le général était très-difficile à obtenir. Pache et les jacobins craignaient sa présence à Paris. Il fut obligé, après avoir allégué sa santé et le besoin qu'il avait de repos, d'engager les commissaires à demander eux-mêmes ce congé, en annonçant très-sérieusement, qu'en cas de refus, il enverrait sa démission.

Au travers de la désorganisation de l'armée, il restait encore dans le soldat un fonds de justice, qui lui donnait de l'attachement pour le général sous lequel elle avait toujours été victorieuse, et auquel elle ne pouvait pas attribuer sa détresse actuelle. Les commissaires mandèrent sans détour que, si on refusait le congé au général, il donnerait sa démission, et que dans ce cas l'armée se débanderait. Le congé arriva, et le général se pressa de partir, quoique Delacroix, pour l'amuser, lui proposât de faire une tournée à Aix-la-Chapelle. Mais dès-lors Dumouriez avait résolu de ne pas revenir commander l'armée, et ne voulait pas, en visitant les quartiers, prendre un engagement tacite vis-à-vis de ses soldats.

Il arriva à Bruxelles, dont il avait donné le commandement au général Moreton. Cet homme, mort très-à-propos à Douai, a joué un rôle dans la révolution sur le pavé de Paris. C'était un aristocrate *encroûté*, à prendre cette dénomination

dans l'acception la plus odieuse. Il avait été cassé sous l'ancien régime, étant colonel du régiment de La Fère, pour des actes du despotisme militaire le plus atroce. Le dépit l'avait jeté dans la révolution, et il en avait été un des premiers acteurs, par son crédit dans les tripots du Palais-Royal. Il avait voulu faire réviser son procès, étant secrétaire des jacobins; mais faute de juges, le procès était resté là. Il avait été nommé maréchal-de-camp, employé à l'armée du Nord. Comme il avait la connaissance des détails de l'infanterie, et de l'esprit, le général Dumouriez l'avait fait chef de l'état-major de l'armée du Nord. Mais après le départ de ce général pour aller commander en Champagne, Moreton, qui n'y voyait goutte, quoique très-brave, s'était mal conduit à la levée du camp de Maulde, et avait pensé être lapidé par le peuple de Valenciennes. Le retour du général Dumouriez à l'armée du Nord, devenue l'armée de la Belgique, avait rétabli Moreton chef de l'état-major. Mais comme Thouvenot avait pour cette place toutes les qualités qui manquaient à Moreton, Dumouriez l'avait fait lieutenant-général par ancienneté, car six mois donnaient l'ancienneté dans cette armée révolutionnaire, et il l'avait placé commandant à Bruxelles et en Brabant, pour faire le général Thouvenot chef de l'état-major. Moreton alors avait jeté le masque, et gagné par les jacobins, auxquels il

avait déjà tant d'obligations, il avait fait tout ce qui était opposé aux sentimens et aux opinions de son général. Il avait adopté le décret du 15 décembre, et il était devenu odieux aux Brabançons. Le général Dumouriez le trouva entouré de toute la tourbe jacobine, ayant créé un corps de scélérats, sous le nom de Sans-Culottes, qui vinrent haranguer le général en le tutoyant, ce qu'il s'avisa de trouver mauvais, ainsi que la dénomination de *citoyen*, tout court. Il leur dit assez durement, qu'étant la plupart militaires français, ils ne devaient pas se permettre le tutoiement qui exprimait une égalité, qui ne pouvait pas exister sous les armes; qu'ils devaient l'appeler général, ou citoyen général, mais non pas simplement citoyen, qui était une expression trop vague. Il leur demanda leurs statuts, et leur dit qu'à son retour de Paris, il verrait ce qu'il aurait à décider à leur égard; car cette canaille voulait être soldée, et elle l'a été effectivement à l'insu du général Dumouriez, mais de l'aveu des commissaires, pour récompenses des services ou plutôt des vexations atroces dont ces satellites ont été les agens.

Le général Dumouriez avait envoyé de Liége une proclamation pour engager les Belges à tenir bien vite leurs assemblées primaires, et à former sur-le-champ une assemblée constituante, parce que, d'après un article du décret du 15, il était dit que le séquestre cesserait dès que la nation belgique aurait une représentation. Les commissaires avaient

bien senti que cette nomination des assemblées primaires, en réintégrant les Belges dans leur liberté, ferait lever tous les séquestres, et les priverait du maniement des deniers, et surtout de la spoliation des églises; ils avaient retardé l'impression de la proclamation du général, et ensuite ils s'opposèrent à son exécution et empêchèrent la tenue des assemblées primaires et de la Convention nationale belgique, que le général avait indiquée à Alost, pour éviter l'influence de Bruxelles, comme Louis XVI aurait évité l'influence de Paris, s'il avait indiqué la tenue des états-généraux à Tours, Orléans, Blois ou Bourges, au lieu de Versailles, qui était trop près de la capitale. Le général, voyant que le seul moyen de sauver la Belgique de la tyrannie de la Convention nationale avait échoué, continua sans s'arrêter son voyage jusqu'à Paris.

CHAPITRE IV.

Son séjour à Paris.

Arrivé dans la capitale le 1er janvier, le général réfléchit que, lors de son passage à Paris, après l'expulsion des Prussiens de la Champagne, Marat et les autres folliculaires jacobins lui avaient fait un crime de s'être montré aux spectacles, et d'avoir eu l'air de chercher du crédit et du pouvoir, en allant à l'Assemblée. Il se détermina donc à garder le plus grand incognito possible, à se priver des spectacles, des promenades publiques, de tous les lieux où on aurait pu faire foule autour de lui, et à ne voir qu'un très-petit nombre d'amis, et les personnes auxquelles il pouvait avoir affaire pour réussir dans les différens objets de son voyage.

Il passa cinq jours sans sortir de son appartement, occupé à composer quatre mémoires : le premier sur la nécessité d'annuler le décret du 15 décembre, qui venait encore d'être confirmé et augmenté par deux nouveaux décrets du 28 et du 31 ; le second sur les inconvéniens du comité des achats, et sur la nécessité de remettre toutes les fournitures de vivres, fourrages, remontes, habillemens, hôpitaux, etc., sur l'ancien pied, et entre les mains de fournisseurs intelligens ; le troisième et le qua-

trième sur la partie militaire et le plan de campagne à adopter. Il concluait chacun de ces mémoires par sa démission, si la Convention nationale ne prenait pas un parti décisif. Il les accompagna d'une lettre au président, par laquelle il le priait d'engager l'Assemblée à former un nouveau comité pour traiter avec les généraux, tant sur les besoins de leurs armées que sur les opérations militaires. Le 7, il envoya ces cinq pièces au président qui était un ancien avocat nommé Treilhard, lequel a été, aussitôt après sa présidence, adjoint avec Merlin de Douay, autre avocat, aux quatre premiers commissaires de la Belgique. Ce président ayant retardé d'en faire part à la Convention, le général lui écrivit une lettre très-courte et très-pressante.

Enfin le 11, on rendit compte sommairement de cet envoi, la lettre fut lue, et les mémoires furent supprimés et renvoyés à la discussion d'un comité de vingt-un membres, qui fut établi sous le nom de comité de sûreté générale; on choisit pour ce comité les membres les plus forts des comités déjà établis. Il ouvrit sa première séance le 13, et le général fut invité de s'y trouver. On lut les quatre mémoires sur lesquels on entama des disputes très-frivoles et très-ignorantes. Tous parlaient à la fois, et on se sépara après une séance de trois heures, sans avoir rien éclairci; le résultat fut qu'on demanda au général un nouveau Mémoire plus détaillé. Quant au plan de campagne, tous les mem-

bres furent d'accord de ne pas traiter cette matière, disant qu'elle n'était pas de leur ressort, mais de celui du pouvoir exécutif ou du conseil. Le général apporta un mémoire détaillé à la seconde séance, qui fut tenue le 15 au soir. A peine à cette séance se trouva-t-il la moitié des membres, qui y vinrent les uns après les autres; on parcourut légèrement le mémoire qui était très-détaillé, et il n'en fut plus question.

Le général Valence, qui avait aussi demandé un congé, et dont le général Dumouriez avait sollicité le retour, étant arrivé dans l'intervalle, fut admis à cette séance, et y lut un mémoire sur le recrutement et la nouvelle composition de l'armée, dont il voulait embrigader toute l'infanterie, en attachant deux bataillons nationaux à chaque bataillon de troupes de ligne. Ce projet, que la Convention vient d'adopter au milieu de la campagne, a achevé de détruire la force de l'armée française, qui n'existe plus, n'étant composée que de volontaires sans frein et sans discipline. Cette nouveauté, qu'on n'aurait dû traiter qu'après la paix, ou au moins après la campagne qui allait s'ouvrir, attira toute l'attention du comité, dont la légèreté et la curiosité égalaient l'ignorance et la nonchalance, et on cessa tout-à-fait de s'occuper des objets importans présentés par le général Dumouriez.

Le général Biron, qui quittait le commandement de l'armée d'Alsace, pour aller se mettre à la tête de celle du comté de Nice, assista à une troisième

séance, et y lut un mémoire très-fort contre les fournisseurs et le comité des achats. Le ministre de la guerre, qui y fut appelé, ne pouvant rien répondre aux imputations des trois généraux, fut très-maltraité par le comité qui était enchanté de trouver l'occasion d'avilir un ministre. L'occasion était belle; car, pour toute défense, il présentait des états de situation qu'on taxait de faux. Tout ce procès fut renvoyé au comité militaire, le plus mal composé de tous ceux de la Convention. Le général se présenta à une quatrième séance, il ne s'y trouva que cinq membres, on n'y traita de rien. En se séparant, il leur dit que, quand on le jugerait à propos, on le rappellerait, et dès-lors il se retira à une petite maison de campagne, à Clichy, d'où il venait dans le jour à Paris pour travailler à sauver le roi. Depuis lors il n'a plus été appelé et n'a plus entendu parler du comité de sûreté générale. Toutes les affaires les plus importantes ont été suspendues pendant ce temps, le seul qui restait pour sauver la France. La Convention tout entière n'était occupée que du procès du roi, qui se suivait avec le plus grand acharnement et la plus indécente barbarie.

C'était du sort de ses mémoires que le général Dumouriez attendait le salut ou la ruine de sa patrie. S'ils avaient été adoptés, il comptait se présenter à la Convention, paraître en public, et solliciter hautement pour le monarque infortuné, parce qu'il aurait pu se promettre une grande in-

fluence, et qu'en y joignant d'autres moyens et s'environnant de quantité d'officiers et de soldats de son armée, qui étaient venus avec congé passer l'hiver à Paris, il aurait eu un parti assez fort pour balancer les jacobins et les fédérés qui les soutenaient. Cette ressource était perdue, et bien loin de pouvoir sauver le roi, le général Dumouriez, sans crédit, sans considération, et regardé comme un homme dont on devait se méfier, parce qu'il désapprouvait les crimes, aurait nui à Louis XVI, et n'aurait pu que précipiter l'horrible catastrophe qui dès-lors était inévitable, et qui lui a causé bien des chagrins.

Le général La Bourdonnaye, son ennemi personnel, pour se venger de ce qu'il avait perdu l'année précédente le commandement de l'armée du Nord, sur les plaintes du général Dumouriez, publiait dans tout Paris que ce général n'était venu que pour sauver *le plus honnête homme du royaume*, titre qu'effectivement Dumouriez avait donné très-justement au roi dans une lettre qu'il lui avait écrite en 1791, et qui avait été imprimée avec les autres pièces prises dans la boîte de fer, que Roland avait livrée à la Convention. Les jacobins en disaient autant, surtout Marat et sa trop active faction. On répandait que le général avait toutes les nuits des rendez-vous avec Roland et les girondistes. Ces derniers, fâchés de ce qu'il ne voulait pas plus les voir particulièrement que les jacobins, répandaient le

bruit qu'il voyait secrètement *Philippe Égalité*, ce qui était également faux.

Dumouriez venait alors dans le jour à Paris, allait au conseil, et s'en retournait tous les soirs à Clichy. Il ne mangeait nulle part que chez les deux ministres Lebrun et Garat. Il avait même affecté de ne pas mettre le pied chez Monge, ministre de la marine, chez Roland, ministre de l'intérieur, et chez Clavières, ministre des finances, encore moins chez Pache, ministre de la guerre. L'hôtel de la guerre était devenu une caverne indécente, où quatre cents commis, parmi lesquels plusieurs femmes, affectant la toilette la plus sale et le cynisme le plus impudent, n'expédiaient rien, et volaient sur toutes les parties. Une vingtaine de ces coupe-jarrets, ayant à leur tête Hassenfratz et Meusnier, travaillaient jour et nuit à recueillir de fausses dépositions, et à forger des pièces pour prouver l'accusation qu'Hassenfratz avait produite aux jacobins contre le général, le taxant d'avoir volé douze cent mille livres sur les marchés de la Belgique. On avait excité les fédérés contre lui : souvent en passant auprès de leurs groupes, il les avait entendus faire très-haut la motion de porter sa tête au bout d'une pique. Un jour même, ayant rencontré un de ces groupes d'une vingtaine de fédérés, dans la rue Montmartre, il se trouva trop heureux de pouvoir enfiler une petite rue, nommée le passage du Saumon, averti par une marchande qui le reconnut, l'ayant vu demeurer pendant deux ans dans

cette même rue Montmartre. Dans les assemblées des sections, dans tous les cafés, on payait des aboyeurs qui déclamaient contre lui. Plusieurs fois on avait fait le projet d'aller l'enlever.

L'affreux Santerre, commandant à Paris, montrait toujours un grand attachement au général, et l'avait invité plusieurs fois à dîner chez son beau-frère. Son projet était de le faire dîner avec Marat; le général avait toujours refusé, mais avec les prétextes les plus honnêtes, étant obligé de ménager ce terrible commandant, pour éviter d'être assassiné. Une circonstance rendait encore la position du général plus critique, sans qu'il y eût aucune part. Le colonel Westermann avait donné, sur le Pont-Neuf, des coups de bâton à Marat, pour se venger de ce que dans ses feuilles il l'avait accusé d'être l'ame damnée du général et le principal agent de ses vols. Marat voulait faire retomber sa vengeance sur le général, qui était tous les jours averti par des hommes fidèles et par des billets anonymes, et qui, pour la première fois de sa vie, avait pris la précaution de ne jamais marcher sans pistolets. Dubois de Crancé, le plus lâche et le plus barbare des jacobins, s'étant trouvé un jour à dîner avec le général, avait voulu l'insulter, imaginant que sa grande taille et son air féroce lui en imposeraient. Celui-ci, le prenant par le milieu du corps, lui avait très-énergiquement imposé silence. Dubois de Crancé, pour se venger, disait tous les jours dans la Convention que le général Dumou-

riez en méprisait tous les membres, les regardant comme quatre cents imbécilles, conduits par trois cents scélérats. Ainsi l'orage le plus violent se préparait contre lui, et on n'attendait que sa démission pour l'arrêter et lui faire son procès. Il était même proscrit d'avance.

CHAPITRE V.

Procès du roi.

C'est dans ces circonstances que le procès du roi se suivait, avec l'acharnement le plus furieux et la joie la plus effrayante, par cette horde insensée de cannibales. Ce procès est entre les mains de tout le monde ; toutes les pièces en sont publiques, et resteront à la postérité, pour le déshonneur de la nation française. Jamais crime n'a été commis avec plus de lâcheté, plus de suite et plus de volonté décidée. Plus de cent cinquante membres, parmi ces prétendus juges, avaient fait imprimer leur opinion, avant même de connaître les pièces, et par-là même ils auraient dû s'abstenir de donner leurs voix ou être récusés ; mais l'infortuné Louis XVI n'avait pas cette faculté. Il est étonnant que les trois cent dix membres, qui ont eu le courage de voter pour lui sauver la vie, malgré tous les poignards dirigés sur leur poitrine, n'aient pas insisté avec force pour que tous ceux des juges qui avaient donné leur avis par écrit avant le jugement, ne pussent pas donner leurs voix, ou qu'elles ne fussent pas comptées. Ils voudront bien pardonner cette réflexion à un historien sévère, qui, bien loin de vouloir leur faire des reproches, désirerait pouvoir leur élever une colonne où tous leurs

noms fussent inscrits comme ceux des vainqueurs de Marathon. Il s'est trouvé dans l'Assemblée la plus mal composée de l'univers, trois cent dix hommes qui ont montré du courage, et auxquels la famille royale doit une éternelle reconnaissance. Recevez, braves citoyens, ames sensibles, l'hommage d'un guerrier qui vous trouve plus de courage qu'il n'en a montré et qu'il n'en a vu, dans toutes les batailles, aux Français qu'il a toujours commandés avec gloire!

Cet hommage est pur et sans intérêt; car celui qui le rend n'attend rien des rois, est ami de la liberté, et a renoncé à sa patrie, après l'avoir bien servie, soit qu'elle rentre sous le terrible joug du despotisme, soit qu'elle reste en république sous l'horrible régime des jacobins, par les fautes ou par la fausse politique des puissances belligérantes. Car il n'espère plus voir la France gouvernée par un roi constitutionnel, soumis à la loi, l'appui de la loi, et ne pouvant rien faire arbitrairement sans elle et contre elle. Votre mérite ressortira d'autant plus, qu'il va être mis en opposition avec la conduite des *girondistes*, dont l'histoire, qui punit les crimes, va transmettre pas à pas tous les mouvemens, au moins ceux que le général Dumouriez a pu connaître.

La faction de la Gironde voulait-elle, ou ne voulait-elle pas sauver le roi? Ce problème est difficile à résoudre, et il est probable qu'on n'en peut venir à bout qu'en distinguant deux époques très-différentes, et par conséquent deux volontés con-

traires dans ces politiques ambitieux. Il est certain que cette faction qui avait dominé très-long-temps l'Assemblée, qui s'était rendue maîtresse du ministère, aspirait ouvertement à la république avant la décadence de son crédit. Elle avait détruit les *feuillans, modérés et royalistes*. Elle avait accaparé presque tous les journaux. Celui de Paris, la Chronique, le Moniteur, le Patriote, les feuilles de Gorsas et de Carra, le Thermomètre, tous ceux, en un mot, qui avaient beaucoup de publicité ou d'influence, étaient composés, rédigés et corrigés par des membres de cette faction. Les meilleurs orateurs de la Convention, Guadet, Vergniaux, La Source, Brissot, Gensonné, Condorcet, faisaient passer ses opinions. Elle s'était emparée des principaux comités. Sieyes et Condorcet étaient à la tête de celui de la constitution. Brissot, Gensonné gouvernaient le comité diplomatique joint à celui de défense générale. Celui des finances était entièrement dans les mains de Cambon qu'elle croyait avoir à elle. Ils avaient long-temps gouverné Paris pendant la mairie de Pétion.

Les girondistes peuvent passer pour les jésuites de la révolution. Ils ont suivi le même système politique, ils ont eu d'abord la même puissance. Aveuglés ensuite pareillement par l'orgueil, ils ont fait les mêmes fautes, et ils ont eu le même sort. Pendant leur règne ils n'avaient pas ménagé la famille royale. Pétion, voyageant avec le roi et la reine, dans la même voiture, au retour de Varen-

nes, leur disait toute la journée qu'il ne désirait que la république (1). C'est cette princesse infortunée qui l'a dit au général Dumouriez, et Pétion, à qui il l'a ensuite demandé, en est convenu. Mais dès le mois de novembre 1792, les circonstances avaient bien changé. Le *roi Pétion*, c'est ainsi qu'on le nommait à Paris, avait perdu sa popularité par le féroce ascendant des jacobins et des Marseillais, qu'ils avaient gagnés par des orgies patriotiques. Un homme nul, quoique honnête, nommé Chambon, avait remplacé Pétion dans la mairie; il était méprisé et sans pouvoir; les jacobins étaient les tyrans des sections, et la commune de Paris formait une autorité indépendante de la Convention, et qui souvent lui était supérieure.

Barbaroux, député de Marseille, l'un des girondistes, comptant sur le crédit qu'il avait dans sa patrie, avait proposé de faire venir de nouveaux Marseillais, et la faction avait employé le ministre de l'intérieur, Roland, à inviter les départemens à envoyer des fédérés pour les opposer aux prétendus Marseillais qui tyrannisaient Paris et la Convention. Cette mesure irrégulière était excessivement imprudente (2). Elle ne pouvait tourner qu'à

(1) Voyez les Mémoires de madame Campan, qui font partie de cette collection. (*Note des nouv. édit.*)

(2) Consultez, sur la conduite des Marseillais et de Barbaroux, à l'époque du 10 août, les Mémoires de ce dernier qui font également partie de cette collection. (*Note des nouv. édit.*)

produire une guerre civile dans Paris, à moins que ces nouveaux venus, gagnés comme les premiers pa les jacobins, ne fortifiassent encore ce parti contre la Gironde, et c'est ce qui arriva.

L'intrigue des girondistes fut vivement démasquée par Danton, Lacroix, Robespierre et Marat. Les impartiaux de la Convention eux-mêmes ne virent plus qu'une ambition dangereuse dans cette faction. C'est alors qu'elle eût dû déployer un grand courage, défendre l'innocence du roi, s'opposer à sa mort, et si elle eût succombé, au moins c'eût été avec gloire. Mais il est très-probable qu'au contraire elle eût réussi; que les départemens se fussent joints à elle pour sauver la patrie et le roi, et qu'elle fût parvenue à écraser les jacobins. Elle se conduisit faiblement, se contentant de faire une espèce d'appel au peuple, en proposant de faire décider le sort de Louis XVI par les assemblées primaires. Cette seconde mesure parut encore un signal de guerre civile.

Les girondistes furent accablés, effrayés, et ils ne furent pas sauvés par la lâcheté qu'ils montrèrent, en donnant tous leurs voix contre l'infortunée victime de ces monstres et de ces faux politiques. Pétion eut la basse cruauté, dans un moment où la pitié balançait encore sur le sort du roi, de rappeler la violence qu'on lui avait faite au château le 9 et le 10 août, et après avoir aggravé son sort par cette indigne dénon-

ciation, il donna sa voix pour le faire mourir. L'avis de Condorcet équivaut à une sentence de mort; ce métaphysicien, plein d'esprit et sans ame, a joué le rôle le plus atroce pendant toute la révolution. Brissot, Guadet, Gensonné, Vergniaux, s'empressèrent de donner leurs voix contre leur conscience (1).

Le procès ne contenait aucune charge assez grave pour autoriser la condamnation. La catastrophe du 10 août n'était pas un crime de Louis XVI. Carra avait eu l'impudeur d'imprimer et de

(1) Il paraît certain que les girondins désiraient vivement de sauver Louis XVI; si quelques-uns votèrent sa mort, ils cédèrent à un sentiment de crainte que l'on peut comprendre, mais que l'on ne saurait excuser. Un conventionnel, M. Harmand (de la Meuse), dans la seconde édition d'un recueil d'*Anecdotes relatives à la révolution française* (Paris, 1820), raconte une circonstance qui semble prouver que Vergniaux, maîtrisé par la terreur, n'eut pas le courage d'obéir à sa conscience. M. Harmand s'exprime de la manière suivante :

« Je voyais souvent Vergniaux dans une maison particulière où j'ai vu aussi Dumouriez trois ou quatre fois.

» L'Europe et la France savent avec quel feu, avec quelle force de choses et de sentiment, avec quelle logique politique et morale, il parla dans le procès du roi.....

» Le jour de l'appel nominal sur la peine à prononcer, je dînais avec Vergniaux et un autre député que je ne nommerai pas, dans la maison dont je viens de parler. On ne s'occupa pendant tout le dîner que du grand événement dont l'attente tenait tous les cœurs et tous les esprits en suspens.

» *Je resterais seul de mon opinion*, dit Vergniaux, *que je ne voterais pas la mort*. L'autre député en dit autant, et moi de même.

» Bientôt après vint l'heure de retourner à l'Assemblée : les dames voulurent y venir; cela nous retarda un peu; l'appel no-

dire à la Convention que cet événement avait été préparé par un comité de cinq personnes, dont étaient Pétion et Robespierre, et lui Carra, lequel comité se tenait dans un cabaret du faubourg Saint-Antoine; que le projet d'obliger le roi à s'armer et à combattre avait manqué deux fois, et avait encore été sur le point de manquer le 10 août (1). Ainsi il était clair, si on eût voulu

---

minal était commencé; et, selon l'ordre alphabétique, mon tour était passé.

» Celui du député *tiers* vint peu de temps après; il monte à la tribune : il vote la mort. Mon étonnement et celui des dames ne se peuvent exprimer.

» Quelques minutes après Vergniaux fut appelé : *Ah!* dit la dame chez laquelle nous avions dîné, *je réponds de celui-ci; il ne changera pas; il va me consoler de la lâche défection de l'autre.*

» Vergniaux est à la tribune : il vote la mort.

» Notre étonnement redoubla : j'avoue que cela me déconcerta entièrement..... Quoique j'eusse encore quelques minutes à attendre mon tour, je n'y tins pas d'impatience; je courus au-devant de Vergniaux qui descendait de la tribune, et je lui dis : « Qu'est-il donc arrivé? Et comment se fait-il que tu aies changé d'opinion en si peu de temps?

— » Mon ami, me répondit-il, je n'ai pas cru devoir mettre en balance la chose publique avec la vie d'un seul homme; voilà tout.

— » Mais, observai-je à mon tour, si la mort de cet homme, indépendamment de la justice, compromet au contraire la chose publique?

— » Chacun a sa manière de voir, me répliqua Vergniaux; adieu. » Et il me quitta sur-le-champ. » (*Anecdotes relatives à la révolution*, deuxième édition, pages 83, 84 et 85.)

(*Note des nouv. édit.*)

(1) Cette révélation de Carra, relativement aux manœuvres secrètes qui amenèrent la journée du 10 août, fut publiée dans les

ajouter cette pièce au procès, que la déposition de Carra eût justifié Louis, en fournissant la preuve de la nécessité de prendre les armes le 10 août pour sa propre défense. Mais ni la justice, ni le bon sens, ni la saine politique, n'ont été consultés dans cet affreux procès.

La Providence avait marqué d'avance cette époque flétrissante et décisive pour la France. Tout se réunissait contre la malheureuse et innocente victime. Les émigrés eux-mêmes devaient, par un attachement mal entendu, hasarder des démarches funestes. Bertrand de Moleville, ex-ministre de la marine, réfugié en Angleterre, crut pouvoir sauver le roi, en envoyant à la Convention des pièces qui compromettaient les chefs de tous les partis, qui prouvaient que tous avaient négocié avec le roi, pour le tromper et lui soutirer de l'argent. Danton et Lacroix surtout étaient impliqués d'une manière si précise, qu'ils eussent été perdus, si Danton, maître de la *Montagne*, c'est-à-dire du parti jacobin, et et Lacroix, qui influençait la *Plaine*, c'est-à-dire les impartiaux de l'assemblée, n'eussent réuni tous leurs efforts, pour ensevelir les pièces avec

---

Annales patriotiques (journal rédigé par Carra et Mercier, auteur du Tableau de Paris), du 30 novembre 1792. Elle a été recueillie dans les Éclaircissemens historiques placés à la suite du troisième volume des Mémoires de Ferrières, p. 480. Nous y renvoyons le lecteur.

(*Note des nouv. édit.*)

le malheureux roi. Ainsi la démarche du ministre Bertrand, au lieu de sauver Louis, a précipité sa mort. Tout s'est réuni pour le perdre. Le crime a été consommé ; et le soir même de l'exécution tous les spectacles étaient pleins. Oh! malheureux Français! quand vous lirez ce chapitre, baigné des larmes de celui qui remet sous vos yeux le tableau du plus grand de vos crimes, vous frémirez sur vous-mêmes, et vous trouverez trop juste la terrible vengeance qui vous attend (1).

---

(1) Il est inutile de faire remarquer l'extrême injustice, pour ne rien dire de plus, de cette apostrophe à la nation française, innocente et opprimée elle-même, lors du jugement de Louis XVI. On a besoin, en lisant ce passage, de se souvenir que l'auteur, en traçant ce passage, avait le cœur encore ulcéré, et qu'une telle situation n'est guère compatible avec l'impartialité historique.

(*Note des nouv. édit.*)

CHAPITRE VI.

Tentatives infructueuses du général Dumouriez.

Entre toutes les accusations injustes ou maladroites, que les émigrés ont avancées contre le général Dumouriez, celle qui a le plus frappé les ignorans ou les hommes irréfléchis, c'est de n'avoir pas profité de l'ascendant que ses victoires lui donnaient sur son armée, pour la mener à Paris et délivrer le roi. 1°. Cet ascendant a toujours été très-précaire, et les derniers événemens (1) prouvent qu'il ne pouvait pas y compter. 2°. Cette armée était à plus de cent lieues de Paris, manquant de tout, et ne pouvait pas quitter le pays de Liége, sans s'exposer à perdre son artillerie qu'elle ne pouvait plus traîner faute de chevaux, et sans abandonner ce pays aux Autrichiens qui l'auraient suivie. Cette démarche, qui eût été une trahison contre la gloire et les intérêts de la nation, aurait coûté la tête au général et à son état-major avant d'arriver en France. 3°. Cette armée était même hors d'état

(1) La fuite du général Dumouriez avait été la suite nécessaire de l'abandon presque universel de son armée.

(*Note des nouv. édit.*)

rable l'anarchie dont la France était affectée; que celles des nations de l'Europe qui avaient vu avec indifférence, peut-être même avec plaisir, nos troubles intérieurs, notre guerre avec la maison d'Autriche et le roi de Prusse, et peut-être nos succès contre ces deux puissances, ne pourraient qu'être révoltées de la barbarie de l'assassinat de Louis XVI, et seraient engagées par honneur à se joindre aux ennemis de la France; que nous aurions tout l'univers contre nous, et pas un allié. Ces réflexions avaient l'air de faire impression sur Gensonné; mais soit par la timidité ou la nonchalance de son caractère, il ne fit point de démarches, et il s'éloigna même depuis du général qui eut peu d'occasions de le revoir.

Il vit plusieurs autres députés, tant de ce parti que des indépendans, auxquels il représenta que, la république existant, Louis ne devait plus être regardé que comme un particulier; qu'il était indécent, impolitique et hors de saison de perdre un temps précieux qu'on devait employer tout entier à se prémunir contre les dangers de la campagne prochaine, et à refaire les armées, et de le consommer à faire le procès d'un seul homme qui n'avait rien d'aussi important pour la nation; qu'il convenait donc de suspendre ce procès inutile, et de le remettre après la guerre. Les plus raisonnables lui répondaient que le parti était pris par les scélérats de la *Montagne*, et que, si on n'achevait pas un procès qu'ils convenaient tous qu'on avait

eu tort de commencer, les jacobins feraient une insurrection, attaqueraient le Temple, et en massacreraient tous les prisonniers. Alors il leur disait qu'il ne les trouvait pas suffisamment autorisés par leurs commettans pour juger le roi; que puisqu'on en faisait une aussi grande affaire d'État, il lui semblait que pour n'avoir pas un jour des reproches à recevoir de la nation, pour ne pas un jour devenir personnellement responsables de ce que cet acte pourrait avoir d'odieux par son irrégularité et sa violence, il leur convenait, pour leur propre sûreté, de demander un mandat *ad hoc*, chacun dans son département. Ils répondaient que la proposition imprudente de la faction de la Gironde, de l'appel au peuple, avait enlevé cette ressource, parce qu'on craignait que la convocation des assemblées primaires, indispensable pour cette mesure, ne fût le signal de la guerre civile.

Il se rabattait alors à leur suggérer une opinion qui les frappait tous, mais dont aucun ne se servit, parce que la crainte des poignards leur fit perdre la tête, et qu'ils aimèrent mieux être bourreaux que victimes. Cette opinion était, qu'après une longue guerre entre le roi et la nation, le sort de l'un et de l'autre avait été décidé par une bataille, le 10 août; que le roi avait succombé; qu'il ne pouvait qu'être regardé et traité que comme prisonnier de guerre, mais non comme coupable, puisque les deux partis avaient également eu recours aux armes; que la guerre exté-

rieure existant dans toute sa force, on devait se trouver heureux d'avoir en ce prisonnier un otage précieux qu'on devait conserver avec soin; qu'en dernière analyse, si on persistait à le croire coupable, il fallait former un tribunal pour recueillir les pièces, prendre les témoignages, confrontations, recollemens; que cela satisferait les ennemis les plus acharnés de la royauté, refroidirait le peuple et donnerait le temps d'achever la constitution, qui était le grand but de leur mission; et que lorsque les assemblées primaires seraient convoquées pour l'acceptation de la nouvelle constitution on leur présenterait le procès tout instruit, et on leur demanderait leur vœu sur la manière de juger Louis, et sur le sort qu'on devrait lui faire.

Ayant répandu cette opinion, et même par écrit, le général vit Pétion avec lequel il avait été lié autrefois, et il lui représenta qu'il devait personnellement agir pour sauver Louis XVI, sans quoi on le taxerait d'un acharnement qui ne devait pas être dans son caractère. Pétion eut l'air pénétré de ses représentations; il répondit que personnellement il *aimait* le roi, et qu'il y ferait ce qu'il pourrait.

Le général fit parler à Robespierre par un de ses amis qui lui dit que c'était à lui à sauver Louis XVI; que par-là il s'immortaliserait; que s'il prenait ce parti, les généraux et les armées le regarderaient comme un grand homme; que la dictature serait le prix de cette magnanimité; que

sinon, il tomberait dans la même exécration que Marat, et serait toujours confondu avec lui, ce qu'il avouait lui déplaire beaucoup.

Le général fit dire sous main aux jacobins qui méprisaient la Convention et haïssaient la Gironde, que s'ils voulaient devenir maîtres de la France et de l'Europe, et remplacer la Convention nationale, ils n'avaient qu'à prononcer qu'ils voulaient qu'on suspendît ce procès, et qu'on s'occupât des affaires de la guerre, bien plus importantes.

Le général avait pour courrier affidé un honnête et bon homme, nommé Drouet, frère du maître de poste de Sainte-Menehould, qui avait arrêté le roi à Varennes, et qui était un des députés de la Convention et jacobin; il le fit d'abord préparer par son frère le courrier, et ensuite il le fit venir; il lui peignit avec tant d'énergie l'atrocité de ce crime, que Drouet, frappé d'horreur, promit de demander la suspension du procès à la Convention et aux jacobins. Il ne fallait qu'un membre qui eût le courage d'en faire la proposition pour sauver le roi: personne n'osa. Drouet tomba malade et n'opina pas au jugement. Mais à peine fut-il guéri, qu'il dénonça, en pleine Convention, la démarche du général Dumouriez.

Tous les jours le général allait dans différens quartiers de Paris, entrait dans les boutiques et chez les particuliers, entamait la conversation sur le procès du roi, disait qu'il était étonnant que la Convention fût devenue un tribunal; que si Louis

était encore roi, il fallait d'abord faire décider par la nation par qui et comment il serait jugé ; que s'il n'était plus roi, on ne devait pas perdre un temps précieux à faire le procès à un particulier ; alors il ajoutait des réflexions touchantes sur les bonnes qualités et les infortunes de Louis XVI. Quelquefois il était écouté avec attendrissement, souvent on le priait de cesser une conversation *dangereuse*; quelquefois aussi on trouvait très-mauvais qu'il entamât cette matière. Mais où il s'exposait beaucoup, c'est lorsqu'il concluait par dire qu'il était étonné que, dans une grande ville comme Paris, il ne se trouvât pas cinq à six mille honnêtes gens assez braves pour mettre à la raison et chasser deux ou trois mille coquins, répandus sous le nom de fédérés, qui tyrannisaient la capitale. Un marchand raisonnable fit un jour au général cette réponse, en baissant les yeux et rougissant de honte : *Citoyen, je vois ce que vous voudriez nous inspirer. Nous sommes des lâches, le roi sera victime. Que pouvez-vous attendre d'une ville qui, ayant quatre-vingt mille hommes de gardes nationales, superbes et bien exercées, s'est laissé désarmer, dans les premiers jours de septembre, par moins de six mille fédérés Marseillais et Bretons ?* Le général sortit, et alla gémir au fond d'une promenade publique écartée.

Quelques-uns des soldats de son armée qu'il rencontra ne lui parurent occupés que de dissipation, et partageant les orgies et la rage des fédérés. D'autres se joignaient à ses ennemis, et allaient faire,

dans les différens clubs et à leurs sections des accusations absurdes contre lui. De toutes les tentatives que le général renouvela tous les jours, et sous toutes les formes possibles, il ne fit qu'acquérir, au milieu de beaucoup de dangers personnels, la certitude désespérante du malheur du roi et de l'impossibilité de le sauver. Partout il ne trouva que consternation ou apathie. Il n'a pas aperçu, pendant les vingt jours qu'il a étudié Paris pendant cette affaire, le plus petit mouvement ni particulier, ni public, en faveur de l'infortuné Louis XVI, ni le moindre dérangement dans les habitudes ou la dissipation des frivoles et barbares Parisiens.

CHAPITRE VII.

Mort du roi.

Le 18, la santé du général Dumouriez, quoique très-robuste, fut vaincue par le chagrin; la fièvre le prit, et il fut contraint de rester à la campagne, d'où il n'est sorti que le 22 avec la ferme résolution de ne rester à Paris que le peu de jours nécessaires pour tous les arrangemens de son départ, et de n'y rentrer un jour que pour dissoudre l'indigne Convention qui avait eu la lâcheté et la scélératesse de condamner, sans l'entendre, et avec la légèreté et la précipitation la plus inouïe, un roi innocent, qui avait toujours aimé son peuple, dont aucune faute n'était personnelle, qui avait aboli les corvées et la question dans les procès criminels, qui faisait le bien dès qu'on le lui présentait, qui enfin avait convoqué la nation, pour qu'elle pourvût elle-même à ses besoins, et qu'elle réformât les abus. Tous les rois ont la même condition malheureuse qui a perdu Louis XVI; ils sont mal entourés et trompés, et ils vivent et agissent dans les ténèbres. Il leur est impossible de percer le nuage épais de leur cour, pour aller chercher la lumière de l'homme vertueux dont la fierté modeste fuit la corruption et l'insolence des courtisans. Mais il

n'y a que la désorganisation complète qui puisse amener une nation entière à voir avec indifférence massacrer un roi, après l'avoir béni et adoré, après l'avoir comparé aux meilleurs de ses rois, Louis XII et Henri IV. C'est par le club des jacobins que les Français ont été amenés à ce degré de dépravation et de frénésie.

Le 21 janvier, jour de la mort du roi Louis XVI, est l'époque de la perte de la république, de la restauration de la monarchie, et peut-être du triomphe du despotisme. Les Français avaient débuté fièrement dans la carrière de la liberté; on pouvait pardonner les premiers excès de la révolution, parce qu'ils étaient l'effet de la résistance des abus qu'il avait fallu détruire. Une constitution sublime, quoique imparfaite, semblait devoir fixer pour longtemps le sort de la France. Les voyages du général Dumouriez lui ont prouvé que l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie approuvaient cette constitution. Le roi, entraîné par ses perfides entours, avait tenté de fuir, après avoir juré cette constitution; il avait été repris. L'Assemblée nationale avait développé, dans cette occasion délicate, le caractère généreux d'une grande nation; il avait été réintégré. Depuis lors il n'avait plus été dangereux; il suivait fidèlement la constitution qu'il savait par cœur; et si ses ministres ou ses courtisans cherchaient encore à se révolter contre la loi, la constitution y avait pourvu; elle avait attaché l'inviolabilité à la seule personne du roi,

et la responsabilité la plus sévère pesait sur les têtes des ministres et de tous les agens du pouvoir exécutif. Mais la troisième législature avait tendu visiblement au républicanisme; elle voulait renverser la constitution; il fallait pour cela trouver de nouveaux torts au roi pour pouvoir le supprimer, et c'est à quoi la faction de la Gironde avait d'abord travaillé avec la perfidie la plus raffinée, pendant que la faction des jacobins y coopérait avec toute l'impudence et la frénésie la plus sauvage. Carra et les journaux des jacobins donnent l'explication la plus claire des manœuvres horribles qui ont amené la journée du 10 août, dont celle du 20 juin avait été le prélude.

Cette journée du 20 juin n'avait produit qu'une insulte dégoûtante, faite dans la personne de ce malheureux roi à la nation entière et à la constitution. On avait entendu le farouche Santerre dire: *Le coup est manqué, mais nous y reviendrons.* La Convention nationale n'avait ni puni ni vengé cet affront; au contraire même, les deux factions qui, malgré leur haine mutuelle, se réunissaient toujours pour faire le mal, avaient pris leurs précautions pour exécuter un plus grand coup. Elles avaient fait venir des deux extrémités du royaume des Marseillais et des Bretons qui leur assuraient une entière supériorité.

C'est ainsi que s'était ourdie la trame qui avait amené la sanglante et décisive journée du 10 août. A la vérité les ministres et les généraux avaient,

de leur côté, travaillé contre l'Assemblée et contre les jacobins. Mais en supposant qu'ils fussent coupables, la loi existait, et la punition ne devait jamais tomber sur le roi, qui seul était innocent et inviolable, et qu'on ne pouvait regarder que comme l'occasion et non pas comme l'auteur de tout ce qui se faisait en son nom. Tout le monde était convaincu de cette vérité; et si Louis avait eu un caractère plus actif et plus fort, il n'aurait pas été victime. Les scélérats ont eu la lâcheté de punir de mort sa faiblesse, et c'est sa faiblesse qui aurait dû lui sauver la vie.

Au reste, ce monarque bon et faible a trouvé dans ses principes religieux une énergie et une force, qui l'ont soutenu héroïquement dans son martyre. On a recueilli tous les détails de sa mort; ils sont précieux pour le développement du cœur humain. Ils aggravent encore la férocité inouïe des Parisiens : une foule innombrable assistait à son supplice; une joie barbare ou une curiosité stupide étaient les seules impressions qui paraissaient sur les faces criminelles de tous les spectateurs. Pas un homme n'a eu le courage de verser une larme. Le croirait-on? Les domestiques de ce bon roi étaient les plus près de l'échafaud, et paraissaient les plus acharnés (1).

---

(1) *L'Histoire de la révolution, par deux amis de la liberté*, nous paraît peindre avec plus de vérité les impressions de pitié, de fureur ou de tristesse qu'excita cette déplorable catastrophe.

« L'aspect du cadavre de Louis XVI produisit des sensations

Le 22, le général Dumouriez, en arrivant à Paris, alla le matin chez Garat, ministre de la justice, qui lui parut très-affecté de la mort du roi, et surtout de la commission qu'il avait eue d'aller avec les autres ministres lui lire sa sentence (1). L'infortuné Louis resta debout avec une contenance ferme et majestueuse, pendant cette lecture, sans

---

diverses sur l'ame des spectateurs; les uns coupèrent des morceaux de ses vêtemens; d'autres cherchèrent à se procurer de ses cheveux; ceux-ci trempèrent leur sabre dans son sang, comme s'il eût été un talisman qui devait les rendre vainqueurs de tous les tyrans de la terre; ceux-là s'en allaient l'ame froissée; un Anglais, plus hardi, se jette au pied de l'échafaud, trempe un mouchoir dans le sang qui couvre la terre, et disparaît.

» Dans la capitale, la masse des citoyens paraissait engourdie par une torpeur générale; on osait à peine se regarder dans les rues. La tristesse était peinte sur toutes les physionomies; une inquiétude sourde semblait miner toutes les ames. Le lendemain de l'exécution, on n'était point encore sorti de cet accablement qui paraissait même avoir gagné les membres de la Convention, étonnés, effrayés d'un coup si hardi, et des suites qu'il semblait présager. »

(*Note des nouv. édit.*)

(1) « En sa qualité de ministre de la justice, M. Garat fut chargé de notifier à Louis XVI son arrêt de mort. Cette funeste mission l'affecta cruellement; et l'abbé de Firmont raconte, dans ses Mémoires, que, se rendant au Temple dans la voiture de Garat, il entendit plusieurs fois ce ministre s'écrier, avec l'accent de l'accablement et de l'effroi : « Quelle commission affreuse! » Depuis, on l'a vu dans quelques sociétés raconter cet événement, les larmes aux yeux, et avec une telle expression de douleur, qu'il faisait couler des pleurs des yeux de ceux qui l'écoutaient. » (Extrait de la Biographie de Bruxelles.)

(*Note des nouv. édit.*)

proférer aucune plainte. Il dit seulement qu'on avait tort de l'inculper de trahison, que ses intentions avaient toujours été très-pures, et qu'il n'avait désiré que le bien de ses concitoyens. Il leur dit ensuite qu'il souhaitait qu'on lui donnât le temps de se préparer à la mort, et il les renvoya avec un air de dignité et de douceur dont Garat était pénétré en le racontant. Le général et Cabanis, médecin et ami de Mirabeau, gémissaient ainsi que le ministre. Ils lurent ensuite ensemble le testament de ce prince infortuné; il était écrit de sa main, avec quelques ratures; l'écriture était posée et ferme. Il contenait quatre pages de papier à lettres. La première était consacrée à la religion; c'est un hommage bien juste, puisqu'il tirait d'elle son appui, sa fermeté et sa consolation. Les trois autres sont un chef-d'œuvre de magnanimité, de raison et de philosophie morale. Ce testament, connu de tout le monde, est une des pièces les plus honorables pour l'humanité souffrante. Les tigres de l'Assemblée ont dit que cette pièce justifiait sa mort, parce que, dans le moment où il n'avait plus rien de commun avec le monde, où il allait périr victime de l'ingratitude de ses ci-devant sujets, il employait, dans deux ou trois endroits, le langage des rois, et ne flattait plus leurs opinions.

Dans le cours d'une monarchie de quatorze cents ans, les Français avaient assassiné plusieurs de leurs rois, mais cela avait été le crime de particuliers; la nation avait conservé l'indignation la plus pro-

fonde contre les monstres qui avaient été punis par les supplices les plus cruels. Il était réservé à un siècle de philosophie de produire un pareil crime, commis au nom d'une nation entière, regardé comme un acte héroïque, et approuvé par la pluralité de cette nation (1).

Peut-on croire qu'une république, fondée sur un pareil attentat, puisse se soutenir et prospérer? Non, sans doute. Les monstres ont tué Louis XVI, mais ils ont rétabli le roi. Ils en auront un, quel qu'il soit; et cette même nation, légère, versatile et toujours excessive dans toutes ses sensations, livrera ou massacrera elle-même tous ces juges iniques,

(1) Il est impossible de laisser passer sans réflexions ce dernier morceau de Dumouriez, qui, plus injuste que jamais, après avoir supposé que le peuple de Paris fut insensible à la mort de Louis XVI, assure maintenant que ce crime de quelques hommes doit être imputé à la majorité des Français. Cette double opinion du général Dumouriez ne peut être attribuée qu'à l'excès de son indignation contre ses persécuteurs ; et nous ne doutons pas qu'il ne fût, avant sa mort, prêt à la désavouer. Quelles preuves a-t-il pu avoir de cet assentiment général en faveur d'un si grand, d'un si cruel attentat? Des adresses..... Mais un esprit aussi juste que le sien devait-il attacher une telle importance à des approbations arrachées à la faiblesse, à la peur; et cet artifice usé qui n'a jamais trompé personne pouvait-il le séduire? Soyons plus vrais : la mort de Louis XVI n'a excité dans la nation d'autre sentiment que l'indignation et la douleur. La plupart même de ceux qui votèrent contre cet infortuné prince n'ont cédé qu'à la terreur qui dominait la majorité d'une Assemblée délibérant sous les poignards de quelques factieux. La peur n'y a pas eu moins de part que la cruauté.

(*Note des nouv. édit.*)

tous ces jacobins furieux; et passant d'une extrémité à l'autre, elle adorera de nouveaux rois. Tout ce qui a été fait de raisonnable pendant trois ans, en faveur de la liberté, sera perdu, et la France présentera une monarchie couverte de honte et de crimes, ruinée et démembrée, dans laquelle le plus dur despotisme combattra long-temps la destructive anarchie, avant de pouvoir faire régner des lois qui ne seront pas dictées par le peuple. Toute cette génération, même celle qui ne fait que de naître, subira la punition des crimes atroces que présentent ces quatre années de l'histoire de France, et que la postérité aura peine à croire (1).

---

(1) Tels étaient les funestes résultats que prévoyait, en 1794, l'inconsolable général Dumouriez. Le retour de Louis XVIII a relevé l'espoir de la liberté, et sa sagesse fera jouir les Français de tous les avantages d'une monarchie constitutionnelle garantie par la charte. (*Note du général Dumouriez.*)

CHAPITRE VIII.

Conférences avec Cambon.

Après avoir tracé sans interruption ce qui a le plus affecté le général Dumouriez dans la sanglante catastrophe qu'il n'a pu ni prévoir ni empêcher, il faut détailler les autres occupations qu'il a eues à Paris, pendant le terrible mois de janvier qu'il y a passé. Un motif très-essentiel de son voyage était de faire supprimer le décret du 15 décembre, ou au moins de convenir tacitement qu'il resterait sans exécution pour les Pays-Bas. Il avait démontré que ce pays était totalement aliéné, qu'on devait y craindre une rébellion, si on exécutait ce décret; que, dès que les Autrichiens reparaîtraient en force, on aurait encore à combattre les Belges qui attaqueraient facilement nos faibles garnisons, nous couperaient les vivres, et rendraient notre retraite impossible. La Convention nationale était trop ignorante et trop occupée de ses dissensions intérieures et du procès du roi, pour être attentive à ces démonstrations.

Un seul membre de la Convention gouvernait les finances du royaume, avec l'autorité la plus absolue. Cet homme, nommé Cambon (1), est un

(1) Les Biographies ne présentent point Cambon sous des couleurs aussi défavorables. Elles le peignent comme un homme vio-

fou furieux, sans éducation, sans aucun principe d'humanité ni de probité, brouillon, ignorant et très-étourdi. D'Espagnac qui, pour avoir suivi très-utilement une entreprise qu'il avait eue du ministre Servan, pour les charrois de l'armée, avait été arrêté le 22 novembre avec Malus, commissaire-ordonnateur, était encore prisonnier à Paris avec un garde : c'est un homme plein d'esprit et de ressources. Il avait gagné sur la partie des finances la confiance de Cambon; il proposa au général de lui procurer une conférence avec ce despote du Trésor national; il le lui amena à déjeuner. Cambon se vanta d'avoir fait promulguer et de soutenir le décret du 15 décembre. Il donna pour motifs que le Trésor national était vide; qu'il payait pour les frais de la guerre deux cents millions d'extraordinaire par mois; que la France entretenait six cent mille hommes armés. Le général lui observa que même six cent mille hommes ne devaient pas coûter deux cents millions par mois; mais qu'on était bien loin de ce compte, puisque toutes les armées n'en comprenaient pas trois cent mille effectifs. Cambon lui expliqua que toutes les gardes nationales de toutes les villes frontières étaient payées comme l'armée, ainsi qu'une partie de celle de Paris. Il ajouta qu'il ne voyait plus de ressources pour finir la guerre,

---

lent et enthousiaste des nouveautés révolutionnaires; mais aucune n'accuse sa probité, et ne révoque en doute ses connaissances financières.

(*Note des nouv. édit.*)

que le numéraire coûtait déjà 55 pour cent, et qu'on ne pourrait bientôt plus s'en procurer, pas même à cent pour cent; qu'il ne lui restait qu'un seul moyen, c'était de s'emparer de tout le numéraire de la Belgique, de toute l'argenterie des églises et de toutes les caisses; qu'il savait bien que cela était injuste, mais qu'il le jugeait nécessaire; que quand on aurait ruiné les Belges, quand on les aurait mis au même point de détresse que les Français, ils s'associeraient nécessairement à leur sort, comme faisaient les Liégeois qui se jetaient dans nos bras, parce qu'ils étaient misérables et endettés; qu'alors on les admettrait comme membres de la république, avec l'espoir de conquérir toujours devant soi avec le même genre de politique; que le décret du 15 était excellent pour arriver à ce but, parce qu'il tendait à tout désorganiser, et que c'était ce qui pouvait arriver de plus heureux à la France, que de désorganiser tous ses voisins pour les mettre au même point d'anarchie.

Le général lui objecta qu'outre que ce projet était barbare, il était impraticable; que nous étions déjà au milieu du mois de janvier; que nos armées étaient faibles, qu'on ne s'occupait ni des moyens de les remettre en état, ni du plan de la campagne prochaine qui allait s'ouvrir de très-bonne heure; que les peuples de la Belgique étaient entièrement opposés aux principes désorganisateurs de notre révolution; qu'on n'avait ni le temps de détruire ce que lui, Cambon, appelait leurs préjugés, ni de les domp-

ter; que dès le mois de mars l'ennemi allait arriver sur les quartiers trop faibles et trop prolongés des Français sur la Meuse; que, maître du passage de Maëstricht, il pénétrerait dans le centre de ces quartiers; que, dès que les Belges se sentiraient appuyés, ils prendraient les armes partout à la fois; qu'ils égorgeraient les garnisons de l'intérieur, composées de bataillons faibles et nouvellement levés; qu'occupant les derrières, ils couperaient les vivres et la retraite; que l'armée ne pourrait plus regagner la France et serait ruinée entièrement, et qu'ainsi tout serait perdu; que d'ailleurs ce brigandage odieux ne pourrait pas autant valoir à la France que si on ménageait le pays; que c'était éventrer la poule aux œufs d'or, que de détruire les richesses du clergé des Pays-Bas; qu'il valait beaucoup mieux leur tirer une partie de leurs trésors enfouis par des emprunts qui les intéresseraient nécessairement à nos succès; que quant au numéraire, il n'était pas nécessaire d'en envoyer de France dans les Pays-Bas où il y en avait en quantité; que la vraie manière de le mettre en circulation et de le remplacer par des assignats était d'intéresser les gros capitalistes d'Anvers, Bruxelles, Gand, etc., dans les fournitures de toute espèce pour l'armée; qu'alors le service serait assuré, la dépense serait de moitié moindre; que ces entrepreneurs recevraient les assignats en paiement et seraient forcés, par leur propre intérêt, d'en propager la circulation; qu'en révoquant le décret du

15 décembre, les Belges seraient réellement libres, au lieu qu'ils n'avaient fait que tomber dans un esclavage plus révoltant; qu'ils se donneraient une constitution et lèveraient des troupes qu'ils joindraient à notre armée; que cette fraternité d'armes et les services mutuels que nous leur rendrions et recevrions d'eux les amèneraient bien plus sûrement à demander l'adjonction à la république française, ne fût-ce que comme celle des alliés des Suisses avec les différens cantons, ou des alliés de l'ancienne Rome, ou des républiques grecques.

Cambon eut presque l'air convaincu, surtout quand le général lui promit que, si on prenait ces mesures de justice, de douceur et de sagesse, non-seulement il ne demanderait plus rien pour son armée qu'il se faisait fort d'entretenir avec les seules ressources de la Belgique, mais qu'il verserait encore, à titre de prêt, quelques millions dans le Trésor de la France. Il avait lieu de ne pas douter que les Belges, pour se tirer d'un esclavage ruineux, tiendraient les promesses qu'il avançait en leur nom.

Après cette première conférence, Cambon alla à la Convention; et dans la chaleur de la discussion, il dit à la tribune que, si le décret du 15 décembre n'était pas exécuté, c'était parce que le général Dumouriez y avait appliqué son *véto*. Malgré cette noire méchanceté par laquelle, pour le rendre odieux, Cambon l'assimilait au roi, auquel on faisait le procès avec acharnement, le général con-

sentit à le revoir une seconde fois, et lui donna même à dîner, avec un autre député nommé Ducos. Cette conférence, qui dura plus de six heures, dégénéra en dispute; et sur ce que Dumouriez lui dit que, s'il voulait opprimer les Belges, il n'avait qu'à chercher un autre général, parce qu'il ne consentirait jamais à devenir l'Attila d'un peuple qui avait reçu les Français à bras ouverts, Cambon alla dire à la Convention que rien n'était plus indécent que d'entendre un général offrir sa démission à chaque décret qu'on rendait contre son opinion; que la république ne pouvait pas dépendre d'un homme, et qu'il fallait imposer silence au général Dumouriez et le punir. Voilà comme se sont terminées les conférences avec Cambon, auquel le général a prédit tout ce qui est arrivé depuis.

Au reste, Cambon avait bien raison de dire qu'il était sans ressource. Il ne restait en janvier, dans la caisse nationale, que cent quatre-vingt-douze millions en assignats, et à peu près quinze à vingt millions en numéraire. Il n'y avait pas de quoi entretenir les armées jusqu'au mois d'avril. La valeur présumée des biens nationaux (du clergé) était entièrement consommée par l'hypothèque des assignats mis en émission. . . . .

Le général acquit cette certitude à la seconde séance du comité de sûreté générale. Comme on y décidait l'augmentation de l'armée à trois cent soixante-dix mille hommes, il leur représenta que, lorsque la Convention décréterait cette décision,

elle rendrait un décret inutile, comme on en avait eu souvent l'expérience l'année précédente, si le ministre de la guerre ne présentait pas en même temps un état approximatif des fonds nécessaires pour chaque nature de dépense indispensable pour cette augmentation, comme habillemens, armemens, remonte, etc., et si la Convention ne décrétait pas la remise prompte de ces fonds à la disposition du ministre de la guerre. Cambon, qui assistait à ce comité, convint que le général avait raison; mais en même temps il dévoila le mystère de la pauvreté du Trésor national, et dit qu'il ne savait sur quoi créer de nouveaux assignats; qu'il ne restait pour unique ressource que les forêts nationales et les biens des émigrés. Tout aussitôt quelques esprits violens du comité s'écrièrent qu'il n'y avait qu'à décréter sur-le-champ la vente de ces biens. On disputa assez long-temps.

Le général demanda la permission de dire son avis. Il fit observer au comité que les biens du clergé avaient été fort mal vendus, qu'il en restait encore une partie à vendre, mais que le discrédit était si grand qu'on ne trouvait point d'acheteurs; que si, dans cette circonstance, on allait mettre en vente les biens de la noblesse, estimés plus de douze cents millions, cette nouvelle augmentation de biens-fonds à vendre ferait encore diminuer leur valeur, ce qui achèverait de ruiner la nation; que le discrédit des assignats nouvellement émis par cette opération funeste serait encore plus grand,

puisque le public ne verrait pas leur hypothèque assurée ; car, en supposant qu'on hasardât l'émission de douze cents millions sur ces biens-fonds, comme le proposaient quelques membres, ou on ne trouverait pas d'acheteurs, ou la vente ne monterait pas au tiers de cette somme énorme, que la nation perdrait les deux autres tiers, et qu'elle serait menacée d'une banqueroute inévitable. Quant aux forêts nationales, il représenta que le bois était déjà très-rare en France ; que si on aliénait ces forêts, les acheteurs achèveraient de le détruire ; qu'indépendamment de l'énorme consommation nécessaire pour les constructions de toute espèce en bois, la France n'avait pas assez de mines de charbon pour suppléer au chauffage de bois qui y était usité ; qu'indépendamment de cet inconvénient, dont la France se ressentirait plus d'un siècle, cette ressource ne produirait tout au plus, malgré l'évaluation de huit cents millions, que deux ou trois cents millions, en taxant au plus fort.

Alors tout le monde convint qu'il ne fallait pas toucher à ces deux objets, et le général parvint à sauver, encore pour cette fois, les biens des émigrés, service qui, accompagné de beaucoup d'autres, ne lui a pas valu de leur part de meilleurs procédés ni plus de justice. On décida qu'on proposerait à la Convention de décréter l'émission de six cents millions d'assignats sur l'hypothèque de la totalité des biens nationaux, sans aucune détermination particulière.

Cette émission vague est une démarche bien dangereuse : elle rentre dans l'abus de confiance qui a ruiné le système de Law en 1720; mais elle était encore supportable, en ne la faisant pas trop disproportionnée. On l'a portée depuis à douze cents millions, c'est une pente glissante qui mène à la banqueroute; au reste, la banqueroute est la dernière ressource de Cambon, il ne s'en cache pas; il dit lui-même qu'elle est inévitable. Quant à la Convention nationale, elle n'a pas des vues si profondes, elle ne cherche qu'à exister au jour le jour, sans calculer comment tout cela finira. Et voilà où en est le plus beau royaume de l'univers!

CHAPITRE IX.

Conférence du général Dumouriez avec quelques jacobins.

Dumouriez avait été de la société des jacobins dans son principe; alors elle n'avait encore admis dans son sein, ni les Marat, ni les Camille Desmoulins; alors on ne connaissait ni les Bazire, ni les Merlin, ni les Chabot, ni les Bourdon, ni tous les scélérats que les assemblées primaires ont choisis à l'envi de toutes les parties du royaume pour former la plus effroyable assemblée de l'univers. Il n'avait jamais été fort assidu à leurs séances qu'il avait toujours trouvées trop tumultueuses; il n'avait jamais approché de leur secrétariat; à la vérité, l'aventure du bonnet rouge, dont il avait été obligé de se coiffer, lorsqu'il avait été aux jacobins, à son entrée au ministère, avait pu faire croire qu'il était zélé pour cette secte.

Voici le fait tel qu'il s'est passé. Dumouriez avait annoncé au roi qu'il croyait nécessaire, même pour l'utilité de sa personne, mais surtout pour celle des affaires publiques, que les nouveaux ministres, nommés par lui, sur la désignation du peuple, qui avaient fréquenté précédemment la société des jacobins, s'y présentassent, au moins une fois, pour qu'on ne les taxât pas d'aristocratie, et il avait, le

matin même, dit au roi qu'il irait à la séance du soir; le roi avait senti l'importance de cette démarche, et l'avait approuvée. Depuis quelques jours les factieux avaient arboré le bonnet rouge. Dumouriez et les girondistes, qui alors paraissaient vouloir ramener la règle et combattre l'anarchie, et que, dans le fait, on ne peut pas accuser d'avoir jamais flatté les jacobins, firent sentir à Pétion, alors maire de Paris, alors aimé des jacobins, alors tout tout-puissant, que cette marque extérieure allait avoir les plus grands inconvéniens, et rappellerait la rose-blanche et la rose-rouge des guerres civiles de l'Angleterre, et les chaperons du roi Jean à Paris. A cette époque, Pétion gouvernait absolument Robespierre et les jacobins; il promit qu'il leur écrirait une lettre, et que sur-le-champ le bonnet rouge serait supprimé. Le jour convenu était celui que Dumouriez avait choisi pour aller aux jacobins. La lettre fut effectivement écrite, mais elle n'était pas encore arrivée lorsqu'il entra dans la séance. Tous les jacobins étaient en bonnet rouge, on lui en offrit un lorsqu'il entra et qu'on le fit monter à la tribune. Il fut obligé de s'en coiffer, sans quoi il aurait couru, très-mal-à-propos, les plus grands risques; il dit peu de mots, il annonça que, dès que la guerre serait déclarée, il briserait sa plume pour reprendre une épée, et il sortit sur-le-champ. A peine était-il parti, à sept heures et demie, que la lettre de Pétion arriva, et fit l'effet désiré : les bonnets disparurent. Ainsi, il

ne s'en fallut que d'une demi-heure que le ministre fût exempt de s'en affubler, et d'après les clabauderies des faux royalistes, c'est-à-dire du parti anti-constitutionnel, le public a mal jugé ce fait qui n'est qu'un pur accident (1).

Depuis lors les jacobins étaient devenus les ennemis les plus cruels de Dumouriez, lors de sa sortie du ministère. Les succès de la Champagne les avaient un peu raccommodés avec lui, malgré les imprécations de Marat : il avait paru au club un quart-d'heure à son passage à Paris, dans le mois d'octobre 1792; mais il n'avait jamais entretenu aucune correspondance, ni avec eux collectivement, ni particulièrement avec aucun d'eux.

Hassenfratz, Audouin et tous les autres commis de la guerre y allaient tous les jours; ils y avaient dénoncé le général, et on y avait souvent ouvert l'avis de le faire comparaître à la barre du club, pour l'obliger à répondre sur les faits qui lui étaient imputés. Au travers de toutes ces conjurations, les jacobins avaient toujours voulu avoir de leur côté le général; non-seulement ils le ménageaient, mais la multitude s'élevait ordinairement pour lui contre les délateurs, et lorsqu'Hassenfratz avait porté sur

---

(1) Le lecteur remarquera que ce paragraphe se retrouve à peu près dans les mêmes termes dans le chap. VI du livre III, t. II, p. 146, où il est effectivement mieux placé. Nous avons expliqué plus haut les causes de cette redite et de plusieurs autres du même genre.

(*Note des nouv. édit.*)

le bureau sa grande dénonciation du vol de douze cent mille livres, avec les pièces à l'appui, on l'avait fait taire, et on avait passé à l'ordre ou au désordre du jour.

Les jacobins avaient même détaché différens émissaires pour engager le général à paraître à leurs séances; Anacharsis Clootz était venu plusieurs fois à la charge, et le général avait toujours éludé, en s'excusant sur ce qu'il ne pouvait pas paraître aux jacobins avant d'avoir présenté ses hommages à la Convention. Le docteur Seyffert, qui depuis est devenu un des généraux de l'anarchie, avait fait pareillement de vains efforts, ainsi que Proli, intrigant de Bruxelles qui avait voulu au moins arranger une conférence avec un nommé Desfieux, fameux jacobin, un des plus actifs voyageurs de la secte, qui arrivait de Bordeaux où il avait trouvé moyen de décréditer les membres de la Gironde, en excitant la populace de cette grande ville contre les honnêtes gens. Un nommé Jean-Bon Saint-André, membre de la Convention, furieux jacobin, quoique avec la réputation d'honnête homme, pénétré d'estime pour le général sans le connaître personnellement, insistait sur cette conférence, et voulait y assister. Le général ne voulait pas être conduit à ce rendez-vous par l'aventurier Proli qu'il méprisait : cependant, toutes réflexions faites, il s'y décida; le jour pris, le général se trouva avoir la fièvre, et être obligé de rester au lit pour une sueur violente. Comme il ne voulait pas manquer

de parole à Desfieux et à Saint-André, qu'il ne connaissait pas du tout, il arrangea un autre rendez-vous avec eux chez Bonne-Carrère, ci-devant directeur des affaires étrangères, qui était fort lié avec eux.

Là se passa l'entrevue. Desfieux parut au général une bête brute, un homme médiocre; Jean-Bon Saint-André lui parut un homme plus raisonnable; on ne pût convenir de rien, ni sur la manière dont le général se présenterait aux jacobins, ni sur la conduite que ceux-ci tiendraient avec lui, restant gouvernés par l'affreux Marat. Il ne leur promit pas d'y aller, il n'assura pas qu'il n'y irait pas : au reste, il ne vit dans ces deux hommes sur l'affaire du roi, dont il n'osa traiter que légèrement, pour ne pas nuire par trop d'empressement, qu'une rage grossière, digne des sauvages, qui s'exhalait en des termes les plus injurieux et les plus déplacés. Il reconnut alors qu'il n'avait rien à attendre d'eux. Quant au ministre de la guerre Pache, et aux bureaux de ce département, le général vit qu'ils étaient soutenus avec acharnement; que les jacobins, dont Desfieux se disait et pouvait bien être l'organe, les voulaient conserver en place, et désiraient que le général Dumouriez, abandonnant ses accusations contre eux, se joignît à leur faction pour renverser Le Brun, Garat, Clavières, et surtout Roland, qu'ils regardaient comme les agens de la faction de la Gironde.

Dès ce moment il prit le parti de rompre ces con-

férences, il le dit à Bonne-Carrère. Mais il sentit en même temps tout le danger qui en résulterait pour lui-même, surtout s'il suivait le projet qu'il avait formé et annoncé à la Convention, de donner sa démission : dans ce cas il eût fallu qu'il se fût livré aux jacobins pour être complice de tous leurs crimes, ou une fois dépouillé du commandement, qui était son égide, il eût été poursuivi sur les accusations calomnieuses d'Hassenfratz, mis en jugement, et livré comme coupable à l'affreux tribunal révolutionnaire, qui depuis a assassiné Custine sur les griefs les plus légers.

Dès-lors il fit son plan d'après les circonstances politiques dont on va voir le développement dans les chapitres suivans. Ne pouvant plus espérer de sauver le roi, il ne s'occupa que des moyens de le venger, de sauver son épouse infortunée et son fils, de rétablir la monarchie constitutionnelle, et d'anéantir la hideuse anarchie qui comblait l'opprobre et les malheurs de la France.

CHAPITRE X.

Conseil-d'État.

C'est principalement avec le conseil-d'État, ou les six ministres exerçant le pouvoir exécutif, que le général Dumouriez traita les affaires pendant les vingt-six jours qu'il a passés à Paris. Sur quoi il faut remarquer que dans un de ses manifestes postérieurs il s'est glissé une faute d'impression; on a mis vingt-six heures au lieu de vingt-six jours. Il a paru dans les papiers anglais une satire contre cette pièce, dans laquelle on lui reproche gravement cette erreur, comme n'ayant pas pu faire en vingt-six heures tout ce qu'il annonce, et on lui en fait un grand crime.

Les ministres étaient Roland, qui aura son chapitre à part; il était détesté des cinq autres, qui lui cachaient tout ce qu'ils pouvaient, et qui se divisaient eux-mêmes en deux factions très-désunies. L'une était composée de Le Brun, ministre des affaires étrangères, que Dumouriez avait fait premier commis; qui, dans cette place, était très-bon, étant travailleur et instruit, mais qui n'avait ni assez de dignité ni assez de force pour exister par lui-même, et que son caractère indécis ren-

dait faux, même avec son bienfaiteur, quoiqu'il le regardât comme son appui. Il avait éloigné de ses bureaux Maret et Noël (1), deux hommes assez capables et honnêtes; il n'avait point pris de directeur-général pour détailler la besogne aux différens premiers commis, et il avait pour secrétaire particulier un nommé Isabeau, dont on ne disait pas trop de bien. D'ailleurs, occupé, comme les anciens ministres, d'intrigues pour conserver sa place, il ménageait les jacobins beaucoup plus qu'il ne convenait à un homme que Brissot, Condorcet et les autres chefs du parti de la Gironde conduisaient dans tout ce qui concernait la politique extérieure. De la faction de Le Brun était Garat, ministre de la justice, homme d'esprit, et ayant des idées droites, à qui on ne pouvait reprocher que d'avoir, par une basse adulation, cherché à pallier les meurtres fameux des premiers jours de septembre (2). Grouvelle, qui n'était que

(1) M. Maret, rédacteur du Journal de Paris et du Moniteur, depuis ministre des affaires étrangères, et duc de Bassano, sous Napoléon; M. Noël, rédacteur de la Chronique, auteur de quelques poésies, de quelques éloges académiques et de plusieurs compilations estimées.

(*Note des nouv. édit.*)

(2) Cette allégation du général Dumouriez contre M. Garat est de la nature la plus grave. Nous avons sous les yeux le discours, prononcé le 22 octobre 1792, par M. Garat devant la Convention nationale. Il contient ces mots : « Le cri de l'humanité indignée et

secrétaire du conseil, mais qu'on pouvait presque regarder comme un ministre, parce qu'il prenait sur lui, décidait et donnait son avis, est un homme de lettres tranchant, affichant des idées hardies et excessives sur la révolution.

Ces trois hommes avaient pour antagoniste Pache, ministre de la guerre, homme d'esprit, très-malhonnête homme, très-ignorant, et aveuglément livré au parti des jacobins. Il avait une femme et une fille aussi laides que méchantes, qui allaient dans tous les clubs et jusque dans les cavernes des Marseillais pour demander la tête du roi. Les bureaux de la guerre étaient devenus un club où l'on ne respirait que sang et carnage. On n'y travaillait qu'en bonnet rouge; on y tutoyait tout le monde, même le ministre qui, affectant l'extérieur le plus négligé et le plus malpropre, faisait sa cour à la canaille de Paris, en s'assimilant à elle. On voyait le même tableau dégoûtant dans les bureaux de la marine, d'où l'on avait chassé tous les honnêtes gens et les commis instruits, pour les

---

gémissante a sans doute déjà prononcé, sur les événemens des 2 et 3 septembre, le jugement qui sera répété par toutes les nations et par tous les siècles. » Ce n'est point là le langage de l'apologie. Nous espérons, au reste, que les Mémoires de M. Garat, sur cette époque, feront partie de cette Collection; et c'est là qu'on pourra voir son opinion sur d'exécrables forfaits qu'on ne saurait dénoncer trop énergiquement à l'indignation de la postérité.

(*Note des nouv. édit.*)

remplacer par des jacobins ignorans et furieux qui, au travers de cette grossièreté iroquoise, ont fait de grandes fortunes. Les bureaux de la guerre et de la marine s'étaient réunis pour présenter à la Convention nationale une adresse signée aussi, *dit-on*, par les deux ministres, dans laquelle ils demandaient la mort du roi. Le ministre de la marine, nommé Monge, académicien, avait été un excellent instructeur d'hydrographie; il avait l'air d'un homme simple, un peu sournois; il était entièrement soumis à son confrère Pache, et il soutenait avec lui, dans le conseil, la faction des jacobins.

Clavières, ministre des finances, quoique lié avec les girondistes, soutenu par eux, et parent de Brissot, se joignait souvent à cette faction par esprit de contradiction, et parce qu'elle était la plus puissante et la plus active. Il ne pensait, comme les autres, qu'à conserver sa place, que Cambon et le comité des finances travaillaient à faire supprimer.

Tel était le conseil par lequel passaient les affaires publiques dans les temps les plus difficiles et les plus critiques pour la France. Une réflexion très-triste et très-commune se présente naturellement : c'est que la révolution française, sous prétexte d'égaliser tout, a tout avili. Les jacobins étant la plupart tirés de la partie la plus abjecte et la plus grossière de la nation, ne pouvant pas fournir des sujets assez élevés pour les places, ont abaissé les places pour se mettre de niveau. Dès-lors il n'y

a plus eu dans la partie gouvernante ni dignité ni honneur, et dans la partie gouvernée ni considération ni respect, ce qui, au moins, existait dans la démocratie d'Athènes. Ce sont plutôt des *Ilotes* ivres et barbares qui ont usurpé la place des Spartiates. On a détruit l'ancien gouvernement pour ôter l'abus des places entre les mains des aristocrates, que leur naissance y portait, sans égard à leurs facultés morales, et on ne les a remplacés nulle part par des hommes à talens, mais par des plébéïens intrigans et audacieux.

Ce gouvernement, dégénéré en saturnales, ne peut qu'entraîner la ruine entière de la nation, si elle ne détruit pas les tyrans subalternes qui ont tout envahi. Malheureusement elle ne le peut plus par elle-même puisqu'ils ont l'argent, les armes, toutes les places et tout le pouvoir; mais comme ils laissent tout perdre par leur ignorance et leurs fureurs, ce sont les armées étrangères qui rétabliront, non pas l'équilibre entre les hommes et les places, ce qui serait la perfection du gouvernement, mais le despotisme de l'aristocratie; ce qui ne pourra pas durer, parce que l'esprit de liberté est trop enraciné en France pour s'éteindre entièrement, et le nouvel état des choses ramènera encore une nouvelle révolution, dès que les troupes étrangères, qui ne peuvent pas toujours rester en France, en seront sorties, et laisseront la noblesse, répandue en petit nombre sur la surface de ce vaste royaume, à la merci de la vengeance du peu-

ple, qu'elle s'attirera en abusant de son triomphe qui sera de courte durée (1).

Le conseil ne s'embarrassait point du tout du sort du roi. Le Brun et Garat paraissaient craindre l'issue du procès; mais ils n'osaient s'occuper, ni des moyens, ni de l'idée même de le détourner, ou de le suspendre; ils se contentaient d'avouer que c'était un grand malheur qu'il eût été entamé. Roland en paraissait le plus frappé, parce qu'en réfléchissant sur l'imprudence et la méchanceté de ses délations contre le roi, il sentait sans doute qu'il était la principale cause de son danger, il gémissait et se taisait. Il entrait dans la nature méchante de Clavières de s'en réjouir; d'ailleurs, cet homme avait toujours montré une haine personnelle contre Louis XVI. Quant à Pache et à Monge (2), ils cabalaient hautement pour sa mort. Grouvelle prétendait qu'il convenait à la dignité républicaine de désirer qu'il fût *puni*.

---

(1) Il est arrivé tout le contraire; mais le résultat sera le même. (*Note du général Dumouriez.*)

(2) Un ouvrage qui ne traite point avec faveur les hommes qui ont joué un rôle dans la révolution, la Biographie universelle, parle en ces termes de la coopération forcée de Monge à l'exécution du jugement de Louis XVI : « Porté au ministère de la marine, après la journée du 10 août, dans laquelle s'écroula le trône, il accepta cette fonction, déterminé, disait-il, par la présence des Prussiens sur le sol français. Il fit ainsi partie du gouvernement que formèrent alors les ministres, sous la dénomination de conseil exécutif, et ce fut en cette qualité qu'il concourut à faire exécuter le jugement qui condamnait Louis XVI à mort.

Quant aux plaintes des armées et à la fourniture de tout ce qui leur manquait, les querelles les plus vives entre le ministre de la guerre et les généraux ne purent jamais déterminer le conseil à prendre un parti collectivement, et à donner aucun ordre. Ils s'étaient réservé chacun l'autorité exclusive dans leur département; Pache produisait au conseil, comme au comité de la guerre, ses états de situation, qui étaient tous faux, et qui étaient continuellement contredits par de nouvelles plaintes, et par des procès-verbaux des commissaires de la Convention auprès des armées. On écoutait la lecture de ces pièces, on soutenait

---

C'était une des obligations de sa place, et l'on sait qu'il a vivement regretté dans la suite cette participation à un aussi funeste événement. » La Biographie de Bruxelles dit que, « né bon et sensible, Monge, en qualité de président du conseil exécutif, ne signa qu'avec une vive douleur l'ordre de la mort de Louis XVI. » Ajoutons à ces deux témoignages rendus à Monge par des écrivains d'opinions différentes, celui de l'un de ses élèves qui, dans l'étude des sciences, marche heureusement sur les traces du créateur de la géométrie descriptive et du fondateur de l'École polytechnique. M. Charles Dupin, membre de l'Académie des sciences, s'exprime ainsi dans son *Éloge de Monge* : « Il aima la révolution dès son aurore, parce qu'il prévit en elle le libre essor de tous les beaux génies. Mais que celui qui fut bon par excellence ait jamais aimé les cruautés ! Que celui qui n'a vécu que pour la science, que pour les arts amis de l'homme, ait jamais aimé la destruction et le vandalisme ! Enfin, que l'homme de la postérité ait aimé l'anéantissement des gloires et des renommées !... Non, la calomnie même reculerait devant l'absurdité d'une telle imputation, et, pour la première fois, elle rougirait de sa propre démence ! »

(*Note des nouv. édit.*)

le comité des achats, derrière lequel était Clavières, l'associé de Bidermann, chef de ce comité, et tout restait dans le même état. Il ne fut pourvu, ni à l'habillement, ni à la subsistance, ni à l'armement, ni aux hôpitaux, ni au ravitaillement des places frontières, ni aux travaux de fortification nécessaires pour les mettre en état de défense. Dès-lors les jacobins voulaient avoir un homme à eux pour gouverner Paris, ils avaient promis la mairie à Pache, qui s'embarrassait fort peu de ce que deviendrait après lui le ministère de la guerre, qu'Hassenfratz et Meusnier devaient quitter en même temps que lui.

Plus on réfléchit sur la conduite de la société des jacobins, plus on s'égare dans les conjectures que font naître les événemens, sur l'esprit qui les faisait agir. Il est certain qu'ils ont continuellement travaillé à désorganiser, et rendre inutiles tous les moyens immenses que présentait la France pour défendre sa liberté. Ils ont anéanti l'armée et la flotte; ils ont chassé, ou emprisonné tous les généraux de terre et de mer; ils ont épuisé en folles dépenses toutes les ressources pécuniaires, ils ont rompu tous les liens politiques et commerciaux avec les autres nations, qu'ils ont toutes bravées; et on ne peut pas douter qu'ils ne fussent, et ne soient encore influencés par des Anglais, des Italiens, des Flamands et des Allemands, qui étaient devenus de furieux jacobins, et qui étaient connus pour des

espions payés par les gouvernemens étrangers. On peut ranger dans cette classe, les Clootz, Marat, Chabot, Pio, le Juif Ephraïm, de Buscher, et beaucoup d'autres.

Le décret du 15 décembre, bien loin d'être désapprouvé dans le conseil, était appuyé par tous les membres. Le Brun avait été secrétaire de la révolution de Liége, qu'il avait soutenue par un ouvrage périodique, assez bien fait, nommé le *Journal de l'Europe;* c'est d'après cette feuille que Dumouriez l'avait placé aux affaires étrangères. Il croyait, comme tous les révolutionnaires de France, qu'une révolution ne pouvait pas marcher, sans une désorganisation totale; ainsi il ne pouvait qu'être de l'avis d'un décret qui désorganisait tout chez les peuples qui avaient le malheur de nous appeler ou de nous recevoir. Le principe du général Dumouriez, qui tendait à respecter la liberté, les propriétés et les opinions de nos voisins, ne pouvait pas s'accorder avec la manière de voir de Le Brun. Il ne le lui disait pas; mais lui-même, ainsi que Maret, Chepy et ses autres émissaires auprès des Belges, avaient arrangé un pouvoir destructeur, sous le nom de comité révolutionnaire. Le général s'était plaint au ministre de la conduite et des propos de Chepy, et l'avait prié instamment de le révoquer comme dangereux dans la Belgique; non-seulement il le soutenait encore, mais il l'y renvoya avec de plus grands pouvoirs. Ainsi, pendant que le général

sollicitait la révocation du décret du 15 décembre, le conseil nommait ou laissait nommer par les jacobins trente-deux commissaires du pouvoir exécutif, auxquels il attribuait dix mille livres de traitement, indépendamment de leurs frais de voyage et de leurs voleries; il leur composait une instruction ridicule, avec laquelle il prétendait les contenir dans des bornes étroites, mais qu'ils n'ont point du tout suivie, ayant donné à leurs pouvoirs l'extension la plus tyrannique. Ces misérables ont été le fléau des Belges, et y ont fait abhorrer le nom français.

Il restait à traiter le plan de campagne. Cambon avait assuré qu'on payait six cent mille hommes. Nous étions déjà au 15 du mois de janvier, et le conseil ignorait encore combien nous avions de troupes, et combien nous aurions de nations ennemies à combattre pendant cette campagne. Le général annonçait que, quand même on aurait toute l'Europe sur les bras, n'ayant pas de guerre civile (et elle n'était réellement pas encore commencée), on pourrait, avec trois cent soixante et dix mille hommes, dont un sixième de cavalerie, indépendamment des garnisons et des vaisseaux de guerre, garder toutes les frontières, en se tenant sur la défensive dans le Midi et sur les bords du Rhin, et ne hasardant l'offensive que depuis la Moselle jusqu'à Dunkerque. Voici la distribution de ces troupes telle qu'il la proposait. L'armée de la Belgique, quatre-vingt mille hommes; celle des Ar-

dennes, quarante mille; un corps sur la Moselle, en communication avec l'armée des Ardennes et celle du Rhin, vingt mille; l'armée du Rhin, cinquante mille; une réserve à Châlons ou Soissons, vingt mille; un corps à Lyon, pour observer les Suisses et les Piémontais, quinze mille; l'armée de Savoie, comté de Nice et Provence, quarante mille; l'armée des Pyrénées, vingt-cinq mille; le long des côtes de l'Ouest, depuis Bayonne jusqu'à Brest, quarante mille; le long des côtes de la Manche, depuis Brest jusqu'à Dunkerque, quarante mille. Toutes ces armées pouvaient se porter secours de proche en proche; et comme toute la France était sous les armes, si l'ennemi pénétrait d'un côté, on devait espérer pouvoir l'accabler et ne point perdre de terrain. Il entrait dans le plan que l'armée de Custine, qui avait déjà évacué Francfort, se reploierait sur Landau, et ne laisserait à Mayence qu'une garnison suffisante pour forcer le roi de Prusse à perdre deux ou trois mois devant cette place, temps précieux à employer pour travailler à mettre en état de défense les places d'Alsace, de la Lorraine et des Ardennes, et pour faire perdre la campagne entière à l'ennemi dans cette partie.

On portait dans ce plan les plus grandes forces et l'offensive dans la Belgique, parce que c'est un pays de plaines, sans places fortes, et même sans aucune de ces positions topographiques qui en tiennent lieu. Ainsi le sort de la guerre dans ces pro-

vinces devait se décider par des batailles; si on les gagnait, la plus forte partie de l'armée pouvait passer le Rhin; si on les perdait, on avait la ressource de se retirer derrière les places de la Flandre et de l'Artois, et cependant toute la campagne pouvait se passer sans que la France fût entamée de ce côté.

Tel était le plan que, dans toutes les hypothèses imaginables, le général Dumouriez proposait au comité de sûreté générale et au conseil-d'État. Au lieu de cela, Laclos, qui venait d'être nommé commandant dans l'Inde, proposait qu'on le fît partir avec quinze mille hommes et quinze vaisseaux de guerre, ce qui supposait nécessairement la guerre avec les Anglais et les Hollandais, guerre qui n'était point déclarée, et qu'il eût été très-facile et très-nécessaire d'éviter. Il s'agissait, dans cette expédition de Laclos, de s'emparer du cap de Bonne-Espérance et de Ceylan, pour ensuite se joindre à Tipoo-Saïb, et tomber sur le Bengale. Kellermann, en prenant congé de la Convention, pour aller commander l'armée du Dauphiné, forte d'à peu près vingt mille hommes, indépendamment de celle du comté de Nice, aux ordres du général Biron, qui était d'à peu près dix à douze mille, avait reçu ordre d'aller conquérir Rome, et avait répondu gravement qu'il allait à Rome. On avait encore affaibli cette armée, en en détachant sept à huit mille hommes avec la flotte de Toulon, destinés à conquérir la Sardaigne, dans la plus mauvaise saison de l'année, dans cette mer étroite et

parsemée d'îles et de rochers. Aussi a-t-on perdu une partie de cette flotte, et l'expédition a échoué. L'armée des Pyrénées n'existait point, n'étant composée que d'un nombreux état-major sans troupes. Cependant on prétendait aller conquérir l'Espagne et on y destinait quarante mille hommes qu'on n'avait pas et le général Servan. Il n'y avait point de troupes sur les côtes de l'Ouest et du Nord, à peine de faibles garnisons à Belle-Isle et à deux ou trois autres points de ces côtes; point de corps de réserve. Il s'en fallait de plus de cinquante mille hommes que l'armée de la Belgique, unie à celle des Ardennes, fût au complet. Celle d'Alsace n'était pas de vingt mille hommes, non compris vingt-deux mille hommes enfermés dans Mayence, et l'armée de la Moselle était de dix à douze mille hommes.

Il manquait donc plus de cent cinquante mille hommes pour que le plan du général pût être suivi; et tous les moyens pour nourrir, armer et habiller cette quantité de troupes, et surtout pour lui donner un sixième de cavalerie, manquaient à la fois. Il eût fallu vingt mille hommes de cette arme à l'armée de la Belgique, jointe à celle des Ardennes, et les deux n'en avaient pas six mille. Il fallait pour ces deux armées quinze mille chevaux d'artillerie; à la vérité, on devait supposer que si le général était contraint par une force majeure à évacuer les Pays-Bas, et à se retirer dans le département du Nord, il emmènerait le plus qu'il pourrait de che-

vaux de trait du pays pour les ôter à l'ennemi, dont on savait que les préparatifs étaient immenses, et le plan d'attaque dirigé contre l'Alsace et les Pays-Bas.

Le plan du général fut adopté, les trois cent soixante-dix mille hommes furent décrétés, avec quelques changemens dans leur distribution, mais ce fut tout ce qui en résulta. Cependant, peu de jours avant son départ, le général obtint qu'en attendant l'exécution du décret de complétement, on ferait avancer dans la Flandre maritime, et vers Mons et Gand, environ quinze mille hommes de nouveaux bataillons, qui se trouvaient en troisième ligne dans la Picardie, la Flandre et l'Artois, où ils étaient inutiles.

Indépendamment du conseil, où Le Brun et Garat n'étaient point d'avis qu'on développât tous les projets, surtout pour la partie politique, il se tint deux comités particuliers chez le général Dumouriez, qui semblaient devoir décider du sort de l'empire, et qui ne menèrent à rien. Ils étaient composés seulement des deux ministres Le Brun et Garat, et des girondistes Condorcet, Pétion, Gensonné et Brissot. Peut-être leur unique but était-il que tout Paris sût que ces comités avaient eu lieu, pour faire croire que le général était entièrement dans leur parti, et le fortifier d'autant de tous ses partisans. Le Brun pria même le général d'écarter tout ce qui concernait les négociations avec l'Angleterre et la Hollande; il n'en fut pas du tout ques-

tion. Brissot y étala ses projets de conquérir l'Espagne et l'Italie, que le général réfuta facilement.

Il y fut aussi question de la Suisse. Clavières venait de remporter une grande victoire, en forçant le général Montesquiou à s'exiler, pour ne pas tomber entre les mains de son dénonciateur, l'horrible Dubois de Crancé, et en désorganisant Genève sa patrie.

Brissot, et avec lui un parti nombreux, suggéré en partie par les agens des puissances étrangères, auxquelles il importait de faire entrer les Suisses en coalition, Brissot prétendait qu'il fallait les faire déclarer ou les attaquer. Le général prouva, par des raisonnemens militaires, qu'aucun de ces métaphysiciens ne comprenait qu'il fallait ménager le corps Helvétique, et cependant, à tout événement, tenir un corps de quinze mille hommes pour couvrir Lyon et pour observer.

Le général tenait d'autant plus à cette neutralité, que c'était pendant son ministère qu'était arrivée l'aventure du régiment d'Ernest, désarmé à Aix, dans laquelle il avait fait tout son possible pour réparer l'injustice de ses compatriotes, en envoyant deux cordons rouges aux deux chefs de cet estimable régiment, et en assurant sa retraite jusqu'aux frontières.

Depuis lors, il avait toujours cherché tous les moyens d'entretenir cette neutralité, si juste et si convenable aux vrais intérêts des deux nations. Au reste, ses efforts à cet égard ont bien moins servi

dans cette circonstance épineuse, que les démarches fermes et mesurées du colonel de Weiss, membre du Conseil souverain de Berne, connu par des ouvrages qui peignent à la fois l'énergie de son ame, la bonté de son cœur et l'étendue de ses connaissances. Sans caractère diplomatique, du moins avoué, il avait eu l'art de se faire respecter des ministres, d'être écouté dans les comités, et de se former un parti dans la Convention. Tranquille au milieu des dangers, et pur au sein de la corruption, il n'avait pas craint de dire à un des principaux chefs : *Je sais que vous pouvez me faire arrêter ou poignarder dans ce moment ; mais les preuves qui vous accusent sont déposées chez un tiers, et vous feraient guillotiner dans huit jours ; je demande pour prix de ma discrétion la paix de ma patrie.*

Dans une autre occasion importante, où il joignait adroitement les menaces à la flatterie, un officier supérieur l'interrompit brusquement, et lui demanda si, pour oser parler ainsi, il avait cent mille hommes à ses ordres dans les faubourgs de Paris ? *Non*, lui répondit-il fièrement, *je n'ai que moi ; mais j'ai cent mille sentimens républicains dans le cœur ; et vous n'en avez que mille.* On applaudit, et il continua en souriant. Son *Coup-d'œil sur les relations politiques de la république française et du corps Helvétique*, lancé à propos au moment de l'éruption, acheva de déjouer les projets hostiles, et il est très-probable que sans lui la guerre eût été déclarée avant la fin de février ;

divers préparatifs secrets étant déjà en activité : ils se dirigeaient d'après le plan assez mal combiné par Robert, Clavières et quelques émigrés suisses, qui déterminait l'attaque sur trois points à la fois. La division de la gauche, composée d'une partie de l'armée du Haut-Rhin renforcée, devait prendre Bâle d'assaut ou par surprise, et observer les Autrichiens, déjà fort occupés d'eux-mêmes : celle de la droite, composée en partie de l'armée des Alpes, devait bloquer Genève, où l'on avait un grand parti, et pénétrer par Versoix dans le pays de Vaud. La division du centre, rassemblée sous Béfort, et composée de l'élite des troupes des départemens voisins, devait (par le Porentru, dejà occupé par les Français) se porter rapidement sur Berne, où l'on convoitait un trésor, des greniers, des caves et un arsenal considérable. La place avait été reconnue, et quoique presqu'île d'une rivière profonde, on se flattait, au moyen des bombes, des boulets rouges et des hauteurs qui la commandent, de l'emporter avant que les milices suisses fussent rassemblées et en état d'agir en masse. D'ailleurs, on comptait sur une puissante diversion du nombre très-exagéré des mécontens du Bas-Valais, de Neufchâtel, du Pays de Vaud, Soleure, Lucerne et Fribourg. Cette dernière ville était désignée comme objet de vengeance particulière, relative à une affaire d'assignats. On prévenait les cantons démocratiques, que tout cela ne les concernait pas, et qu'on désirait conserver la paix avec eux. A l'égard des autres

États, les commissaires et propagandistes devaient se hâter de bouleverser leurs constitutions, exciter les pauvres contre les riches, saisir les conseils et les principaux citoyens, guillotiner, incarcérer, déporter, s'emparer du numéraire, des vivres, des chevaux, des armes, provoquer l'émigration pour avoir les biens, bafouer la religion, et au nom de la liberté et du bien public, ruiner ce peuple heureux et le rendre esclave. L'expédition devait être brusquée et tout au plus l'affaire d'un mois. Mais la mine éventée, la motion prévenue, et Clavières et Brissot tenus en échec par Weiss, firent échouer le projet, et sauvèrent la Suisse d'une irruption à laquelle, vu les circonstances du moment, elle pouvait tout perdre et rien gagner.

Quant à la conquête de Rome et de l'Espagne, on la remit au temps où l'on aurait une armée pour opérer dans chacune de ces parties. Au reste, ces deux comités furent aussi inutiles que les séances des comités de sûreté générale et du conseil, et Dumouriez ne put, par aucun moyen, terminer aucune affaire.

CHAPITRE XI.

Retraite de Roland.

C'est à l'époque de la mort du roi que le ministre Roland envoya enfin sa démission, après avoir lutté long-temps contre les jacobins et même contre son propre parti, pour se soutenir dans le ministère. Jamais le conseil ne parut plus joyeux que le jour où il reçut la lettre de ce ministre de l'intérieur, qui annonçait à ses collègues le parti qu'il venait enfin de prendre. Le conseil semblait une classe délivrée d'un pédant incommode. Cette démission, qui était un préliminaire arrangé entre les deux factions pour assurer celle de Pache, a eu une issue très-différente pour les deux ministres; le dernier a acquis une très-grande place, celle de maire de Paris; le premier n'a pas cessé depuis d'être en butte à la persécution des jacobins, et son épouse a même été emprisonnée.

C'est encore un trait de la lâche politique de la faction de la Gironde, qui aurait dû ne jamais abandonner un homme qu'elle avait mis en avant sans aucune réserve. A la vérité, chaque démarche de Roland, depuis son entrée dans le ministère, était une maladresse qui le compromettait, lui et son parti. Roland a peu d'esprit, il a beaucoup d'ins-

truction sur la partie du commerce et des manufactures, et si on avait pu séparer les parties du ministère de l'intérieur, qui était trop étendu et trop compliqué pour une tête aussi faible, il aurait été excellent ministre du commerce. Il a de la probité, et même de la douceur et de la bonhomie; mais la vanité de passer pour un homme vertueux, lui avait fait adopter un air de roideur et un ton de rigorisme, qui n'étaient pas dans son caractère. Il voulait ressembler à Caton le censeur, il en avait pris la tournure sèche, frondeuse et repoussante, mais il n'en avait ni le génie ni l'énergie. Son costume était antique avec affectation, mais au moins il était propre dans son habillement, et il n'avait pas adopté le cynisme sale des jacobins. Sa démarche était grave et décente, et il ne manquait point à la dignité de sa place; il se faisait même respecter. Il était grand travailleur sur les parties qu'il connaissait, mais pliant toujours à la volonté du peuple, toujours persuadé que les supérieurs avaient tort, et d'après cette opinion très-dangereuse, lorsqu'elle est trop générale, se conduisant habituellement avec imprudence et précipitation. Il n'était point entêté dans ses opinions sur les parties du gouvernement qu'il ne connaissait pas, comme la guerre, la marine et la politique; il avait à cet égard le jugement très-sain, et il appuyait avec beaucoup de véracité ce qu'on présentait de juste et de raisonnable dans ce qui concernait les autres départemens. Depuis les changemens dans les ministres,

se méfiant de leur ignorance, et peut-être de leur mauvaise foi, il n'admettait plus la responsabilité solidaire : c'était surtout ce qui le faisait haïr dans le conseil, et il ne voulait plus répondre que pour lui-même.

Le caractère et les principes de Roland en auraient fait un assez bon ministre dans un temps moins orageux, et si la république eût été bien arrangée, car il était très-républicain ; c'est même ce qui lui a fait tenir une conduite indécente, perfide et cruelle avec Louis XVI, ce qui l'a engagé à l'accuser, et à livrer à la féroce et imprudente Convention la fatale boîte de fer, où était toute la correspondance *passive* de ce monarque, dans laquelle ces monstres ont trouvé le prétexte du martyre aussi injuste qu'illégal de ce prince infortuné.

Roland avait le malheur de se laisser conduire par une femme, bel-esprit, qu'il avouait avoir donné le *poli* à ses volumineux ouvrages, et de s'être entouré d'un certain nombre de folliculaires, fripons ou fanatiques, qui composaient sous ses yeux la *Bouche de fer*, le *Thermomètre*, et presque toutes les longues affiches de toutes les couleurs, dont tous les matins on tapissait toutes les rues et les lieux publics de Paris. Les jacobins ont fini par tourner contre lui et sa faction ce moyen de prêcher les sots, qui ne laissait pas de coûter beaucoup d'argent. Le pauvre Roland espérait jouer le rôle de Numa Pompilius : il faut dire un mot de sa nymphe Égérie, qui était sa femme, madame Roland,

qui, interrogée à la barre de la Convention, dans une accusation injurieuse et calomnieuse d'un aventurier, nommé Viard, répondit qu'elle était la citoyenne Roland, du nom d'un homme vertueux, qu'elle était glorieuse de porter (1). Elle se tira de cette espèce d'affront avec beaucoup d'honneur, et certainement il n'a pas fallu moins que l'acharnement des jacobins contre son mari pour l'avoir depuis persécutée et emprisonnée.

Parmi toutes les femmes dont les noms seront inscrits dans l'histoire de cette révolution, aucune n'a joué un rôle plus noble et plus intéressant que madame Roland. C'est une femme de trente à quarante ans, très-fraîche, d'une figure très-intéressante, toujours mise élégamment, parlant bien, et peut-être avec trop de recherche d'esprit, vertueusement coquette, et s'étant fait le coryphée d'une société de métaphysiciens, de gens de lettres, de membres de la Convention et de ministres, qui, tous les jours, allaient prendre ses ordres, mais qui particulièrement s'assemblaient chez elle le vendredi. C'est à ce dîner que se déployait la politique de toute la semaine, et qu'on arrangeait le plan de conduite de toute la semaine suivante. Aucune des femmes des autres ministres n'était admise à ces

(1) Voyez, dans les Mémoires de madame Roland, des détails sur cette circonstance honorable pour cette femme célèbre que le général Dumouriez traite avec une extrême rigueur.

(*Note des nouv. édit.*)

mystères politiques. Quoique avec beaucoup d'esprit, madame Roland était imprudente et hautaine, elle était fort aise qu'on sût qu'elle dominait son mari, et par-là elle lui avait nui plus qu'elle n'a jamais pu lui être utile par ses conseils. Elle avait donné pour coopérateurs à son mari, dans les détails de son ministère, Pache et Lanthenas. Le premier avait si bien gagné la confiance intime de Roland, que c'est par lui qu'il est devenu ministre de la guerre. Une fois son collègue, il n'a cherché qu'à le contrarier et le perdre, et pour mieux y réussir il s'est jeté à outrance dans le parti des jacobins. Leur lutte a été terrible, ils se sont accrochés sans aucun ménagement, et ils sont tombés tous les deux à la fois, mais Roland est resté à terre et Pache s'est relevé (1).

Plusieurs autres femmes se sont montrées sur les tréteaux de la révolution, mais d'une manière moins décente et moins noble que madame Roland, excepté madame Necker, qui peut seule lui être comparée, mais qui, vu son âge et son expérience, était plus utile à son mari, et moins agréable à ses entours. Toutes les autres, à commencer par mademoiselle La Brousse, la prophétesse du chartreux don Gerle, mesdames de Staël, Condorcet, Coigny, Théroigne, etc., etc., etc. (2),

---

(1) Voyez les Mémoires de madame Roland.

(*Note des nouv. édit.*)

(2) On ne saurait comprendre le sentiment qui a pu inspirer une telle alliance de noms *étonnés de se trouver ensemble*, s'il est

ont joué le rôle commun d'intrigantes comme les femmes de la cour, ou de forcenées, comme les poissardes. La seule infortunée Charlotte Corday a consigné son nom dans l'histoire, en purgeant la terre du monstre Marat, par un fanatisme qui, heureusement pour l'humanité, doit trouver peu d'imitatrices.

La retraite de Roland n'apporta aucun changement dans le conseil. Déjà depuis long-temps il n'était occupé que de ses chagrins, de ses dangers et de sa propre défense. Dès qu'un jacobin lançait une diatribe contre lui, il se croyait obligé d'envoyer à la Convention une lettre justificative, et la Convention, qui était peut-être encore plus fatiguée de la sévère probité de Roland, que de son esprit factieux, ne voyait dans ses homélies qu'un orgueil insupportable. Sa faction elle-même, ne voyant plus en lui un homme accrédité, avait renoncé à le soutenir, et avait pris très-imprudemment le parti de le sacrifier. Roland se persuada que sa démission serait refusée; il ne quitta l'hô-

---

permis d'employer cette expression. L'injustice du rapprochement établi par le général Dumouriez est trop évidente pour avoir besoin d'être démontrée. Placer une courtisane, la fameuse Théroigne de Méricourt dont les mains se couvrirent de sang au 10 août, et qui, après une carrière honteuse, est morte folle à la Salpêtrière, en 1817, à côté de noms respectables, et particulièrement en regard de celui d'une femme célèbre par son génie, c'est, il nous semble, méconnaître à la fois les devoirs de l'historien et les convenances sociales.

(*Note des nouv. édit.*)

tel du ministère que lorsqu'il ne put plus douter de son sort. Il y couchait rarement dans les derniers temps, car les jacobins, pour l'effrayer, y envoyaient de temps en temps faire des excursions nocturnes par les fédérés. C'est ainsi qu'étaient traités les chefs du pouvoir exécutif. Le Brun et Clavières ont été depuis accusés et emprisonnés. Garat a été accusé et arrêté après avoir donné sa démission. Cette révolution porte un tel caractère de barbarie, qu'aucun de ceux qui y ont eu part, et qui ont joué un rôle, n'a été à l'abri d'une mort violente, ou de l'exil, ou de la fuite.

CHAPITRE XII.

Négociations de Hollande.

La France n'avait alors d'ennemis déclarés que l'Autriche, la Prusse et le roi de Sardaigne; elle avait eu sur eux une supériorité décidée pendant toute la campagne précédente, qui eût été entièrement décisive, si, d'après le plan du général Dumouriez, Custine, au lieu de passer le Rhin pour faire la pointe sur Francfort, qui n'a produit qu'une faible contribution qu'on a payée bien cher, s'était emparé de Coblentz où il n'y avait point de garnison, et si on avait pourvu aux besoins des armées, de manière à ce que celle de la Belgique eût pu prendre ses quartiers d'hiver le long du Rhin, depuis Clèves jusqu'à Cologne; celle des Ardennes, de Cologne à Andernach; celle de la Moselle, d'Andernach à Mayence par Coblentz; et celle d'Alsace, de Mayence à Landau par Spire. Cette position de quartiers d'hiver eût affamé Luxembourg, qui se serait trouvé sans communication, et forcé de se rendre. On aurait eu derrière soi un pays neutre ou ennemi, sur lequel on aurait pu vivre long-temps, et on aurait pu, en ouvrant la campagne de bonne heure, passer le Rhin et pénétrer dans le centre de l'Allemagne, où l'on aurait été reçu à bras ou-

verts, si l'on ne s'était pas fait craindre par des décrets absurdes, et des commissaires spoliateurs, qui ordonnaient les violences, l'insulte et le pillage. On avait manqué ce grand plan; cependant on pouvait encore se soutenir très-bien contre les trois ennemis qu'on avait déjà vaincus, en ayant soin de ne pas se donner de nouveaux ennemis.

Il se présenta un moyen de rendre l'Espagne neutre, et ce moyen eût épargné un grand crime à la nation. Le roi d'Espagne fit remettre à la Convention nationale, par son consul, une adresse par laquelle il s'engageait à rester neutre, si on voulait sauver la vie de l'infortuné Louis XVI. Cette démarche fait honneur à ce monarque. Pourquoi les princes du sang français n'en ont-ils pas fait autant? La féroce et stupide Convention rejeta cette adresse avec mépris. C'est un crime de plus envers la nation, à laquelle on donnait un ennemi de plus sans la consulter.

Depuis long-temps la cour de Londres et celle de La Haye montraient une grande aversion pour la révolution française, et la mort de Louis XVI ne pouvait qu'augmenter cette aversion; mais en Angleterre, le roi seul désirait la guerre et en faisait son affaire personnelle; en Hollande, tout le monde la craignait. Il était donc possible à la France d'éviter d'avoir ces deux ennemis de plus. On avait jusqu'alors ménagé la Hollande d'où nous tirions du numéraire et des denrées; il n'y avait qu'à continuer.

A la fin du mois de novembre, le général Dumouriez avait proposé au pouvoir exécutif de l'autoriser à prendre Maëstricht, sans lequel il ne pouvait pas défendre la Meuse et le pays de Liége. Il croyait possible, d'après beaucoup d'exemples pareils dans d'autres guerres, de prendre et garder cette place, en s'engageant par un manifeste authentique à la rendre à la fin de la guerre. Alors son armée était victorieuse et pleine d'ardeur; il avait rassemblé, après la prise de la citadelle d'Anvers, toute sa grosse artillerie à Tongres et à Liége, non pas pour faire périr les chevaux faute de fourrage, comme les jacobins l'en ont bêtement accusé, mais pour forcer Maëstricht à se rendre. Cette place n'avait alors ni garnison, ni palissades, ni approvisionnemens d'aucune espèce, suffisamment pour soutenir un siége. Venloo était dans le même cas. Les griefs ne manquaient pas pour légitimer cette prise, et rejeter l'agression sur les Hollandais, s'ils s'en étaient offensés. Ils avaient déjà souvent faussé la neutralité, et tout récemment ils venaient de défendre la livraison d'aucune denrée aux Français, sous peine de la vie, pendant qu'on rassemblait sur le Bas-Rhin de grands approvisionnemens tirés de la Hollande pour les armées impériale et prussienne. Le conseil avait rejeté alors les propositions du général, et lui avait ordonné expressément de garder la plus exacte neutralité avec les Hollandais, ce qu'il avait exécuté ponctuellement. On lui avait donné alors un autre ordre, dont il

avait facilement démontré l'absurdité, et qui était resté sans exécution : c'était d'aller pendant l'hiver faire le siége de Luxembourg.

Comme on avait laissé échapper la seule occasion de s'emparer de Maëstricht, qu'on peut regarder du côté de la Meuse comme la clef des Pays-Bas, le général n'était plus d'avis de laisser commettre de notre part aucun acte d'hostilité, qui pût justifier la déclaration des Hollandais contre nous, sachant bien que cette déclaration entraînerait celle de l'Angleterre. Son avis était qu'il fallait profiter de tous les moyens qui se présenteraient pour s'assurer la neutralité des deux nations. Celle de la Hollande surtout était indispensable, si on prétendait conserver les Pays-Bas. Si les Hollandais se déclaraient et livraient le passage par Maëstricht et Venloo, la Meuse n'était plus tenable, il fallait abandonner le pays de Liége, la Gueldre, le Limbourg, le Brabant et le comté de Namur, et se retirer derrière l'Escaut, en rétrécissant sa ligne de défense entre la citadelle d'Anvers et Valenciennes. Si les Anglais et les Hollandais assemblaient une armée dans la Flandre hollandaise, il fallait encore abandonner l'Escaut, et se retirer derrière la Lys et sous nos places de Flandre et d'Artois.

Il se trouvait alors à Paris des réfugiés hollandais, victimes de leur révolution et de la fausse et puérile politique du ministre Brienne. Plusieurs d'entre eux étaient des hommes considérables, et ils assuraient que leur parti était beaucoup plus

puissant que celui du stathouder, ce qui était vrai. On les avait rebutés jusqu'au mois de janvier; alors le ministre Le Brun, après les avoir entendus, les avait adressés au général Dumouriez, pour avoir son avis sur leurs moyens, et surtout un projet d'expédition contre la Zélande, qu'ils présentaient comme immanquable. Après un mûr examen, ce projet parut impraticable au général, mais il dit au ministre qu'il différait de donner définitivement son avis jusqu'à ce qu'il fût rendu à Anvers, et qu'il eût pris des connaissances plus positives sur les détails de ce projet qui lui paraissait d'une exécution très-difficile au premier aspect. Il fut donc décidé que les réfugiés hollandais se transporteraient à Anvers avec leur comité révolutionnaire, et la légion Batave, d'à peu près deux mille hommes, eut ordre d'y aller en garnison, pour faire l'avant-garde du corps d'armée française, en cas qu'on fût obligé d'entrer en guerre avec la Hollande. On plaça un agent auprès de ce comité batave pour rendre compte au ministre Le Brun de la partie politique. On ne prit au reste aucun engagement positif avec les Hollandais, et tout fut subordonné au succès d'une négociation qui paraissait prête à s'entamer d'après les circonstances suivantes.

Pendant que Dumouriez gérait les affaires étrangères, il avait envoyé comme ministre plénipotentiaire à La Haye, Emmanuel de Maulde, maréchal-de-camp, qui s'y était conduit avec beaucoup d'adresse et de prudence, qui avait procuré des

armes et des chevaux, et qui avait concilié les intérêts des réfugiés avec ce qu'il devait d'égards au gouvernement du pays, de manière à conserver l'estime et la confiance des deux factions qui divisent la Hollande. Cette conduite, conforme à ses instructions, était trop sage pour convenir au temps présent; de Maulde avait de plus la tache d'être noble et même titré. Le Brun le prit en haine particulière. Le comité militaire trouva mauvais qu'il envoyât des fusils à Dunkerque; on attaqua ses marchés, on le calomnia, on le rappela, et on lui donna pour successeur Noël, que le général avait fait premier commis des affaires étrangères; celui-ci, quoique foncièrement honnête homme, partant de Paris avec des préjugés contre Maulde, un grand désir de le remplacer, et des projets de négociation beaucoup moins prudens, fut très-mal reçu, l'attribua à Maulde, écrivit contre lui, et devint son ennemi et son délateur.

De Maulde, en arrivant à Paris pour se justifier, vint trouver le général, et lui dit que si on voulait garder la neutralité avec la Hollande et l'Angleterre, rien n'était plus facile; qu'à la vérité, les ministres des deux cours ne voulaient ni reconnaître la Convention nationale, ni traiter avec le ministre Le Brun; mais que le grand pensionnaire de Hollande, van Spiegel, et l'ambassadeur d'Angleterre, milord Auckland, l'avaient chargé d'annoncer qu'on traiterait volontiers avec le général Dumouriez.

En même temps Benoît, agent du ministre français, qui arrivait de Londres, dit à Le Brun, de la part de l'ancien évêque d'Autun, de Talon et des autres émigrés constitutionnels qui avaient des relations avec le ministère britannique, que le ministre Pitt et le conseil de Saint-James ne demandaient pas mieux que d'assurer la neutralité, pourvu que le général Dumouriez fût chargé de la négociation, et passât en Angleterre pour la terminer, ce qu'il pouvait faire très-aisément avant d'entrer en campagne.

Le Brun et Garat furent d'abord les seuls dans la confidence de cette ouverture. Garat, dont les vues étaient droites, la saisit avec vivacité, et ouvrit l'opinion de donner au général une commission d'ambassadeur extraordinaire, sans déplacer Chauvelin qui était ministre plénipotentiaire, et de le charger de demander une décision catégorique pour la guerre ou la neutralité. Le procès du roi n'était pas encore terminé, mais on n'en prévoyait que trop la cruelle catastrophe. Cette circonstance fit faire de nouvelles réflexions à Garat, qui craignit que les Anglais n'eussent la mauvaise foi de garder Dumouriez à Londres dès qu'il y serait arrivé, pour ôter aux Français leur meilleur général. Dumouriez fut obligé de dissimuler qu'il avait prévu le même inconvénient, et que c'était tout ce qu'il désirait pour se tirer des mains des scélérats qui tyrannisaient sa patrie. Il eut l'air

de souscrire à la prudence de Garat, et voici ce qui fut arrêté :

Que l'affaire serait portée au conseil, et la proposition faite par le ministre Garat d'envoyer le général Dumouriez en ambassade extraordinaire à Londres, d'après l'ouverture faite par les ministres d'Angleterre et de Hollande; d'ordonner au général de trancher cette négociation avec noblesse et promptitude, et, quel qu'en fût le succès, de revenir sur-le-champ se mettre à la tête de son armée. On devait demander au ministère anglais toutes les sûretés pour la personne du général et pour son libre retour. Clavières, Pache et Monge s'opposèrent de toute leur force à cette proposition, certainement par principe d'inimitié et de jalousie, car tous les trois connaissaient bien la détresse de leurs départemens, et leur impuissance de soutenir une guerre universelle de terre et de mer.

Le général fut très-fâché du mauvais succès de ce projet, dans lequel il avait vu sa délivrance et un grand moyen de servir sa patrie. Il ne se rebuta cependant pas. Il convint avec Le Brun et Garat qu'il n'en serait plus question au conseil; qu'on suivrait l'affaire sans bruit, et qu'on attendrait qu'elle fût bien préparée pour la faire réussir. Il fut décidé que de Maulde repartirait pour La Haye sur-le-champ, sous prétexte d'aller y terminer ses affaires personnelles; que Noël serait rappelé et placé ailleurs; que le général chargerait de Maulde

d'une lettre pour milord Auckland, dans laquelle il lui marquerait qu'il devait se trouver le 1er février à Anvers, pour visiter les quartiers d'hiver de son armée; qu'ayant appris, par de Maulde, son ami, que milord avait parlé de lui avec estime et confiance, il serait enchanté, si l'occasion se présentait, de le voir sur la frontière; que peut-être cette entrevue pourrait être utile aux deux nations et à l'humanité. Il fut décidé que si milord Auckland répondait à cette espèce d'invitation d'une manière affirmative, comme cela était à présumer, le général accepterait l'entrevue, et qu'il pourrait même de-là passer en Angleterre, si cette démarche devenait nécessaire.

Il fut décidé que Maret, qui avait déjà fait plusieurs voyages en Angleterre, y serait renvoyé pour savoir de M. Pitt si réellement il souhaitait traiter personnellement avec le général Dumouriez. Chauvelin, qui s'était brouillé avec l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand, qu'on lui avait donné pour mentor, n'avait point du tout réussi dans son ambassade qu'il avait prétendu mener tout seul, ayant contre lui le préjugé de la nation, le roi d'Angleterre, le plus despotique et le plus en colère de tous les rois contre la révolution française, les émigrés français de toutes les couleurs et de toutes les dates, ses coopérateurs, la Convention nationale et sa propre inexpérience. Dans le cas où le voyage du général s'arrangerait, il fut décidé que Chauvelin serait sacrifié, c'est-à-dire qu'il serait placé ailleurs;

car Dumouriez, qui avait été intimement lié avec son père, et qui l'avait placé en Angleterre d'après ce sentiment, avait exigé de Le Brun qu'il lui donnât Venise ou Florence, pour lui faire suivre avec plus de succès la carrière des négociations. C'est ici l'occasion de dire un mot sur le caractère personnel que le général Dumouriez a développé dans le cours de son existence publique. Soit facilité, soit principe, il n'a jamais fait tort à personne, il a obligé beaucoup de monde, et dans le nombre plusieurs qui certainement ne le méritaient pas, ce qu'il n'a reconnu qu'après; il a fait par conséquent beaucoup d'ingrats. Chauvelin devait donc être rappelé, et Maret devait avoir sa place au départ de Londres du général; ainsi il était très-intéressé à faire réussir la négociation, et à préparer les voies au général pour être bien reçu en Angleterre, et surtout pour que sa mission fût très-facile et très-courte.

CHAPITRE XIII.

Départ de de Maulde, de Maret et du général Dumouriez.

EMMANUEL de Maulde partit pour La Haye, quoique la mort du roi, qui arriva sur ces entrefaites, dût en apparence rompre tous les projets; mais la certitude où l'on était que surtout la Hollande avait le plus grand désir de parvenir à conserver la neutralité, fit juger à Garat et à Le Brun que le ressentiment de cette horrible catastrophe céderait à ce grand intérêt, et ils ne se trompaient pas. Le départ de Maret fut retardé assez mal à propos, et n'eut lieu que le jour même du départ du général, sous prétexte de faire pressentir sur ce voyage M. Pitt par un de ses amis, qui avait déjà servi d'intermédiaire dans un voyage précédent de Maret en Angleterre. Mais, dans le fait, le général a eu lieu de présumer que Le Brun, piqué de ce que la cour de Saint-James ne voulait pas traiter avec lui comme ministre des affaires étrangères de la république ni avec la Convention, n'était pas fâché de faire manquer cette négociation sans y paraître, en laissant agir l'étourderie de Brissot et la sottise du comité diplomatique de la Convention, qui semblait trouver que la France n'avait pas assez d'ennemis, et chercher à en augmenter le nombre en insultant toutes les nations.

La mission de Maret n'eut aucun succès, parce qu'en arrivant à Douvres, cet agent trouva l'ordre de se rembarquer sur-le-champ. Chauvelin n'avait jamais été reconnu en Angleterre comme ministre de la république; dès que la Convention avait aboli la royauté, la mission de Chauvelin avait été regardée comme cessée par la cour de Saint-James, et elle n'avait toléré son séjour à Londres qu'en qualité de particulier. A la nouvelle de la mort cruelle de Louis XVI, le roi d'Angleterre ordonna à Chauvelin de sortir de Londres sous vingt-quatre heures, et du royaume sous huit jours. C'est dans cette circonstance que Maret arriva, et reçut ordre du conseil de se rembarquer sur-le-champ.

Mais cette circonstance ne changea rien aux négociations de la Hollande. Le général Dumouriez partit le 26 janvier, le désespoir dans l'ame. Il n'avait pas pu empêcher un crime inutile, honteux et funeste; il n'avait réussi ni à faire annuler le décret du 15 décembre, ou au moins à en faire excepter les Pays-Bas, pour sauver l'armée française en cas de retraite, ni à faire établir une bonne administration pour les fournitures de l'armée, ni à obtenir les réparations, les remontes pour la cavalerie, les recrues, et tout ce qui lui manquait pour se mettre en campagne, ni ce qui l'affligeait le plus, ce qui le rendait honteux d'être Français, à sauver un roi dont il connaissait l'innocence et la bonté, l'ayant vu de très-près pendant trois mois. Il allait se remettre à la tête d'une armée désor-

ganisée, livrée à l'indiscipline et à la maraude, et commettant tous les excès dans les quartiers d'hiver; mal armée, sans habits, dispersée dans des villages ruinés, où elle manquait de tout, le long de la Meuse et de la Roër. De nouvelles troupes arrivaient continuellement de l'Allemagne, pour augmenter l'armée du général Clairfayt, qui avait eu le très-grand mérite de se maintenir entre l'Herffle et la Roër, avec des troupes peu nombreuses, manquant de tout, et effrayées de la rapidité de la conquête de la Belgique. Il leur avait rendu le courage, l'ensemble et la discipline qu'elles avaient perdus dans leur longue retraite.

Le prince de Cobourg, fameux par sa glorieuse campagne contre les Turcs, venait prendre le commandement de cette armée qui grossissait tous les jours. Si le général Dumouriez donnait au prince de Cobourg le temps de le prévenir et de l'attaquer, il était sûr de ne pouvoir résister à ce général de front, et en même temps au prince de Hohenlohe qui serait venu l'attaquer par son flanc droit sur Namur, dont les Français travaillaient très-lentement à réparer la citadelle. Si les Hollandais et les Anglais avaient le temps de rassembler une armée sur le flanc gauche du côté d'Anvers et de la Flandre hollandaise, le général n'avait plus aucune ressource, pas même pour sa retraite, ayant à traverser cinquante lieues de plaines avec une armée désordonnée, poursuivi et environné par trois armées plus fortes que la sienne, continuel-

lement assailli par les paysans et les habitans des villes, que les excès commis au nom et par ordre de la Convention avaient réduits au désespoir. Il n'avait donc, pour diminuer ses dangers, d'autre ressource que la négociation entamée par de Maulde, et qu'il allait suivre lui-même; à la vérité, il y avait quelque confiance, vu le grand intérêt de la Hollande qui craignait la guerre, et qui n'y était pas du tout préparée.

On va rendre compte, sans interruption, du succès de cette négociation qui fut rompue dès les premiers jours du mois de février, par l'impétuosité féroce et impolitique de la Convention. La brusque déclaration de guerre qui s'ensuivit donna à la France, dans cette négociation, un air de perfidie que les Anglais ont reproché avec quelque fondement. Au reste, ils ont eu de leur côté des torts pareils, et on pourrait croire que le ministre Pitt n'aurait voulu qu'amuser le général Dumouriez, et se donner, ainsi qu'aux Hollandais, le temps de se préparer pour coopérer avec leurs alliés. Le traité de la cour de Saint-James avec celle de Turin, qui est de la même époque, confirme cette opinion; tant il est vrai que l'histoire n'est qu'un tableau fidèle des crimes et des fautes des hommes qui gouvernent!

CHAPITRE XIV.

Négociations infructueuses. — Déclaration de guerre.

Dès qu'Emmanuel de Maulde fut arrivé à La Haye, dans les derniers jours de janvier, il alla porter à milord Auckland la lettre du général Dumouriez. Ce ministre lui montra la plus grande joie, lui dit que les intérêts de l'Angleterre et de la Hollande étant communs et inséparables, il allait communiquer cette ouverture à Van-Spiegel, avec lequel il l'aboucherait; celui-ci adopta très-vite le projet d'une conférence sur la frontière entre l'ambassadeur, le grand-pensionnaire et le général Dumouriez.

Milord Auckland dépêcha trois paquebots de suite à sa cour, et de Maulde envoya son secrétaire à Anvers où le général était arrivé le 2 février, après avoir visité les côtes depuis Dunkerque jusqu'à Anvers. Dans toute la Picardie, l'Artois et la Flandre maritime, il avait trouvé le peuple consterné de la mort tragique de Louis XVI. Il avait aperçu autant d'horreur que de crainte au seul nom de jacobins; cependant toutes les villes étaient remplies d'émissaires de cette secte, qui allaient exciter la canaille contre les citoyens honnêtes, et ramasser des délations vraies ou fausses contre les administrateurs.

A Saint-Omer et à Dunkerque il n'y avait pas la moindre apparence de préparatifs de guerre et presque point de troupes, parce que le ministre de la guerre, pour former l'augmentation d'à peu près dix mille hommes d'infanterie et quinze cents hommes de cavalerie dans la Flandre autrichienne, comme le général l'avait demandé, avait dégarni la Flandre maritime; il avait même ensuite tiré encore d'autres bataillons de cette partie où était la guerre, pour former un corps de dix à douze mille hommes du côté de Cherbourg, d'où le général avait dit qu'on pourrait, par la suite, faire partir une division contre l'Angleterre, en cas qu'on ne pût pas réussir à éviter la guerre contre cette puissance. Nieuport et Ostende étaient dans le même abandon; il n'y avait pas une seule batterie disposée, non plus qu'à Dunkerque, pour empêcher les vaisseaux d'entrer de force dans ces ports; il n'y avait pas même de canons pour y placer, et il fallait les faire venir de Dunkerque, qui n'en avait pas suffisamment pour garnir ses forts, ses lignes et ses batteries de mer.

Le général Dumouriez, frappé du désordre qu'il voyait partout, et sentant à tout moment augmenter ses embarras, qui devenaient insurmontables, fut très-content du premier succès de la négociation de de Maulde; il dépêcha sur-le-champ un courrier à Le Brun, avec la réponse originale de milord Auckland qui lui mandait qu'il était convenu avec le grand-pensionnaire de Hollande de se ren-

dre ensemble à la frontière pour conférer avec le général; qu'il avait dépêché plusieurs paquebots à sa cour pour en obtenir la permission et des instructions relatives à cette conférence; qu'il n'attendrait pas long-temps la réponse; que son intention n'était pas de l'amuser, ni de retarder ses préparatifs et ses projets pour la campagne qui allait s'ouvrir.

La dépêche de de Maulde, qui accompagnait celle de milord Auckland, donnait l'explication de ce qui s'était passé. On avait témoigné toute l'horreur à laquelle il s'attendait sur l'atroce barbarie qui avait été commise à Paris; mais comme il avait bien assuré les deux ministres que le général partageait leurs sentimens à cet égard, et qu'il était pénétré de la plus profonde indignation, cette horrible circonstance n'avait pas nui à la négociation. On était donc convenu sans aucune difficulté que, dès que milord Auckland aurait reçu les réponses de sa cour, la conférence aurait lieu au Mordyck, sur les yachts du prince d'Orange, qu'on prépara à cet effet pour recevoir le général. De Maulde ne doutait pas que cette conférence n'eût le plus grand succès.

Le général avait les mêmes espérances, et tel était dans ce cas le projet qu'il avait formé. Il ne voulait pas trahir les intérêts de sa malheureuse patrie, il voulait au contraire la servir en diminuant le nombre de ses ennemis; ainsi il voulait réussir à assurer la neutralité entre la France, la Hollande et l'Angleterre. Mais en même temps il voulait, après

avoir rendu ce dernier service à la France, se délivrer de l'apparence de partager le crime de ses compatriotes, et cesser de combattre pour des tyrans absurdes, qu'il aurait voulu pouvoir punir, bien loin d'appuyer leur hideuse tyrannie. Il comptait donc ne pas revenir à Anvers, se retirer à La Haye, et de-là donner un manifeste pour justifier son émigration; il expliqua une partie de ses sentimens dans une lettre particulière à de Maulde. Cette lettre fut communiquée aux deux ministres, qui prièrent de Maulde de leur en laisser prendre copie; mais il ne voulut pas le leur permettre, n'y étant pas autorisé par son ami. Il remit seulement à milord Auckland une réponse du général, qui lui mandait qu'il recevrait avec plaisir la nouvelle du succès de sa démarche auprès de sa cour.

Dans le temps où la négociation était avancée à ce point et promettait une issue favorable, lorsque le général Dumouriez se flattait d'être délivré du joug insupportable pour son ame, de commander et de combattre pour des tyrans, avec la sûreté d'être un jour la victime de leur ingratitude, de leur injustice et de leur cruauté, quels que fussent ses succès, il reçut le 7, par les papiers publics, la nouvelle de la déclaration de guerre contre l'Angleterre et la Hollande, décrétée à la séance du 1er février, sur le rapport de Brissot, au nom du comité diplomatique. Cette nouvelle lui ôta tout espoir; elle était inattendue. Il n'était parti de Paris que le 26 janvier, il n'était arrivé à Anvers que

le 2 février; Le Brun n'avait pas attendu de ses nouvelles, ni de celles de la négociation de de Maulde; mais il semblait que ce ministre eût précipité le rapport du renvoi de Chauvelin par ordre du roi d'Angleterre, pour exciter la fureur de l'imprudente Convention, et mettre un obstacle insurmontable à ce qu'il avait concerté avec le général. Quant à Brissot, il profitait de l'occasion pour insulter, comme à son ordinaire, les rois et les peuples, en quoi il était bien secondé par Barrère et par le parti des jacobins. Les deux factions se réunirent pour prendre sans réflexion, sans délibération, sans discussion, le parti le plus violent et le plus téméraire. La guerre fut déclarée, mais Le Brun n'envoya point de courrier au général Dumouriez qui devait en porter tout le fardeau, et on s'embarrassa fort peu de savoir si on était ou si on n'était pas en état de se soutenir contre ces nouveaux ennemis.

Le lendemain de cette nouvelle, de Maulde arriva de La Haye, apportant une seconde lettre de milord Auckland, qui se félicitait d'avoir enfin reçu l'autorisation pour la conférence, qui restait fixée pour le 10, au Mordyck. Le général lui envoya un courrier pour lui mander qu'il n'était plus question de négocier; qu'à la vérité la déclaration de guerre était un peu brusque, mais que le ministère anglais y avait donné lieu, 1° en ne rendant pas deux vaisseaux chargés de grains, arrêtés dans les ports d'Angleterre, et réclamés vainement par le minis-

tère français; 2° en chassant ignominieusement le ministre de France de Londres et du royaume dans le moment d'une négociation; 3° en faisant publier par lui, milord Auckland, le 2 février, une adresse aux états-généraux, outrageante pour la nation française, et équivalente à une déclaration de guerre.

Le général avait d'autres reproches aussi graves à faire à Van-Spiegel, à qui il avait demandé vainement la liberté du colonel Micoud, Français qui, ayant gagné un procès considérable contre un négociant, avait été mis ensuite en prison, par le crédit de ce négociant, sur l'accusation vague d'avoir parlé trop librement sur les matières du gouvernement. Van-Spiegel avait laissé chasser d'Amsterdam la troupe de comédiens français, sans même leur laisser le temps d'être payés de ce qui leur était dû. Il avait laissé insulter, par les émigrés, Noël, ministre de France, et Thinville, secrétaire d'ambassade, et les avait ensuite expulsés ignominieusement. Les émigrés étaient en armes et en uniformes à La Haye. Enfin, on y faisait éclater impunément la plus grande haine contre la France.

Il est certain que la conduite des cours de Saint-James et de La Haye est inexcusable, puisqu'au milieu d'une négociation entamée, d'après les ouvertures faites par elles-mêmes avec le général Dumouriez qu'elles avaient demandé pour négociateur, elles provoquaient l'irascibilité et l'impa-

tience impolitique de la Convention nationale, qu'elles connaissaient incapable de se tenir dans les bornes du bon sens et de l'équité. On peut donc leur reprocher, autant qu'aux Français, tous les maux qui résultent de cette guerre qui n'est pas près de finir, et qui sera la source d'autres guerres interminables.

On peut dire que la Providence a réuni tous les peuples de l'Europe pour punir les crimes énormes commis par la nation française, et peut-être pour les punir eux-mêmes par les calamités qu'ils auront à souffrir avant d'y réussir, ce qui sera long, coûteux et sanglant. Les esprits forts de l'Assemblée (et ce sont les plus ignorans et les plus scélérats, parce que ce n'est pas par philosophie qu'ils le sont devenus, mais pour s'étourdir sur leurs crimes, en mettant leur esprit d'accord avec leur ame), ont regardé comme une capucinade ce que le général leur a dit sur la Providence dans sa fameuse lettre du 12 mars; il a à leur répondre que la Providence nous laisse le libre arbitre de faire le bien ou le mal, de prendre un bon ou un mauvais parti; mais que de ce premier choix, qui est la cause, résultent nécessairement les effets, bons ou mauvais; que ce qui est juste est seul vrai; que ce qui est injuste est la preuve d'égarement et de fausseté dans l'esprit; qu'ainsi, surtout en fait de gouvernement, le juste conduit les nations au bonheur, l'injuste au malheur; que, lorsqu'une nation est frappée de l'esprit de vertige, comme la

nôtre en donne l'exemple, tous ses projets, toutes ses actions tendent à sa ruine; que la même frénésie qui lui a fait commettre le crime inutile de tuer Louis XVI et de traiter sa famille comme un troupeau de vils esclaves, lui a dicté le décret, aussi injuste que maladroit, du 15 décembre, qui a aliéné contre elle tous les peuples qui lui étaient précédemment attachés; lui a inspiré ses divisions, ses délations, ses massacres, ses déprédations, sa démocratie outrée, son *sans-culottisme*, son *jacobinisme*, son insouciance sur le nombre de ses ennemis, et sur les moyens à prendre pour leur résister, enfin son anarchie et sa désorganisation totale, qui sont le commencement de son châtiment; car depuis que la France s'est déclarée république, elle est devenue la contrée la plus malheureuse que présentent les annales anciennes et modernes du monde entier.

On terminera ce livre par une réflexion douloureuse sur l'état où la France s'est réduite par ses propres fureurs. Elle avait créé en très-peu de temps une constitution imparfaite, mais fort belle, que tous les peuples de l'Europe ont admirée, et que beaucoup ont enviée. Toutes les factions, en se déchirant, ont été d'accord pour la détruire; la cour, dans l'espoir de recouvrer son despotisme et ses abus; les jacobins, dans l'espoir d'abattre entièrement la royauté, si nécessaire aux Français. Tout le monde loue cette constitution, les Français seuls la blâment et la rejettent. Ils ne la con-

naissent pas, puisqu'elle n'a jamais été pratiquée en France ; ils ne peuvent pas la juger puisqu'ils ne la voient qu'au travers de leurs passions furieuses.

Français, de quelque faction que vous soyez, émigrés, jacobins, royalistes, républicains, quel que soit le parti qui triomphe, son bonheur ne sera pas de longue durée s'il n'en revient pas à cette constitution, qui modifie le pouvoir qui gouverne et lui trace ses devoirs. Les uns ont voulu déifier la royauté, les autres ont commencé par l'avilir, et l'ont ensuite abolie ; elle sera rétablie ; mais puisque deux factions agiront toujours autour d'elle, l'une pour l'égarer en exagérant son pouvoir, l'autre pour l'abattre en annulant son autorité, on ne peut attendre que les plus affreuses calamités de quelque côté que penche la victoire, à moins que le roi lui-même, éclairé par la catastrophe de son prédécesseur, n'appelle à son secours cette constitution salutaire pour en faire son appui et son égide, et pour s'imposer à lui-même une barrière. Un peuple libre ne peut reconnaître de puissance que dans la loi, et le roi d'un tel peuple, pour être heureux, doit être le premier sujet de cette divinité bienfaisante.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES
ET PIÈCES OFFICIELLES.

Note (A), *page* 68.

Mémoire au roi de Prusse.

(On reconnaîtra facilement dans ce Mémoire l'esprit de républicanisme outré que devait laisser paraître alors un général de la Convention. Dumouriez eût été sur-le-champ déclaré coupable si, en félicitant la France de l'abolition de la royauté, il n'eût pas mis en oubli la sagesse de Charles V, les vertus de Louis XII et la grandeur de Louis XIV.)

« La nation française a décidé immuablement son sort; des puissances étrangères ne peuvent se refuser à cette assertion vraie. Ce n'est plus l'Assemblée nationale dont les pouvoirs étaient restreints, dont les actes devaient être ou confirmés ou abrogés pour avoir force de loi; qui n'avait qu'un pouvoir contesté; qui pouvait passer pour usurpatrice, et qui a eu la sagesse d'appeler toute la nation, et de demander elle-même aux quatre-vingt-trois départemens la cessation de son existence, et son remplacement par une représentation revêtue de tous les pouvoirs et de la souveraineté entière du peuple français, autorisée par la constitution même, sous le nom de Convention nationale.

» Cette assemblée, dès sa première séance, entraînée par un mouvement spontané, qui est le même dans toutes les parties de l'empire, a décrété l'abolition de la royauté. Le décret est reçu partout avec allégresse; partout on l'attendait avec la plus grande impatience; partout enfin il accroît l'énergie, et il serait actuellement impossible de ramener la nation à relever un trône que les crimes qui l'entouraient ont renversé.

» Il faut donc nécessairement regarder la France comme une république, puisque la nation entière a déclaré l'abolition de la monarchie; cette république, il faut ou la reconnaître ou la combattre.

» Les puissances armées contre la France n'avaient aucun droit de s'immiscer dans les débats de la nation assemblée, sur la forme

de son gouvernement. Aucune puissance n'a le droit d'imposer des lois à une aussi grande nation. Aussi ont-elles pris le parti de déployer le droit du plus fort. Mais qu'en est-il résulté ? La nation ne fait que s'irriter davantage ; elle oppose la force à la force, et certainement les avantages qu'ont obtenus les nombreuses troupes du roi de Prusse et des alliés sont très-peu considérables. La résistance qu'il rencontre, et qui se multiplie à mesure qu'il avance, est trop grande pour ne pas lui prouver que la conquête de la France, qu'on lui a présentée comme très-aisée, est absolument impossible. Quelle que soit la différence des principes entre le monarque respectable dont on a égaré l'opinion, et le peuple français, lui et ses généraux ne peuvent plus regarder ce peuple ni les armées qui lui résistent comme un amas de rebelles.

» Les rebelles sont ces nobles insensés, qui, après avoir opprimé si long-temps le peuple sous le nom des monarques dont ils ont eux-mêmes ébranlé le trône, ont achevé les disgrâces de Louis XVI, en prenant les armes contre leur propre patrie, en remplissant l'Europe de leurs propres mensonges et de leurs calomnies, et en devenant, par leur conduite aussi folle que coupable, les ennemis les plus dangereux de Louis XVI et de leur pays ; j'ai moi-même entendu plusieurs fois Louis XVI gémir sur leurs crimes et sur leurs chimères.

» Je fais juge le roi de Prusse et son armée entière, de la conduite de ces dangereux rebelles. Sont-ils estimés ou méprisés ? Je ne demande pas la réponse à cette question ; je la sais. Cependant ce sont ces hommes qu'on tolère à l'armée prussienne, et qui en font l'avant-garde avec un petit nombre d'Autrichiens aussi barbares qu'eux (1).

» Venons à ces Autrichiens. Depuis le funeste traité de 1756, la France, après avoir sacrifié ses alliances naturelles, était devenue la proie de l'avidité de la cour de Vienne ; tous nos trésors servaient à assouvir l'avarice des Autrichiens. Aussi, dès le commencement de notre révolution, dès l'ouverture des Assemblées nationales, sous le nom d'états-généraux, les intrigues de la cour de

(1) Nous ne laissons subsister ce passage que pour ne point altérer une pièce historique. Ecrit dans le langage du temps, il prouve à quelle violente exagération, à quel excès d'injustice peut entraîner la chaleur de l'esprit de parti. (*Note des nouv. édit.*)

Vienne se multiplièrent pour égarer la nation sur ses vrais intérêts, pour tromper un roi malheureux et mal entouré, et enfin pour le rendre parjure.

» C'est à la cour de Vienne que Louis XVI doit sa déchéance. Qu'a fait cette cour, dont la politique tortueuse est trop subtile pour développer une conduite franche et courageuse? Elle a peint les Français comme des monstres, pendant qu'elle-même et les coupables émigrés payaient des agitateurs, des conspirateurs, et entretenaient, sous toutes les formes possibles, la plus affreuse discorde.

» Cette puissance, plus formidable à ses alliés qu'à ses ennemis, nous a attiré une grande guerre contre un roi que nous estimons, contre une nation que nous aimons et qui nous aime; ce renversement de tous les principes politiques et moraux ne peut pas durer.

» Le roi de Prusse connaîtra un jour tous les crimes de l'Autriche, dont nous avons les preuves, et il la livrera à notre vengeance. Je peux déclarer à l'univers entier que les armées réunies contre les forces qui nous envahissent, ne peuvent pas se résoudre à regarder les Prussiens comme leurs ennemis, ni le roi de Prusse comme l'instrument de la perfidie et de la vengeance des Autrichiens et des émigrés. Ils ont une idée plus noble de cette courageuse nation, et d'un roi qu'ils se plaisent à croire juste et honnête homme.

» Le roi, dit-on, ne peut abandonner ses alliés. Sont-ils dignes de lui? Un homme, qui se serait associé avec des brigands, aurait-il le droit de dire qu'il ne peut pas rompre cette société? Il ne peut pas, dit-on, rompre son alliance : sur quoi est-elle fondée? Sur des perfidies et des projets d'envahissement.

» Tels sont les principes d'après lesquels le roi de Prusse et la nation française doivent raisonner pour s'entendre.

» Les Prussiens aiment la royauté, parce que, depuis le grand électeur, ils ont eu de bons rois, et que celui qui les conduit est sans doute digne de leur amour.

» Les Français ont aboli la royauté, parce que, depuis l'immortel *Henri IV*, ils n'ont cessé d'avoir des rois faibles ou orgueilleux, ou lâches, ou gouvernés par des maîtresses, des confesseurs, des ministres insolens ou ignorans, des courtisans vils et brigands, qui ont affligé de toutes les calamités le plus bel empire de l'univers.

» Le roi de Prusse a l'ame trop pure pour ne pas être frappé de

ces vérités; je les lui présente pour l'intérêt de sa gloire, et surtout pour l'intérêt de deux nations magnanimes, dont il peut d'un mot assurer le bonheur ou le malheur; car, bien certain de résister à ses armes, bien certain qu'aucune puissance ne peut venir à bout de conquérir la France, je frémis en pensant au malheur affreux de voir nos plaines jonchées des cadavres de deux nations estimables, pour une vaine idée de point d'honneur, dont un jour le roi lui-même rougirait en voyant son armée et son trésor sacrifiés à un système de perfidie et d'ambition qu'il ne partage pas, et dont il est la dupe.

» Autant la nation française, devenue républicaine, est violente et capable de tous les efforts quelconques contre ses ennemis, autant elle est aimante et généreuse envers ses amis. Incapable de courber la tête devant des hommes armés, elle donnera tous ses secours, son sang même pour un allié généreux; et s'il fut une époque où l'on ait pu compter sur l'affection d'une nation, c'est celle où la volonté générale forme les principes invariables d'un gouvernement; c'est celle où les traités ne sont plus soumis à la politique astucieuse des ministres et des courtisans. Si le roi de Prusse consent à traiter avec la nation française, il se fera un allié généreux, puissant et invariable; si l'illusion du point d'honneur l'emporte sur ses vertus, sur son humanité, sur ses vrais intérêts, alors il trouvera des ennemis dignes de lui, qui le combattront avec regret, mais à outrance, et qui seront perpétuellement remplacés par des vengeurs, dont le nombre s'accroît chaque jour, et qu'aucun effort humain n'empêchera de vivre ou mourir libres.

» Est-il possible que, contre toutes les règles de la vraie politique, de la justice éternelle et de l'humanité, le roi de Prusse consente à être l'exécuteur de la volonté de la perfide cour de Vienne; sacrifie sa brave armée et ses trésors à l'ambition de cette cour, qui, dans une guerre qui lui est directe, a la finesse de compromettre ses alliés, et de ne fournir qu'un faible contingent, pendant qu'elle seule, si elle était généreuse et brave, devrait en supporter tout le poids? Le roi de Prusse peut jouer en ce moment le plus beau rôle qu'aucun roi puisse jouer. Lui seul a eu des succès, il a pris deux villes; mais il ne doit ses succès qu'à la trahison et à la lâcheté. Depuis lors, il a trouvé des hommes libres et courageux, à qui il n'a pu refuser son estime. Il en trouvera encore un plus grand

nombre ; car l'armée qui arrête sa marche grossit tous les jours ; elle est pure, animée d'un seul esprit; elle est purgée des traîtres, des lâches qui ont pu faire croire que la conquête de la France était facile, et bientôt, au lieu de se défendre, elle attaquera, si une négociation raisonnable ne met pas une distinction entre le roi et son armée que nous estimons, et les Autrichiens et les émigrés que nous méprisons. Il est temps qu'une explication franche et pure termine nos discussions, ou les confirme, et nous fasse connaître nos vrais ennemis. Nous les combattrons avec courage, nous sommes sur notre sol, nous avons à venger les excès commis dans nos campagnes, et il faut bien se persuader que la guerre contre des républicains, fiers de leur liberté, est une guerre sanglante, qui ne peut finir que par la destruction totale des oppresseurs ou des opprimés.

» Cette terrible réflexion doit agiter le cœur d'un roi humain et juste : il doit juger que, bien loin de protéger par les armes le sort de Louis XVI et de sa famille, plus il restera notre ennemi, plus il aggravera leurs calamités.

» J'espère, en mon particulier, que le roi, dont je respecte les vertus, et qui m'a fait donner des marques d'estime qui m'honorent, voudra bien lire avec attention cette note que me dicte l'amour de l'humanité et de ma patrie. Il pardonnera la rapidité et l'incorrection du style de ces vérités à un vieux soldat, occupé plus essentiellement encore des opérations militaires qui doivent décider du sort de cette guerre.

» Le général en chef de l'armée du Nord,

» DUMOURIEZ. »

Note (B), *page* 110.

Discours de Dumouriez à la Convention nationale. (*Séance du 10 octobre 1792.*)

La liberté triomphe partout; guidée par la philosophie, elle parcourra l'univers; elle s'asseoira sur tous les trônes, après avoir écrasé le despotisme, après avoir éclairé les peuples.

Les lois constitutionnelles, auxquelles vous allez travailler, seront la base du bonheur et de la fraternité des nations. Cette guerre-ci sera la dernière, et les tyrans et les privilégiés, trompés dans leurs

criminels calculs, seront les seules victimes de cette lutte du pouvoir arbitraire contre la raison. L'armée, dont la confiance de la nation m'avait donné la conduite, a bien mérité de la patrie; réduite, lorsque je l'ai jointe, le 28 août, à soixante-dix mille hommes; désorganisée par des traîtres que le châtiment et la honte poursuivent partout, elle n'a été effrayée ni de la discipline, ni des menaces, ni de la barbarie, ni des premiers succès de quatre-vingt mille satellites du despotisme. Les défilés de la forêt d'Argone ont été les thermopyles où cette poignée de soldats de la liberté a présenté, pendant quinze jours, à cette formidable armée, une résistance imposante. Plus heureux que les Spartiates, nous avons été secourus par des armées animées du même esprit, auxquelles nous nous sommes joints dans le camp inexpugnable de Sainte-Menehould. Les ennemis, au désespoir, ont voulu tenter une attaque qui ajoute une nouvelle victoire à la carrière militaire de mon collègue et mon ami Kellermann.

Dans ce camp de Sainte-Menehould, les soldats de la liberté ont déployé d'autres vertus militaires, sans lesquelles le courage même peut être nuisible : la confiance en leurs chefs, l'obéissance, la patience et la persévérance. Cette partie de la république française présente un sol aride, sans eaux et sans bois. Les Allemands s'en souviendront, leur sang impur fécondera peut-être cette terre ingrate qui en est abreuvée; la saison était très-pluvieuse et très-froide ; nos soldats étaient mal habillés, sans paille pour se coucher, sans couvertures, quelquefois deux jours sans pain, parce que la position de l'ennemi obligeait les convois à de longs détours, par des chemins de traverse très-mauvais en tout temps, et gâtés par les pluies continuelles; car je dois rendre justice aux régisseurs des vivres et des fourrages, qui, malgré tous les obstacles des mauvais chemins et de la saison pluvieuse, des mouvemens imprévus, ou que j'étais obligé de cacher, ont entretenu l'abondance autant qu'il leur a été possible; et je suis bien aise de publier que c'est à leurs soins que l'on doit la bonne santé du soldat. (On applaudit.) Jamais je ne les ai vus murmurer. Les chants et la joie auraient fait prendre ce camp terrible pour un de ces camps de plaisance où le luxe des rois rassemblait autrefois des automates enrégimentés pour l'amusement de leurs maîtresses et de leurs enfans; l'espoir de vaincre soutenait les soldats de la liberté; leurs fatigues, leurs

privations ont été récompensées ; l'ennemi a succombé sous la faim, la misère et les maladies. Cette armée formidable fuit, diminuée de moitié. Les cadavres et les chevaux morts jalonnent la route. Kellermann les poursuit avec plus de quarante mille hommes, pendant qu'avec un pareil nombre, je marche au secours du département du Nord, et des malheureux et estimables Belges et Liégeois.

Je ne suis venu passer quatre jours ici que pour arranger, avec le conseil exécutif, les détails de cette campagne d'hiver. J'en profite pour vous présenter mes hommages. Je ne vous ferai point de nouveaux sermens ; je me montrerai digne de commander aux enfans de la liberté, et de soutenir les lois que le peuple souverain va se faire à lui-même par votre organe.

Note (C), *page* 150.

Manifeste du général Dumouriez au peuple de la Belgique. De Valenciennes, le 26 octobre 1792.

BRAVE nation belge, vous avez levé avant nous l'étendard de la liberté ; mais trompée par ceux de vos concitoyens en qui vous aviez placé votre confiance; abusée par les perfides insinuations des cours auxquelles vous vous étiez adressée, ou qui s'étaient mêlées dans vos affaires, uniquement pour vous agiter, pour embarrasser votre despote, et pour vous livrer ensuite à sa vengeance ; victime de la politique insidieuse et cruelle de toutes les cours de l'Europe, et particulièrement de celle de France, qui regardait votre liberté comme le dernier coup porté au despotisme qu'elle voulait rétablir sur nous ; non-seulement vous n'avez reçu aucun secours efficace des Français, vos voisins, mais vous avez été abandonnée et trahie même par les Français, lorsqu'ils sont entrés dans vos provinces.

Il fallait que la France eût triomphé du despotisme, en abattant la royauté ; il fallait qu'établie en république, elle eût triomphé des satellites des despotes, et que les nombreuses armées fussent venues se fondre devant les légions des hommes libres, et qu'eux-mêmes les poursuivissent jusque dans leur propre territoire, pour que vous pussiez prendre une entière confiance dans la république française et dans les armées qu'elle envoie à votre secours.

Nous entrons incessamment sur votre territoire ; nous y entrons pour vous aider à planter l'arbre de la liberté, sans nous mêler en rien de la constitution que vous voudrez adopter. Pourvu que vous établissiez la souveraineté du peuple et que vous renonciez à vivre sous les despotes quelconques, nous serons vos frères, vos amis et vos soutiens. Nous respecterons vos propriétés et vos lois. La plus exacte discipline régnera dans les armées françaises.

Nous entrerons dans vos provinces pour y poursuivre les barbares Autrichiens, qui ont commis dans le département du Nord les excès les plus atroces. Nos justes armes seront très-sévères contre ces indignes soldats du despotisme. Vous avez aussi des injures, des violences et des crimes à venger. Joignez-vous à nous pour que nous ne confondions pas les Belges avec les Allemands, dans le cas où, par apathie, vous les laisseriez maîtres de vos villes, que nous serions obligés de bombarder et de brûler, pour détruire cette horde barbare qu'il vous est facile de chasser à jamais, si vous joignez vos armes aux nôtres.

Belges, nous sommes frères; notre cause est la même, vous avez donné trop de preuves de votre impatience pour le joug, pour que nous ayons à craindre d'être obligés de vous traiter en ennemis.

Extrait de la proclamation du général Dumouriez à son armée.

Généraux, officiers, soldats, fiers républicains, vous tous mes braves camarades, nous allons entrer dans la Belgique pour repousser les ennemis barbares et les perfides émigrés, et les en chasser.

Entrons dans ces belles provinces comme des amis, des frères et des libérateurs ; montrons de la clémence envers les prisonniers de guerre, et de la fraternité envers les habitans du pays.

Note (D), *page* 261.

Lettre du général Dumouriez à la Convention nationale.

Louvain, 11 mars 1793.

Citoyen président, le salut du peuple est la loi suprême : je viens de lui sacrifier une conquête presque assurée, en quittant la portion victorieuse de l'armée prête à entrer dans le cœur de la Hol-

lande, pour venir au secours de celle qui vient d'essuyer un revers qu'on doit à des causes physiques et morales, que je vais vous développer avec cette franchise qui est plus nécessaire que jamais, et qui eût toujours opéré le salut de la république, si tous les agens qui la servent l'eussent employée dans les comptes qu'ils rendaient, et si elle eût toujours été écoutée avec plus de complaisance que la flatterie mensongère.

Vous savez, citoyens représentans, dans quel état de désorganisation et de souffrance les armées de la Belgique ont été mises par un ministre et par des bureaux qui ont conduit la France sur le penchant de sa ruine. Ce ministre et ces bureaux ont été changés; mais bien loin de les punir, Pache, Hassenfratz sont passés à la place importante de la mairie de Paris, et dès-lors la capitale a vu se renouveler, dans la rue des Lombards, des scènes de sang et de carnage.

Je vous ai présenté, au mois de décembre, dans quatre mémoires, les griefs qu'il fallait redresser; je vous ai indiqué les seuls moyens qui pouvaient faire cesser le mal, et rendre à nos armées toute leur force, ainsi qu'à la cause de la nation toute la justice qui doit être son caractère. Ces mémoires ont été écartés; vous ne les connaissez pas : faites-vous les représenter, vous y trouverez la prédiction de tout ce qui nous arrive; vous y trouverez aussi le remède aux autres dangers qui nous environnent et qui menacent notre république naissante. Les armées de la Belgique, réunies dans le pays d'Aix-la-Chapelle et de Liége, y ont souffert tous les genres de besoin sans murmures, mais en perdant continuellement par les maladies et les escarmouches contre l'ennemi, par l'abandon de quantité d'officiers et de soldats, plus de la moitié de leurs forces.

Ce n'est que depuis l'entrée du général Beurnonville dans le ministère, qu'on commence à s'occuper de son recrutement et de ses besoins; mais il y a si peu de temps, que nous éprouvons encore tout le fléau désorganisateur dont nous avons été les victimes. Telle était notre situation, lorsque, le 1er février, vous avez cru devoir à l'honneur de la nation, la déclaration de guerre contre l'Angleterre et la Hollande. Dès-lors j'ai sacrifié tous mes chagrins; je n'ai plus pensé à ma démission que vous trouverez consignée dans mes quatre mémoires; je ne me suis occupé que des

énormes dangers et du salut de ma patrie; j'ai cherché à prévenir les ennemis, et cette armée souffrante a oublié tous ses maux pour attaquer la Hollande. Pendant qu'avec de nouvelles troupes arrivées de France, je prenais Bréda, Klundert et Gertruydenberg, me préparant à pousser plus loin ces conquêtes, l'armée de la Belgique, conduite par des généraux remplis de courage et de civisme, entreprenait le bombardement de Maëstricht.

Tout manquait pour cette expédition; le nouveau régime d'administration n'était pas encore établi. L'ancien était vicieux et criminel; on regorgeait de numéraire, mais les formes nouvelles qu'on avait mises à la trésorerie nationale, empêchaient qu'aucune partie du service ne reçût d'argent. Je ne puis pas encore détailler les causes de l'échec qu'ont reçu nos armées, puisque je ne fais que d'arriver; non-seulement elles ont abandonné l'espoir de prendre Maëstricht, mais elles ont reculé avec confusion et avec perte; les magasins de toute espèce, qu'on commençait à ramasser à Liége, sont devenus la proie de l'ennemi, ainsi qu'une partie de l'artillerie de campagne et des bataillons. Cette retraite nous a attiré de nouveaux ennemis; et c'est ici que je vais développer les causes de nos maux.

Il a existé de tout temps, dans les événemens humains, une récompense des vertus et une punition des vices. Les particuliers peuvent échapper à cette providence qu'on appellera comme on voudra, parce que ce sont des points imperceptibles; mais parcourez l'histoire, vous y verrez que les peuples n'y échappent jamais. Tant que notre cause a été juste, nous avons vaincu l'ennemi; dès que l'avarice et l'injustice ont guidé nos pas, nous nous sommes détruits nous-mêmes, et nos ennemis en profitent.

On vous flatte, on vous trompe; je vais achever de déchirer le bandeau. On a fait éprouver aux Belges tous les genres de vexations; on a violé à leur égard les droits sacrés de la liberté, on a insulté avec impudence leurs opinions religieuses, on a profané par un brigandage très-peu lucratif, les instrumens de leur culte; on vous a menti sur leur caractère et sur leurs intentions; on a opéré la réunion du Hainaut à coups de sabres et de fusils; celle de Bruxelles a été faite par une vingtaine d'hommes qui ne pouvaient trouver d'existence que dans le trouble, et par quelques hommes de sang qu'on a rassemblés pour intimider les citoyens.

Parcourez l'histoire des Pays-Bas, vous trouverez que le peuple de la Belgique est bon, franc, brave et impatient du joug. Le duc d'Albe, le plus cruel des satellites de Philippe II, en a fait périr dix-huit mille par la main des bourreaux. Les Belges se sont vengés par trente ans de guerres civiles, et leur attachement à la religion de leurs pères a pu seul les faire rentrer sous le joug espagnol.

Vos finances étaient épuisées, lorsque nous sommes entrés dans la Belgique; votre numéraire avait disparu ou s'achetait au poids de l'or. Cambon, qui peut être un honnête citoyen, mais qui certainement est au-dessous de la confiance que vous lui avez donnée pour la partie financière, n'a plus vu de remède que dans la possession des richesses de cette fertile contrée. Il vous a proposé le fatal décret du 15 décembre; vous l'avez accepté unanimement, et cependant chacun de ceux d'entre vous, avec qui j'en ai parlé, m'a dit qu'il le désapprouvait, et que ce décret était injuste. Un de mes quatre mémoires était dirigé contre ce décret; on ne l'a pas lu à l'Assemblée. Le même Cambon a cherché à rendre mes remontrances odieuses et criminelles, en disant à la tribune que j'apposais un *véto* sur le décret de l'Assemblée; vous avez confirmé ce décret par celui du 30 décembre; vous avez chargé vos commissaires de tenir la main à son exécution. D'après vos ordres, le pouvoir exécutif a envoyé au moins trente commissaires; le choix en est très-mauvais, et à l'exception de quelques gens honnêtes, qui sont peut-être regardés comme des citoyens douteux, parce qu'ils cherchent à mitiger l'odieux de leurs fonctions, la plupart sont ou des insensés, ou des tyrans, ou des hommes sans réflexion, qu'un zèle brutal et insolent a conduits toujours au-delà de leurs fonctions.

Les agens de la tyrannie ont été répandus sur la surface entière de la Belgique; les commandans militaires, par obéissance au décret, ont été obligés d'employer, sur leur réquisition, les forces qui leur étaient confiées; ces exacteurs ont achevé d'exaspérer l'ame des Belges. Dès-lors la terreur et peut-être la haine ont remplacé cette douce fraternité qui a accompagné nos premiers pas dans la Belgique; c'est au moment de nos revers que nos agens ont déployé le plus d'injustice et de violence.

Vous avez été trompés sur la réunion à la France de plusieurs

parties de la Belgique. Vous l'avez crue volontaire, parce qu'on vous a menti. Dès-lors vous avez cru pouvoir enlever le superflu de l'argenterie des églises, pour subvenir sans doute aux frais de la guerre. Vous regardiez dès-lors les Belges comme Français ; mais quand même ils l'eussent été, il eût encore fallu attendre que l'abandon de cette argenterie eût été un sacrifice volontaire; sans quoi, l'enlever par force devenait à leurs yeux un sacrilége. C'est ce qui vient d'arriver. Les prêtres et les moines ont profité de cet acte imprudent, et ils nous ont regardés comme des brigands qui fuient, et partout les communautés des villages s'arment contre nous. Ce n'est point ici une guerre d'aristocratie: car notre révolution favorise les habitans des campagnes, et cependant ce sont les habitans des campagnes qui s'arment contre nous, et le tocsin sonne de toutes parts. C'est pour eux une guerre sacrée; c'est pour nous une guerre criminelle. Nous sommes en ce moment environnés d'ennemis; vous le verrez par les rapports que j'envoie au ministre de la guerre; vous verrez en même temps les premières mesures que la nécessité m'a forcé de prendre pour sauver l'armée française, l'honneur de la nation, de la république elle-même.

Représentans de la nation, j'invoque votre probité et vos devoirs, j'invoque les principes sacrés expliqués dans la déclaration des droits de l'homme, et j'attends avec impatience votre décision. En ce moment, vous tenez dans vos mains le sort de l'empire, et je suis persuadé que la vérité et la vertu conduiront vos décisions, et que vous ne souffrirez pas que vos armées soient souillées par le crime, et en deviennent les victimes.

Le général en chef, DUMOURIEZ.

FIN DES ÉCLAIRCISSEMENS HISTORIQUES ET DES PIÈCES OFFICIELLES.

